



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



✓
116. a. 29.







RECHERCHES

ET

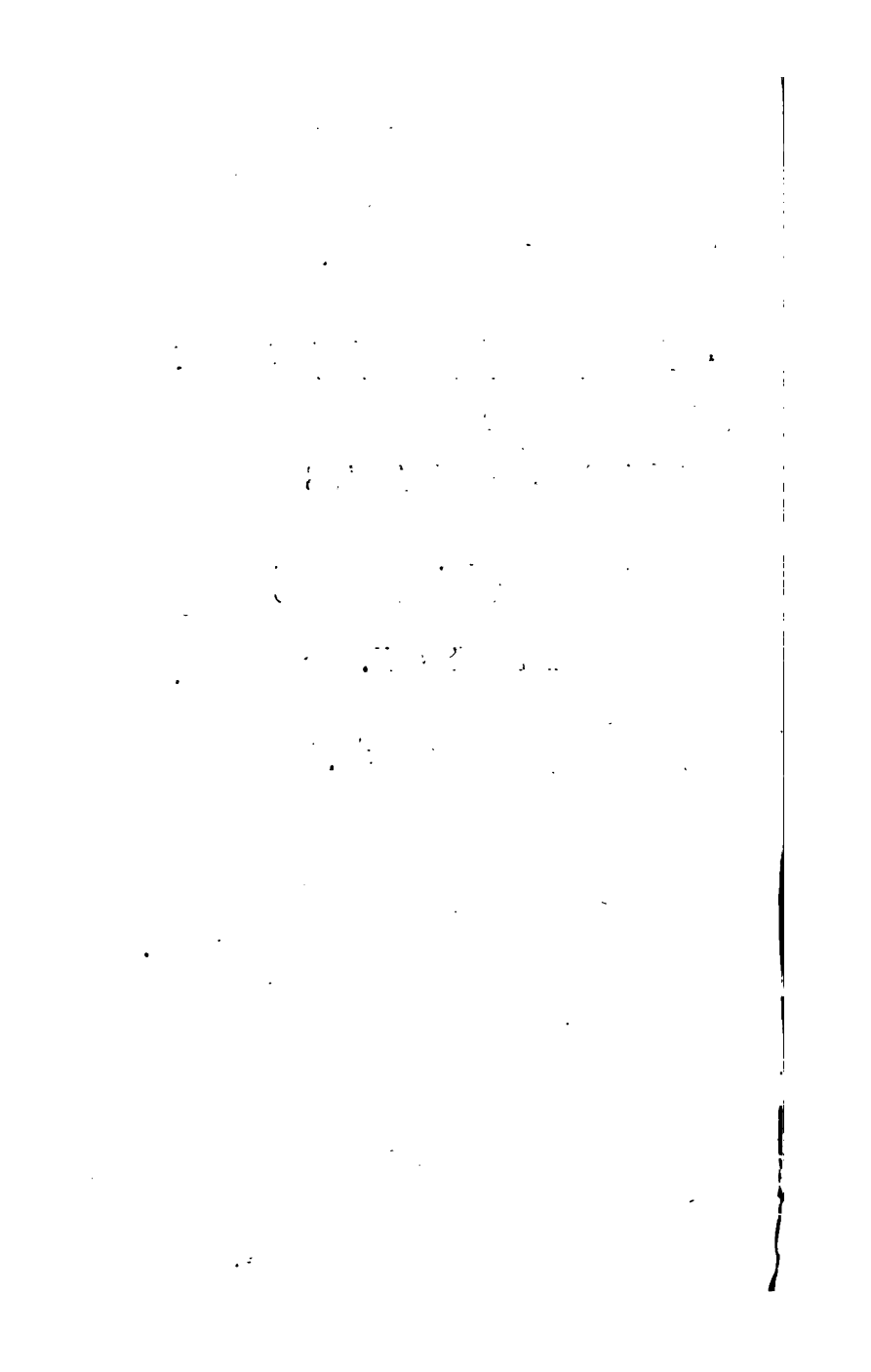
CONSIDERATIONS

SUR

LES FINANCES

DE FRANCE.

TOME SIXIEME.



RECHERCHES
ET
CONSIDÉRATIONS
SUR
LES FINANCES
DE FRANCE,
Depuis 1595 jusqu'en 1721.

TOME SIXIEME.



A LIEGE.

M. DCC. LVIII.





RECHERCHES
ET CONSIDERATIONS
SUR
LES FINANCES
DE FRANCE,
Depuis 1595 jusqu'en 1721.

ANNÉE 1717.



Ès le 9 Janvier on commença à ouvrir un débouché aux billets de l'Etat. On avoit déjà donné précédemment des ordres pour faire compenser les sommes dûes aux parties prenantes employées dans les états du Roi, jusqu'à la concurrence de ce qu'elles pouvoient devoir de taille, de capitation & de dixieme. Mais comme beaucoup d'Officiers de guerre & de Justice avoient

Tome VI.

A

2 *Recherches & Considérations*

été payés en billets des arrérages de gages , d'appointemens , de pensions & de gratifications qui leur étoient dûs ; il fut arrêté qu'ils pourroient , ainsi que les Gentilshommes , payer en billets de l'Etat ce qu'ils devoient d'arrérages de la capitation & du dixieme. Ce Règlement produisoit deux biens à-la-fois. En montrant un desir très - réel d'acquitter & de retirer les billets de l'Etat , on rehaussoit leur crédit : d'un autre côté , s'il est juste de faire contribuer les riches aux charges publiques dans la proportion de leurs revenus , il est également essentiel à l'ordre & au produit des finances de les soulager , lorsque cela est possible , de maniere que leurs consommations ne souffrent point d'interruption. C'est un principe bien connu des riches & qui ne doit point être perdu de vûe ; mais il faut le distinguer de la fausse application qu'on en peut faire , & tout raisonnement cesse d'être juste s'il s'éloigne de ce point unique où la vérité repose en équilibre.

Dans les crises de l'Etat , c'est aux riches sans contredire à faire les fonds de son maintien & de sa libération , puisque la sûreté de leurs propriétés en

dépend. Il est vrai qu'un nouvel impôt diminue, s'il est un peu fort, la faculté & la volonté de consommer ; mais cet inconvénient , que les gens intéressés font trop valoir , n'approche pas de celui qui résulteroit de l'impuissance du Corps politique ; & il n'est pas vrai au fond que la consommation cesse , puisque l'Etat ne perçoit que pour dépenser ; c'est seulement un cours différent que prennent les consommations. Que pendant la guerre , par exemple , le dixieme des biens-fonds soit perçu , il est clair que les riches auront de moins à consommer environ cinquante-deux millions ; mais l'Etat dépense cette somme pour payer une infinité de fournitures extraordinaires, qui font circuler l'argent dans des mains où il ne passoit pas auparavant. S'il étoit possible même que toutes les Provinces d'un Etat participassent également à ces fournitures , comme elles payent également l'imposition , & si les Traités faits à cette occasion n'étoient pas ordinairement fort défavantageux à l'Etat en faveur d'un petit nombre de particuliers , il est évident que les terres gagneroient quelque chose à ce changement de consommation ,

2 *Recherches & Considérations*
dont le bénéfice leur reviendrait plus
directement.

Il fut aussi permis de faire pendant
le cours de l'année seulement le rachat
de l'annuel en billets de l'Etat.

Si ces arrangemens acquittoient une
portion des dettes de l'Etat, elles dimi-
nuoient la recette déjà trop foible en
comparaison des dépenses ; d'autant
plus que les tailles avoient été dimi-
nuées pour cette année de quatre mil-
lions six cent cinq mille livres. Ce n'é-
toit qu'à force d'économie qu'on pou-
voit espérer d'atteindre à cette balan-
ce. Mais si les retranchemens dans la
distribution sont de ces opérations tou-
jours applaudies du Public, il est cer-
tain que les particuliers le pardonnent
rarement. Il faut un amour du bien
tout-à-fait isolé pour y marcher par
cette voie.

Le feu Roi ayant abrogé en 1678 les
Règlemens qui s'observoient à la Cham-
bre des Comptes touchant les Pensions,
il en avoit été accordé à une infinité
de personnes sans brevets, & par de
simples Ordonnances qui avoient été
expédiées dans les différens bureaux des
Ministres & des Secrétaires d'Etat. On
fit la recherche de toutes ces pensions

dispersées pour les rassembler dans un état général distingué par chapitres. Il parut difficile pendant une Régence d'établir des différences équitables sur la nature de ces pensions ; & pour opérer le bien plus sûrement , on jugea à propos de rendre la reforme générale.

Le 30 Janvier parut une Déclaration du Roi pour la réduction des pensions , & pour établir un ordre dans leur payement , indépendant soit de l'arbitraire , soit de l'importunité. C'est ce qu'explique le préambule avec cette noblesse ordinaire d'expression & cette sagesse de vûes qui en rendent la lecture aussi agréable qu'instructive.

« Par l'article 274 de l'Edit du mois
» de Janvier 1629 , donné par le feu
» Roi Louis XIII notre Trisayeul , suivant l'avis des Députés en l'Assemblée des Notables tenue à Paris en
» l'année 1626 , il fut ordonné que les
» états , entretenemens & pensions se-
» roient réduits à une somme si modérée , que les autres charges de l'Etat pussent être préalablement acquittées , & qu'il seroit fait un état par
» chacune année , qui contiendrait le
» nom de ceux qui en devroient jouir ,
» & hors lequel personne ne seroit reçu

6 *Recherches & Considérations*

» à les prétendre , quelque brevet ou
» Ordonnance qu'il en pût obtenir , ni
» être employé dans ledit état qu'en
» vertu de Lettres-Patentes enregistrées
» en la Chambre des Comptes. Et par
» la Déclaration du trente Décembre
» 1678 , le feu Roi notre très-honoré
» Seigneur & Bifayeul ordonna que les
» pensions & gratifications feroient
» passées & allouées sur les simples quit-
» tances des parties prenantes ; les dis-
» pensant de rapporter aucunes Lettres-
» Patentes enregistrées en la Chambre
» des Comptes , & ce tant qu'il pren-
» droit le soin & l'administration de ses
» Finances. Quoiqu'aux termes de cet
» Edit , & suivant l'esprit de cette Dé-
» claration , les pensions accordées par
» le feu Roi soient éteintes de plein
» droit au jour de son décès , & que
» son intention n'ait point été d'enga-
» ger les revenus de la Couronne par
» des dons & des libéralités au-delà du
» cours de son Regne ; cependant lors-
» que nous considérons les différens
» motifs qui les ont fait accorder , nous
» ne pouvons nous empêcher de les re-
» garder en quelque sorte comme des
» dettes de l'Etat , & nous nous sen-
» tons obligés d'en conserver au moins

» une partie, Si la condition de ceux
» qui sont chargés du poids des im-
» positions exige que nous donnions tous
» nos soins à rendre leur situation plus
» heureuse, & nous invite à ne les pas
» charger de nouveau d'une contribu-
» tion dont la libération paroît leur être
» acquise ; le même esprit d'équité nous
» engage à traiter favorablement ceux
» qui ont mérité les bienfaits de notre
» Bifayeul, par les services qu'ils ont
» rendus en s'exposant pour la Patrie,
» ou par leur attachement ou les affi-
» duités auprès de sa Personne, ou en-
» fin par la considération d'une nais-
» sance illustre soutenue d'un mérite
» solide & destitué des biens de la for-
» tune. Nous remplirons autant qu'il
» est possible cette double obligation,
» lorsqu'au lieu de retrancher absolu-
» ment une dépense si considérable,
» nous nous contenterons de la dimi-
» nuer, en faisant avec de justes pro-
» portions, & par des classes séparées,
» une Loi générale à l'égard de toutes
» les pensions & gratifications ordina-
» res qui subsistent, sans en supprimer
» aucune en entier, afin que le traite-
» ment étant égal, personne n'ait lieu
» de se plaindre d'aucune préférence,

8 *Recherches & Considérations*

» & qu'ils entrent tous avec le même
» zèle qui leur a fait mériter ces distinc-
» tions, dans l'obligation & la nécessité
» où nous sommes de soulager notre
» Etat. Cependant nous avons jugé de-
» voir excepter de cette Loi générale les
» pensions qui sont de six cent livres &
» au-dessous, parce que la plupart de
» ceux qui en ont été gratifiés peuvent
» n'avoir aucune autre ressource pour
» leur subsistance ; nous conserverons
» aussi en leur entier, tant pour le pré-
» sent que pour l'avenir, les pensions
» attribuées à l'Ordre de Saint-Louis,
» attendu qu'elles sont le prix du sang
» répandu pour le service de l'Etat ; &
» nous ne ferons aucune réduction de
» celles qui sont attachées aux Corps
» de nos troupes, non plus que de cel-
» les dont jouissent les Officiers des
» troupes de notre Maison par forme
» d'appointemens ou de supplémens de
» solde, & qui sont attachées, non pas
» à leurs personnes, mais à leurs em-
» plois, ni pareillement de celles qui
» font partie des appointemens & at-
» tributions des Charges de plusieurs
» Officiers de nos Cours : & comme
» malgré la réduction que nous sommes
» obligés de faire des autres pensions per-

sur les Finances de France. 9

» sonnelles & gratifications ordinaires, la
» dépense en sera encore extrêmement
» onéreuse (afin qu'elle ne soit pas per-
» pétuelle), notre intention est de les
» supprimer, en cas que ceux à qui elles
» ont été accordées obtiennent de nous
» dans la suite d'autres emplois ou éta-
» blissemens, & de n'en faire revivre au-
» cunes lorsqu'elles se trouveront étein-
» tes par le décès de ceux qui en jouis-
» sent, jusqu'à ce qu'elles soient rédui-
» tes & limitées à une somme fixe qui
» soit moins à charge à nos Peuples, &
» qui ne pourra alors être augmentée.
» Mais étant juste & même nécessaire
» de faire envisager des récompenses
» pour encourager à la vertu, & tout
» service rendu à la Patrie méritant un
» prix proportionné, nous nous ré-
» servons une somme fixe par chacun
» an pour être distribuée par forme de
» gratification à ceux que nous juge-
» rons l'avoir mérité, en attendant
» que les pensions annuelles & les gra-
» tifications ordinaires soient réduites
» à un objet certain, & que nous puis-
» sions disposer de celles qui viendront
» à vaquer. Notre très-cher. & très-
» aimé oncle le Duc d'Orléans, Régent,
» uniquement occupé de la libération

10 *Recherches & Considérations*

» de notre Etat & du soulagement de
» nos Peuples , a jugé qu'il étoit néces-
» faire de nous proposer ces différens
» arrangemens , quoique par notre Dé-
» claration du 23 Septembre 1715 , il
» ait été déclaré Ordonnateur , ainsi
» que l'étoit le feu Roi , & qu'en cette
» qualité il ait droit de faire & d'ordon-
» ner les mêmes choses : il a de plus
» désiré qu'il fût établi un ordre inva-
» riable & uniforme dans les payemens,
» sans que la faveur ou l'importunité
» puissent faire accorder aucune pré-
» férence aux uns au préjudice des au-
» tres ; & pour y parvenir , il nous a
» représenté que rien n'étoit plus con-
» venable que de faire comprendre tou-
» tes les pensions personnelles & les
» gratifications ordinaires dans un état
» général distingué par des chapitres
» séparés , suivant la qualité des per-
» sonnes & la différence de leurs em-
» plois , qui sera arrêté chaque année
» en notre Conseil , & dont il sera ex-
» pédié deux doubles ; l'un pour le
» Garde de notre Trésor Royal , qui
» acquittera successivement les parties
» qui y feront employées , & l'autre
» pour être envoyé à notre Chambre
» des Comptes avec des Lettres-Paten-

» tes sous le contrescel desquelles il se-
» ra attaché pour y allouer les mêmes
» parties : au moyen de quoi nous fe-
» rons observer en même-tems & la
» lettre & l'esprit tant de l'Edit du
» mois de Janvier 1629, que de la Dé-
» claration du 30 Décembre 1678,
» sans néanmoins assujettir chaque pen-
» sionnaire à demander tous les ans
» l'expédition d'une nouvelle Ordon-
» nance, ou à obtenir des Lettres-Pa-
» tentes particulieres ; ce qui seroit
» difficile à pratiquer à cause de la mul-
» titude des pensions qui subsistent ;
» outre que cela seroit trop à charge
» à ceux qui n'en ont que de modiques ;
» ainsi nous préviendrons désormais
» toute sorte de confusion & d'embar-
» ras ; & par les ordres que nous don-
» nerons pour être assuré de l'existence
» de ceux qui devront être employés
» sur l'état général, nous connoîtrons
» toujours d'une année à l'autre les
» pensions qui seront éteintes, pour
» proportionner les fonds destinés à
» l'acquittement de celles qui subsiste-
» ront ».

En conséquence, les pensions de dix mille livres & au-dessus furent réduites aux trois cinquièmes ; celles de six

12 *Recherches & Considérations*

mille jusqu'à dix mille aux deux tiers ; celles de trois mille jusqu'à six mille aux trois quarts ; celles de mille jusqu'à trois mille aux quatre cinquièmes ; & celles au-dessus de six cent livres jusqu'à mille livres aux cinq sixièmes.

Sa Majesté déclaroit qu'aucune pension ou gratification ordinaire ne seroit accordée jusqu'à ce que celles qui subsistoient se trouvassent réduites à la somme de deux millions , par le décès des Pensionnaires , ou leur nomination à d'autres emplois.

Cependant , afin de ne point laisser les services présens sans récompense , il devoit être réservé annuellement cinq cent mille livres , pour accorder des gratifications extraordinaires. C'est de toutes les méthodes la plus sûre pour entretenir l'émulation & perpétuer les services.

La dépense des pensions diminueoit d'un million du jour même de la Déclaration , & cette économie devoit s'augmenter sans cesse : mais on ordonna encore que les pensions ne se payeroient plus qu'à leur échéance , au lieu qu'auparavant elles étoient acquises dès le jour de l'expédition. Par cet arrangement on profita d'une année

entiere qui montoit à cinq ou six millions.

Ce n'étoit pas assez de pourvoir à la diminution des dépenses, il convenoit de travailler à l'augmentation des revenus. Il étoit impossible de le faire plus efficacement que par la suppression des quatre sols pour livre, établis le 3 Mars 1705 & le 7 Mai 1715, sur toutes les Fermes, quoique cette remise fût évaluée sept à huit millions par les Fermiers. « Nous avons reconnu, » dit Sa Majesté dans la Déclaration » du 13 Février 1717, que ces diverses augmentations sont non-seulement » onéreuses à nos Peuples, par la sur- » charge de ces nouveaux droits sur » toutes les consommations nécessaires » à la vie, mais encore qu'elles empê- » chent le débit des denrées, & qu'el- » les causent la diminution du Com- » merce. Comme nous avons pourvu » d'ailleurs au payement des dettes, » à l'acquittement desquelles cette augmentation de droits avoit été destinée, & que notre principal objet est » de soulager nos Sujets, de faire re- » fleurir le Commerce; nous avons » cru ne devoir pas différer à éteindre » & supprimer ces nouveaux droits

16 *Recherches & Considérations*

» tre Justice , pour ne pas tenir plus
» long-tems un grand nombre de famil-
» les dans une incertitude capable d'ar-
» rêter le cours des affaires & de suf-
» pendre la circulation de l'argent , qui
» fait que toutes les parties de l'Etat se
» prêtent un secours mutuel pour le
» bien général & particulier. C'est dans
» cette vûe que par notre Déclaration
» du 18 Septembre dernier nous avons
» bien voulu nous relâcher de la sévé-
» rité de notre premier Edit ; & conver-
» tissant en peines pécuniaires celles
» qui sont portées par nos Ordonnan-
» ces , nous avons cru devoir nous
» contenter de retirer des Financiers ,
» par des taxes proportionnées à leurs
» facultés , au moins une partie de ce
» qu'ils ont exigé de nos Peuples , qui
» profiteront tous de cette restitution
» par l'usage que nous en faisons pour
» la libération de l'Etat. Les taxes or-
» données par cette Déclaration ayant
» été faites suivant les regles que nous
» avons prescrites en notre Conseil , &
» à la faveur desquelles près de trois
» mille personnes qui avoient fourni des
» états de leurs biens ont été jugées ne
» devoir point être taxées , il ne nous
» resteroit plus pour suivre entierement
» le

» le plan que nous nous étions proposé
» par notre Déclaration du 17 Mars
» 1716 , & par celle du 18 Septembre
» dernier , que de poursuivre à la ri-
» gueur ceux qui au lieu de profiter de
» tous les délais que nous avons eu l'in-
» dulgence d'accorder aux gens.d'affai-
» res & autres justiciables de la Cham-
» bre de Justice , n'ont pas encore don-
» né l'état de leurs biens , & de les faire
» condamner aux peines rigoureuses
» établies par notre Déclaration du 17
» Mars ; mais voulant user de clémence
» à l'égard de ceux même qui le méri-
» tent le moins , pour ne rien laisser sub-
» sister après la Chambre de Justice qui
» puisse troubler la tranquillité des fa-
» milles , la liberté & la facilité du Com-
» merce , nous avons jugé à propos de
» faire dresser un état exact de ceux qui
» étoient dans ce cas , sur les déclara-
» tions qui ont été fournies par les au-
» tres & sur les résultats de notre Con-
» seil & autres actes qui nous en ont
» donné la connoissance , & de les com-
» prendre dans les rôles arrêtés en exé-
» cution de notre Déclaration du 18
» Septembre , afin que pour le bien gé-
» néral du Royaume ils puissent partici-
» per à une amnistie dont ils devoient

18 *Recherches & Considérations*

» être exclus par leur desobéissance :
» ainsi l'exécution de notre Déclaration
» du 18 Septembre étant entièrement
» consommée , nous croyons qu'il est
» tems de faire cesser l'usage d'un reme-
» de extraordinaire que les vœux de
» toute la France avoient demandé , &
» dont il semble qu'elle desire également
» la fin. Nous nous portons d'autant
» plus volontiers à prendre cette réso-
» lution , que nous pouvons désormais
» recueillir le fruit de cet établissement
» passager , non-seulement par l'extinc-
» tion d'une partie considérable des det-
» tes de l'Etat , mais encore par l'ordre
» & l'arrangement que les recherches
» qui ont été faites nous mettront en
» état d'apporter dans l'administration
» de nos Finances pour l'avantage de
» nos Sujets dont le nôtre est insépara-
» ble. C'est dans cet esprit que nous
» avons toujours travaillé depuis le
» commencement de notre regne , &
» nos Peuples en ont déjà senti les ef-
» fets par la suppression des quatre sols
» pour livre que le malheur des tems
» avoit obligé d'ajouter à tous les droits
» qui se levent à notre profit ; & quoi-
» que le Commerce de toutes les den-
» rées & marchandises se trouve par-

» là considérablement déchargé , nous
» espérons que les mesures que nous
» prenons de jour en jour pour propor-
» tionner la dépense à la recette , nous
» mettront en état de parvenir à pro-
» curer encore de plus grands soulage-
» mens à nos Peuples , dont la félicité
» fera toujours le premier & le princi-
» pal objet de notre Gouvernement ».

Plusieurs d'entre les Fermiers généraux ayant eu part à des fournitures, des entreprises ou à des traités extraordinaires , ils avoient tous été compris dans la loi portée par la Déclaration du 9 Mai 1716. Le dessein du Conseil étoit de distinguer ensuite ceux qui n'avoient entré dans aucune autre affaire afin de remplir l'engagement porté par les baux depuis l'an 1660 qui les décharge de toute recherche. Ils déclarerent leurs biens d'eux-mêmes, & offrirent à l'Etat telle somme qu'il jugeroit à propos pour la libération de ses dettes. Elle fut acceptée comme un secours & non comme une taxe : les rôles en furent arrêtés au Conseil, & l'argent porté au Trésor Royal à droiture ; afin qu'il ne restât à leur égard aucune trace de la Chambre de Justice. Sa Majesté en donna une Déclaration expresse, par laquelle il fut

ordonné qu'à l'avenir , pour éviter tout prétexte de comprendre les Fermiers généraux dans de semblables recherches , ceux qui entreroient dans quelques fournitures , traités extraordinaires , ou Charges comptables , fussent exclus de la Compagnie. Il leur fut aussi enjoint d'obliger leurs Commis & Receveurs de tenir des livres journaux dans la forme prescrite par l'Edit du mois de Juin.

On exempta également les Receveurs généraux de toutes recherches , en faveur des secours considérables que plusieurs d'entr'eux avoient fournis à l'Etat ; à condition qu'ils n'entreroient dans aucune affaire extraordinaire , marché ni fourniture , & qu'ils s'astreindroient aux regles imposées par l'Edit du mois de Juin , afin d'être sans cesse à portée de connoître l'état actuel de leur recette & de leur dépense.

Cette distinction fut aussi accordée à tous les Trésoriers sous les mêmes clauses.

Après avoir ainsi r'ouvert toutes les routes de la circulation , on chercha à lui donner un mouvement plus rapide. Le 17 Mars il fut ordonné que les billets de la banque générale seroient re-

çus comme argent pour le payement de toutes les espèces de droits & d'impositions dans les Bureaux de recette des Fermes & autres revenus de Sa Majesté ; & que tous ceux qui sont chargés du maniement de ses deniers seroient tenus d'acquitter à vûe , & sans aucun escompte , les billets de la banque qui leur seroient présentés.

Une pénétration fort ordinaire conduit à concevoir tous les avantages de ce Règlement. Egalement favorable au Roi & au Commerce , il porta le crédit de la banque au plus haut période qu'elle pût atteindre au-dedans & au-dehors. Si l'on n'eût pas dénaturé cet établissement , le Royaume changeoit de face malgré l'énormité de ses dettes , que l'augmentation continuelle & rapide de ses revenus eût acquittées par degrés. Ce n'est pas qu'une banque établie puisse remédier à l'impuissance où se jette un Etat dont les dettes surpassent les ressources ; mais son établissement dans de pareilles circonstances , aidé de l'ordre d'une administration active & éclairée , peut être comparé à ces remèdes dont l'effet opère une crise salutaire dans un corps qui n'y est pas accoutumé. Sans l'ordre , l'économie & une protection

particuliere accordée au Commerce & à l'Agriculture , nuls moyens ne feroient capables de rétablir les affaires ; car c'est principalement la négligence de ces parties dans des tems de besoin qui aggrave le mal & détruit les espérances pour l'avenir.

Depuis un nombre d'années, une quantité d'Arrêts obtenus par les Fermiers , & quelques-uns contradictoires sur les vives représentations des Négocians , avoient introduit une grande incertitude dans le Commerce des Colonies. Pour terminer des contestations capables de dégoûter d'un Commerce si précieux à l'État , & si contraires au but du Gouvernement , on donna un Règlement simple & clair qui régloit les droits des uns & des autres.

Toutes les marchandises déclarées pour les Colonies , & munies d'un acquit à caution , furent exemptes de droits. Le transport des marchandises dont la consommation n'est pas permise en France , fut prohibé. Celles même dont la consommation étoit permise , ne furent pas exemptes des droits d'entrée dans le Royaume , quoique destinées pour les Colonies , afin de favoriser nos Manufactures ; les boeufs salés

furent seuls exceptés de cette règle. Les denrées de l'Amérique destinées pour l'Etranger jouirent d'une franchise absolue des droits d'entrée & de sortie, excepté du droit de trois pour cent ; & il fut permis de les transporter par terre en pays étrangers , en prenant un acquit à caution & en passant par les Bureaux indiqués.

Les droits sur ces mêmes denrées destinées pour la consommation intérieure furent fixés & modérés, & la gratification proportionnée sur la sortie des sucres raffinés en France.

Les droits sur les sucres étrangers durent se percevoir dans tous les ports également , sans aucun égard aux franchises particulieres, hors le cas de réexportation à l'Etranger dans les ports de Bayonne & de Marseille.

Les principes suivis jusqu'alors répugnoient à deux clauses anciennes conservées dans cet Edit ; l'une limitoit la permission du Commerce à un certain nombre de ports ; l'autre obligeoit les Négocians de faire leur retour dans le port d'où ils étoient partis. Il est vraisemblable que le besoin fit accorder quelque chose aux Régisseurs déjà mécontents de la suppression des quatre sols

24 *Recherches & Considérations*

pour livre ; & ce seroit une injustice de penser que ceux qui gouvernoient n'eussent pas dessein de rendre par la suite à ce Commerce la liberté & l'activité qui lui sont nécessaires. Car limiter la permission d'envoyer des vaisseaux aux Colonies, c'est évidemment limiter le nombre de nos matelots , la sortie de nos denrées , l'aisance des Provinces où cette prohibition s'étendra. Obliger les Négocians de faire leurs retours dans le port d'où ils sont partis , c'est gêner les spéculations du Commerce , en diminuer l'avantage , ou plutôt l'affervir aux arrangemens particuliers des Régisseurs ; enfin c'est forcer les François de naviger plus cherement que les autres Peuples.

Dès vûes supérieures dans la connoissance des véritables sources de l'opulence publique , & sans doute moins contrariées , engagerent à diminuer de moitié les droits de sortie sur les vins & eaux-de-vie , soit de Provence , soit de Languedoc , qui seroient portés à l'Etranger.

Ce fut le 17 Juin que se fit le rapport général dont il a été parlé au commencement de cette époque. Il rappeloit au Conseil la situation du Royaume
me

sur les Finances de France. 25

me au premier Septembre 1715, & le résultat des diverses opérations faites pendant le cours des vingt-un mois.

Les revenus montoient
au premier Septembre liv.
1715 à 165576992

Les charges à 860093102 }
Les diminutions à 107568855 } 96766195

Ainsi la partie du Trésor Royal étoit de 68810797

Le projet de dépenses
montoit à 146824181

Ainsi il manquoit de
fonds pour 78013384

Les dettes exigibles étoient partagées en cinq classes.

La première comprenoit les promesses de la caisse des emprunts, les billets de le Gendre, les ordonnances & assignations, les billets de l'extraordinaire des guerres & de la marine, qui au visa furent trouvés monter à cinq cent quatre-vingt seize millions. Cependant pour parler avec plus d'exactitude, il est bon d'observer que les billets de l'extraordinaire des guerres & de la marine, montant à soixante-dix-huit millions quatre cent mille livres, étoient encore employés dans l'état des ordonnances

26 *Recherches & Considérations*

& assignations ; ainsi cette premiere
classe ne montoit dans le liv.
fait qu'à 517600000

La deuxieme classe com-
prenoit les parties dûes
par le Trésor Royal sur
l'emploi des grands & pe-
tits états ; elle étoit de . 10394000

La troisieme classe étoit
composée des arrérages des
rentes & gages dûs aux
Cours Supérieures, & aux
Officiers subalternes, & de
toutes les autres charges
assignées sur les Fermes,
dont il restoit dû pour en-
viron 71000000

La quatrieme classe con-
sistoit en un peu moins de
deux années des charges
assignées sur les recettes
générales 40000000

La cinquieme classe étoit
celle des billets des Rece-
veurs généraux, montant
à soixante six millions, &
des billets de Legendre en-
dossés par eux, montant à
six millions 72000000

710994000

De l'autre part. 710994000

Au 17 Juin 1717, malgré la remise de plusieurs natures de droits, les revenus montoient par l'augmentation des diverses

Fermes, à 169427262

Les charges ne montoient plus qu'à 73000000

Les diminutions particulières 10000000

83000000

Ainsi la partie du Trésor

Royal étoit de 86427262

Les dépenses se trouvoient réduites à 80000000

A quoi ajoutant les intérêts des billets de l'Etat, ceux des billets des Receveurs généraux, enfin ceux dûs aux Officiers supprimés évalués à 13427262

93427262

Le manque de fonds restoit encore de 7000000

A la fin de l'année 1717 il ne devoit plus être rien dû sur l'année 1716, & le Garde du Trésor Royal étoit en état de rendre son compte à la Chambre, ce qui ne s'étoit point encore vu depuis M. Colbert.

La premiere classe, au moyen de la

28 *Recherches & Considérations*

vérification des Ordonnances de trop
de fonds pour cent millions, des dou-
bles emplois pour cent dix millions, &
du bénéfice du visa pour cent quatre-
vingt-huit millions, avoit été liquidée
valeur en billets de l'Etat

liv.

à. 198000000

Sur la seconde classe il
avoit été payé six millions,
& le surplus assigné à
courts termes sur des fonds
certains.

La troisieme classe se
trouvoit réduite à quaran-
te-un millions, sur quoi il y
en avoit trente d'avances
prétendues par les Fer-
miers Généraux ; l'avance
de leur bail étoit de quinze
millions, & il leur restoit
encore une somme pareille
à payer sur les rôles de
leurs taxes ; ainsi la troisie-
me classe de dettes exigi-
bles étoit au plus de.

20000000

La quatrieme classe étoit
aussi évaluée à.

20000000

La cinquieme classe au
moyen des payemens faits

238000000

De l'autre part . . . 238000000
se trouvoit réduite à. . . . 50000000

Il avoit été acquitté au
Trésor Royal en billets de
l'Etat pour diverses par-
ties qui restoit dûes au
premier Septembre 1715. 55000000

Total des dettes exige-
bles au 17 Juin 1717. 343000000

On n'avoit encore reçu que soixante-
dix millions sur les deux cent vingt mil-
lions à quoi montoient les taxes de la
Chambre de Justice ; ainsi l'on pouvoit
se flatter de diminuer par ce moyen la
somme des dettes exigibles environ de
cent cinquante millions.

Sur les dettes foncières ou rentes
perpétuelles on avoit diminué ,

1°. Par la réduction sur les capitaux
de diverses rentes constituées sur les
revenus du Roi autres que
les Aides & Gabelles , la
somme de. 24629600

2°. Par ce qui devoit ren-
trer par la Chambre de Ju-
stice sur la même nature de
fonds. 11016311

3°. Par les rentes de l'Hô-

35645911
C iij

De l'autre part 35645911
 tel-de-Ville amorties par les
 taxes conformément aux
 Arrêts du Conseil. 37353428
 72999339

A mesure que l'ordre & l'œconomie rapprochoient les affaires d'une affiette plus tranquille, on s'empressoit de procurer au Peuple les soulagemens que méritoient sa constance & ses longues calamités. On crut ne pouvoir plus différer à leur accorder la remise du dixieme ; elle fut annoncée dans le mois d'Août pour l'année suivante. L'Edit renferme une partie des travaux déjà faits & des desseins du Gouvernement.

« Quoique le soulagement de nos
 » Peuples épuisés par les efforts que
 » notre Royaume a été obligé de faire
 » pour soutenir presque sans interrup-
 » tion deux longues & sanglantes guer-
 » res, ait été le premier objet de nos
 » vœux dès le commencement de notre
 » Regne, nous n'avons pû y parvenir
 » aussi promptement que nous l'aurions
 » désiré, soit à cause de la multitude
 » & de la diversité des engagemens que
 » la nécessité des tems avoit fait con-

» trafter , soit par la difficulté de con-
» noître à fond la véritable situation de
» nos revenus & de fixer la masse des
» dettes de toute nature dont notre
» Royaume étoit chargé , soit enfin par
» la confusion qui se trouvoit dans les
» différentes parties de nos Finances &
» de nos revenus , qui étoient presque
» tous consommés par des assignations
» anticipées , suites inévitables du mal-
» heur des tems , qui ne permettoit pas
» de penser à établir un meilleur ordre
» pendant qu'on étoit uniquement oc-
» cupé à chercher les moyens de soute-
» nir la guerre & de procurer à ce
» Royaume une paix avantageuse : Nous
» n'avons pas laissé cependant de pour-
» voir aux besoins les plus pressans ,
» d'accorder des remises , des diminu-
» tions ou des compensations à toutes
» nos Provinces , de jeter les fonde-
» mens de la libération de l'Etat par des
» suppressions de charges onéreuses ou
» inutiles , & par des liquidations de
» dettes qui pouvoient seules nous faire
» connoître la grandeur du mal , & la
» nature des remèdes convenables. Le
» retranchement de plus de quarante
» millions par an sur l'état de nos dé-
» penses , l'augmentation de plusieurs

32 *Recherches & Considérations*

» de nos Fermes particulieres , & la di-
» minution des charges , l'ordre & l'ar-
» rangement que nous avons commen-
» cé d'établir dans nos Recettes & dans
» nos Fermes , enfin les payemens ef-
» fectifs qui ont été faits en argent
» comptant, soit en notre Trésor Royal,
» ou à l'Hôtel de notre bonne Ville de
» Paris , & qui ont monté à plus de
» deux cent quarante millions en moins
» de deux années , ont été les premiers
» fruits de nos soins & de l'administra-
» tion que nous avons établie : nous
» avons même été encore plus loin , &
» ne consultant que notre affection pour
» nos Peuples sans attendre l'arrange-
» ment entier de nos Finances , nous
» leur avons déjà accordé un soulage-
» ment considérable par la remise des
» quatre sols pour livre sur les droits
» de nos Fermes , & par la suppression
» ou la réduction de plusieurs autres
» droits également onéreux. Mais nous
» n'avons regardé tout ce que nous
» avons fait jusqu'à présent à l'avanta-
» ge de nos sujets que comme une sim-
» ple préparation pour nous mettre en
» état de leur procurer de plus grands
» biens & de former un plan général
» pour l'administration de nos Finan-

» ces qui pût en assurer l'ordre , en sim-
» plifier la régie , prévenir le divertisse-
» ment des fonds , faire cesser les cau-
» ses de l'obstruction du Commerce , &
» par une plus grande consommation
» augmenter nos revenus , sans aug-
» menter les impositions , & en soula-
» geant même nos sujets de toutes cel-
» les qui ne sont pas absolument néces-
» saires pour acquitter les dettes de l'E-
» tat. C'est dans cette vûe qu'après
» nous être fait rendre un compte exact
» dans notre Conseil , de la situation
» où étoient nos Finances au premier
» Septembre de l'année 1715 , des opé-
» rations qui ont été faites sur toutes
» les parties qui y ont rapport , & de
» tout ce qui compose les revenus , les
» charges & les dépenses de notre
» Royaume , nous avons fait aussi exa-
» miner avec la même attention tous
» les moyens que l'on pouvoit prendre
» pour parvenir à la fin que nous nous
» étions proposée ; & après la discussion
» qui en a été faite , nous avons crû ne
» devoir pas différer plus long-tems
» d'accomplir une partie de nos vœux ,
» en soulageant nos sujets d'une des
» deux impositions extraordinaires dont
» ils sont chargés , par la remise du di-

34 *Recherches & Considérations*

» xieme du revenu des fonds de terre
» & des autres immeubles qui étoient
» sujets à cette imposition. Le fonds
» que l'Etat en a retiré tous les ans de-
» puis l'année 1710 , sera remplacé
» pour la plus grande partie par le re-
» tranchement de nos dépenses , dont il
» n'y a aucun article que nous n'ayons
» réduit , en commençant par ce qui
» regarde notre personne. Quoique
» nous ayons déjà fait une premiere ré-
» duction sur les Pensions par notre Dé-
» claration du 30 Janvier dernier , nous
» avons crû devoir y faire encore de
» nouveaux retranchemens , qui joints
» au premier en réduiront la plus gran-
» de partie à la moitié ; & quelque fa-
» veur que mérite une partie de ceux
» qui jouissent des pensions , nous espé-
» rons qu'ils souffriront sans peine cette
» nouvelle réduction , quand ils sçau-
» ront que notre très-cher & très-amié
» oncle le Duc d'Orléans , petit-fils de
» France , Régent de notre Royaume ,
» dont le desintéressement & la gran-
» deur d'ame égalent la vigilance &
» l'attention sur nos intérêts & sur ceux
» de nos Peuples , a voulu , aussi-bien
» que les Princes de notre Sang , don-
» ner l'exemple à tous ceux à qui nous

» accordons des pensions , par la ré-
» duction de celles dont ils jouissent ;
» ainsi ne pouvant augmenter , ni mê-
» me conserver toutes les impositions ,
» sans charger un Peuple si digne des
» soulagemens que nous voulons lui
» donner , nous avons trouvé une res-
» source plus sûre & plus honorable
» dans le retranchement de notre dé-
» pense , & de ce qui est plutôt un effet
» de notre libéralité , qu'une véritable
» dette de l'Etat. Mais comme les re-
» tranchemens que nous faisons sur
» nous , même sur les Princes de notre
» Sang , sur les dépenses de la guerre
» & de la Marine , sur les doubles em-
» plois , & en général sur toutes sortes
» de dépenses privilégiées ou non pri-
» vilégiées , ne suffisent pas pour rem-
» plir le vuide qui se trouve dans nos
» revenus par la suppression du dixie-
» me d'impositions , nous sommes forcé
» de retrancher pareillement tous les
» privilèges & exemptions des droits
» de Gabelles & des Aides qui sont éga-
» lement à charge , & par la diminution
» qu'ils causent dans nos revenus , &
» par les indemnités que nous sommes
» obligé d'accorder à nos Fermiers. Ces
» privilèges qui font un objet considé-

» rable par rapport à nos Fermes , ne
» forment qu'un intérêt si médiocre
» pour chacun de ceux qui en jouissent,
» que nous espérons qu'ils feront sans
» peine ce léger sacrifice à un plus grand
» bien & pour l'Etat & pour eux-mê-
» mes. C'est par un semblable motif que
» nous sommes obligés de décharger nos
» Etats de l'entretien des lanternes &
» du nettoyage des rues de notre
» bonne Ville de Paris. D'autant plus
» que les propriétaires des maisons ont
» trouvé dans l'augmentation des loyers
» de quoi se dédommager de la finance
» qu'ils ont payée pour le rachat de cet
» entretien, dont la répartition étant
» faite sur un grand nombre de person-
» nes, devient presque insensible pour
» chacun d'eux, au lieu qu'elle est con-
» sidérable pour l'Etat. Au bénéfice qui
» nous reviendra de ces différens re-
» tranchemens , nous joindrons celui
» qu'une sage économie répandue dans
» toutes les parties de nos Finances, &
» l'extinction de plusieurs charges passa-
» geres qui diminuent tous les jours ,
» pourront nous procurer ; & par les
» mesures que nous prenons pour être
» exactement instruit du produit de cha-
» que espece de revenus, nous espé-

» rons de les porter à leur juste valeur,
» en sorte que dans la suite nous soyons
» en état d'accorder des nouvelles re-
» mises à nos Sujets. Mais comme le
» rétablissement du Commerce peut
» contribuer plus que toute autre chose
» & à leur soulagement & à l'augmen-
» tation de nos revenus, nous avons
» crû y devoir donner une attention
» principale ; & considérant qu'il fal-
» loit d'abord faire cesser le mal, pour
» être ensuite à portée de faire le bien,
» qui se fait presque de lui-même en
» matiere de Commerce, lorsqu'il n'y
» a point d'obstacle étranger qui en ar-
» rête ou qui en retarde le cours, nous
» avons regardé comme un des objets
» les plus dignes de nos soins l'examen
» des moyens qui pourroient faire ces-
» ser cette espece d'obstruction généra-
» le que les billets de l'Etat & ceux des
» Receveurs Généraux causent dans le
» mouvement & dans la circulation de
» l'argent, Nous avons donc fait exa-
» miner tous les mémoires que le zele
» ou l'intérêt même de plusieurs parti-
» culiers leur a inspiré de donner sur
» une matiere si importante, & nous
» avons crû devoir rejeter tous les
» moyens qui ne tendoient qu'à nous

38 *Recherches & Considérations*

» libérer, soit en surchargeant nos Peu-
 » ples, soit en faisant perdre successi-
 » vement aux porteurs des billets une
 » partie de leur capital, ou qui n'a-
 » voient pour objet que de les faire en-
 » trer dans les payemens, par une
 » contrainte fatale à la circulation de
 » l'argent, & encore plus au Commer-
 » ce, ou de les confondre dans la va-
 » leur des monnoies réformées par un
 » mélange qui tôt ou tard auroit été
 » également ruineux pour les particu-
 » liers & pour l'Etat; toutes ces voies
 » nous ayant paru ou injustes en elles-
 » mêmes, ou violentes dans leur exé-
 » cution, ou pernicieuses dans les sui-
 » tes, nous avons jugé à propos d'em-
 » ployer des moyens plus simples pour
 » retirer du Commerce ces billets par
 » parties, soit en donnant à nos Sujets
 » la faculté de les employer en rentes
 » viagères à raison du denier seize sans
 » aucune distinction d'âge, soit en éta-
 » blissant des loteries sous des condi-
 » tions favorables au public, soit en
 » aliénant en billets de l'Etat & sur le
 » pied du denier trente au moins, quel-
 » ques bouquets de bois éloignés de
 » nos forêts, & quelques portions de
 » nos Domaines qui ne nous sont pres-

» que d'aucun usage , & dont nous ne
» pouvons tirer aucune utilité qu'en
» les vendant ; soit enfin par l'établisse-
» ment des Compagnies de Commerce,
» dont les actions seront au porteur &
» acquises en billets de l'Etat sur le pied
» de cinq cent livres chaque action ,
» en sorte qu'outre les intérêts à raison
» de quatre pour cent que nous assigne-
» rons sur un fonds certain , & qui se-
» ront reçûs par les Directeurs des
» Compagnies , pour être distribués
» tous les six mois aux Actionnaires ,
» à la réserve de ceux de la présente
» année qui serviront à faire le fonds
» desdites Compagnies ; les Actionnai-
» res jouissent encore de leur part &
» portion dans le profit qui en revien-
» dra , ce qui rendra lesdites actions
» commercables entre toutes sortes de
» personnes , comme n'étant plus qu'une
» marchandise dont le prix peut hausser
» & baisser , suivant les hasards de la
» navigation & du Commerce. Après
» avoir ouvert ces différentes voies aux
» porteurs des billets de l'Etat , sans
» compter la quantité considérable de
» ces billets qui se trouvera consommée
» par le payement des taxes de la Cham-
» bre de Justice , nous croyons pou-

40 *Recherches & Considérations*

» voir fixer aux porteurs un terme cer-
» tain pour se déterminer sur le parti
» qu'ils voudront prendre, après lequel
» il ne leur sera plus payé aucuns inté-
» rêts desdits billets, en quoi nous ne
» leur ferons aucun préjudice, puisqu'il
» n'aura dépendu que de leur volonté
» de prendre l'une des voies que nous
» leur offrons pour s'assurer la conti-
» nuation du payement de leurs inté-
» rêts, avec les avantages particuliers
» que chacune de ces voies leur présen-
» te. A l'égard des billets des Receveurs
» Généraux, nous avons considéré, que
» dans la situation présente de nos affai-
» res il n'étoit ni possible ni même con-
» venable de payer des intérêts sur un
» pied aussi fort que celui de sept & de-
» mi pour cent, comme nous avions
» crû d'abord le pouvoir faire dans le
» tems de notre Déclaration du 12 Oc-
» tobre 1715. Nous avons donc jugé
» qu'il étoit nécessaire de les assujettir
» à la règle commune des autres dettes
» de l'Etat pour le taux des intérêts,
» en ouvrant d'ailleurs les mêmes voies
» aux porteurs de ces billets que celles
» que nous avons marquées pour les
» billets de l'Etat, après néanmoins que
» lesdits billets des Receveurs Géné-
» raux

» raux auront été convertis en d'autres,
» qui seront appelés *Billets de la Caisse*
» *commune des recettes générales*, sur le
» fonds de laquelle les intérêts en se-
» ront payés, pour conserver toujours
» aux porteurs desdits billets le gage sur
» la foi duquel ils ont contracté. Les
» mêmes raisons qui ne nous permettent
» pas d'employer au remboursement du
» capital des billets des Receveurs Gé-
» néraux les fonds qui y avoient d'a-
» bord été destinés, nous obligent à
» réserver aussi dans la partie du Trésor
» Royal le bénéfice des fonds qui re-
» viennent de la réduction des rentes
» constituées sur les Tailles, sur le Con-
» trôle des Actes & sur quelques-unes
» de nos autres Fermes, parce que la
» première justice que nous devons à
» nos Sujets est d'assurer le paiement
» de tous les intérêts qui leur sont dûs,
» en attendant que nous puissions par-
» venir au remboursement des princi-
» paux; & que le fondement de toutes
» les dispositions de notre présent Edit,
» comme de toute bonne & solide ad-
» ministration, est d'établir une telle
» proportion entre la recette & la dé-
» pense, que l'une puisse porter les
» charges de l'autre, & que cette éga-

42 *Recherches & Considérations*

» lité nous donne les moyens de satis-
» faire en même tems & aux engage-
» mens & aux besoins de l'Etat. C'est
» dans toutes ces vûes que travaillant
» sans relâche à diminuer ou à retran-
» cher successivement le poids des im-
» positions extraordinaires , à perfec-
» tionner toujours de plus en plus l'or-
» dre & l'arrangement des Finances , à
» rendre au Commerce sa vie & son
» mouvement , en le dégageant de tous
» les obstacles étrangers , & en l'ho-
» norant d'une protection singuliere ,
» nous espérons de jouir enfin de la sa-
» tisfaction de voir notre Royaume
» dans un état florissant , & ce qui nous
» touche encore plus , de pouvoir ren-
» dre nos Peuples heureux ».

Rien de plus grand , de plus sage ,
que ce desir ardent de faire jouir les
Peuples des douceurs du repos ; la plu-
part des moyens proposés pour retirer
les billets de l'Etat eussent eu le succès
qu'on s'en promettoit , si l'on eût vou-
lu l'attendre. Mais s'il étoit permis de
joindre des idées douteuses à des pro-
jets réfléchis par des vûes supérieures ,
& rédigés avec un zele peu commun
pour le service public , ne pourroit-on
pas dire qu'il eût été plus avantageux

pour les Peuples que le dixieme eût continué encore pendant quatre à cinq ans , excepté sur l'industrie ? La partie des billets de l'Etat retirée par la Compagnie d'Occident ne devoit pas laisser de coûter quatre millions tous les ans de charge perpétuelle ; les rentes viagères plus propres à libérer l'Etat augmentoient ses charges pendant les premières années : la loterie étoit un établissement à suivre , avantageux au Roi & au public , mais lent ; la vente des petits Domaines étoit un objet borné , quoiqu'également bien imaginé : au lieu que la continuation du dixieme d'imposition montant alors à quinze millions , avec la permission à chaque Province de le payer en billets de l'Etat , en rassurant pleinement les esprits , eût donné une faveur nouvelle à ces effets. Les autres expédiens offerts au Public eussent encore gagné dans la confiance générale. Dans le cours de quatre à cinq années soixante-quinze millions de billets de l'Etat eussent pû être libérés ; les trois à quatre millions d'intérêts gagnés eussent servi à en acquitter environ cinquante dans l'espace de dix ans ; les rentes viagères & la loterie eussent éteint le surplus à peu près ; &

l'on se fût dispensé d'accorder le Commerce exclusif de deux Colonies très-importantes & très-riches , toutes les fois qu'une concurrence absolue les fera valoir.

Si les événemens auxquels le changement du plan donna bientôt naissance , pouvoient servir à justifier l'idée que l'on présente , il est évident que personne n'auroit dû regretter sa portion de dixieme. Si ces raisonnemens sont probables , tirons-en une nouvelle source d'instructions , & remarquons que l'impatience des Peuples sous la charge des impôts nécessaires , leur a attiré plus de malheurs que s'ils s'en fussent remis avec constance à la sagesse & à l'amour de ceux qui les gouvernoient.

Suivons cependant l'Edit de la suppression du dixieme : il renfermoit plusieurs Réglemens très-utiles.

La remise du dixieme ne s'étendit point aux parties payées des deniers de Sa Majesté ; ce qui formoit alors un objet d'environ trois millions.

Indépendamment des réductions des pensions , il fut arrêté que le cinquieme seroit déduit sur leur montant au lieu du dixieme. Cependant les pen-

sions de six cent livres , même celles de mille livres accordées aux Officiers des troupes , ainsi que les pensions attachées aux Emplois pour tenir lieu de gages , ne furent soumises qu'au dixième.

Tous les privilèges de franc-salé accordés à quelques Corps, Communautés ou particuliers que ce fût , même aux Hôpitaux , furent supprimés. De cette manière , l'impôt des Gabelles rentroit dans sa première institution qui le rendoit général. C'étoit même sous ce point de vûe qu'il avoit été envisagé dans un tems où le choix des moyens n'étoit pas toujours libre.

La révocation des exemptions de droits d'Aides , d'entrée & de sortie , n'étoit ni moins juste ni moins nécessaire ; cependant il fallut se prêter aux tems & se contenter de restreindre les exemptions à celles que portent les Ordonnances de 1680 & de 1681. Il est vrai cependant que lorsqu'on se détermine dans ces occasions à résister avec fermeté aux clameurs injustes des parties intéressées , & à supporter la fatigue des importunités , on en est bientôt dédommagé par l'utilité qui en revient au Public ,

46. *Recherches & Considérations*
& dès qu'elle est connue, la chaleur
des murmures s'amortit.

La partie employée dans les états
de la recette générale de Paris pour l'en-
retien des lanternes & le nettoyage
des rues devoit être retranchée, sauf à
être levée sur les propriétaires des mai-
sons. Mais le Parlement fit des remon-
trances sur cette charge que le Régent
avoit cru compensée par la remise du
dixieme ; il fallut chercher d'autres ex-
pédiens pour remplacer ce fonds abso-
lument nécessaire au maintien de l'Etat
dans des circonstances aussi pressées.
Les Caissiers, Receveurs & Commis de
tous les Comptables quelconques fu-
rent obligés d'envoyer tous les pre-
miers jours de chaque mois copie de
leurs Registres Journaux au Conseil
des Finances ; & il fut résolu d'intro-
duire l'ordre des parties doubles dans
toutes les parties des Finances.

On fit aussi un arrangement par rap-
port aux différens états du Roi : les
quatre parties qui y étoient employées
furent distinguées en quatre classes dif-
férentes.

La premiere regardoit les frais de
régie & d'administration.

La deuxieme comprenoit les gages, augmentations de gages & droits attribués aux Officiers des bureaux des Finances des Elections, Bailliages, Sénéchaussées & autres Jurisdiccions ordinaires : les parties de ces deux premieres classes furent conservées dans les états.

La troisieme classe concernoit les gages , augmentations & droits attribués aux Offices de toute nature créés depuis 1689 , & qui avoient été supprimés ou dont on se propoisoit de faire la suppression. Il en fut dressé un état général , distingué par natures d'Offices , pour pourvoir ensuite au payement des intérêts , & au remboursement des capitaux lorsqu'on seroit en état d'y travailler.

La quatrieme classe renfermoit les rentes & droits de toute nature créés depuis 1689 , & dont l'emploi avoit été fait indifféremment dans les états de Finance pour la seule commodité des acquéreurs. Ces parties furent séparées des états pour en faire un séparé & distingué par chapitres , afin de les connoître à fond , de supprimer les parties les plus onéreuses pour les reporter dans l'état général de remboursement , de

48 *Recherches & Considérations*

trouver tous les doubles emplois qui s'y étoient glissés, & d'examiner si quelque partie ne s'y trouvoit pas sans titre légitime.

Il fut aussi arrêté au Conseil qu'au commencement de chaque année il seroit présenté une espece d'état au vrai du total de la recette & de la dépense de l'année précédente, pour connoître distinctement l'application des fonds, ce qui restoit à consommer, les non-valeurs survenues, les dépenses extraordinaires & imprévûes. À cet état devoit être joint le projet de recette & de dépense ; de manière que chaque partie de dépense se trouvât assignée distinctement sur une partie de recette.

Il fut réglé que moyennant les divers emplois proposés pour les billets de l'Etat, il n'en seroit plus payé d'intérêt passé le premier Janvier 1718 ; mais depuis on craignit que les propriétaires ne fussent allarmés de cette espece de contrainte, ou qu'éloignés de la Capitale, ils n'eussent pas l'occasion d'en faire l'emploi dans les termes prescrits : ainsi le paiement de l'intérêt fut prorogé.

Les billets des Receveurs Généraux visés durent être convertis en billets de
la

la Caisse commune des recettes générales, & l'intérêt compté à quatre pour cent jusqu'au remboursement. De cette manière, le Roi s'en chargeoit, & sans aucune diminution du capital, pour maintenir la parole donnée au commencement de la Régence lors du résultat passé avec les Receveurs Généraux. Mais le mois suivant on laissa l'option aux propriétaires, de les convertir ou non à leur gré, pour ne pas gêner les opinions, à condition cependant que l'intérêt en seroit toujours réduit. Enfin l'Edit annonçoit que le Conseil s'occupoit du véritable rétablissement de la France, c'est-à-dire, des moyens de simplifier les droits des Fermes & de diminuer les frais de la Régie. La Banque même dans sa première institution n'eût pas animé aussi puissamment l'industrie que ce grand & pénible travail, s'il eût été achevé. Il fut défendu aux Fermiers, sous peine d'en répondre, d'avoir aucun égard aux passeports accordés à d'autres personnes qu'aux Ministres étrangers, ou à ceux que Sa Majesté enverroit elle-même dans les Cours étrangères. Cet abus étoit monté à un tel excès, qu'il occasionnoit annuellement une diminu-

tion d'un million sur les Fermes. Le travail commencé pour simplifier les droits & diminuer les frais de Régie promettoit de remplacer en peu d'années les remises accordées au Peuple , & de procurer à l'Etat le moyen de faire des remboursemens considérables.

Presque en même tems on créa douze cent mille livres de rentes viagères au denier seize , pour retirer dix-neuf millions deux cent mille livres de billets de l'Etat seulement , sans que ces rentes pussent être achetées avec de l'argent.

Un autre Edit ordonna la vente & aliénation des Justices & Seigneuries de Paroisses sans domaines , ensemble de tout ce qui constitue les petits Domaines , comme moulins , fours , pressoirs , &c. à condition que le prix ne seroit point au-dessous du denier trente , & que les acquéreurs donneroient des billets de l'Etat en payement.

Enfin parurent les Lettres-Patentes pour l'établissement de la Compagnie d'Occident , qui réunissoit pendant l'espace de vingt-cinq ans seulement le Commerce exclusif de la Louisiane , & des Castors au Canada , à l'imitation

des grandes Compagnies Angloises. Diverses faveurs lui furent accordées outre son privilège ; comme l'exemption de la moitié des droits payés sur les denrées des autres Colonies ; une gratification de six livres par tonneau pour les Vaisseaux de deux cent quatre-vingt tonneaux & au-dessus, & de neuf livres pour les Vaisseaux de deux cent cinquante tonneaux & au-dessus qui seroient construits dans l'étendue de sa concession, mais pour le premier voyage seulement.

Le fonds de la Compagnie devoit être composé de billets de l'Etat, dont la conversion seroit faite en rentes au denier vingt-cinq. L'intérêt de la premiere année seulement étoit destiné à servir de fonds de commerce à la Compagnie ; & chaque Actionnaire devoit dans les suivantes être payé de sa rente de trois mois en trois mois. Depuis, un autre Edit fixa le fonds à cent millions produisant quatre millions de rentes.

Il est certain qu'en ne continuant pas le dixieme, il n'y avoit pas de meilleure issue pour délivrer le Commerce d'une somme aussi considérable de billets de l'Etat. Comme d'ailleurs notre navigation étoit extraordinairement

52 *Recherches & Considérations*

tombée , probablement malgré l'exclusif , cette Compagnie ainsi limitée auroit pû rendre des services , si de trop grands intérêts n'eussent depuis absorbé celui-là.

Une Déclaration du 21 Août établit une loterie dont le billet coûtoit vingt-cinq sols ; elle devoit se tirer tous les mois en quelque état que se trouvât la recette. Elle devoit porter soixante-quatorze lots proportionnés à la recette ; sçavoir, un du dixieme de la recette, deux du vingtieme , quatre du quarantieme , trois du cinquantieme , & soixante-quatre du centieme : sans cependant que le gros lot pût excéder trente mille livres , & le moindre être ou-dessous de mille livres. En cas que la recette fût assez considérable pour porter le gros lot au-dessus de trente mille livres , l'excédent devoit être employé en lots de mille liv. Ceux à qui les lots seroient échus devoient rapporter une somme pareille à la valeur de ces lots en billets de l'Etat ; après quoi on leur délivroit , premierement , le lot en argent , ensuite un contrat de rente viagere d'une rente pareille aux intérêts des billets remboursés. Les permissions pour toutes autres loteries furent révoquées.

Celle-là réussit si bien que les propriétaires des rentes constituées sur l'Hôtel-de-Ville, des augmentations de gages ou Offices supprimés, demandèrent avec empressement d'y être admis : leur demande fut écoutée favorablement : & même pour mieux inviter les particuliers à y prendre part, les lots en argent furent multipliés. Sur chaque cent mille livres de recette, dix mille leur furent prélevées pour composer soixante-huit lots d'argent comptant, sans être tenus de rapporter aucuns effets. Les quatre-vingt-dix mille livres restantes devoient être employées à former cent trente-deux lots de remboursement ; sçavoir, un lot de dix mille livres, un de cinq mille livres, un de quatre mille, un de trois mille, huit de mille, & cent vingt de cinq cent livres chacun.

A l'égard des excédens qui pourroient se trouver en fermant chaque loterie, au-delà des sommes de cent mille livres qui auroient été reçues ; le dixieme devoit toujours être prélevé pour former quelques lots d'argent comptant : & du surplus on formoit un gros lot de remboursement par proportion à cet excédent.

34 *Recherches & Considérations*

Par ce moyen , sans qu'il en coûtât rien au Roi , on pouvoit espérer chaque année de fondre en rentes viagères à quatre pour cent un capital de deux à trois millions constitués en rente perpétuelle.

Si tant d'expédiens divers pour libérer l'Etat font honneur au discernement & à l'application de ceux qui dirigeoient les Finances , ils prouvent en même tems combien il est difficile d'atteindre au but qu'ils se proposoient , & combien un traitement en apparence moins favorable dans les tems de besoin eût épargné aux Peuples de craintes , d'incertitudes & d'allarmes.

A ces diverses opérations on voulut ajouter celle d'une réduction sur l'intérêt de l'argent. La matiere fut discutée dans des Comités & au Conseil : elle éprouva tant de résistance , qu'il fallut en abandonner le projet , quoique le plus grand nombre des membres du Conseil des Finances fût persuadé que la circonstance autorisoit une réduction forcée , toujours fâcheuse en soi en d'autres tems. Le rapport de cette affaire au Conseil de la Régence renferme les raisons respectives qui furent employées , & cette piece

aura place dans cet ouvrage. On se persuade cependant que le Lecteur ne désapprouvera point une légère discussion sur cette matière en soi & relativement à la circonstance.

Dans l'origine, le Commerce consistoit dans l'échange des denrées contre les denrées : l'introduction de l'argent, pour servir de moyen terme à l'évaluation de toutes choses, facilita les échanges, & dès-lors les multiplia ; c'est-à-dire, que la consommation fut accrue, le Peuple plus occupé, plus heureux physiquement.

Bientôt l'inégalité de l'industrie, des rangs, des successions, dut partager très-inégalement la quantité d'argent introduite dans le Commerce, pour servir de moyen terme à l'évaluation des denrées exposées en vente. La défiance & d'autres passions engagèrent les possesseurs du moyen terme à refuser ce qu'ils en possédoient au-delà de leurs besoins. Ceux qui ne purent s'en passer imaginèrent pour en obtenir d'accorder à l'argent un produit, comme on en trouve un dans des fonds de terre. Cette récolte assignée à l'argent, appelée intérêt, fut vraisemblablement réglée sur le produit de

l'emploi quelconque de l'argent emprunté, sur la facilité ou difficulté d'en avoir, c'est-à-dire, sur la concurrence des prêteurs & des emprunteurs, enfin sur le risque ou la sûreté du prêt. On ne voit pas du moins ce qui auroit pû servir à le regler dans les tems primitifs où l'autorité législative n'intervint pas vraisemblablement dans ces sortes de conventions, à moins qu'on ne suppose que cet intérêt fut réglé sur le produit des terres : mais cela n'est gueres probable. Les sûretés de chaque emprunteur ont dû influencer sur l'intérêt du prêt, jusqu'à ce qu'une loi l'ait fixé : or ces sûretés varioient à chaque prêt : de plus dans le cas d'un prêt solide, l'intérêt auroit dû se trouver tout au plus au niveau du revenu des terres, & le produit en auroit toujours été plus utile que celui des terres sur lesquelles porte l'imposition, qui sont sujettes à l'embaras des régies, à des réparations, à des inégalités de récoltes. Il paroît qu'en 1320 les fonds se vendoient au denier vingt ; en 1541 au denier trente ; cependant dans la première de ces époques, l'intérêt de l'argent étoit à douze pour cent avec hypothèque, & dans la seconde à huit & un tiers pour

cent ; en 1560 à fix & sept huitiemes pour cent. On a revû , depuis que l'argent est à cinq pour cent , les terres tomber au denier vingt & au-dessous ; elles se vendent aujourd'hui du denier vingt-cinq au denier trente-cinq. Il ne paroît pas que le rapport entre le produit de l'argent & le produit des terres ait eu dans cet espace de tems aucun terme fixe. On en peut dire de même du rapport entre le prix du prêt hypothécaire , & le prix du prêt marchand : car en 1560 l'Ordonnance de Charles IX , en fixant l'intérêt des rentes à fix & vingt-un vingt-quatriemes pour cent , permit aux Marchands l'intérêt à huit & huit vingt-quatriemes : ainsi la différence étoit de un & onze vingt-quatriemes pour cent. Aujourd'hui en 1754 l'argent est réglé par la loi à cinq pour cent : les effets publics , qui indiquent le cours naturel de l'argent , s'achetent sur le pied de quatre & demi & quatre pour cent : cependant le prêt du Marchand subsiste toujours à fix pour cent. Il y a donc une différence de un pour cent avec l'intérêt légal , & de un & demi à deux pour cent avec le cours naturel. Dès-lors toute proportion est évanouie dans ces

rapports , & sur-tout si l'on fait attention à l'abondance de l'argent , à l'accroissement de la confiance par celui du Commerce , par la tranquillité publique.

Tant de causes influent sur ces différences , que toute recherche seroit plus curieuse que d'une instruction solide & réelle. Il est très-vrai que le produit des fonds & du Commerce doit servir à régler l'intérêt des rentes ; mais il paroît que ce rapport est plutôt une suite de combinaisons que l'origine de l'intérêt. Il suffit de s'en tenir au fait , c'est-à-dire de reconnoître ce qui se passe sous nos yeux , & de comprendre que la combinaison de la quantité d'argent offerte avec la quantité de l'argent demandé forme en général ce qu'on appelle le taux de l'intérêt , auquel la différence des sûretés réelles ou apparentes du prêt imprime des nuances infinies qu'il est impossible de prescrire.

Il s'ensuit que le prix de l'argent ne devroit pas être fixé plus que celui des autres denrées , dont l'abondance ou la rareté règlent le prix : mais la dureté & l'avidité des créanciers , les troubles que leurs rigueurs ont excités en divers Etats , la facilité plus évidente de con-

vertir l'argent en monopole à la faveur même des gros intérêts que toute autre denrée ; enfin depuis les conseils de la charité Chrétienne ont engagé les Législateurs à intervenir dans une convention qui devoit être libre de sa nature.

La Politique cependant connoissant le danger de donner des Loix que les hommes eussent intérêt à ne point exécuter , obligée d'en punir les infractions, & cherchant plutôt à guider les hommes vers l'objet de la société, qu'à les y contraindre, a dans tous les tems établi ses fixations générales sur les convenances les plus usitées entre les prêteurs & les emprunteurs.

Comme les sûretés du prêt influent de leur côté sur son prix , & qu'il est impossible à la Législation d'entrer dans ces évaluations particulières, elle s'en est tenue à calculer la sûreté générale, qui consiste dans l'hypothèque réelle & dans la confiance publique.

A mesure que les idées se sont perfectionnées , on a remonté vers les causes qui influoient sur le nombre des prêteurs & des emprunteurs de l'argent. On a reconnu qu'il dépendoit de la plus grande ou moindre inégalité dans la ré-

partition des richesses pécuniaires : que cette plus grande ou moindre inégalité de répartition dépendoit de l'abondance ou de la rareté du travail parmi le Peuple ; cette abondance ou cette rareté de travail de la perfection de l'agriculture & des autres arts qui forment le fonds des revenus primitifs dans un Etat : enfin pour rassembler toutes ces choses en un mot, de l'activité de la circulation du Commerce dont la production des valeurs nouvelles est le moyen , & la consommation la fin.

Diverses causes ont introduit dans tous les Etats une seconde sorte de biens qui n'a point la production des valeurs nouvelles pour objet ni la consommation pour terme , & sans l'achat ou la vente desquels la production & la consommation des denrées se feroient également. De ce genre , sont les Offices , les rentes sur l'Etat & les particuliers , les intérêts de finance , &c. Cette seconde espèce de biens , se trouvant en concurrence avec les biens primitifs dans les échanges que les hommes font entr'eux , attire à elle une partie de l'argent qui se trouve dans l'Etat. Lorsque sa proportion avec les biens primitifs se trouve telle que l'argent n'est

plus aussi facilement présent lors de la consommation des denrées , l'activité de la circulation du Commerce diminue , l'argent se trouve plus inégalement réparti, le nombre des emprunteurs augmente, & dès-lors l'intérêt ; à moins qu'une augmentation proportionnelle dans la masse de l'argent n'arrête le surhaussement d'intérêt & ne le contienne dans ses bornes anciennes. Ces recherches & ces connoissances ont augmenté la difficulté de la combinaison des Législateurs , lorsqu'ils ont voulu intervenir dans la fixation des intérêts de l'argent.

D'un côté, il a été reconnu que la réduction forcée des intérêts ne pouvoit en soi diminuer le nombre des emprunteurs : de l'autre , que si ces réductions forcées augmentoient la sûreté des biens-fonds en accroissant leur capital numéraire , elle ne pouvoit avoir le même effet sur la sûreté d'opinion dans les prêts sur le billet , & dès-lors augmenter le nombre des prêteurs dans le Commerce. On a craint que l'usure trop resserrée par la Loi n'en rompît les digues ; que les prêteurs , ne croyant plus trouver une compensation convenable à leurs risques dans le prêt mar-

chand , ne portassent leur argent vers les fonds de terre , les Offices , ou qu'ils ne le cachassent.

D'autres personnes ont pensé que le propriétaire de l'argent resserré seroit invité par la diminution de son revenu à augmenter la somme de son prêt ; que le produit des terres étant toujours plus borné que celui de l'argent , on se dégoûteroit promptement de cet emploi exclusif ; enfin qu'il en résulteroit toujours que l'emploi plus abondant de l'argent dans la culture des terres , source primitive de tous les revenus , produiroit nécessairement avec le tems une plus grande consommation soit intérieure , soit extérieure , & ranimeroit l'activité de la circulation du Commerce.

L'une & l'autre opinion a trouvé dans tous les Pays d'habiles défenseurs , & il semble que cela a dû arriver , parce que chacune s'appuye de vérités peu susceptibles de démonstration , mais qui se font aisément sentir à ceux qui sont accoutumés à l'observation.

En effet , il paroît qu'une partie des raisons de ceux qui s'opposent aux réductions forcées auroit lieu ; & même si cette réduction avoit pour objet celle

des engagemens publics , elle altérerait certainement la confiance. Au moins il est certain que cette réduction forcée opéreroit dans le moment de la crise une incertitude dans la circulation. Cette considération seule paroît suffire pour donner la préférence à tous les moyens politiques qui amènent les particuliers à diminuer volontairement entr'eux les intérêts. Ces moyens sont très-étendus, & leur exposition seroit hors de place en cet endroit. Favoriser la production & la vente des denrées, libérer l'Etat de l'espece de biens qui n'a point la production des valeurs nouvelles pour objet ni la consommation pour terme, sont les grands expédiens : ils peuvent être secondés dans leur marche par diverses autres combinaisons de forces inférieures. Sans entrer dans le détail, on se contentera de remarquer que le seul moyen d'égaliser les sûretés & de réduire l'intérêt à sa juste proportion avec la quantité d'argent offerte & demandée, c'est le prêt sur gages tel qu'il est usité dans la plupart des Pays Chrétiens & bien policés ; c'est-à-dire, en confiant ce prêt seulement à des personnes sûres ou à des Compagnies sous des règles & une police publique,

64 *Recherches & Considérations*

Il paroît en même tems difficile de se diffimuler que les mauvais effets d'une réduction forcée ne feroient que momentanés, si cette réduction n'avoit point un objet capable d'altérer la confiance publique. La libération plus facile des propriétaires des terres, le nouvel avantage que l'on trouveroit à les améliorer, auroient assurément un effet, si la liberté dans le commerce des denrées n'étoit point restrainte. Enfin la différence entre une réduction forcée & une réduction naturelle consiste peut-être uniquement dans leur effet sur la confiance : la première ne peut en donner, & son passage peut la troubler; la seconde est une suite de la confiance. L'opinion des réductions naturelles a prévalu & semble avoir dû prévaloir par les raisons qu'on vient d'exposer ; mais elle en a produit une autre apportée en France pour la première fois par M. Law ; c'est que l'État ne doit jamais donner de Réglemens sur le taux de l'intérêt.

Cette opinion, vraie en soi, comme on l'a prouvé plus haut, a cessé de l'être dans la pratique par diverses circonstances ; & peut-être le seroit-elle encore si jamais les Législateurs ne fussent intervenus dans ces sortes de Réglemens.

glements. Mais une fois qu'ils se sont chargés de ce soin, il sembleroit à craindre que jamais le bénéfice d'une diminution ne fût général dans un Etat. L'expérience prouve du moins que l'ancien taux fournit toujours aux prêteurs des moyens de difficultés & d'embarras qui tiennent l'intérêt au-dessus de son cours naturel. L'emploi de l'argent dans les effets publics se fait aujourd'hui sur le pied de quatre à quatre & demi pour cent, & le prêt marchand continue d'être à six. Il est toujours un nombre considérable de personnes dont la nécessité pressante arracheroit un gros intérêt si cela étoit permis. Les propriétaires de l'argent le resserroient bientôt en partie, dans l'espérance de trouver quelque occasion d'un emploi si lucratif qu'ils se dédommageroient du tems où leur argent seroit resté dans l'inaction. Le vuide qu'occasionneroit le resserrement feroit remonter les intérêts avec toutes sortes de débiteurs, comme une grande perte sur le change avec une place considérable s'étend sur le change de places où il n'est rien dû. Le Législateur doit donc établir une Loi commune sur le taux que le plus grand nombre des particuliers reglent

entre eux. Il ne doit pas exiger de ceux qui lui obéissent un sacrifice imprévu, & trop considérable à la fois ; mais, comme les habiles Médecins, il doit aider la nature dès qu'elle déclare ses besoins. L'aisance nationale est le vrai guide du taux de l'intérêt : à mesure que les consommations générales augmentent, le prix de l'argent doit baisser : & la mesure de cette baisse, le signe certain du cours naturel de l'argent, c'est le gain des effets publics sur la place. Lorsque de pareilles opérations paroissent utiles, il est dangereux de trop en retarder l'exécution, surtout si la paix n'est pas assurée pour plusieurs années après l'opération.

La réduction proposée, qui a donné lieu à cette discussion, étoit certainement forcée ; mais les circonstances singulières dont elle étoit accompagnée, paroissent former une de ces exceptions rares qui modifient l'application des principes sans en changer la nature.

La crise de l'Etat avoit forcé de diminuer l'intérêt de tous ses engagements depuis 1714 ; les détresses dans lesquelles il continuoit de se trouver altéroient la confiance publique ; les effets réduits à quatre pour cent d'intérêt perdoient

sur la place cinquante pour cent.

Mais de ces cinquante pour cent il y en avoit vingt à imputer sur la différence du taux de dix-huit cent millions de dettes de l'Etat , avec le taux usité entre les particuliers à cinq pour cent.

Il est donc évident que la réduction proposée eût révivifié pour trois cent soixante millions de capitaux perdus &c absorbés. Quoique forcée & d'une mauvaise nature en soi , elle se trouvoit utile par une suite des circonstances déplorables qui l'avoient précédée : car cette somme considérable se retrouvant de plus dans les propriétés , les sûretés augmentoient d'autant. Toutes les opérations entreprises ou projetées , soit pour acquitter les engagemens de l'Etat , soit pour sa libération , ne pouvoient qu'accroître chaque jour la confiance , parce qu'on partoît du dernier période du discrédit , situation violente dont les particuliers s'efforcent continuellement de sortir. Enfin il semble qu'il étoit contre toute bonne politique que l'effet le moins accredité produisît moins qu'aucun autre.

Mon dessein n'est pas de rappeler toutes les raisons qu'on peut lire dans le Mémoire. l'insiste sur celle qui m'a

paru la plus décisive ; car il semble d'ailleurs contraire à la nature des choses , comme à l'expérience , de penser que la réduction en soi devoit ranimer la circulation.

Les objections faites à la proposition m'ont paru solides en plusieurs points quant aux principes généraux, mais sans aucun égard à la circonstance qui y dérogeoit. Il y en a deux qui méritent d'être examinées , non pas à cause de leur solidité, mais parce qu'elles sont quelquefois répétées, & qu'on s'en est servi plus d'une fois pour arrêter la bonne volonté du Gouvernement sur cette matiere.

L'une est l'augmentation qui survient droit sur le prix de toutes les denrées nécessaires à la vie , & les loyers. On y repliqua avec beaucoup de justesse , que c'étoit précisément ce qu'on cherchoit. La réponse convenoit au tems , puisque le malheur de l'Etat provenoit de l'avilissement des denrées ; mais examinons si une réduction en soi peut occasionner cette augmentation. Si l'on cite la cherté des denrées en Hollande & en Angleterre où l'intérêt est bas , ce sera peut-être faute d'observation. Les denrées y ont enchéri par la multiplication

des richesses soit réelles, soit artificielles, & non par la réduction, qui elle-même n'a été que l'effet & le remède de cette multiplication. En France où depuis quatre-vingt neuf ans l'argent se soutient au même taux, les denrées en général sont fort augmentées de prix à raison de l'accroissement des richesses numéraires : ainsi nous éprouvons la cherté sans recourir au remède ; l'argent est la seule denrée qui n'ait pas varié, & c'est celle qui s'accumule le plus.

Considérons donc l'effet d'une réduction d'intérêt sur les productions de la terre & les ouvrages de l'industrie.

La réduction favorise évidemment l'amélioration des terres : or l'amélioration des terres produit l'abondance des vivres & des matières premières, & ordinairement l'abondance baisse les prix.

Les ouvrages de l'industrie, avant d'arriver au terme de la consommation, passent par les mains de divers entrepreneurs, qui comptent parmi leurs frais l'intérêt de l'argent avancé ou sur leur crédit ou sur leurs capitaux : or la diminution des intérêts est donc en cette partie une diminution sur le prix des productions de l'art ; elles gagneroient en

outre le bénéfice du bon marché des vivres & des matieres premières par l'amélioration de la culture.

Si la réduction est forcée, je conviens que dans le commencement le Négociant ne trouvera pas plus d'argent qu'il n'en trouvoit ; mais aussi il est probable qu'il ne lui en sera pas moins offert, parce que l'intérêt du Commerce sera toujours plus fort que l'intérêt des hypothèques & celui des terres. Mais si la réduction est faite d'après le cours naturel de l'argent, il en sera certainement offert davantage au Commerce, & cette facilité multipliant les concurrences baissera les prix. On peut même espérer avec quelque confiance qu'en peu d'années il en résulteroit autant d'une réduction forcée.

On objectera que les entrepreneurs & leurs ouvriers destinent leurs gains à des placemens à rente, & que ne retrouvant plus le même intérêt, leurs salaires renchériront. Il semble convenable de séparer la considération sur les entrepreneurs & sur les ouvriers.

Rien ne seroit assurément plus utile qu'un moyen d'engager les entrepreneurs à continuer de faire valoir leurs capitaux dans le Commerce, dont ils ne

se retirent point sans perte pour l'Etat ; & c'est un des grands inconvéniens des gros intérêts qui les y invitent. Toute réplique sur cet article rentrera dans la classe des intérêts particuliers , & c'est de ceux du public qu'il s'agit ici.

Quant aux ouvriers & manouvriers ; leur ambition & leurs facultés se bornent le plus communément à l'éducation & à l'établissement commode de leurs enfans au moyen de quelque argent comptant. Ceux dont la profession est un peu plus lucrative cherchent à agrandir leur petit commerce ; & sur cinq cent qui se trouveront dans cette situation , à peine en verra-t-on un qui s'avise de placer son bien à rente. Il est beaucoup plus commun qu'ils portent leur aifance vers l'acquisition d'un petits fonds de terre ; & dans les Provinces où il y a des fabriques , on sçait qu'aux environs des Villes ces sortes de biens se vendent communément du denier quarante au denier cinquante , au-delà de beaucoup de ce qu'on appelle les grosses Fermes ; preuve certaine que les artisans qui cherchent à assurer leur sort ne calculent pas l'intérêt à cinq pour cent dans l'évaluation de leurs salaires.

Parmi les manouvriers on ne voit que

les domestiques dans l'usage de placer à rente ; parce qu'accoutumés à une espèce d'oïveté , & incapables de tout lorsqu'ils avancent en âge , ils n'ont pas d'autre ressource. Si l'on fait attention d'ailleurs à la manière dont ils sont payés & à l'humanité employée ordinairement en faveur de vieux serviteurs , leur sort est plutôt digne d'envie pour la moitié de la Nation , qu'il ne doit inquiéter le Législateur.

Les professions lucratives & utiles , sans produire de nouvelles valeurs , telles que celles de la Médecine , de la Chirurgie , du Barreau , &c. peuvent augmenter leurs honoraires , sans qu'il en résulte un grand inconvénient pour l'Etat : mais il est vrai de dire que , quel que soit le taux de l'intérêt , les habiles gens s'enrichiront dans ces Professions , & les médiocres y subsisteront difficilement.

Il n'est pas aisé de voir quelle analogie l'augmentation des loyers peut avoir avec la baisse des intérêts : le fonds des maisons augmentera de valeur , mais c'est tout ; & si cet accroissement engage à bâtir de nouvelles maisons , les loyers baisseront. On peut donc conclure qu'il n'y a aucune augmentation

mentation à craindre sur les denrées nécessaires par une réduction forcée ; & si elle est naturelle , il est probable qu'il en résulteroit une diminution dans les prix. Dans ces matieres revenons toujours au principe général ; la baisse de l'intérêt est-elle favorable à l'amélioration & au produit des terres ? vos consommations seront moins cheres , plus abondantes , vos ventes extérieures plus faciles , les gains de votre Peuple augmenteront avec le travail. Si tel est l'effet général , n'entrez en discussion avec aucune classe particuliere qui promettra de vous parler de l'intérêt public , quoiqu'aveuglé par le sien.

La seconde objection souvent réitérée contre la baisse des intérêts , c'est qu'il faut observer une proportion exacte entre le produit des rentes & le produit , soit des fonds , soit du Commerce. C'est une de ces maximes vagues dont l'explication embarrasse toujours ceux qui en font parade sans égard aux circonstances. En quoi consiste cette exactitude de proportion ? Si le produit des fonds & celui du Commerce sont les revenus primitifs de l'Etat , c'est à eux à régler l'intérêt des rentes , & non aux produits des rentes à influencer sur le

leur. En cette année 1754 le produit des fonds de terre n'est pas réputé net de trois pour cent : il n'y a donc aucune proportion entre ce produit & celui des rentes à cinq pour cent suivant l'intérêt légal : car la différence de la sûreté de l'hypothèque à la sûreté du fonds ne va pas à un pour cent. Pour preuve, le prêt marchand ne diffère du prêt hypothécaire que d'un pour cent ; or il y a plus d'intervalle entre la sûreté de ces deux prêts qu'entre celle des terres & de l'hypothèque de ces terres. L'intérêt légal seroit donc dans une proportion plus juste avec le produit des terres s'il étoit borné à quatre pour cent. Il est vraisemblable que tous les Négocians du Royaume unanimement abandonneroient très-volontiers à dix pour cent le produit de leurs capitaux personnels & ceux de leur crédit : cependant le prêt marchand est à six pour cent, & dans tous les pays l'usage, même parmi les Casuistes les plus rigoureux, est d'évaluer le salaire & les risques du Commerce au double de l'intérêt payé. Or tant que les rentes seront légalement à cinq pour cent, le prêt marchand subsistera à six pour cent ; il n'y a donc plus de proportion entre le

produit du Commerce & le produit des rentes.

Ainsi l'examen de cette objection contre la baisse des intérêts lui est favorable au contraire, & conduit à cette maxime qu'il convient de baisser l'intérêt légal, lorsque le produit des fonds & du Commerce baisse naturellement : or cette baisse du produit des fonds & du Commerce se verra toujours accompagnée de la baisse du cours naturel de l'argent. De cette explication résulte encore la nécessité d'aider les réductions à se consommer, puisque nous voyons par expérience que le silence du Législateur entretient une disproportion entre les divers produits de l'argent contre l'ordre naturel.

Il faut convenir d'ailleurs que cette objection n'avoit pas dans le Mémoire de 1717 le même sens qu'on lui donne aujourd'hui lorsqu'on discute la matière d'une réduction. On avoit avancé pour proposition préliminaire, que la réduction ne feroit point augmenter les fonds, ce qui est évidemment faux, parce que les hommes feront toujours une appréciation des sûretés dans l'emploi de leur argent. Si la réduction est forcée, comme elle ne peut accroître la confiance,

qu'au contraire elle peut l'altérer à son passage, les fonds monteront beaucoup plus que par une réduction naturelle, qui cependant les fait toujours monter.

Tant de choses se trouvoient à exécuter, & le tems étoit si bien employé, que chaque jour, pour ainsi-dire, voyoit éclore quelque amélioration. Les taxations des Receveurs généraux furent réduites à cinq deniers pour livre de leurs recouvrements comme en 1669; mais on y ajouta cette restriction, jusqu'à la concurrence de quinze cent mille livres du montant des impositions dans chaque année d'exercice; & dans le cas où elles excédroient cette somme, la remise sur cet excédent fut bornée à trois deniers pour livre. Cependant comme ils avoient avancé diverses sommes pour l'acquisition des taxations retranchées, leurs gages furent augmentés.

Les Charges des Receveurs des tailles triennaux furent supprimées, ainsi que les droits de quittances. Les taxations des Officiers conservés furent réduites à quatre deniers pour livre. Après la liquidation des sommes payées pour les Offices ou les droits supprimés, l'intérêt devoit en être alloué au de-

nier vingt-cinq jusqu'au remboursement.

Toute autre entreprise ou traité fut expressément défendu , tant aux Receveurs généraux que particuliers , à l'exception de l'intérêt qu'ils pourroient prendre dans les Compagnies de Commerce, à cause de la faveur qu'il mérite.

Le Conseil avoit commencé à exécuter les grands desseins qu'il avoit annoncés aux Peuples , en corrigeant le plus funeste de tous les abus qui puisse se rencontrer dans la perception d'un impôt : l'arbitraire de la taille personnelle , qui a vivement frappé tous les Ministres compatissans & éclairés , reçut un frein pour la première fois par l'établissement de la taille proportionnelle. L'Arrêt du 27 Décembre 1717 pour la ville de Lisieux expliquera le détail de cette nouvelle forme d'asseoir les tailles.

Article I.

« La répartition de la taille sera faite
» sur les contribuables par rapport à
» l'occupation des fonds & par rapport
» à l'industrie, profession ou qualité des
» personnes.

I L

« Les propriétaires , fermiers ou lo-

78 *Recherches & Considérations*

» cataires taillables des terres, maisons
 » & jardins situés dans l'étendue de la
 » Ville, Fauxbourgs & Bourgeoisie, se-
 » ront imposés par rapport auxdits fonds
 » à la somme de quatre mille six cent
 » soixante-trois livres dix sols, qui est
 » à raison de deux sols pour livre du
 » loyer desdits fonds, suivant l'état
 » d'évaluation qui en a été arrêté le pre-
 » mier Décembre 1717, lequel état se-
 » ra incessamment déposé au Greffe de
 » l'Hôtel-de-Ville de Lisieux, pour y
 » avoir recours quand besoin sera ; &
 » sera ladite somme répartie sur lesdits
 » propriétaires, fermiers ou locataires
 » à raison desdits deux sols pour livre,
 » suivant ledit état d'évaluation.

III.

» Les fermiers & locataires taillables
 » payeront lesdits deux sols pour livre
 » de leur occupation, sans aucun re-
 » cours contre les propriétaires, soit
 » privilégiés ou taillables ; & ne seront
 » tenus les propriétaires taillables
 » de payer pour ladite occupation,
 » qu'au cas qu'ils occupent eux-mêmes,
 » ou qu'ils louent à des exempts ou
 » privilégiés ; & seront lesdits fermiers,
 » locataires & propriétaires occupans
 » responsables chacun en droit soi de

» leurs sous-fermiers , sous-locataires
» & locataires particuliers , sans qu'en
» aucun cas les privilégiés proprié-
» taires ou locataires puissent être tenus de
» ladite occupation.

I V.

» Et pour prévenir la confusion que
» les changemens de demeures pour-
» roient causer dans la suite dans l'im-
» position par rapport à l'occupation
» des fonds ; les propriétaires & prin-
» cipaux locataires seront tenus de don-
» ner avis aux Maire & Echevins des-
» dits changemens de demeure , sous
» telle peine qu'il appartiendra.

V.

» Par rapport à l'industrie , profession
» & qualité des personnes , les profes-
» sions , arts & métiers seront cottisés
» en gros chacun à une somme certaine ,
» dont la répartition sera faite sur les
» contribuables de chaque profession ,
» art ou métier , soit par rapport à la
» consommation , fabrique ou débit
» qu'ils feront , soit suivant le nombre
» des Compagnons employés par cha-
» que Maître , soit par tarif de qualités
» & conditions , le tout suivant la na-
» ture desdites professions , arts ou mé-

» tiers, ainsi qu'il sera expliqué dans les
» articles suivans.

V I.

» La Manufacture des toiles payera
» pour sa cotte-part la somme de deux
» mille quatre cent vingt livres, dont la
» répartition sera faite par les Mar-
» chands en gros de ladite profession ;
» dans laquelle répartition les Maîtres
» fabriquans pour leur compte payeront
» par tête sept livres dix sols, & cin-
» quante sols pour chacun des Compa-
» gnons qui travailleront pour eux ; les
» chefs de caves & leurs ouvriers do-
» miciliés aussi chacun cinquante sols ;
» les Marchands de détail en boutique
» dix livres chacun ; les Rosiers huit li-
» vres chacun ; les blanchisseurs de toile
» vingt livres chacun ; les blanchisseurs
» de fil huit livres chacun ; les linotiers
» trois livres chacun ; les couverturiers
» huit livres chacun ; & le surplus de la-
» dite somme sera supportée par les
» Marchands en gros & autres particu-
» liers commerçans membres de ladite
» Manufacture, & reparti entre eux à
» proportion des pièces de toiles qui
» seront portées à la marque ; sans pré-
» judice de la cotte que ceux dedit
» Marchands en gros qui vendront aussi

» en détail, devront supporter pour ledit
» détail, ainsi qu'il est réglé ci-dessus.

» La Manufacture des frocs payera
» pour sa cote-part dix-huit cent vingt
» livres, dont la répartition sera pareil-
» lement faite par les Marchands en
» gros de ladite profession ; dans laquel-
» le répartition les Marchands en détail
» payeront dix livres chacun ; les ton-
» deurs apprêteurs dix livres chacun ,
» & deux livres dix sols pour chaque
» Compagnon ; les teinturiers douze li-
» vres dix sols , & cinquante sols pour
» chaque Compagnon , & les machi-
» niers dix livres par machines ; & le
» surplus de ladite somme sera supporté
» par les Marchands en gros , membres
» de ladite Manufacture , & reparti en-
» tre eux par rapport au nombre de
» frocs qu'ils acheteront à la halle , sans
» préjudice de la cote que ceux desdits
» Marchands en gros qui vendront aussi
» en détail devront supporter pour ledit
» détail , ainsi qu'il est réglé ci-dessus.

» La Communauté des Tisserands
» payera pour sa cote-part mille livres,
» dont la répartition sera faite entre
» eux à proportion des pièces de frocs
» qui seront par eux portés à la mar-
» que.

82 *Recherches & Considérations*

» La Communauté des Foulons paye-
» ra pour sa cotte-part quatre-vingt dix
» livres , en déduction de laquelle som-
» me chaque exploitateur de moulin à
» foulon payera quinze livres , & le sur-
» plus fera réglé par foules & lanes ;
» de la quantité desquels les Maîtres se-
» ront tenus de faire déclaration.

» La Communauté des Boulangers
» payera pour sa cotte-part onze cent
» soixante livres , dont la répartition
» sera faite à proportion du nombre de
» leurs fournées.

» La Communauté des Bouchers
» payera pour sa cotte-part la somme
» de quatre cent cinquante livres , dont
» la répartition sera faite à proportion
» du nombre des bêtes qu'ils tueront ;
» en déduction de laquelle somme les
» Tripiers payeront cinq livres chacun.

» La Communauté des Tanneurs
» payera pour sa cotte-part deux cent
» dix livres , laquelle somme sera répar-
» tie entre eux à proportion de la quan-
» tité de boisseaux de tan qui leur seront
» délivrés par l'exploitateur des moulins
» de la Ville ; & en cas qu'ils soient
» obligés d'en prendre dans les moulins
» étrangers , ils seront tenus d'en faire
» déclaration , sous telle peine qu'il ap-
» partiendra.

» La Communauté des Corroyeurs
» payera pour sa cotte-part cent livres ,
» laquelle sera répartie entre eux à pro-
» portion des peaux qui seront par eux
» portées à la marque.

» La Communauté des Passementiers
» payera pour sa cotte-part quatre-
» vingt livres , dont la répartition sera
» faite entre eux à proportion du nom-
» bre des paquets de passément dont la
» vérification sera faite sur le Registre
» du Calendreur , en déduction de la-
» quelle somme les Calendreaux paye-
» ront dix livres chacun.

» La Communauté des Ferronniers
» payera la somme de cent livres , la-
» quelle sera répartie entre eux à pro-
» portion des voitures de fer qui leur
» seront amenées, dont ils seront tenus
» de faire déclaration aux Gardes de
» leur Communauté , en déduction de
» laquelle somme les Cloutiers paye-
» ront six livres chacun.

VII.

» Les Chapeliers payeront pour leur
» cotte-part quatre-vingt dix livres.

» Les Cordonniers, trois cent cinquante
» livres.

» Les Sayetiers , deux cent quarante
» livres.

84 *Recherches & Considérations*

» Les Maréchaux , Taillandiers ou
» Blancheurs, deux cent soixante livres.

» Les Tailleurs , Bonnetiers , Bou-
» tonniers & Tapissiers , deux cent tren-
» te livres.

» Les Perruquiers , cent quarante li-
» vres.

» Les Orfèvres & Libraires, quaran-
» te-cinq livres.

» Les Etamiers & Potiers d'étain ,
» quatre-vingt cinq livres.

» Les Chaudronniers & Fondeurs ,
» quarante livres.

» Les Serruriers, Couteliers, Vitriers,
» Armuriers & Horlogers , deux cent
» livres.

» Les Menuisiers , les Marchands de
» bois en détail , autres que lesdits Me-
» nuisiers , Charpentiers, Sculpteurs ,
» Ebénistes & Lanterniers , trois cent
» soixante livres.

» Les Bourreliers , Arçonniers , deux
» cent livres.

» Les Eperoniers & Selliers , cin-
» quante livres.

» Les Grainiers , Regratiers , Ven-
» deurs de briques , de poterie de ter-
» re , cent livres.

» Les Cordiers & Voituriers , cin-
» quante livres.

» La répartition de chacune des sommes mentionnées au présent article » sera faite sur les particuliers qui doivent y contribuer , à raison de cinquante sols pour chaque Compagnon » ou ouvrier par eux employé , & le » surplus par égale portion entre lesdits » particuliers.

V I I I.

» Pour prévenir les difficultés qui » pourroient naître sur l'âge & qualité » des Compagnons mentionnés dans les » précédens articles ; tous ouvriers de » l'âge de quinze ans & au-dessus , même les fils de Maîtres , seront réputés » Compagnons , excepté néanmoins les » apprentis pour lesquels le Maître ne » contribuera qu'après la première année de leur apprentissage ; & à l'égard » des ouvrières tenant lieu de Compagnons , les Maîtres ne payeront que » vingt-cinq sols pour chacune d'elles.

I X.

» Les Cabaretiers à enseignes , Marchands de vin , Bouchons , Vendeurs » & Bouilleurs d'eau-de-vie , payeront » pour leur cote-part six cent dix livres , dont la répartition sera faite » par lesdits Cabaretiers à enseigne & » Marchands de vin ; dans laquelle ré-

§6 *Recherches & Considérations*

» partition les bouchons payeront dix
» livres chacun ; les Vendeurs & Bouil-
» leurs d'eau-de-vie , six livres chacun ,
» & lesdits Cabaretiers à enseigne &
» Marchands de vin , chacun vingt li-
» vres.

» Les Merciers , Quincailliers & Mar-
» chands de dentelles , payeront pour
» leur cote-part , cinq cent trente li-
» vres , de laquelle somme les gros
» Marchands faisant commerce de draps ,
» d'étoffes de roye & de mercerie por-
» teront trente livres chacun ; les Mer-
» ciers vendans seulement des draps ,
» étoffes de laines & menues merceries ,
» & les Quincailliers , vingt livres cha-
» cun , & les Merciers ne vendant que
» des merceries , & les Marchands de
» dentelles , dix livres chacun.

» Les Chandeliers payeront pour leur
» cote-part trois cent livres , dont la
» répartition sera faite entre eux par
» égale portion.

» Les Exploiteurs de moulins à bled
» & à tan payeront quatre-vingt li-
» vres , aussi à répartir entre eux par
» égale portion.

» Les Pâtissiers , Rotisseurs , Poisson-
» niers , payeront pour leur cote-part ,
» cent cinquante livres , dont les Poif-

» sonniers supporteront six livres cha-
» cun , & le restant sera réparti par tête
» sur lesdits Pâtissiers & Rotisseurs.

» Les Mégissiers & Marchands de
» laine , payeront pour leur cotte-part
» cent-vingt livres , de laquelle somme
» les Marchands de laine porteront dix
» livres chacun , & le surplus sera ré-
» parti par tête sur lesdits Mégissiers.

X.

» Les Veuves qui continueront leur
» Commerce seront comprises dans les
» Communautés pour la même somme
» que payeroient leurs maris , à l'ex-
» ception cependant de celles des Cor-
» donniers , Chapeliers , & tous autres
» Artisans de pareille espece , lesquelles
» ne pouvant exercer par elles-mêmes
» la profession de leurs maris , ne seront
» obligées de contribuer que pour moi-
» tié , & payeront néanmoins deux li-
» vres dix sols en sus pour chaque Com-
» pagnon & ouvrier qu'elles employe-
» ront.

X I.

» Le Corps des Officiers de Justice
» payera pour sa cotte-part quatre cent
» trente livres , de laquelle somme le
» Bailli payera trente livres ; les autres
» Juges & le Procureur du Roi du Greff

» nier à Sel , chacun vingt livres ; les
 » Avocats & Procureurs chacun dix li-
 » vres ; les Greffiers & Notaires chacun
 » quinze livres ; les Huissiers & Sergens
 » Royaux chacun huit livres ; les Ser-
 » gens du Bailliage chacun cinq livres ;
 » les Praticiens & Clercs chacun trois
 » livres.

» Les Médecins , Apothiquaires &
 » Chirurgiens payeront pour leur cotte-
 » part quatre-vingt-quinze livres ; de la-
 » quelle somme les Médecins payeront
 » quinze livres chacun , & les Apoth-
 » quaires & Chirurgiens chacun douze
 » livres dix sols.

X I I.

» Les personnes sans industrie ni pro-
 » fession seront cottisées & fixées par
 » l'estimation de faculté , sans néan-
 » moins que la plus forte taxe puisse ex-
 » céder la somme de quarante livres ,
 » dans laquelle classe seront comprises
 » les veuves qui ne font point de Com-
 » merce , lesquelles seront cottisées à
 » la moitié de la cotte que portoient
 » leurs maris ; & à l'égard des journa-
 » liers , la cotte de chacun d'eux demeu-
 » rera fixée à cinquante sols : toutes les
 » personnes mentionnées au présent
 » article , porteront en tout quinze sept
 » soixante-

„ soixante-treize livres pour leur cote-
„ part.

XIII.

„ Les taillables qui se trouveront
„ hors d'état de contribuer comme les
„ autres par leur caducité , leurs infir-
„ mités, ou les autres malheurs qui peu-
„ vent leur être arrivés , ne seront cot-
„ tés que pour l'occupation des mai-
„ sons qu'ils habiteront.

XIV.

„ Le rôle de ladite Ville sera fait par
„ les Maire & Echevins, en présence du
„ Subdélégué du Sieur Intendant & au-
„ tres notables habitants, que ledit sieur
„ Intendant pourra nommer, s'il le juge
„ à propos ; & sera rendu exécutoire
„ par lui ou par sondit Subdélégué. Le-
„ dit rôle contiendra les taxes de l'ex-
„ ploitation des fonds en détail & par
„ article ; les cottes des personnes sans
„ industrie ni profession, & autres men-
„ tionnées en l'article XII ci-dessus aussi
„ en détail, & seulement en gros les
„ sommes pour lesquelles chaque Corps,
„ Profession ou Communauté devra
„ contribuer ; le tout ainsi qu'il est
„ marqué ci-dessus. Et comme les dif-
„ férentes parties qui doivent compo-
„ ser ledit rôle ont été fixées aux som-

90 *Recherches & Considérations*

» mes portées par le présent Arrêt, pour
» fournir la somme totale de dix-huit
» mille quatre cent vingt-trois livres
» sept sols, à laquelle la taille de ladite
» Ville monte pour l'année prochaine.
» 1718, suivant le mandement du sieur
» Intendant : en cas qu'il survienne
» dans la suite quelque augmentation
» ou diminution à la taille de ladite
» Ville, la répartition sera faite au marc
» la livre sur toutes lesdites personnes
» dont le rôle doit être composé ; tou-
» tes les impositions à faire au marc la
» livre de la taille qui pourront survenir
» dans le courant de l'année, seront
» pareillement répandues sur toutes
» lesdites parties.

X V.

» Les Corps, Communautés & Pro-
» fessions feront chacune sur elles-mê-
» mes la répartition en détail des sommes
» qu'elles doivent supporter, & les
» contribuables dont elles sont compo-
» sées pourront faire entre eux telles
» conventions raisonnables qu'ils juge-
» ront à propos, pour régler ladite
» répartition & prévenir les contraven-
» tions, sans néanmoins que lesdites
» conventions puissent donner atteinte
» à ce qui est porté par le présent Arrêt.

» Il sera nommé pour un ou deux ans
» un Receveur aux gages de huit cent
» livres, au payement desquelles seront
» appliqués les six deniers pour livre
» attribués aux Collecteurs, dont l'im-
» position continuera d'être faite en la
» manière ordinaire, & le surplus des
» dits gages sera pris sur la partie des
» deniers des octrois de ladite Ville qui
» a coutume d'être payée en déduction
» de la taille; lequel Receveur fera sous
» le cautionnement de lad. Ville le recou-
» vrement en détail des taxes de l'oc-
» cupation des fonds & des cottes des
» particuliers, sans industrie ni profes-
» sion, & autres compris dans l'article
» XII du présent Arrêt, & pareillement
» le recouvrement en gros des sommes
» que chaque Corps, Communauté ou
» profession devra supporter, sur ceux
» qui seront préposés dans chaque Corps
» ou Profession pour lever en détail
» lesdites sommes; à l'effet de quoi
» ledit Receveur pourra faire & exer-
» cer en vertu du rôle toutes les di-
» ligences permises aux Collecteurs,
» aux termes des Réglemens, & pourra
» pareillement être contraint par les
» Receveurs des tailles, ainsi & par

» tiers , ainsi qu'il sera expliqué dans les
» articles suivans.

V I.

» La Manufacture des toiles payera
» pour sa cote-part la somme de deux
» mille quatre cent vingt livres, dont la
» répartition sera faite par les Mar-
» chands en gros de ladite profession ;
» dans laquelle répartition les Maîtres
» fabriquans pour leur compte payeront
» par tête sept livres dix sols , & cin-
» quante sols pour chacun des Compa-
» gnons qui travailleront pour eux ; les
» chefs de caves & leurs ouvriers do-
» miciliés aussi chacun cinquante sols ;
» les Marchands de détail en boutique
» dix livres chacun ; les Rosiers huit li-
» vres chacun ; les blanchisseurs de toile
» vingt livres chacun ; les blanchisseurs
» de fil huit livres chacun ; les linotiers
» trois livres chacun ; les couverturiers
» huit livres chacun ; & le surplus de la-
» dite somme sera supportée par les
» Marchands en gros & autres particu-
» liers commerçans membres de ladite
» Manufacture , & reparti entre eux à
» proportion des piéces de toiles qui
» seront portées à la marque ; sans pré-
» judice de la cote que ceux desdits
» Marchands en gros qui vendront aussi

» en détail, devront supporter pour ledit
» détail, ainsi qu'il est réglé ci-dessus.

» La Manufacture des frocs payera
» pour sa cote-part dix-huit cent vingt
» livres, dont la répartition sera pareil-
» lement faite par les Marchands en
» gros de ladite profession ; dans laquel-
» le répartition les Marchands en détail
» payeront dix livres chacun ; les ton-
» deurs apprêteurs dix livres chacun ,
» & deux livres dix sols pour chaque
» Compagnon ; les teinturiers douze li-
» vres dix sols , & cinquante sols pour
» chaque Compagnon , & les machi-
» niers dix livres par machines ; & le
» surplus de ladite somme sera supporté
» par les Marchands en gros , membres
» de ladite Manufacture , & reparti en-
» tre eux par rapport au nombre de
» frocs qu'ils acheteront à la halle , sans
» préjudice de la cote que ceux desdits
» Marchands en gros qui vendront aussi
» en détail devront supporter pour ledit
» détail , ainsi qu'il est réglé ci-dessus.

» La Communauté des Tisserands
» payera pour sa cote-part mille livres,
» dont la répartition sera faite entre
» eux à proportion des pièces de frocs
» qui seront par eux portés à la mar-
» que.

82 *Recherches & Considérations*

» La Communauté des Foulons paye-
» ra pour sa cotte-part quatre-vingt dix
» livres , en déduction de laquelle som-
» me chaque exploitateur de moulin à
» foulon payera quinze livres , & le sur-
» plus fera réglé par foules & lanes ;
» de la quantité desquels les Maîtres se-
» ront tenus de faire déclaration.

» La Communauté des Boulangers
» payera pour sa cotte-part onze cent
» soixante livres , dont la répartition
» sera faite à proportion du nombre de
» leurs fournées.

» La Communauté des Bouchers
» payera pour sa cotte-part la somme
» de quatre cent cinquante livres , dont
» la répartition sera faite à proportion
» du nombre des bêtes qu'ils tueront ,
» en déduction de laquelle somme les
» Tripiers payeront cinq livres chacun.

» La Communauté des Tanneurs
» payera pour sa cotte-part deux cent
» dix livres , laquelle somme sera répar-
» tie entre eux à proportion de la quan-
» tité de boisseaux de tan qui leur seront
» délivrés par l'exploitateur des moulins
» de la Ville ; & en cas qu'ils soient
» obligés d'en prendre dans les moulins
» étrangers , ils seront tenus d'en faire
» déclaration , sous telle peine qu'il ap-
» partiendra.

» La Communauté des Corroyeurs
» payera pour sa cotte-part cent livres ,
» laquelle sera répartie entre eux à pro-
» portion des peaux qui seront par eux
» portées à la marque.

» La Communauté des Passementiers
» payera pour sa cotte-part quatre-
» vingt livres , dont la répartition sera
» faite entre eux à proportion du nom-
» bre des paquets de passément dont la
» vérification sera faite sur le Registre
» du Calendreur , en déduction de la-
» quelle somme les Calendreaux paye-
» ront dix livres chacun.

» La Communauté des Ferronniers
» payera la somme de cent livres , la-
» quelle sera répartie entre eux à pro-
» portion des voitures de fer qui leur
» seront amenées, dont ils seront tenus
» de faire déclaration aux Gardes de
» leur Communauté , en déduction de
» laquelle somme les Cloutiers paye-
» ront six livres chacun.

VII.

» Les Chapeliers payeront pour leur
» cotte-part quatre-vingt dix livres.

» Les Cordonniers, trois cent cinquante
» livres.

» Les Savetiers , deux cent quarante
» livres.

duire la même nature d'imposition en diverses Provinces du Royaume ; mais elle n'a point réussi dans les campagnes, parce qu'on l'a dénaturée en voulant imposer le Fermier à raison de son industrie particuliere , au lieu de l'imposer uniquement à raison de l'occupation du fonds. Dès-lors l'arbitraire continue ses ravages , éteint toute émulation , & tient la culture dans l'état languissant où nous la voyons.

C'étoit précisément sur cette répartition plus juste des tailles que se fondoient les plus grandes espérances pour l'avenir ; parce qu'on voyoit clairement qu'augmenter l'aisance du Peuple , c'est augmenter les revenus du Prince.

Par cette même raison , on travailloit encore à la suppression d'un grand nombre de Charges de toute espece , afin d'épargner aux Peuples la dépense des taxations , des exercices , & d'augmenter le nombre des contribuables. L'incertitude où les pourvûs d'Offices s'étoient trouvés jusqu'alors avoit diminué considérablement le revenu des parties casuelles , que la fin de ce travail auroit vû se rétablir.

Il se trouvoit encore une amélioration

tion à faire sur la Capitation sans aucune augmentation sur le taux où elle se levoit ; & seulement en n'y admettant ni exemption ni exception. Quoique les affranchissemens eussent été supprimés au mois de Juin 1715, la plupart des acquéreurs n'avoient point été compris dans les rôles ; de façon qu'en les y faisant rentrer, la recette devoit augmenter de trois millions suivant les dépouillemens qui avoient été faits. Beaucoup de personnes par faveur ou autrement n'avoient point été augmentées non plus sur les nouveaux rôles, à raison de l'accroissement de leurs biens par héritage ou de quelqu'autre manière que ce fût. On espéroit encore avec fondement augmenter d'un million au moins le revenu des parties casuelles, en levant promptement l'incertitude qui régnoit sur les Offices par la confection définitive des états de suppression.

Pour diminuer l'état des dépenses, on réimposa sur les Provinces la dépense des Ponts & Chaussées ; parce que ces objets, très-considérables pour l'Etat dans la position fâcheuse où il se trouvoit encore, formoient un objet médiocre pour les particuliers.

Avant de terminer notre carrière,

Tome VI.

I

58 *Recherches & Considérations*
 il est à propos de donner l'état des
 fonds & des dépenses pendant l'année
 1717.

ETAT de ce qui restoit dû des années
 1715, 1716 & 1717.

Les dettes arriérées des quatre der-
 niers mois de 1715, & des années
 1716 & 1717, montoient pour es par-
 ties qui se payent au Trésor Royal,
 suivant les dépouillemens liv.
 qui en ont été faits, à 40000000

Les arrérages des rentes
 sur la Ville. 10000000

Les arrérages des gages
 des Cours supérieures ar-
 riérés d'une année & demie,
 & qu'on s'étoit engagé de
 payer par doublement dans
 les années 1718 & 1719 :
 ce qui sur le pied de quatre
 millions fait un objet de... 6000000

Les intérêts des billets de
 l'Etat pour l'année 1717,
 qui à ne les compter que
 sur le pied de deux cent mil-
 lions montoient à 8000000

Les intérêts dûs aux Of-

64000000

~~1000000~~ 1 6. 1. D. 1000000

240000

180000

300000

130000

200000

600000

200000

200000

60000

104000

154600

146020

100000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

1000000

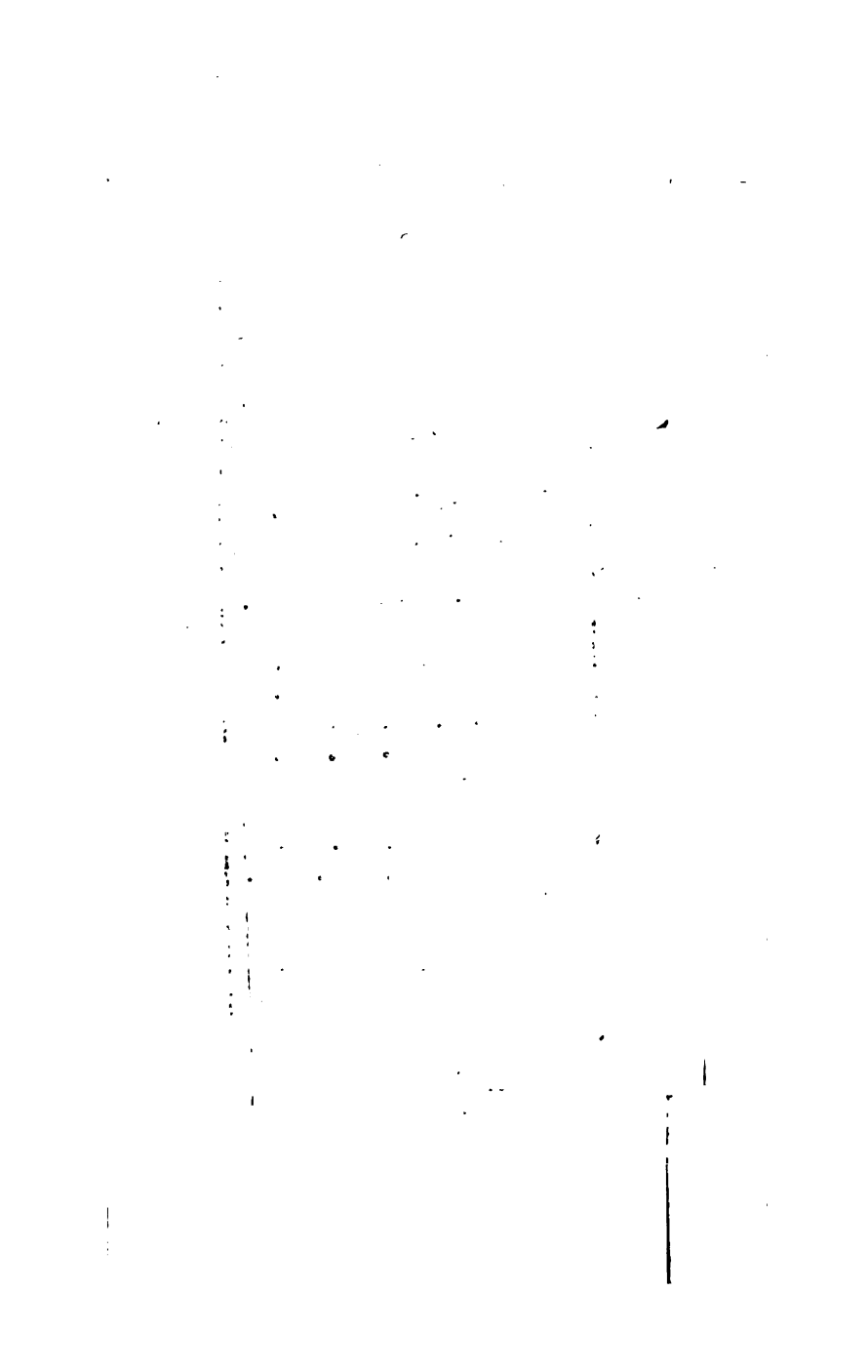
1000000

1000000

1000000

1000000

1000000



De l'autre part... 64000000
ficiers supprimés au moins
pour deux années, 1716 &
1717, l'un portant l'autre ;
ce qui sur le pied de trois
millions faisoit un objet de 6000000

Enfin les arrérages des
Charges assignées tant sur
les Fermes que sur les Re-
cettes générales & particu-
lières, qu'on ne croyoit pas
pouvoir tirer au-dessous de
vingt-cinq millions, sçavoir
vingt millions pour les par-
ties assignées sur les Recet-
tes générales, & cinq mil-
lions pour les Fermes..... 25000000
95000000

Les restes des tailles, du dixieme,
de la Capitation jusques & compris
l'année 1717, montoient à plus de qua-
tre-vingt millions. Ce qui étoit dû par
des Fermiers particuliers & autres re-
venus avec le reste du fonds des mon-
noies, montoit environ à dix millions à
la fin de l'année 1717. Ainsi à cinq mil-
lions près, l'Etat avoit en créances de
quoi satisfaire à ces dettes afin de re;

100 *Recherches & Considérations*

joindre le courant ; de maniere qu'en suivant les mesures prises avec confiance & fermeté, on pouvoit espérer de voir en peu de tems l'extinction des dettes exigibles.

Nous avons vû qu'au
17 Juin elles ne montoient liv.
plus qu'à 343000000

Il avoit été employé des Billets de l'Etat en rentes viageres pour	19200000	}	274200000
En Actions de la Compagnie d'Occident pour	100000000		
On pouvoit évaluer la vente des petits Domaines & des Seigneuries au moins à	50000000		
Il restoit à rentrer des taxes de la Chambre de Justice, pour	150000000		

Restoit donc à liquider les dettes exigibles, pour . . . 688000000

Le projet étoit formé d'établir une Compagnie des Indes sur le modele de celle d'Occident, qui eût absorbé ce restant.

Le grand point étoit d'employer tous les billets de l'Etat & ceux des Rece-

veurs Généraux , afin de retirer de la circulation des effets qui perdoient par l'incertitude d'une assignation ; & pour y parvenir , il falloit que le Régent suivît l'effet de la Chambre de Justice , sans écouter ni la faveur ni les importunités. Alors les cent cinquante millions qui devoient rentrer par cette voie eussent éteint au moins pour six millions de charges annuelles. On verra par le projet des dépenses & des fonds pour l'année 1718 , que la recette eût dès cette année égalé la dépense.

Quelque différence qu'il y eût de cette position à celle où l'on étoit au premier Septembre 1715 , il s'en falloit de beaucoup que l'Etat eût repris les forces qu'il doit avoir pour être respecté au dehors : l'ordre étoit rétabli , l'économie présidoit à la distribution des revenus , on avoit remédié au mal le plus pressant , mais on respiroit plutôt qu'on étoit soulagé. La force d'un Etat ne se calcule pas sur la justesse de la balance entre ses revenus & ses dépenses ordinaires , mais sur l'abondance des ressources qu'il peut employer dans les événemens extraordinaires.

On n'étoit point fans espérance sur cette importante partie. Le rétablissement du Commerce & de la circulation, fans produire un bien actuel & présent, ne laissoit pas de promettre une ressource assurée avec laquelle on parviendroit successivement à la libération de l'Etat. On avoit remarqué que les mêmes parties de revenus qui en 1683 produisoient cent quatorze millions deux cent quatre-vingt-six mille sept cent livres, l'argent à vingt-sept livres le marc, ne rendoient plus en 1715 que cent quinze millions neuf cent cinquante-sept mille deux cent huit livres, l'argent à trente livres dix sols dix deniers le marc. Encore les augmentations à raison des nouvelles Fermes montoient en 1715 à cinq millions sept cent quatre-vingt mille huit cent cinquante livres. La Ferme du tabac étoit montée de trois cent mille livres à deux millions; les postes de quatorze cent mille livres à trois millions; les tailles de trente-quatre millions huit cent soixante-dix mille neuf cent cinquante-huit livres à quarante-un millions deux cent quatre-vingt-sept mille cent soixante-dix-huit livres: en sorte qu'à bien évaluer toutes choses,

les mêmes parties de revenus rendoient en 1715 de moins qu'en 1683 la somme de quinze millions quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille soixante-dix livres. Tel étoit le fruit de la surcharge des impositions sur le Peuple qui payoit de plus qu'en 1683 le dixieme & la capitation, des aliénations du Domaine, de la multitude des privilèges créés depuis 1689, des traités extraordinaires qui avoient désolé la France & tiré des Peuples en vingt-six ans huit cent quatre-vingt-onze millions trois cent dix-sept mille cent vingt-une livres. \

On pouvoit donc se flater que les encouragemens donnés à l'agriculture & au Commerce, la remise du dixieme & celles qu'on avoit accordées tant sur les tailles que sur d'autres impositions, la suppression d'un grand nombre de privilèges, leveroient les causes d'obstruction dans la circulation, & l'aïssance générale, & enfin dans le produit de diverses impositions. Les éclaircissemens que l'on prenoit, soit pour connoître à fond la valeur de toutes les Fermes, soit pour diminuer les frais de la Régie, soit pour établir l'égalité des répartitions, ne pouvoient manquer d'accroître en peu de tems les

104 *Recherches & Considérations*

produits , puisque depuis cent cinquante ans on avoit éprouvé une augmentation successive & considérable tous les vingt ans.

On en voyoit une assurée pour le moment de quatre millions environ , par les arrangemens arrêtés sur la capitation & les parties casuelles , dont le montant pouvoit déjà être employé au remboursement annuel des Officiers supprimés , ce qui eût en même tems diminué annuellement les charges au moins de cent soixante mille livres. Diverses aliénations devoient se liquider avec leur propre revenu dans un certain nombre d'années , telles que celles des Offices sur les ports & dans les marchés de Paris. Enfin lorsque la consommation auroit eu repris son cours , & que la fortune des Peuples se seroit affermie , non-seulement les ressources eussent augmenté chaque jour avec les revenus ; mais il eût été facile , par quelques impositions sur le luxe & sur d'autres parties de consommation , de consacrer un fonds annuel de dix à douze millions à l'amortissement des dettes foncières de l'Etat , principalement des Offices de Finance qui jouissent de grosses taxations , tels

que ceux des Receveurs Généraux , dont la Caisse commune pouvoit , sans aucun inconvénient , faire une branche directe des parties du Trésor royal , ceux des Elections , des Greniers à sel , &c. Mais il faut convenir que ce plan d'administration , quelque sage qu'il fût , étoit d'une exécution lente & exigeoit une conduite aussi ferme que suivie. Peut-être eût-il été possible d'accélérer un peu la marche des liquidations par un parti moyen entre la route ordinaire & l'usage des papiers monnoie. On auroit pû rembourser deux cent millions de Charges en billets numérotés , qui auroient été divisés en coupons de deux cent à dix mille livres , négociables comme l'argent même. Alors l'Etat cessoit de payer un intérêt au moins de huit millions , qui ajoutés au fonds d'amortissement de douze millions eussent formé une somme annuelle de vingt millions , dont on se seroit servi pour faire quatre remboursemens de trois mois en trois mois à l'Hôtel-de-Ville , où les effets éteints eussent été brûlés en présence des Magistrats , & la liste du numero publiée & affichée. Les billets de l'Etat une fois employés , cette opération , que la

Banque générale auroit pû faciliter ;
devoit naturellement réussir , & les
deux premiers remboursemens eussent
mis ces nouveaux papiers au pair de
l'argent. La diminution des charges par
cette extinction , jointe aux nouveaux
fonds , au produit des aliénations liqui-
dées & à l'amélioration des Fermes , met-
toit l'Etat dans une position favorable
au dehors : on lui permettoit de profi-
ter de la durée de la paix pour amortir
annuellement une partie considérable
des rentes constituées. Car dès que les
rembursemens commencent à devenir
considérables , les intérêts seuls four-
nissent dequoi amortir de nouveaux ca-
pitaux. Mais il ne falloit vrai-sembla-
blement pas moins de quinze ans d'éco-
nomie & de vigilance pour liquider
environ trois cent cinquante millions.
Un étranger s'engagea d'établir un plan
d'administration moins austere , & des
ressources plus promptes. Persuadé le
premier qu'on pouvoit gouverner la
confiance du Public par les regles d'un
calcul trop compliqué pour être à sa
portée , & avilir les richesses de con-
vention unanime entre tous les Peuples
pour leur en substituer de nouvelles ,
qu'il multiplieroit en sûreté suivant les

besoins , il fit des promesses magnifiques ; & on ne douta point de leur réalité , parce qu'elles séduisirent.

Le Ministre , qui conduisoit les Finances , aima mieux que les fondemens de ce grand édifice fussent jetés sous d'autres auspices que sous les siens ; il quitta la présidence des Finances.

Lorsqu'un Etat est parvenu au période d'accablement où celui-ci étoit réduit à la mort de Louis XIV , il est presque impossible que la nécessité ne force de recourir à des opérations violentes & douloureuses. Le public soupire après le rétablissement des affaires , & aucun particulier ne veut souscrire à la réforme. Il faut cependant qu'elle coûte à quelqu'un , souvent à tous , & c'est peut-être le meilleur parti , s'il est praticable. Lorsque les circonstances sont si fort au-dessus des regles communes , il semble que la bonne maniere de discuter les opérations , ce n'est pas d'examiner les inconvéniens particuliers de chacune , mais de proposer les expédiens qu'il étoit possible d'employer , & d'en comparer le résultat probable.

Cette révolution de nos Finances , comparée à celles qui ont précédé ,

110 *Recherches & Considérations*

être conduite avantageusement pour le Prince & pour les Peuples , si le système en est arbitraire & variable : enfin dans le Corps politique , comme dans le corps humain , il est presque impossible de guérir les maux dont le principe lent & caché ne s'est manifesté que par un épuisement subit & total.

Le projet des dépenses & des fonds libres pour l'année 1718 , mettra le Lecteur en état de juger du travail qui avoit été fait pour la diminution des dépenses , & des réflexions qui ont été faites sur la position des Finances.

Nous voici arrivés au terme marqué à cet ouvrage. Cette dernière époque , quoique la plus courte de toutes , puisqu'elle ne comprend que vingt-huit mois , n'est pas la moins remplie d'événemens intéressans & instructifs. La position où se trouvoient les affaires sera à jamais mémorable dans la Monarchie.

On ne pourra prendre une idée plus juste des vûes de l'administration & du système qu'elle avoit embrassé pour l'avenir , qu'en lisant la sixième partie du rapport général dont j'ai parlé au commencement de cette époque. Elle étoit destinée à rappeler les principes

Fonds lit 8.

4500000

1500000

200000

60000

1040000

100000

3000000

350000

2600000

1000000

65601345

13000000

78601345

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

sur lesquels il convenoit de conduire désormais les Finances. On ne peut se résoudre à dérober au Public la connoissance de ce morceau précieux. Le reste ne seroit qu'une répétition des faits qu'on a détaillés avec plus d'étendue & par ordre de dates. On a même vu plusieurs opérations importantes, qui ont suivi ce rapport, qui fut fait le 17 Juin,

J'ai promis d'insérer ici un Mémoire lu au Conseil, lorsque la question de la réduction des intérêts y fut agitée.

Il a été si souvent question des Monnoies, que pour fixer en quelque façon les idées des Lecteurs moins au fait de cette matiere, j'ai cru qu'il seroit utile de joindre à cet Ouvrage le Mémoire que le célèbre Law présenta sur cette matiere au Régent.

Enfin pour achever de parcourir la révolution qu'éprouverent les Finances après la mort de Louis XIV, on a cru devoir ajouter une vue générale & historique du système des Finances, jusqu'à la fin de 1720.

SIXIEME PARTIE

*Du rapport des Finances fait le 17
Juin 1717.*

PAR le compte que j'ai eu l'honneur de rendre à Votre Altesse Royale & au Conseil, de l'état où étoient les Finances à la mort du feu Roi, des principales opérations qui ont été faites depuis ce tems-là & de notre situation présente, il est aisé de juger qu'il y a encore beaucoup à travailler pour rétablir entierement les affaires.

Avant que de chercher les moyens qu'on peut mettre en usage, il paroît convenable d'examiner les causes du mal dont nous ressentons aujourd'hui les effets, afin de tirer des principes qui puissent nous servir de regle & de conduite pour l'avenir.

Une des premieres causes de nos maux, c'est la maxime qu'on a tenue par le passé, que rien n'étoit moins onéreux au Public, dans la nécessité où l'on s'est trouvé de fournir à des dépenses excessives, que de faire des aliénations sur les revenus, en créant des rentes & des charges de toute espece;

pece ; & rien en effet ne peut avoir des suites plus funestes, & dont les conséquences soient plus durables.

Les aliénations ont formé une espece de bien, qui, n'ayant en lui-même aucune réalité, porte sur tout le véritable bien du Royaume, & le détruit insensiblement. En effet, on doit regarder les rentes, les gages & augmentations de gages, les Finances des Offices supprimés & les billets de l'Etat, comme autant de créances qui ont leurs hypothèques sur tout le bien-fonds du Royaume, sur le Commerce & l'industrie, & qui par conséquent le diminuent d'autant ; puisque ce ne peut être qu'après avoir prélevé ce qui est nécessaire pour acquitter les intérêts de ces dettes, qu'on peut faire usage du produit des impositions & des droits qui forment la partie du revenu destiné aux dépenses actuelles & indispensables : ainsi bien loin de regarder cette nature de biens comme une augmentation dans l'Etat, il faut au contraire regarder le bien du Royaume, de même que le revenu général de l'Etat, comme étant diminué à proportion du capital & des intérêts qu'il y a à payer. Cette espece de bien produit d'ailleurs un des plus

114 *Recherches & Considérations*

grands maux dont un Etat puisse être affligé : c'est le luxe , l'oïveté & la paresse où tombent tous ceux qui n'ont que cette sorte de revenus. De-là l'agriculture , le Commerce , l'industrie s'anéantissent. Au contraire , ceux qui ne se reposent point sur le produit annuel & toujours égal d'un bien constitué sont forcés d'employer leurs talens à faire valoir & les biens-fonds & l'industrie , & à multiplier leur Commerce , d'où seul peut naître la véritable richesse d'un Etat.

Un autre inconvénient non moins considérable , c'est que la facilité qu'on a trouvée dans cette manière d'emprunter , l'a multipliée à tel degré qu'on est sorti de toute proportion , & qu'elle a causé l'augmentation des dépenses , qui auroient été plus modérées , si on avoit trouvé moins de moyens pour y satisfaire.

Ce mal n'est pas nouveau dans l'Etat ; il y en a plus d'un exemple. M. de Sully , appelé à l'administration des Finances par le Roi Henry IV. bisayeul de V. A. R. trouva le Royaume dans un desordre & un épuisement général , causé par les guerres intestines & étrangères qui l'avoient ravagé depuis plusieurs années.

De vingt-quatre millions de revenus dont l'Etat jouissoit , il n'en entroit que quatre dans les coffres du Roi , le surplus étoit consommé par les arrérages & les intérêts , & il étoit chargé outre cela de plus de cent dix millions de dettes exigibles.

Ce Ministre jugea de concert avec son Maître , que pour sauver l'Etat & lui rendre sa force & sa splendeur , il n'y avoit point d'autre parti à prendre que de diminuer les créances qui portoient sur le Roi. Il agit en conséquence. Les gages , les rentes & les autres charges de l'Etat furent éteintes ou réduites , soit par des imputations , soit par le moyen d'une Chambre de Justice , qui fut alors établie. Il réduisit le taux des rentes du denier douze au denier seize à mesure qu'il faisoit des réductions , & liquidoit les revenus anciens , remboursoit les dettes légitimes , remettoit les impôts extraordinaires ; & par ces opérations qui furent une suite nécessaire les unes des autres , & qui à la vérité causerent dans ce tems-là des murmures & des plaintes , il parvint en moins de douze années non-seulement à augmenter les revenus du Roi , qui de vingt-quatre millions furent por-

tés jusqu'à trente-cinq, & à lui ménager environ trente millions d'argent comptant qu'on trouva après la mort de ce Prince.

M. Colbert entrant dans le ministère trouva à peu-près un pareil desordre. Il reconnut que les constitutions qui avoient été faites sur l'Etat absorboient tout le produit du bien réel, & il suivit la même route qui lui avoit été tracée par M. de Sully. Il supprima des principaux en entier, fit des imputations du capital sur l'excédent des arrérages, réduisit aussi le taux des rentes, du denier dix-huit, à quoi elles avoient été fixées en 1634 sous le ministère de M. le Cardinal de Richelieu, au denier vingt par l'Ordonnance de 1665. Il établit une Chambre de Justice, abolit l'usage des billets de l'Epargne, dont il reste encore une partie dans le public & réduisit toutes les charges qui étoient employées dans les Etats du Roi; en sorte qu'au bout de dix années il parvint à liquider les revenus. En les liquidant il les augmenta. Les forces de l'Etat augmentèrent à proportion; & il eut le bonheur de voir qu'il n'étoit dû en 1671 que sept millions trois cent mille livres de rentes sur la Ville.

Il jugea que les constitutions sur l'Etat ne devoient point excéder cette somme ; que tant que les choses demeureroient dans cet équilibre le Roi & les Peuples seroient à leur aise , & il se fit une maxime de ne jamais passer au-delà. Mais ce qui déconcerta son projet , le Conseil ne sera pas fâché de sçavoir cette anecdote , & cela servira de plus en plus à persuader de la nécessité qu'il y a de suivre , autant qu'on le pourra , les mêmes principes.

M. de Louvois , comme tout le monde le sçait , n'étoit pas fâché de voir la guerre. Au commencement de celle qui fut entreprise en 1672 , il fallut des secours extraordinaires.

M. Colbert fit quelques traités de nouvelles impositions & des augmentations de droits ; ce qui excita des plaintes dans le Public , & des représentations même de la part des Magistrats. On lui demanda de nouveaux secours ; il représenta qu'il n'y avoit pas moyen & que ce seroit accabler le Peuple.

M. de Louvois , instruit de ces difficultés , alla trouver un des premiers Magistrats , homme d'un mérite distingué & d'une probité reconnue. Il lui

dit qu'il rendroit un service essentiel au Roi , en lui remontrant qu'au lieu de ces traités extraordinaires , que le Parlement se faisoit tant de peine d'enregistrer , & qui étoient si insupportables au Peuple , il étoit bien plus simple & plus aisé de créer de nouvelles rentes ; qu'un million de rentes créées produiroit tout d'un coup vingt millions , & que ce seroit un petit objet par rapport aux revenus considérables dont jouissoit Sa Majesté. Ce Magistrat suivit de bonne foi l'avis qui lui étoit donné. Le Roi ravi de cet expédient , qui lui venoit d'un homme si approuvé , dit à M. Colbert qu'il n'y avoit qu'à créer des rentes. M. Colbert , qui en prévoyoit les suites & les inconvéniens , voulut , avant que de rendre l'Edit , se donner la satisfaction de parler au Premier Président. Il lui fit sentir les conséquences du conseil qu'il avoit donné à bonne intention , & lui dit qu'il répondroit devant Dieu du préjudice qu'il causeroit à l'Etat , & du mal qu'il faisoit au Peuple.

La guerre dura jusqu'en l'année 1678. Pendant ce tems-là il y eut de nouvelles constitutions de rentes ; & si-tôt qu'elle fut terminée par le Traité de Nimégué , M. Colbert suivit

son premier principe & se fit une loi de détruire une espece de bien , qui étoit de trop dans l'Etat , & qui formoit un excédent dans les particuliers ; en sorte qu'en l'année 1683 , tems de sa mort , les rentes se trouverent au même point où elles étoient en l'année 1671, c. à d. qu'il n'y en avoit que pour sept millions deux à trois cent mille liv.

La conclusion qui paroît devoir être tirée de ces observations & de ces faits, c'est qu'on doit , si V. A. R. & le Conseil le jugent ainsi , avoir pour objet principal d'éteindre par toutes les voies qui paroîtront équitables les constitutions faites sur le Roi , ou du moins d'en fixer la durée , parce que c'est de là que dépend la fin de nos malheurs , & que tout bien en doit revenir.

On doit par la même raison regarder comme une maxime dont il seroit à désirer qu'on ne s'écartât jamais, que de toutes les ressources la plus mauvaise , dont les plus suites sont les plus funestes , c'est de former des engagemens sur l'Etat.

Comme il paroît convenable de parler de ce qui a causé les maux que nous ressentons , afin d'y apporter les remèdes nécessaires & de n'y plus retomber,

je supplie V. A. R. & le Conseil de **me** permettre encore de discuter en peu de mots la matiere des traités extraordinaires.

Si les suites n'en sont pas si durables & si permanentes que celles des constitutions sur l'Etat, il est certain au moins que c'est une voie beaucoup plus odieuse & plus injuste.

Qu'y a-t-il en effet de moins légitime que de faire ce qu'on appelle un traité extraordinaire sur l'idée d'un homme d'affaires, sur un avis qu'il propose, & dans lequel, en supposant des prétextes frivoles, on comprend deux ou trois mille familles, à qui on enlèvera de force & par autorité une partie non du revenu, mais du capital de leur bien, & de repasser ainsi tour-à-tour & à différentes reprises les trois quarts des sujets du Roi, en leur demandant tout-à-la-fois des sommes considérables qui les ruinent sans ressource, pendant qu'on ne fait rien payer aux autres qui sont également obligés de soutenir la cause commune & de contribuer aux besoins du Royaume. On se contentera d'en rapporter ici sommairement quelques especes qui donneront l'idée de toutes les autres.

Un

Un homme se trouve possesseur d'une terre qui a autrefois appartenu à une Communauté ; on suppose que ses ancêtres l'ont acquise à trop bon marché, & sur ce prétexte on fait un Edit qui ordonne qu'il donnera la sixieme partie du prix de sa terre au Roi. En vain il tâche de s'en défendre en prouvant que cet héritage, qui est depuis plus de cent ans dans sa famille, a été acheté au-delà de sa valeur, & qu'il a peine en le cultivant à y trouver de quoi subsister. Le Traitant, qui veut retirer ses avances & avoir le profit qu'il s'est proposé, ne l'écoute point. La loi est faite, le Roi le veut. Ce misérable propriétaire n'a rien pour payer vingt mille liv. qui font le sixieme de la premiere acquisition avec les deux sols pour livre. On exécute ses meubles, on vend ses bestiaux, on saisit réellement sa terre ; & il se voit lui, ses enfans & ses descendants réduits à la mendicité.

Un autre propriétaire a dans sa terre un ruisseau, une fontaine, une isle, un ilot, du bois propre à faire du charbon ; & sur cela se forme un traité par lequel on taxe arbitrairement ce propriétaire, pour lui donner, dit-on, la faculté de jouir de son bien ; comme

s'il lui étoit défendu de boire de l'eau & de se chauffer , fans avoir payé le droit qu'on lui demande ; & voilà le sujet de la persécution qu'on lui fait.

Un Officier dans une Ville de Province est titulaire d'une Charge , dont il ne retire le revenu qu'au denier quarante , parce qu'elle lui conserve un rang dont ses ancêtres ont toujours joui. Le Traitant va rechercher les attributions de sa Charge ; il trouve qu'il y a trois ou quatre droits utiles ou honorifiques qui y sont attachés ; & de ces différens droits il compose successivement trois ou quatre corps d'Offices distincts & séparés , avec faculté à l'Officier de les réunir moyennant une somme. Cet Officier acquiert son propre bien , & réunit la première Charge créée aux dépens de la sienne , parce qu'il trouve du crédit pour payer ce qu'on lui demande. Le second Edit de création paroît aussi-tôt après. L'Officier desolé fait ses remontrances , on ne l'écoute point. Il s'engage de nouveau pour ne pas laisser démembrer son Office. Il survient un troisième Edit , il ne trouve plus à emprunter ; un autre acquiert la plus belle partie de cet Office , lui enleve l'honneur & le profit ;

& ce malheureux Officier , qui a toujours rendu la justice avec intégrité , se voit en même tems ruiné & avili ; & ses enfans ne peuvent plus paroître avec bienséance dans le lieu où leurs peres étoient en vénération parmi leurs concitoyens.

On juge à propos de taxer un Corps entier d'Officiers. Chacun selon la mesure de son pouvoir fait des efforts pour payer , afin d'éviter les vexations du Traitant , de ses Commis & de ses Huissiers. La moitié satisfait en se privant du nécessaire. L'autre moitié est absolument hors d'état de fournir ce qu'on veut exiger. Le Traitant , qui n'a que son intérêt en vûe , imagine , compose , obtient une Déclaration ou un Arrêt de solidité , au moyen duquel il rend tout le Corps responsable de ce qui lui manque du côté de ceux qui n'ont pas pû fournir leur contingent. Il persécute de nouveau ceux-là mêmes qui ne doivent rien de leur chef : executions , ventes de meubles , garnisons , rétentions de gages , il n'y a sorte de cruautés qu'il n'exerce à leur égard ; & nous avons vû pendant cinq ou six années entieres presque tous les anciens Officiers des Compagnies de Province ré-

124 *Recherches & Considérations*

duits par cette injuste solidité à avoir pour tout meuble un lit sans rideaux, une marmite de fer, & des cuillers de bois ; & cette calamité devint si commune qu'il passa en proverbe ordinaire, que c'étoit être meublé suivant l'Ordonnance.

En joignant à ces quatre especes les créations d'une multitude d'Offices aussi inutiles qu'ils étoient autrefois inconnus, & de différens droits qui ne sont pas moins à charge au Peuple qu'à l'Etat, on connoît les différentes natures des traités extraordinaires, aussi bien que l'art & la capacité des gens d'affaires.

Mais afin que le Conseil soit parfaitement instruit sur cette matiere, & que les principes qu'il se formera en conséquence puissent être regardés comme invariables pour l'avenir ; j'aurai l'honneur de lui faire deux observations essentielles,

L'une que l'objet & l'effet des traités particuliers & extraordinaires, c'est de n'affecter qu'un certain nombre de personnes à qui on demande toujours, non pas l'excédent de leur revenu, mais une partie du capital de leur bien, & qu'on ruine nécessairement sans qu'ils

puissent presque s'en relever ; au lieu que si on faisoit une imposition générale sur tout le Corps de l'État , cela n'entameroit qu'une portion du revenu. Chacun en seroit quitte pour modérer sa dépense , pour se priver de son superflu , ou de quelques commodités ; il conserveroit toujours le capital de son bien sans être contraint ni à faire des emprunts ni à vendre ses effets. Et quand même on iroit jusqu'à demander une portion considérable des revenus des sujets du Roi , ainsi qu'il se pratique en différens Etats , comme cela n'arriveroit que par degré & à mesure que les besoins augmenteroient , ils diminueroient de même insensiblement leur dépense ; la condition seroit égale pour tous ; personne n'en auroit honte , parce que ce seroit le sort commun. On seroit plus lié à la Patrie dès qu'on contribueroit à sa défense avec une proportion équitable ; & le jour de la paix , qui seroit le jour de la cessation des dépenses extraordinaires , seroit un jour de réjouissances & d'acclamations , où chacun rentreroit dans l'entière possession de son revenu sans avoir été forcé d'en aliéner le fonds , & sans avoir le

chagrin de voir une troupe de gens inconnus enrichis à leurs dépens.

La seconde observation, c'est qu'il s'en faut de beaucoup que le produit des traités n'entre en entier dans les coffres du Roi comme le produit de ses revenus ordinaires.

Il y en a toujours une partie considérable pour le Traitant, & sa portion va beaucoup plus loin qu'on ne se l'est imaginé par le passé. Nous en avons une preuve bien constante par la taxe de 1701.

Les Traitans furent taxés environ à la moitié de ce qu'ils avoient gagné dans les traités. Pour fixer cette moitié on suivit les résultats qu'ils avoient signés au Conseil.

Par ces résultats on trouva que tous les traités faits pendant la précédente guerre avoient rapporté trois cent cinquante millions six cent vingt-sept mille neuf cent quatre-vingt onze livres, dont deux cent quatre-vingt-seize millions pour le Roi, & le sixieme en dedans, qui faisoit la partie des Traitans, avoit consumé l'excédent, le surplus en dehors ne leur ayant point été imputé. Ils furent taxés à vingt-quatre mil-

lions , qui faisoient à peu-près la moitié de ce qui leur avoit été accordé ; & il ne leur devoit par conséquent rester à tous ensemble qu'une pareille somme d'environ vingt-quatre millions , en supposant même qu'ils n'eussent rien donné , dépensé , ni dissipé.

Cependant il parut évidemment aux yeux du Public qu'il leur restoit à tous ensemble , après leur taxe payée , des richesses infiniment plus considérables.

Quelle raison & quelle politique peut-il y avoir de faire profiter les uns du malheur des autres ? N'est-il pas plus juste que tout ce qui se leve sur les Peuples , pour fournir aux besoins de l'Etat , tourne uniquement à son bénéfice ?

Ceux qui supposent qu'on a quelquefois besoin du crédit & des avances des Traitans , sont dans l'illusion. Ils n'ont aucun crédit par eux-mêmes , & celui dont ils jouissent n'est jamais fondé que sur les affaires qu'ils exploitent. On les a vûs plus d'une fois, quoique riches, absolument décrédités aussi-tôt qu'on a supprimé les traités dont ils étoient chargés.

Si l'on oppose qu'il y a des tems & des circonstances au-dessus de toutes les re-

gles, & dans lesquelles on est forcé de faire bien des choses dont on sent les inconvéniens & les abus, mais qui cependant deviennent indispensables; je conviendrai que dans les tems de guerre il n'est pas praticable de ne pas augmenter les dépenses, & qu'il faut pour cela des fonds extraordinaires. Mais ils doivent toujours venir du produit des impositions générales, & non pas de traités particuliers.

Pour en donner une preuve évidente par un exemple, qui vaut toujours mieux que les discours & les raisonnemens, sans vouloir rappeler le passé ni en faire d'autre usage que celui de nous préserver des mêmes inconvéniens pour l'avenir, j'observerai que les dépenses depuis 1689 jusques & compris 1699, tems certainement de la plus grande force de la France, & où elle a eu le plus d'ennemis à combattre, ont monté à deux millions.

Pour remplir cette somme, outre les revenus ordinaires on a été obligé de faire pour environ six cent millions d'aliénations ou d'affaires extraordinaires, sçavoir :

Deux cent huit ou dix millions de créations de rentes sur la Ville.

Environ cinquante-quatre millions d'augmentation de gages ou de création de Charges :

Deux cent quatre-vingt-seize millions d'affaires extraordinaires.

Et environ trente millions d'aliénations sur les autres revenus.

Ce qui fait en total cinq cent quatre-vingt-dix millions.

Si au lieu d'avoir fait des affaires extraordinaires & ces aliénations, on eût imposé cinquante millions par année dès 1689, qui est le montant du dixième & de la capitation, ce fonds seul auroit suffi, & on eût été en état de remettre au Peuple cette augmentation de charges au moment de la paix, ou tout au plus tard une année après, sans compter qu'il en auroit coûté plus de quatre-vingt-deux millions de moins aux Peuples, dont les Traitans ont profité pour la remise qui leur a été accordée par leurs traités, & sans parler des frais ni des vexations qu'ils ont exercées à cette occasion, & qui passent certainement de plus du double de leur gain connu.

De plus tous les privilèges qui sont accordés à l'occasion de ces traités & de ces créations, ont fait porter le far-

deau des impositions par les plus foibles, pendant que les plus riches se sont rendus créanciers de l'Etat de débiteurs qu'ils étoient peu auparavant. Et enfin pour comble le Royaume a déjà acquitté depuis ce tems-là plus d'une fois & demie le capital par les intérêts, & le doit encore aujourd'hui. On pourroit dire la même chose par rapport à la dernière guerre sur la précédente.

Il résulte de tout ce qui vient d'être dit, qu'il n'y a rien de plus préjudiciable à l'Etat que de faire des aliénations ou des traités, & que dans les tems de nécessité & de besoin, on doit toujours avoir recours aux impositions générales, en observant cependant que lorsqu'elles seroient portées jusqu'au point de ne pouvoir en faire le recouvrement, plutôt que de réduire les Peuples à une certaine extrémité, il faut bien par nécessité faire des emprunts, & en payer les intérêts. Mais ce doit être avec la condition de destiner toujours un fonds pour le remboursement du capital dans un tems fixe & connu, ainsi que cela se pratique dans les pays qui ont le plus d'attention à ménager & à soutenir leur crédit. On peut aussi avoir recours à des créations de rentes viagères ; c'est

de tous les moyens celui qui est le moins onéreux à l'Etat.

Une troisieme cause de la misere publique a été l'inégalité dans la répartition des impositions ; pendant que les gens d'affaires profitoient aux dépens des Peuples , eux & leurs Commis ne contribuoient point aux charges de l'Etat. Les personnes accréditées dans les Provinces trouvoient le moyen de s'en exempter ; les fermiers des terres augmentoient ou diminuoient le prix de leurs fermes , à mesure qu'ils trouvoient de la protection ; & les Intendants n'avoient garde de se commettre avec les personnes d'un rang élevé pour ne pas risquer la perte de leurs Emplois. De là il est arrivé que le poids des impositions a tombé sur les misérables , ou sur les gens dénués de tout crédit , qui ont été accablés , & auxquels on n'a pas même laissé le moyen de faire valoir leur bien ni celui des autres.

Ce desordre vient de ce que les impositions sont arbitraires , de ce qu'il n'y a pas un pied commun , ou une estimation des biens , pour regler les impositions à proportion des facultés , ainsi qu'il se pratique dans tous les Etats bien réglés. Et il est arrivé de cette iné-

galité que ceux qui ont le plus fait valoir leur crédit ont trouvé à la fin que s'ils avoient contribué aux charges publiques, leur revenu se seroit tenu sur un meilleur pied, que leurs voisins n'auroient pas été obligés d'abandonner leurs terres & leurs maisons, & que les impositions se trouveroient aujourd'hui répandues sur un plus grand nombre de personnes. S'il y a un remède à ce mal, c'est certainement celui de la taille proportionnelle, la juste estimation des biens du Royaume, & la connoissance des facultés des Sujets du Roi. Il seroit à désirer qu'on pût en même tems imprimer à tous ceux qui cherchent à s'exempter aux dépens des autres, combien il leur seroit avantageux que la contribution se fît avec une proportion équitable. Outre que cela est juste en soi, ils n'auroient jamais à craindre la ruine de l'Erat, qui à la fin entraîne nécessairement celle de tous les particuliers.

Si les aliénations des revenus de l'Erat, les affaires extraordinaires & l'inégalité dans la répartition des impositions, doivent être regardées comme les principales causes de nos malheurs, la défense du transport des especes, &c

le peu d'attention qu'on voit sur ce qui s'appelle le change , n'y ont peut-être pas moins contribué.

Comme c'est une matiere naturellement abstraite , on l'a regardée pendant long-tems comme une de ces sciences qu'on doit laisser aux gens du métier , c'est-à-dire , aux Négocians & aux Banquiers , & l'on ne s'est point apperçu de la conséquence dont ce change étoit pour le bien général du Royaume.

On doit ajouter que l'intérêt particulier des Banquiers a toujours été de faire un mystere du change , pour empêcher qu'on ne connût que leur conduite portoit un préjudice notable au Royaume. Ils étoient contents de s'enrichir , & s'embarrassoient peu qu'il en coûtât des millions à l'Etat.

Quoique S. A. R. & le Conseil soient bien convaincus de la nécessité de soutenir le change sur un pied avantageux , & que d'ailleurs cette matiere demande une grande discussion pour être bien approfondie , je ne laisserai pas d'en donner l'idée en peu de mots , sans entrer dans un trop grand détail.

On entend par change le prix auquel sont les lettres de change pour faire des remises d'une place à une autre.

134 *Recherches & Considérations*

Les lettres de change ont été introduites pour éviter le transport actuel des especes , qui , outre les frais , les risques & l'inutilité de l'argent dans cet intervalle , apportoit un retardement considérable au Commerce , qui n'a commencé à fleurir que depuis l'usage des lettres de change.

Le change est au pair lorsqu'il n'en coûte rien pour faire remettre ce qu'on doit d'un pays à un autre.

Le change est avantageux lorsqu'au lieu de remettre , par exemple , cent pistoles qu'on doit en Hollande on n'en remet que quatre-vingt-quinze au Banquier pour les faire tenir.

Il est au contraire à notre desavantage, lorsque pour payer une somme on est obligé de payer au-delà.

Il faut maintenant examiner en peu de mots les causes de la variation du change.

Le change varie , soit parce qu'il est dû réellement d'une place à une autre , soit par la demande qu'on fait tout d'un coup d'une grande quantité de lettres de change pour un pays qui ne doit rien , parce qu'alors la place qui fait la demande contracte une dette dont il faudra qu'elle fournisse tôt ou tard la valeur.

Il en est de même de toutes les espèces de denrées & de marchandises : s'il se présente tout-à-la-fois un grand nombre d'acheteurs , la denrée & la marchandise hausseront de valeur. Si personne n'en demande , il faut nécessairement qu'elles baissent de prix.

Cela présupposé , tout ce qui augmente la demande des lettres de change augmente nécessairement le change.

Deux choses augmentent la demande des lettres de change.

L'une , lorsqu'on a besoin de faire de nouveaux fonds dans un pays.

L'autre , lorsque s'agissant de payer les marchandises qu'on y a achetées , il se trouve qu'elles surpassent le prix de celles qu'on y a vendues , parce qu'après avoir compensé ce qui étoit dû réciproquement , n'y ayant plus de lettres de change pour acquitter le surplus de ce qui est dû , on est obligé pour en faire la remise de fournir une somme plus considérable.

Alors ceux qui ont du fonds ou du crédit dans le pays auquel on doit remettre , se prévalent de la demande qu'on fait des lettres de change , & veulent y gagner à proportion que la demande est plus forte.

136 *Recherches & Considérations*

Si ce gain est de dix pour cent, le change se trouve augmenté de dix pour cent.

Si l'on continue à faire des remises par lettres de change, au lieu d'envoyer des especes, on augmente la dette de plus en plus, & le change augmentera par la même raison de dix à douze, à quinze, à vingt pour cent. Cela n'a point de bornes. On l'a malheureusement éprouvé dans la dernière guerre.

Le Roi avoit besoin de fonds pour entretenir ses armées en Italie, en Allemagne, en Espagne & dans les Pays-bas. Dans la vue d'empêcher la sortie des especes on se servoit de Banquiers pour faire la remise des fonds; & voici quelles ont été les suites de ce prétendu ménagement.

Comme les remises étoient fortes, & que nos Banquiers se servoient du crédit des Banquiers étrangers, le change a baissé tout d'un coup de quinze pour cent à la perte de la France; en sorte que pour vingt millions qu'on auroit pu voiturer, il en a coûté vingt-trois millions que nos Banquiers ont réellement fait sortir du Royaume; mais c'est le moindre mal.

Dès

Dès que le change a baissé de quinze pour cent contre la France à l'avantage de la Hollande , tous les François sans exception perdent aussi quinze pour cent sur tout ce qui leur est dû par les Hollandois , & sur tout ce qu'ils doivent aux Hollandois.

Par exemple , Bordeaux avoit envoyé des vins en Hollande pour trois millions. Le Hollandois s'acquittera avec Bordeaux en payant deux millions cinq cent cinquante mille livres.

Au contraire , si Bordeaux doit trois millions aux Hollandois pour épicerie , il faudra qu'il paye pour s'acquitter près de trois millions cinq cent mille livres.

Non-seulement les François perdent sur ce qui leur est dû , & sur ce qu'ils doivent aux Hollandois , mais par la liaison du Commerce général de l'Europe , ils perdent encore ces mêmes quinze pour cent sur toutes leurs dettes actives avec les Anglois , les Allemands , les Italiens , &c. qui ne font plus leurs remises directement en France ; mais par l'entremise des Hollandois , afin de gagner sur le change , parce qu'ils sçavent qu'en remettant quatre-vingt cinq en Hollande , ils font payer cent en France.

138 *Recherches & Considérations*

Les François achètent par conséquent tout plus cher de quinze pour cent , & vendent quinze pour cent meilleur marché que si le change étoit au pair.

D'ailleurs les intérêts & les frais s'accumulent , & le change augmente de plus en plus faute de payement actuel.

A la fin il faut payer , & un Etat se trouve ruiné : voilà les suites funestes du peu d'attention qu'on a eu sur le change ; & c'est par-là qu'au lieu de onze cent millions d'espèces qui devoient être dans le Royaume , soit qu'il s'en trouvât plus de six cent à la première réforme qui fut faite en 1689, soit parce qu'il en est arrivé au moins cinq cent depuis ce tems-là par le commerce de la Mer du Sud ; il seroit difficile de compter aujourd'hui sur plus de cinq à six cent millions, l'excédent ayant été transporté aux Etrangers.

Le Conseil voit donc de quelle importance il est de soutenir le change. S. A. R. qui en est parfaitement instruite, y a donné toute son attention depuis le commencement de la Régence ; & jusqu'à présent elle l'a maintenu sur un pied avantageux , quoique la réformation des espèces dût naturellement le faire tomber , parce que les étrangers

ont coûtume de profiter de la plus-value, pour peu qu'on manque de précautions pour leur en ôter les moyens.

Mais on ne doit pas oublier qu'il y a des circonstances où il n'est pas possible d'empêcher le change de tomber ; on vient de les expliquer : c'est lors qu'on achete plus qu'on ne vend, ou lors qu'on doit plus qu'il n'est dû. Alors le seul remede est de s'acquitter promptement & en especes.

Du transport des especes.

Il en est précisément du Commerce général d'un Etat à un autre, comme du Commerce particulier entre deux Négocians. On vend & on achete réciproquement à crédit pour quelque tems ; mais au bout d'un terme prefix il faut folder les comptes, & celui qui doit paye en especes.

Il seroit injuste, inutile & nuisible d'ordonner par une loi, que Pierre ne payeroit point Jacques en argent à la solde de leurs comptes. La défense de payer en especes d'un Etat à l'autre est également injuste, inutile & nuisible. L'injustice est manifeste : il est contre le droit civil & le droit des gens d'empêcher celui

qui doit de s'acquitter. Mais, dira-t-on, que l'étranger se paye en marchandises du pays, qu'il dépense d'une main ce qu'il reçoit de l'autre; il le fera de lui-même si ces marchandises lui conviennent, & s'il espere en avoir le débit avec profit. Mais dans cette supposition même il faut le laisser libre de le faire ou non, & hors cette supposition rien n'est plus injuste.

L'inutilité de ces défenses n'est pas moins évidente. Il n'y a point de pays où la défense de la sortie des especes soit plus rigoureuse qu'en Espagne, & il n'y a aucun pays d'où il en sorte tant. Et malgré l'abondance d'or & d'argent qui y entre, c'est par la paresse des habitants un des Etats le moins riche de l'Europe. Au contraire la liberté entière qu'on a en Hollande de transporter les especes, y fait fleurir le commerce & enrichit le pays.

En Angleterre le transport des matieres & des especes d'or & d'argent étrangères est permis. On y défend seulement, mais inutilement comme ailleurs, la sortie des especes monnoyées dans le pays, & en cela leur principe est faux.

Enfin cette défense est nuisible, parce

qu'outre la gêne qu'elle donne au commerce, la défense cause ordinairement une plus forte sortie.

L'avidité du gain est si grande dans le Marchand, que lorsqu'il trouve son profit à négocier avec l'étranger, il ne s'embarrasse point de toutes ces défenses, & trouve toujours le moyen d'envoyer en argent, lorsqu'il ne le peut autrement, & qu'il doit à son correspondant. Il le fait même avec une perte proportionnée au danger qu'on court par les défenses. Au lieu de n'envoyer que cent mille livres, il faudra qu'il en envoie cent deux, cent trois & jusqu'à cent dix à cent douze mille, parce qu'il se trouve obligé de se servir d'entremetteurs, la plupart étrangers & sur les frontieres, qui prennent tant pour la contrebande.

Les seuls véritables moyens d'empêcher le transport des especes, c'est de modérer le luxe & la fureur pour les manufactures étrangères, & de les modérer encore plus par l'exemple du Prince & de la Cour que par les loix, afin que la France, tirant moins de l'étranger qu'il ne tire d'elle, elle ne soit pas débitrice; que par conséquent les

change ne nous soit pas défavorable ; & qu'il ne faille point faire sortir d'argent pour solder le compte.

Tant que les montres & les autres menues quincailleries d'Angleterre seront meilleures & plus belles que celles de France, il sera difficile d'empêcher qu'on ne les fasse venir en France. Le moyen le plus efficace c'est d'encourager nos ouvriers par honneur & par récompense à devenir aussi habiles , & plus s'il se peut , que les ouvriers étrangers. Il faudroit même attirer les ouvriers étrangers ; ce sont-là les moyens sûrs & légitimes d'empêcher le transport des especes.

On peut encore établir des droits d'entrée sur les marchandises étrangères permises qui balancent le profit des étrangers , & favoriser d'ailleurs la sortie de nos denrées & de nos manufactures.

Une dernière observation c'est que rien n'est à négliger , quand on veut conserver véritablement la balance du commerce. Si la France tire seulement pour cent mille écus par an de marchandises de plus qu'elle n'en fournit , il faudra nécessairement à la fin qu'elle se

trouve épuisée. On ne s'apperçoit pas dans les commencemens de cette différence, mais dans la suite elle devient immense & peut causer la ruine totale.

Il est donc bien important d'y avoir une attention particuliere & de ne pas accorder certaines facilités qui portent un préjudice irréparable à l'Etat. On est trop accoutumé en France à regarder les choses par parties séparées sans embrasser la matiere en général, & à croire tant sur les dépenses que sur l'entrée des marchandises défendues pour le bien du commerce, que ce sont de petits objets de nulle conséquence.

Cette maniere de penser fait un tort infini ; ce n'est que la multitude des petits objets qui composent le tout dont nous nous trouvons aujourd'hui accablés. On ose dire que ce n'est pas là un des moindres abus auxquels il est de la prudence de S. A. R. & du Conseil d'apporter les remedes convenables.

Il paroît naturel de dire quelque chose sur ce qu'on appelle le crédit, dont on n'a peut-être pas une idée assez juste ni assez étendue.

Le commerce roule bien plus sur le crédit que sur l'argent comptant. Car comme tout consiste à acheter & ven-

144 *Recherches & Considérations*

dre, payer & recevoir, emprunter & s'acquitter, s'il falloit à chaque marché ou négociation tout payer & recevoir comptant, on ne pourroit commercer que très lentement de proche en proche & seulement en petites parties, comme on fait chez les Barbares, où l'on ne sçait ce que c'est que de vendre & d'acheter à crédit.

D'un autre côté s'il falloit voiturier continuellement le prix des marchandises d'une Ville à une autre, voiturier le tribut des Provinces à la Capitale, & réciproquement les gages & les appointemens des Officiers civils & militaires de la Capitale dans les Provinces, ce feroit des embarras, des frais, des risques perpétuels. Tout languiroit, & les especes feroient inutiles dans le tems du transport.

Pour éviter ces inconvéniens, animer le commerce & faire agir de concert tous les membres de l'Etat, il a fallu substituer le crédit au payement actuel.

On peut définir en général le crédit, en disant que c'est l'assurance du payement aux termes & aux conditions dont on est convenu.

Cette assurance produit les mêmes effets.

effets que le payement actuel, & beaucoup plus promptement. Rien n'est plus précieux que ce crédit, tant pour les particuliers que pour l'Etat.

Quand un Négociant a la réputation d'être riche, habile & de bonne foi, & d'être exact dans les payemens, il a du crédit. Il peut acheter sans payer comptant, tirer des lettres de change sur ses correspondans sans leur avoir remis des fonds, & il trouve aisément de l'argent à emprunter à un médiocre intérêt; c'est un crédit particulier plus ou moins étendu, à proportion de la confiance que le Public a pour lui.

Il y a une autre espece de crédit, qui est le seul qu'on puisse véritablement appeller crédit public. Il a été successivement introduit dans plusieurs Villes de l'Europe pour suppléer au payement actuel, & pour faciliter le commerce.

A Lyon c'est le virement des parties, par lequel les particuliers en écrivant sur leurs livres, se transportent réciproquement leurs débiteurs pour s'acquitter de ce qu'ils se doivent les uns aux autres.

A Stockholm, à Gênes, à Amsterdam, il y a des banques qui servent de dépôt. On y est inscrit pour les sommes qu'on

y a déposées : & le débiteur , au lieu de payer lui-même son créancier , le fait inscrire en sa place. Cette maniere est plus sûre que le virement des parties.

Les Banques qu'on a établies depuis peu à Londres & à Edimbourg sont encore plus commodes , en ce qu'elles fournissent à ceux qui y portent leur argent , un billet portant promesse de payer à vue dans le lieu du dépôt ; en sorte qu'avec ce billet on peut payer , acheter , & négocier plus facilement qu'avec de l'argent ; mais ces billets ne sont d'aucun usage hors l'enceinte des Villes où elles sont établies.

La Banque de France , dont on doit l'établissement à S. A. R. doit nécessairement l'emporter sur toutes les Banques de l'Europe ; parce que les billets qu'elle fournit pour l'argent qu'on y remet , sont non-seulement payables à vue dans le lieu du dépôt , mais qu'on les reçoit & qu'on les acquitte dans toutes les Villes du Royaume , qu'on les négocie dans les autres Etats , & qu'ils servent aux étrangers à remettre des fonds dans le Royaume ; d'où il résulte qu'ils ont un crédit beaucoup plus étendu , & qu'ils servent par conséquent à un plus grand nombre d'opérations pour l'avantage du Commerce.

A l'égard du crédit d'un Etat, il ressemble beaucoup plus au crédit d'un particulier qu'à celui des Banques publiques.

Lorsqu'un Etat passe pour riche, que les sujets & les voisins ont confiance dans la bonne foi de ceux qui gouvernent, & qu'on a vu pendant long-tems les dettes publiques régulièrement acquittées, cet Etat a du crédit. S'il se trouve obligé d'emprunter, c'est à un léger intérêt. Il fait agir avec un peu d'habileté ses sujets & les étrangers suivant les vûes, de même que s'il les payoit actuellement. La France a eu autrefois ce crédit, elle ne l'a plus aujourd'hui.

Mais qu'un Etat trouve à emprunter à un intérêt excessif, ce n'est pas avoir du crédit, c'est en manquer; c'est achever de se ruiner entièrement. Combien de tems encore auroit-on pu soutenir des emprunts à raison de vingt, trente & quarante, & même de quatre-vingt pour cent de perte, tels qu'ils se faisoient quelques jours avant la mort du feu Roi.

Les quatre sources ou causes du crédit sont en général,

- 1°. La richesse réelle ou présumée.
- 2°. La bonne conduite.
- 3°. La bonne foi.

4°. L'exaétitude dans les payemens.

Cette dernière suffit presque toute seule. Le Public examine peu les trois autres.

Il est difficile de ne pas convenir qu'on ait ci-devant manqué dans tous ces chefs ; cependant si la confiance étoit rétablie , & si avec la confiance on pouvoit voir renaître la circulation & le Commerce , peut-être trouveroit-on qu'il y a suffisamment de richesses dans le Royaume , & l'augmentation qu'on feroit dans les revenus produiroit insensiblement de quoi acquitter l'excédent des dettes.

La confiance est donc la base & le fondement du crédit d'un Etat ; mais comment peut-on la rétablir lorsqu'elle est perdue ? Le moyen unique c'est d'avoir de la bonne foi & de l'exaétitude dans les payemens.

Cela seroit aisé si la recette excédoit la dépense ; mais lorsque , après avoir satisfait au paiement de tout ce qui est nécessaire pour le soutien du Gouvernement civil & militaire , il ne reste pas de fonds suffisans pour acquitter les charges & les dettes , il s'ensuit qu'il est impossible d'avoir de l'exaétitude dans les payemens , & par conséquent d'ac-

querir la confiance qui est la source de tout bien.

Je ne crois pas avoir besoin de faire sur cela des réflexions. Le conseil les prévient, & il juge dès à présent que tant que la dépense excédera la recette, tant que les charges & les dettes subsisteront sur le pied où elles sont aujourd'hui, tant que l'on ne prendra point des mesures pour éteindre les capitaux immenses qui portent sur l'Etat, on ne peut espérer ni confiance ni crédit : Au lieu que si les choses étoient au niveau sans que les Peuples fussent surchargés, tout deviendroit facile. On verroit bientôt les revenus augmenter par le moyen de la circulation & du Commerce, & l'augmentation des revenus procureroit non-seulement l'acquittement des dettes, mais elle rendroit de plus la tranquillité au public sur celles qui resteroient à acquitter, & tous les fonds qu'ils auroient sur l'Etat seroient estimés & vendus leur juste prix.

A ces différentes causes de nos calamités on en pourroit joindre quelques autres, telles que l'établissement de nos manufactures dans les pays étrangers, & l'absence d'une multitude de personnes qui sont sorties du Royaume à l'oc-

casion de la révocation de l'Edit de Nantes, la plûpart tous gros Commerçans, qui ont transporté leurs richesses, leurs talens & leur industrie, dont les Etats voisins se sont agrandis enrichis à nos dépens, à mesure que le nôtre a diminué & s'est appauvri. Ils ont trouvé depuis ce tems-là chez eux ce qu'ils ne pouvoient avoir que par notre moyen.

De plus, la guerre qui a soutenu ce débit des denrées par une plus grande consommation, a été comme la fièvre qui soutient les forces d'un malade pendant qu'elle dure, mais qui le mine cependant; & ce n'est que lorsqu'elle est cessée qu'il sent & son état & sa foiblesse.

Il y a constamment aujourd'hui beaucoup moins de monde dans le Royaume qu'il n'y en avoit il y a trente-cinq ans, ce qui est le plus grand de tous les maux.

La France par la bonté de son terroir pourroit, si elle étoit bien cultivée, nourrir le double des habitans qu'elle contient, & tripler en même tems son Commerce avec les autres Etats.

Ce sera là certainement une des plus importantes matieres sur laquelle le Conseil aura dans la suite à donner toute son

attention ; mais ce n'est pas ni le lieu ni le tems d'en dire davantage.

La dernière diminution d'espèces ne nous a pas fait moins de tort, par l'indiscrétion & la folie de tous les Négocians, qui voulant éviter une perte idéale, s'en sont procuré une réelle. Les banqueroutes que cette mauvaise conduite a attirées, sont la principale cause de la langueur & de la cessation du Commerce.

Ce sont là les principales causes des maux dont la France est affligée aujourd'hui. On ne peut douter que S. A. R. & le Conseil n'en soient bien persuadés, & qu'ils ne donnent dans la suite toute l'attention nécessaire, non-seulement pour y apporter des remèdes, mais même pour les prévenir.

La conduite qu'on a tenue depuis le commencement de la Régence en est une preuve évidente, puisque l'on n'a fait aucun emprunt, que loin d'écouter aucunes propositions d'affaires extraordinaires, on a révoqué tous les traités qui subsistoient ; qu'on a pris toutes les précautions possibles pour empêcher les inconvéniens qu'on avoit lieu de craindre du surhaussement de la monnoie ; qu'on n'a rien négligé pour soutenir le change sur un pied avantageux, & qu'on tra-

vaillent actuellement & sans relâche pour parvenir à rendre plus égale la répartition des impositions.

Mais ce n'est pas assez d'établir des principes solides ni de suivre de sages maximes. Il faut dans un tems de paix & de tranquillité se préparer des ressources pour l'avenir.

Quoique l'on puisse dire que l'ordre commence à se rétablir, & que l'état présent des affaires soit différent de ce qu'il étoit au mois de Septembre 1715, soit par l'extinction de quatre cent millions de dettes, soit parce que la recette ne diffère de la dépense que de sept millions, il s'en faut cependant beaucoup qu'on puisse se flater d'être dans une heureuse situation.

La Capitation & le dixieme subsistent encore. Le capital des dettes est immense, & on ne pourroit dans un besoin pressant entreprendre d'augmenter aucune imposition ni même y réussir. Tout est par conséquent forcé; ainsi il ne seroit pas convenable de demeurer tranquille ni de se reposer sur ce qu'on a fait jusqu'à présent; & l'on doit travailler au contraire à chercher par tous les moyens possibles à se mettre dans un état plus fixe & moins exposé aux inconvéniens.

Les instructions que j'ai tâché de prendre à mesure qu'on a formé des arrangemens dans les différentes parties de la Finance, les idées que m'a fait naître le travail dont S. A. R. m'a fait l'honneur de me charger, me mettent en état de pouvoir donner au Conseil tous les éclaircissemens qu'on croira nécessaires par rapport à la situation présente des affaires & aux différens arrangemens qui seront jugés convenables.

Les vues qu'on peut avoir se peuvent réduire toutes ,

1°. à l'ordre qui doit être observé dans l'administration de toutes les parties de la Finance :

2°. A l'augmentation de la recette :

3°. A la diminution de la dépense :

4°. Au rétablissement du Commerce & de la circulation :

5°. Au soulagement des Peuples :

6°. A la libération de l'Etat.

Mais ces matieres sont trop importantes & d'une trop grande étendue , pour pouvoir être traitées d'abord dans le Conseil de Régence avant que d'avoir été examinées & discutées dans une assemblée particuliere. Ainsi je supplie V. A. R. de choisir tels de Messieurs du Conseil qu'Elle jugera à propos de

charger de cette discussion, pour en rendre compte ensuite au Conseil de Régence. Je m'estimerai trop heureux, Monseigneur, si je suis parvenu à remplir les intentions de V. A. R. dans le compte que j'ai eu l'honneur de lui rendre ; si mon travail est approuvé du Conseil, & s'il peut être de quelque utilité.

MÉMOIRE sur la réduction des intérêts.

Lorsqu'on fit part au Conseil de Finances de l'avis de Messieurs les Commissaires sur les points que V. A. R. & le Conseil décidèrent Jeudi dernier, Messieurs du Conseil de Finances nous témoignèrent qu'ils avoient espéré qu'on auroit pris une résolution touchant la réduction du taux des rentes.

Ils crurent devoir traiter à fond cette matière dont ils s'étoient déjà entretenus plusieurs fois à l'occasion des affaires journalières de leur Département & des correspondances qu'ils ont dans les Provinces ; & après une discussion exacte ils demeurèrent tous persuadés, sans en excepter aucun, que le bien de l'Etat, l'intérêt public, la justice même, & la situation présente des affaires exi-

geoient qu'on fixât pour l'avenir le taux des constitutions des rentes entre les particuliers du denier vingt au denier vingt-cinq ; c'est-à-dire que la règle que le Roi a faite pour tout ce qu'il doit aux Créanciers de l'Etat devînt la règle des constitutions qui seront faites entre ses Sujets, sans néanmoins toucher à celles qui subsistent actuellement ; au moyen de quoi les particuliers n'auroient aucun lieu de se plaindre.

Il nous chargerent en même tems de faire sur cela leurs représentations à V. A. R. & au Conseil pour en obtenir une décision qu'ils estiment absolument nécessaire.

Nous avons supplié V. A. R. de vouloir nous prescrire ses ordres & nous marquer la route que nous devons tenir, ou de proposer cette question directement au Conseil, ou de la discuter auparavant avec MM. les Commissaires ; Elle a pris le dernier parti ; j'eus l'honneur de lui en rendre compte hier matin en leur présence, & l'affaire s'est trouvée partagée. V. A. R. d'un côté, suivie de quatre d'entre nous, pour décider suivant les vœux du Conseil de Finances ; cinq de Messieurs les Commissaires ont été d'un avis différent ; je vais mainte-

156 *Recherches & Considérations*
nant rendre compte au Conseil des raisons, des objections & des réponses qui ont été alleguées de part & d'autre sur cette question que je crois devoir répéter, sçavoir si on fera une loi pour l'avenir à l'effet de fixer au denier vingt-cinq les Contrats de constitutions qui seront faits entre particuliers.

Raisons pour la réduction du taux de l'Ordonnance au denier vingt-cinq.

On doit observer d'abord qu'avant le regne du Roi Henri IV. le taux des constitutions étoit au denier douze.

Qu'en 1601 ce Prince les réduisit au denier seize.

En 1634 le Roi Louis XIII. les mit au denier dix-huit.

Et en 1665 le feu Roi fixa le taux des rentes au denier vingt.

Il se présente trois réflexions sur ces trois différentes réductions du taux.

La premiere, qu'elles ont été faites dans des tems où l'on travailloit à rétablir les Finances & à ranimer la circulation : ces faits ne sont ignorés de personne.

La deuxieme réflexion, ces réductions ont été faites à trente ou trente-cinq ans les unes des autres.

La troisieme, c'est qu'il y a plus de cinquante ans que la derniere fixation a été faite ; qu'il est venu proportionnement plus d'argent des Indes depuis 1665 qu'il n'en étoit entré dans les intervalles précédens ; & enfin que nous n'avons pas moins d'intérêt & de besoin de ranimer la circulation qu'on pouvoit en avoir dans ce tems-là.

Ces exemples paroissent former autant de préjugés pour la question dont ils s'agit ; & puisque M. le Duc de Sully, M. le Cardinal de Richelieu & M. Colbert, s'en sont si bien trouvés, il n'y a pas d'apparence qu'étant dans les mêmes circonstances on puisse manquer en les imitant.

J'ajouterai que les précédentes réductions avoient même été faites tout d'un coup & sans aucune préparation, au lieu que celle qui vous est demandée par le Conseil des Finances, se trouve amenée & avancée au point qu'il ne s'agit plus que de la consommer.

En effet le feu Roi par son Edit du mois de Décembre 1713 a réduit les rentes de la Ville au denier vingt-cinq ; & depuis la Régence, non-seulement toutes les autres especes de rentes dûes

158 *Recherches & Considération*

par l'Etat ont été réduites de la même manière par différens Edits ; mais on a de plus fixé tous les intérêts que le Roi paye à quatre pour cent , ce qui est la même chose que le denier vingt-cinq.

Sur quoi V. A. R. & le Conseil sont suppliés de faire deux observations, l'une que ce qui a été fait par rapport aux rentes de l'Etat a eu un effet rétroactif, en ce qu'on a diminué le taux des rentes qui subsistoient , au lieu qu'il n'est question ici que de faire une loi pour l'avenir entre les particuliers sans faire tort ni préjudice à personne.

L'autre observation , c'est que dans le tems de la dernière diminution des especes , il y a eu les trois quarts des contrats entre particuliers , qui ont été réduits volontairement aux deniers vingt-deux, vingt-quatre , & même au denier vingt-cinq ; en sorte qu'il ne s'agit que d'achever ce que la plupart des particuliers ont commencé , afin que la loi devienne égale pour tous , & qu'à l'avenir il n'y ait plus sur cela de diversité.

Ces faits & ces exemples présupposés , voici les raisons particulières qui ont déterminé le Conseil de Finances & qui ont touché V. A. R.

1°. Il est contre le crédit du Gouvernement de laisser le taux entre les particuliers sur un pied plus fort que ce qui se paye par l'Etat.

Le Roi doit environ dix-huit cent millions de capitaux de rentes, de gages, d'augmentations de gages, de finance d'Offices supprimés, de billets de l'Etat ou de billets de Receveurs généraux.

Il ne paye les arrérages & les intérêts de tous ces capitaux qu'au denier vingt-cinq, pendant que les particuliers constituent entre eux au denier vingt; quoique l'expérience de tous les tems nous apprenne que le Roi paye communément un intérêt plus fort que celui des particuliers; ainsi le système se trouve dérangé dans un point capital de l'administration des Finances, & il n'est pas possible que le Gouvernement puisse reprendre son crédit tant que les choses demeureront sur ce pied-là.

En second lieu cela est injuste & contre le bien public, en ce que le Roi étant le principal & le plus grand débiteur de son Royaume, le taux qu'il paye doit faire la loi du taux entre les particuliers; tous les créanciers de l'Etat, c'est-à-dire presque tous les Sujets,

160 *Recherches & Considérations*
de Sa Majesté souffrent actuellement une
perte considérable dans la plus grande
partie de leur bien par la différence qui
se trouve dans le taux.

Cette différence du denier vingt au
denier vingt-cinq est d'un cinquieme
effectif; en sorte que si les rentes de la
ville perdent aujourd'hui cinquante
pour cent, la défiance produit la perte
de trente, & la différence du taux la
perte de vingt pour cent, & que si l'on
avoit une confiance entiere pour ce qui
est dû par l'Etat, cette différence pro-
duiroit toujours un cinquieme de perte.

Est-il juste de causer un tel préjudice
à un si grand nombre de personnes de
toutes conditions ?

Si de ces raisons générales on descend
aux considérations particulieres, on
fera persuadé de plus en plus du tort
qu'on fait à une infinité de personnes
favorables.

Les Cours supérieures & toutes les
Jurisdiccions du Royaume ont emprun-
té des sommes considérables pour payer
les supplémens de finances, les aug-
mentations de gages, & tous les droits
qu'elles ont été forcées d'acquérir.

Elles payent le denier vingt de ces
emprunts, & le Roi ne leur paye que
le

le denier vingt-cinq ; c'est une injustice d'autant plus grande que cela les ruine insensiblement , & qu'ils sont obligés de prendre tous les ans sur leur capital pour payer cet excédent des arrérages ; au lieu que si le taux étoit réduit , ils trouveroient de l'argent au denier 25 pour s'acquitter , ou leurs créanciers en feroient d'eux-mêmes la conversion , par conséquent on les mettroit en état de recevoir d'une main pour payer de l'autre , sans qu'il leur en coûtât rien du leur.

Tous les Officiers qui doivent la finance de leurs Charges , & dont les gages ont été réduits , se trouvent dans le même cas. Les Officiers supprimés sont dans une situation encore plus fâcheuse , puisqu'outre cette différence d'un cinquième ils sont encore privés du titre de leurs Charges. Enfin tous ceux qui doivent & à qui il est dû par le Roi souffrent nécessairement une perte réelle de la différence du taux.

J'ajouterai que la plupart des Seigneurs & presque tous les Gentilshommes du Royaume qui se sont endettés pour servir à l'armée pendant les deux dernières guerres , souffrent considérablement ; au lieu que s'ils trouvoient

en affectant leurs terres à emprunter de quoi s'acquitter avec un avantage d'un cinquième sur les arrérages, on les mettroit en état de pouvoir se soutenir.

Telles sont les injustices qu'on laisse subsister à l'égard des personnes. Si suivant les principes le débiteur est plus favorable que le créancier, cette faveur devient d'un bien plus grand poids, lorsqu'il y en a vingt qui souffrent contre un qui gagne; car il est certain qu'en mettant d'un côté tous les créanciers de l'Etat & tous les débiteurs, & d'un autre côté les créanciers particuliers, il s'en trouvera réellement vingt qui souffrent ou par la diminution de leur bien, ou par la différence de ce qu'ils reçoivent à ce qu'ils sont obligés de payer, contre un qui profite de leur malheur.

Il y a plus. Ce petit nombre de particuliers qui sont créanciers des autres, on ne leur fait aucun tort, puisqu'il ne s'agit point de réduire leurs contrats ni de donner un effet rétroactif à la loi qu'on propose, mais qu'on veut simplement procurer à leurs débiteurs la facilité de les rembourser; & je supplie le Conseil de faire attention à cette circonstance, parce que cette raison qui regarde les créanciers est la principale

de celles qu'on allegue pour empêcher la promulgation d'une loi si nécessaire au bien de l'Etat, si juste & si intéressante pour tout ce qu'il y a de plus privilégié dans le Royaume.

Il est d'ailleurs de la justice d'aider les débiteurs qui sont toujours en droit de s'acquitter. Il ne s'agit point ici des rentes foncières ni seigneuriales ; il ne s'agit que des rentes constituées , qui n'ont aucune faveur par elles-mêmes , qu'on a regardé pendant un très-long-tems comme n'étant pas permises , & dont l'usage devenu trop fréquent a causé & cause encore un préjudice infini au Commerce , & à tous les biens-fonds du Royaume.

Non-seulement en laissant les choses sur le pied où elles sont on laisse subsister une injustice évidente à l'égard des personnes du Royaume les plus privilégiées , mais la résolution que le Conseil a prise de remettre le dixieme causeroit un nouveau préjudice à ces mêmes personnes & à une grande quantité d'autres.

Ces Officiers des Cours & des Jurisdictions particulieres , ces Officiers supprimés & tous les créanciers de l'Etat de tant d'especes différentes , qu'on a

ci-devant déchargés du dixieme en même tems que leurs créances ont été réduites au denier vingt-cinq , avoient du moins la consolation de retenir à leurs créanciers le dixieme des rentes qu'ils leur payent. Il ne leur sera plus permis de faire cette retenue ; ce n'est pas un bien qu'on leur fait en supprimant cette imposition générale , c'est un bénéfice qu'on leur ôte ; on aggrave leur mal , & leur condition devient encore plus fâcheuse ; ainsi on va recevoir de tous les côtés des plaintes & des remontrances qui paroîtront bien fondées ; ils en ont déjà fait dans le tems des réductions qu'ils ont souffertes sur leurs augmentations de gages.

On peut dire à-peu-près la même chose des Pays d'Etats ; personne n'ignore qu'ils sont considérablement endettés ; & il va arriver par la remise du dixieme , qu'ils seront obligés d'imposer par excédent sur les Peuples de ces Provinces la somme à quoi monte la retenue qu'ils faisoient du dixieme ; en sorte que non-seulement un grand nombre de personnes privilégiés , mais les Peuples mêmes de plusieurs Provinces , sont intéressés à obtenir ce que le Conseil de Finances demande pour eux.

Le Clergé n'y est pas moins intéressé, puisqu'ayant fait des emprunts pour racheter le dixieme, il en faisoit la retenue à ses créanciers, lesquels lui ont même prêté sur le fondement de cette retenue ; ensorte que le Clergé fera privé de ce soulagement, & que contre toutes les regles de la justice on donneroit au créancier un avantage sur lequel il n'a point compté en prêtant ses deniers, au préjudice du débiteur qu'on accable, au lieu de le favoriser.

Ainsi par rapport aux personnes, c'est un mal qui subsiste, & un nouveau mal qu'on leur causera, si l'on ne fait pas la réduction du taux.

Je pourrois de même faire le détail des préjudices que les constitutions sur le pied où elles sont aujourd'hui causent aux biens-fonds & au Commerce ; mais je crois qu'il est plus à propos de rapporter les avantages qu'on retirera de la réduction du taux, d'autant plus qu'en les expliquant il fera aisé d'en faire la comparaison.

Les fonds, qu'on doit regarder comme le véritable bien du Royaume, & comme la source & le principe de toutes les denrées & marchandises, ont malheureusement suivi le sort des rentes ;

ensorte que les rentes étant au denier vingt , les fonds se vendent sur le même pied ; d'où il s'ensuit que si on réduisoit au denier 25 le taux des constitutions , on verroit bien-tôt les biens-fonds hauffer de valeur & se vendre dans la même proportion.

Ainsi par cette opération , le Seigneur , le Gentilhomme , le propriétaire accablé de dettes , qui ne peut vendre que quatre-vingt mille livres de terre qui lui produit quatre mille livres de rente au denier vingt , la vendroit cent mille livres sur le pied du denier vingt-cinq , parce que ce seroit son taux naturel & sa véritable estimation.

Cet avantage est grand pour l'avantage général du Royaume , & pour tous les particuliers : plus on y réfléchit , & plus on est convaincu.

On augmente par ce moyen le bien le plus privilégié , celui qui est le plus utile au Royaume , sur lequel portent toutes les charges de l'Etat.

Et l'on diminue au contraire la faveur exorbitante des rentes constituées qui n'ont jamais contribué pour rien aux dépenses de la guerre , dans lesquelles on ne peut trouver aucune ressource pour le bien de l'Etat , qui ne

sont propres qu'à entretenir les sujets du Roi dans la mollesse & l'oïveté , qui font abandonner la culture de la terre & toutes les professions utiles , qui donnent occasion au Marchand de quitter son Commerce avec quatre-vingt mille liv. qu'il a gagnées , parce qu'elles produisent quatre mille livres de rentes qui lui suffisent pour vivre sans inquiétude en se retirant ; au lieu que s'il ne trouvoit point cet apât , ou si les constitutions étoient au denier vingt-cinq , il voudroit gagner cent mille livres pour se faire les mêmes quatre mille liv. de rente, & qu'en continuant son Commerce il y élèveroit sa famille.

Ce que je dis touchant l'augmentation des biens-fonds , s'applique aux maisons & aux Charges dont on a tiré plusieurs secours dans les besoins les plus pressans , qui composent aujourd'hui une grande partie de la fortune des familles , & dont le prix est entièrement tombé ; au lieu qu'on les verra reprendre leur juste valeur à mesure qu'on mettra de la proportion dans les produits.

Mais l'avantage qu'on doit espérer par la *circulation* que produira cette ré-

duction du taux, n'est pas moins important.

Tout languit, on ne voit ni ventes ni achats ; cependant on ne peut douter qu'il n'y ait beaucoup d'argent, puisqu'on a réformé depuis dix-huit mois dans les Monnoies environ quatre cent millions d'espèces.

De plus, il n'y a pas un Notaire à Paris (je m'en suis informé à plusieurs) qui ne dise qu'il a de l'argent à placer & qu'il ne manque que des emplois.

Il est par conséquent prudent & nécessaire de faire naître des occasions d'emplois pour faire remuer & circuler l'argent.

C'est ce qu'on doit se promettre de la réduction du taux pour l'avenir.

En effet, pourquoi ne dispose-t-on point aujourd'hui ? C'est d'un côté que le Roi n'emprunte plus, ne fait plus d'affaires extraordinaires, ni de créations de Charges ; tous ces expédiens qui minoient l'Etat, & qui donnoient occasion aux particuliers de placer ou de faire valoir leur argent.

D'un autre côté, ceux qui doivent & qui n'ont pas moyen de s'acquitter ne gagneroient rien à changer de créancier, tant que le taux subsistera tel qu'il est.

Au

Au lieu que si on le fixe au denier vingt-cinq, ils iront chez les Notaires, ou les Notaires les iront chercher pour leur offrir de l'argent à l'effet de rembourser leurs créanciers, ou d'être subrogés dans les mêmes privilèges;

Celui qui attend dans l'espérance de constituer au denier vingt, se déterminera à suivre le taux de l'Ordonnance, il prêtera ses deniers, le débiteur profitera d'un cinquième sur les arrérages en remboursant son premier créancier. Ce créancier remboursé s'acquittera de même, s'il doit; & s'il ne doit rien, il cherchera à placer son argent ou par une nouvelle constitution, ou dans l'acquisition d'une terre ou d'une maison, dans lesquelles il fera des améliorations qui procureront du travail aux ouvriers.

Le nombre des acheteurs produira une nouvelle augmentation aux prix des terres, qui plus elles coûteront, mieux elles seront cultivées pour en retirer un revenu proportionné. On verra de tous les côtés l'argent en mouvement, pour s'acquitter, acheter ou réparer les fonds; & ce mouvement n'est autre chose que la circulation après laquelle tout le monde soupire, & qui

170 *Recherches & Considérations*
est si essentielle pour l'intérêt de l'Etat.

Le Clergé, les Pays d'Etats, les Corps de Communautés des Villes du Royaume qui sont toutes obérées , parce que l'on s'empara dans la dernière guerre de la plus grande partie de leurs deniers patrimoniaux ; en un mot , tous ceux que l'Etat doit maintenir & soulager par préférence , trouveront par le moyen de la fixation au denier vingt-cinq de quoi épargner un cinquième sur les arrérages qu'ils payent.

Le Clergé avec un million qu'il offrira fera pour vingt millions de remboursements , parce que la plupart de ses créanciers ne trouvant rien de plus sûr , aimeront mieux renouveler au taux de l'Ordonnance que de recevoir leur remboursement.

Les Pays d'Etats de la même manière ; si la Bourgogne doit un million de rentes , ce sont deux cent mille livres à imposer de moins sur les Peuples ; si la Bretagne en doit quinze cent mille , les habitans de cette Province seront soulagés de trois cent mille livres par an , & ainsi des autres ; ces Provinces se rétabliront aussi-bien que les Communautés de toutes les Villes du Royaume ; & les rétablir , c'est préparer à l'Etat de

ressources pour des tems que l'on doit toujours prévoir, quelque éloignés qu'ils paroissent.

Enfin on diminuera vraisemblablement la perte qu'on souffre aujourd'hui sur les rentes de la Ville & sur tous les effets royaux, parce qu'il n'y aura plus une différence de vingt pour cent sur le produit de cette espece de bien avec les rentes constituées.

Ainsi tous les différens intérêts semblent se concilier & se réunir pour faire ordonner cette réduction, qui, encore une fois, ne fait injustice ni préjudice à personne.

Permettez-moi présentement de rapporter les objections qui se trouvent répandues dans un Mémoire d'un grand Magistrat, & d'y faire des réponses concises, parce qu'on est plus en état de décider lorsqu'on entend en même tems les raisons pour & contre.

PREMIERE OBJECTION

Contre la réduction du Taux

On dit premierement que la réduction des rentes n'est point capable d'augmenter les biens-fonds, parce que la diminution au denier vingt de l'année 1665 a été l'époque de la diminution de

la valeur des biens-fonds qui ont toujours diminué depuis , & que Dumoulin nous apprend qu'en 1541 les biens-fonds valoient le denier trente , & les maisons encore plus , pendant que le taux des rentes étoit au denier dix.

La premiere réponse à cette objection , c'est qu'on se méprend évidemment sur la cause de la diminution des fonds. On l'attribue à la réduction du taux des rentes , au lieu qu'il faut l'attribuer à la multitude des rentes qui ont été constituées depuis 1541 , & encore plus depuis 1665 , parce que tous ceux qui ont eu de l'argent ont mieux aimé le placer dans ces sortes d'effets qui produisent un revenu égal , sans travail & sans peine , & sans être exposé aux charges de l'Etat ni aux contributions publiques , que de l'employer en acquisitions de terre.

C'est l'usage des contrars de constitution , devenu trop commun & qu'on ignoroit presque en 1541 , qui a fait desferter les terres & peupler les Villes au grand préjudice du Royaume. A mesure que les besoins de l'Etat ont augmenté , & que les biens-fonds ont été chargés d'impôts , ils ont diminué de valeur , & on a évité de les acheter. Le repos

& la douceur que l'on a trouvée dans la jouissance des rentes les a fait préférer ; & cette préférence a causé la principale diminution des biens-fonds.

Dumoulin pouvoit raisonner juste par rapport à son tems, où l'on ne connoissoit presque que le bien réel , où chacun vivoit dans sa terre , & auquel il n'y avoit que très-peu d'occasions de faire des contrats de constitution ; soit parce que le nombre des Offices & des Charges vénales n'étoit pas si multiplié, soit qu'il n'y eût que des gens peu sûrs qui empruntassent à un si gros intérêt.

Et cette objection a si peu de fondement , que si elle étoit solide , il s'en-suivroit nécessairement que M. de Sully, M. le Cardinal de Richelieu & M. Colbert , auroient travaillé successivement contre leur intention à détruire la valeur des biens-fonds dans le tems qu'ils mettoient tout en usage pour les faire valoir , & que pour les mieux rétablir ils déprimoient les rentes , & en réduisoient le taux.

On doit donc dire que , puisque c'est la multiplicité des rentes qui produit le mal , il faut en suivant l'exemple de ces hommes d'Etat , tâcher de faire employer en terres le plus qu'il sera possi-

ble de l'argent constitué , lequel après avoir servi à faire toutes les acquisitions qui peuvent se présenter pour l'avantage des propriétaires , sera ensuite employé dans le Commerce pour procurer un nouveau bien au Royaume.

SECONDE OBJECTION.

Il faut songer à augmenter la valeur des fonds par la culture , en diminuant les impositions , & non en diminuant la valeur des autres biens par une diminution forcée.

Cette maxime est fort bonne ; rien n'est mieux que d'augmenter la culture en diminuant les impositions. De-là il résulte que j'ai eu raison de dire que ce sont les impositions aussi-bien que la multiplicité des rentes qui ont causé la diminution des fonds , & non pas la réduction du taux.

Mais en second lieu , si l'on est hors d'état de diminuer davantage les impositions , ne doit-on chercher aucun autre moyen pour augmenter la culture ?

Peut-on espérer que cette augmentation vienne d'elle-même ; que ce Gentilhomme ou ce propriétaire mal à leur aise puissent améliorer leurs terres, ou y employer un plus grand nombre de la-

boueurs , tant que leur état ne deviendra pas meilleur ?

Il faut donc pour parvenir à l'objet qu'on se propose , de deux choses l'une ; ou augmenter le bien de ce propriétaire , en lui faisant valoir soixante-quinze mille livres une terre qui n'est que sur le pied de soixante mille , par rapport au taux & au produit ; ou en le mettant en état de la vendre à un autre , qui ne l'acheteroit pas s'il n'avoit ce moyen de la cultiver & de la faire bien valoir.

TROISIEME OBJECTION.

On dit qu'à la vérité la plus grande abondance d'argent est une raison pour faire baisser le taux ; mais que le Royaume n'est pas dans le cas de cette grande abondance ; que d'ailleurs la réduction tomberoit sur ceux qui n'abondent pas en argent , & qui en sentiroient la perte sans en avoir le profit.

Il n'est pas question du plus ou du moins d'espèces ; & s'il n'y en a pas en grande abondance , il est d'autant plus nécessaire de les faire circuler , pour qu'il en entre tous les ans au moins cent cinquante millions dans les coffres du Roi.

Voilà le grand intérêt de l'Etat , sans quoi il ne pourroit acquitter les charges & les dépenses , & pour cela il est nécessaire d'animer la circulation. Or il n'y a point d'autre moyen pour l'animer , quant à présent , que celui qu'on propose : on vient d'en expliquer les raisons , il est inutile de les répéter.

Et si on ne prend pas ce parti , on sentira bien-tôt les inconvéniens qu'on a représentés touchant la diminution des effets royaux qui vont diminuer de plus en plus , & touchant la situation de ceux à qui on ôte la ressource du dixieme qu'ils retenoient à leurs créanciers.

QUATRIEME OBJECTION.

Il faut toujours observer une proportion exacte entre les rentes constituées , & les deux autres manieres d'employer son argent , qui sont l'acquisition des fonds & le Commerce.

De-là on prétend que cette proportion ne seroit plus gardée si on diminuoit le taux des rentes ; & c'est précisément le contraire , puisqu'on veut en diminuant les rentes augmenter les terres , & leur donner tout au moins la même valeur , quoiqu'elles dussent en avoir une plus considérable.

A l'égard du Commerce il conservera toujours son avantage, suivant qu'il fera plus vif & plus animé ; on travaille autant qu'il est possible à le faire renaître , & le moyen qu'on propose ne sera pas inutile , puisqu'en baissant le taux on trouvera plus d'avantage à placer ses fonds dans le Commerce. :

CINQUIEME OBJECTION.

Quand l'avantage sera moindre dans le Contrat de constitution , l'usure en sera plus commune , parce que le Particulier préférera de prêter son argent à gros intérêt.

Le Mémoire qui contient ces objections fut fait il y a environ quatre ans , tems auquel le Roi empruntoit sur un pied très-onéreux. Aujourd'hui on n'emprunte point , & par conséquent l'objection n'a pas d'application , puisqu'il n'y a plus la même matiere à l'usure ; & il est tellement vrai que ce ne sont que les emplois qui manquent , qu'à Paris & dans toutes les Villes de Commerce du Royaume , l'argent n'est qu'à six pour cent. entre Marchands ; au lieu que communément l'intérêt de l'argent sur la place va au double des rentes constituées : ainsi on n'a rien à

craindre de ce côté-là, au contraire, c'est un moyen de diminuer l'usure, que de diminuer le taux des constitutions ; & on peut espérer que l'intérêt de l'argent non aliéné n'étant que d'un pour cent au-delà du denier vingt, il diminuera encore à proportion du taux, au moyen de quoi il sera moins rare & circulera davantage.

SIXIEME OBJECTION.

La réduction du taux des rentes fera renchérir le prix des Charges, des loyers de maisons, & de toutes les marchandises nécessaires à la vie ; ce qui seroit fâcheux pour les Particuliers dans un tems où les revenus diminuent.

Ce qu'on objecte comme un mal ; c'est précisément le bien que nous cherchons, l'augmentation de la valeur des biens réels ; rien n'est plus à désirer. Si une Charge de Conseiller se vend cent mille livres au lieu de soixante mille, si les loyers renchérissent, si les denrées se débitent bien ; le bon tems sera revenu : le Roi sera bien payé ; les propriétaires se trouveront à leur aise ; ils feront travailler les ouvriers ; le Commerce sera rétabli. Mais bien loin que cela fasse diminuer les revenus,

Sur les Finances de France. 179
ils augmenteront au contraire , j'en-
tens les revenus des biens-fonds qui
sont préférables à tous.

SEPTIEME OBJECTION.

*Cette réduction doit venir naturellement &
s'établir d'elle-même par l'abondance ,
& ne point partir de la volonté du
Prince.*

C'est le Prince qui doit juger de ce
qui convient le mieux à son Etat , & de
ce qui est le plus utile au plus grand
nombre de ses Sujets : d'ailleurs on est
précisément dans le tems de faire la ré-
duction naturellement & presque sans
qu'on s'en apperçoive , puisque ce que
le Roi paye est au denier vingt-cinq ,
que la plupart des particuliers ont ré-
duit leurs contrats dans le tems des
dernieres diminutions d'especes , &
qu'il ne s'agit que d'en faire une loi
générale pour faciliter la circulation.
Au lieu que plus on attendra , ceux qui
pour disposer de leur argent veulent se
regler sur le taux de l'Ordonnance , ne
trouveront aucun emploi.

HUITIEME OBJECTION.

*L'avantage qu'en retireront les Seigneurs ,
Officiers & autres personnes endettées ,
ne doit pas être comparé avec la perte
qu'en souffrira le reste de l'Etat ; & ils
en souffriront tous les premiers par la
difficulté des emprunts , qui les obli-
gera à avoir recours aux Usuriers.*

L'avantage des débiteurs est au contraire ici infiniment préférable à celui des créanciers , soit par leur nombre , soit par leur qualité. On l'a dit & on le répète , il y en a vingt contre un qui sont intéressés à voir la réduction du taux ; & dans ces vingt on trouve tout ce qu'il y a de plus favorable dans le Royaume.

C'est par conséquent une erreur de fait de supposer que le gros de l'Etat y perdrait ; d'où il résulte de toutes les objections qu'on vient de rapporter , que celui qui les forme connoissant que l'Etat & la plus saine partie de ceux qui le composent y gagneront , changera sans doute de sentiment , d'autant plus que les propriétaires des rentes constituées ne souffriront réellement aucun mal , puisqu'ils auront la faculté de renouveler leurs contrats , ou de

sur les Finances de France. 181
recevoir leurs remboursemens en entier.

Quant aux débiteurs , ils n'auront plus besoin d'avoir recours aux Usuriers ; leur plus mauvais état est celui où ils sont ; on ne les force point de rembourser ; mais s'ils empruntent pour faire des remboursemens , ils gagneront un cinquieme sur les arrérages.

MEMOIRE DE M. LAW,

Ci-devant Contrôleur Général des Finances, & par lui présenté, avant son avenement au Ministère, à S. A. R. M. le Duc d'Orléans Régent du Royaume ;

Sur l'usage des Monnoies, & sur le profit ou la perte qu'il peut y avoir pour un Prince & pour un Etat, dans l'altération du titre de ses Monnoies, & dans l'augmentation ou la diminution de leur prix, par rapport aux Etats voisins.

QUoique la monnoie soit une affaire très-importante, pourtant elle est peu étendue ; ceux qui ont écrit sur ce sujet , au lieu de l'éclaircir , l'ont rendu plus obscur. Les principes qu'ils

182 *Recherches & Considérations*

établissent , & sur lesquels les Etats les plus considérables de l'Europe se gouvernent , sont faux ; c'est ce que je me propose de prouver.

Je divise ce Mémoire en quatre parties.

La premiere prouve que l'empreinte ne donne pas la valeur à la monnoie.

La seconde , que la défense de transporter les especes ou matieres est cause qu'une plus grande quantité est transportée.

La troisieme , que tout affoiblissement de monnoie est injuste , & porte préjudice à l'Etat.

Et la quatrieme , que le prix des especes de différentes matieres ne doit pas être réglé par le Prince.

Il paroîtra extraordinaire que je prétende condamner les principes par lesquels les Etats les mieux policés de l'Europe sont gouvernés , & que je trouve à redire à la conduite des Ministres sur une matiere si délicate.

Une personne qui donne toute son application à un même sujet , y peut faire un plus grand progrès qu'une autre d'un esprit supérieur , qui est obligée par de grands emplois à partager son tems entre plusieurs affaires différentes.


Premiere partie.

M. Boiffard, Auteur François, a défini la monnoie une portion de matiere à laquelle l'autorité publique a donné un poids & une valeur certaine, pour servir de prix à toutes choses dans le Commerce.

La monnoie ne reçoit point sa valeur de l'autorité publique, comme M. Boiffard prétend: l'empreinte marque son poids & son titre; elle fait connoître que la piece est composée de telle quantité de matiere, de telle finesse, mais ne donne pas la valeur: c'est la matiere qui en fait la valeur. *

Le Prince peut appeller une piece de vingt sols un écu, & la faire recevoir pour quatre livres. C'est une maniere de taxer ses Sujets, qui sont obligés à la recevoir sur ce pied; pourtant il n'aug-

* Pour bien entendre tout ceci, il faut distinguer très-nettement la dénomination ou valeur numéraire de la monnoie, qui est arbitraire; sa valeur intrinsèque qui dépend du poids & du degré de finesse; sa valeur accidentelle qui dépend des circonstances du Commerce dans l'échange que l'on fait des denrées avec la monnoie. Ainsi la monnoie peut être définie une portion de métal, à laquelle le Prince donne une forme, un nom & une empreinte pour certifier du poids & du titre dans l'échange qui s'en peut faire avec toutes les choses que les hommes veulent mettre dans le Commerce.



184 *Recherches & Considérations*

mente pas la valeur de la piece de vingt fols , elle passe pour quatre livres : mais une livre alors ne vaudroit que ce que cinq fols valaient avant ce surhaussement.

Si le Prince donnoit la valeur à la monnoie , il pourroit donner à l'étain , au plomb , ou aux autres métaux fabriqués en pieces d'une once , la valeur d'un écu , & les faire servir dans le Commerce , comme la monnoie d'argent sert présentement. Mais quand le Prince auroit donné la fabrique & le nom d'écu à une once d'étain , le sujet ne donneroit pas des marchandises de la valeur d'un écu pour l'écu d'étain , parce que la matiere de quoi il seroit fait ne le vaut pas.

La monnoie n'est pas une valeur certaine , comme M. Boiffard la définit ; car quoique le Prince n'y fasse aucun changement , que les especes soient continuées du même poids & titre , & exposées au même prix , pourtant la Monnoie est incertaine en valeur.

Pour prouver cela je ferai voir d'où les effets reçoivent leur valeur , de quelle maniere cette valeur est appréciée , & comment elle change.

Les effets reçoivent leur valeur des
usages

usages auxquels ils sont employés. S'ils étoient incapables d'aucun usage, ils ne feroient d'aucune valeur.

La valeur des effets est plus ou moins haute, selon que leur quantité est proportionnée à la demande.

L'eau n'est pas vendue, on la donne, parce que la quantité est bien plus grande que la demande. Les vins sont vendus, par ce que la demande pour les vins est plus grande que la quantité.

La valeur des effets change quand la quantité ou la demande changent. Si les vins sont en grande quantité, ou que la demande pour les vins diminue, le prix baisse. Si les vins sont rares ou que la demande augmente, le prix hausse.

La bonne ou mauvaise qualité des effets & la plus grande ou la moindre quantité des usages auxquels ils sont employés sont comprises, quand je dis que leur valeur est plus ou moins haute selon que la quantité est proportionnée à la demande. La meilleure ou plus mauvaise qualité n'augmente ni ne diminue le prix qu'à mesure que la différence dans la qualité augmente ou diminue la demande.

Exemple. Les vins ne sont pas de la bonté qu'ils étoient l'année passée ; la

186 *Recherches & Considérations*

demande pour les vins ne fera pas si grande, & le prix diminuera ; mais si les vins sont moins abondans & que la diminution de la quantité réponde à la diminution de la demande, ils continueront d'être vendus au même prix, quoiqu'ils ne soient pas de la même bonté. La diminution de la quantité augmentera le prix, autant que la différence dans la qualité l'auroit baissé, & la quantité est supposée alors dans la même proportion qu'elle étoit l'année passée avec la demande.

L'eau est plus utile & nécessaire que le vin, pourtant on donne l'eau & on vend le vin : donc les qualités des effets ni les usages auxquels ils sont employés, ne changent leur prix qu'à mesure que la proportion entre la quantité & la demande est changée par-la.

L'or & l'argent, comme les autres effets reçoivent leur valeur des usages auxquels ils sont employés.

Leur valeur est plus ou moins haute selon que la quantité est proportionnée à la demande.

Leur valeur change quand la quantité ou la demande changent.

Comme la monnoie reçoit la valeur des matieres desquelles elle est faite, &

que la valeur de ces matieres est incertaine, la monnoie est incertaine en valeur, quoique continuée du même poids & titre & exposée au même prix. Si la quantité des matieres souffre quelque changement de valeur, l'écu fera du même poids & titre, & aura cours pour le même nombre de livres ou sols ; mais la quantité de la matiere d'argent étant augmentée, ou la demande étant diminuée, l'écu ne fera pas de la même valeur.

Si la mesure du bled est vendue le double de la quantité de monnoie qu'elle étoit vendue il y a cinquante années, on conclut que le bled est plus cher. La différence du prix peut être causée par des changemens arrivés dans la quantité ou dans la demande du bled ; alors le bled est plus cher. Cette différence peut être causée par des changemens arrivés dans la quantité ou dans la demande pour la monnoie ; alors c'est la monnoie qui est à meilleur marché.

Les especes étant continuées du même poids & titre & exposées au même prix, nous appercevons peu les changemens dans la valeur de la monnoie & des matieres d'or & d'argent ; mais

cela n'empêche pas que leur valeur ne change. Un écu ou une once d'argent, ne vaut pas tant qu'il y a un siècle. La valeur de toutes choses change, & l'argent a plus changé que les autres effets : l'augmentation de sa quantité depuis la découverte des Indes a tellement diminué sa valeur, que dix onces en matieres ou en especes ne valent pas tant qu'une once valoit.

Pour être satisfait de ce que j'avance, on peut s'informer du prix des terres, maisons, bleds, vins & autres effets avant la découverte des Indes : alors mille onces d'argent ou en matieres ou en especes achetoient plus de ces effets que dix mille n'acheteroient présentement. Les effets ne sont pas plus chers ou different peu, leur quantité étant à peu près dans la même proportion qu'elle étoit alors avec la demande, c'est l'argent qui est à meilleur marché.

Ceux qui se servent de la vaisselle d'argent croient ne perdre que l'intérêt de la somme employée, le contrôle & la façon ; mais ils perdent encore ce que la matiere diminue en valeur ; & la valeur diminuera, tant que la quantité augmentera, & que la demande n'augmentera pas à proportion. Une famille

qui s'est servie de dix mille onces de vaisselle depuis deux cent ans, a perdu la valeur de plus de neuf mille onces, outre la façon, le contrôle & l'intérêt; car les dix mille onces ne valent pas ce que mille onces valoient alors.

Les Compagnies des Indes d'Angleterre & de Hollande ont porté une quantité considérable d'especes & de matieres d'argent aux Indes orientales, ou en portent au Levant; & il s'en consomme dans l'Europe; ce qui a un peu soutenu sa valeur; mais nonobstant le transport & consommation, la grosse quantité qui a été apportée, a diminué sa valeur de quatre-vingt-dix pour cent, comme je l'ai remarqué.

La quantité d'or a augmenté plus que la demande; & l'or a diminué en valeur: mais comme sa quantité n'a pas augmenté dans la même proportion que l'argent, sa valeur n'a pas tant diminué. Il y a deux cent ans l'once d'or valoit en France seize livres cinq sols quatre deniers, & l'once d'argent une livre douze sols.

L'once d'or en matiere ou en espece valoit alors dix onces d'argent; à présent elle en vaut plus de quinze.

Donc ces métaux ne sont pas de la

valeur qu'ils étoient à l'égard des autres effets, ni à l'égard l'un de l'autre. L'or, quoique diminué en valeur, vaut la moitié plus d'argent qu'il n'a valu.

Par ce que je viens de dire il est évident que le Prince ne donne pas la valeur à la monnoie, comme M. Boissard prétend : car sa valeur consiste dans la matiere de quoi elle est composée : aussi il est évident que sa valeur n'est pas certaine, puisque l'expérience a fait voir qu'elle a diminué depuis la découverte des Indes de plus de quatre-vingt dix pour cent.

Par ces diminutions arrivées à la valeur de la monnoie, je n'entens pas parler des affoiblissemens que les Princes ont faits dans les especes. J'ai parlé seulement de la diminution de la valeur des matieres, causée par l'augmentation de leur quantité.

Quand on examine les affoiblissemens, on trouvera que de cinquante parties il n'en reste qu'une ; je veux dire qu'il y avoit autant d'argent en vingt sols qu'il y en a présentement en cinquante livres.

Ce qui est prouvé par les Ordonnances touchant la fabrique des sous en France. L'année 755 il y avoit alors la

meme quantité d'argent fin dans un sou qu'il y a présentement dans le demi-écu qui vaut cinquante sols.

Mais pour ne pas remonter si loin ; les especes d'argent ont été affoiblies en France depuis deux cent ans d'environ les deux tiers de leur valeur.

Ceux qui ont eu leur bien payable en monnoie ont souffert encore par les diminutions des rentes. Avant la découverte des Indes , les rentes étoient constituées au denier dix ; présentement au denier vingt. Une donation faite il y a deux cent ans destinée pour l'entretien de cinquante personnes peut à peine en entretenir une. Je suppose-
rai cette donation hypothéquée pour la somme de dix mille livres ; la monnoie étant alors rare, les rentes étoient constituées au denier dix ; mille livres d'intérêts pouvoient alors entretenir cinquante personnes , la monnoie à cause de sa rareté étant d'une grande valeur ; devenue plus abondante par la quantité des matieres apportées en Europe , l'intérêt est baissé à cinq pour cent ; l'intérêt de l'hypothèque est réduit par-là de mille à cinq cent livres. Il n'y a que le tiers d'argent dans la monnoie par les affoiblissmens que les Princes

ont faits ; ce qui réduit la valeur de ces cinq cent livres à cent soixante-six livres treize sols quatre deniers ; & les matieres ayant diminué en valeur de quatre-vingt dix pour cent , les cinq cent livres monnoie foible ne valent pas davantage que seize livres valoient il y a deux cent ans , & n'acheteroient pas plus de denrées que seize livres en auroient acheté.

Par cette supposition , une somme destinée pour l'entretien de cinquante personnes , & qui suffisoit , ne peut pas en entretenir une présentement.

La quantité des matieres apportées en Europe depuis la découverte des Indes , a non-seulement dérangé les biens & revenus des particuliers ; elle a dérangé même les Puissances qui ne sont plus dans la même proportion de force. Celles qui ont profité le plus par le Commerce d'Espagne abondent en especes , pendant que les autres peuvent à peine se soutenir dans l'état où elles étoient.

Il n'est pas extraordinaire que M. Boissard se soit abusé dans la définition de la monnoie ; mais M. Locke Anglois , homme profond , qui raisonnoit bien , & qui s'est rendu fameux par ses
beaux

beaux ouvrages , est tombé dans une pareille méprise.

Il est d'opinion que les hommes par un consentement général ont donné une valeur imaginaire à la monnoie.

Je ne sçaurois concevoir comment les hommes de différentes nations , ou ceux d'une même Province auroient pû consentir à donner une valeur imaginaire à aucun effet , encore moins à la monnoie par laquelle la valeur des autres effets est mesurée , & qui est donnée comme le prix de toute chose ; ou qu'aucune Nation ait voulu recevoir une matiere en échange ou en payement pour plus qu'elle ne valoit , & comment cette valeur imaginaire a pû se soutenir.

Supposons qu'en Angleterre la monnoie eût été reçue à une valeur imaginaire , & que les autres Nations eussent consenti à la recevoir à cette valeur ; alors l'écu ayant cours en Angleterre pour soixante pennis , devoit valoir soixante stuyvers en Hollande , le penni & le stuyver n'étant que des numeros par lesquels on compte ; mais on voit le contraire , la monnoie est estimée & reçue selon la quantité & qualité des matieres dont elle est composée.

Avant que l'argent fût employé aux usages de la monnoie, il avoit une valeur dépendante des usages auxquels il étoit alors employé ; il étoit reçu comme monnoie, sur le pied qu'il étoit alors en matiere. Si l'argent n'avoit eu aucune valeur avant d'être employé aux usages de la monnoie, il n'y auroit jamais été employé. Qui auroit voulu recevoir une matiere qui n'avoit aucune valeur comme le prix de ses biens ? Une livre de plomb en monnoie vaudroit quelque chose, le plomb étant capable de divers usages lorsqu'il est réduit en matiere ; mais une livre d'argent fabriqué ne vaudroit rien, si réduit en matiere il étoit incapable d'aucun usage, comme métal.

Donc l'argent avant d'être employé à faire la monnoie avoit une valeur dépendante des usages auxquels il étoit alors employé, & étoit reçu comme monnoie sur le pied qu'il valoit en matiere.

Etant employé à faire la monnoie il augmente sa valeur ; mais cette augmentation de valeur ne vient pas de la fabrique ou monnoyage ; car l'argent en matiere vaut autant que celui qui est fabriqué ; & cette valeur n'est pas

imaginaire , non plus que la valeur qu'il avoit avant d'être employé à faire la monnoie.

Sa premiere valeur comme métal venoit de ce que l'argent avoit des qualités qui le rendoient propre à plusieurs usages auxquels il étoit employé : l'augmentation de sa valeur venoit de ce que ce métal avoit des qualités qui le rendoient propre à faire la monnoie. Ces valeurs sont plus ou moins grandes selon que la demande de l'argent pour ces usages est plus ou moins grande , & selon que cette demande est proportionnée à la quantité de ce métal.

Si l'une ou l'autre de ces valeurs est imaginaire , toute valeur est imaginaire ; car les effets n'ont aucune valeur que les usages auxquels ils sont employés , & selon que leur quantité est proportionnée à la demande.

Je ferai voir comment & par quelles raisons l'argent a été employé à faire de la monnoie.

Avant que l'usage de la monnoie fût connu , les effets étoient échangés par trocs.

Cette maniere d'échange étoit très-embarrassante. Il n'y avoit pas alors de mesure pour connoître la propor-

tion de valeur que les effets avoient les uns aux autres. Exemple. *A* demandoit à troquer cinquante mines de bled contre du vin ; on ne pouvoit pas bien déterminer la quantité des vins qu'*A* devoit recevoir pour les cinquante mines de bled : car quoique la proportion entre les vins & les bleds l'année précédente fût connue , si les vins ou le bled n'étoient pas de la même bonté , si par la bonne ou mauvaise récolte ils étoient plus ou moins abondans , alors la quantité du bled & des vins n'étant plus dans la même proportion avec la demande , la proportion de valeur étoit changée , & les cinquante mines de bled pouvoient valoir deux fois la quantité des vins qu'ils valoient l'année précédente.

L'argent étant capable d'un titre , c'est-à-dire réduit à un certain degré de finesse , étant alors peu sujet au changement dans la quantité ou la demande , & par-là moins incertain en valeur , étoit employé à servir de moyen terme pour connoître la proportion de valeur des effets.

Si les cinquante mines de bled valoient deux cent onces d'argent de tel titre , & que deux cent onces d'argent de cet

te finesse valussent trente muids de vin de la qualité que *A* demandoit en échange ; alors trente muids de ce vin étoient l'équivalent de ces 50 mines de bled.

La proportion de valeur des effets livrés en différens endroits étoit encore plus difficile à connoître. Exemple :

Cent pieces de toile d'Hollande étoient livrées à Amsterdam à l'ordre d'un Marchand de Londres , & le Marchand d'Amsterdam écrivoit qu'on livrât à Londres à son ordre la valeur de ces toiles en draps d'Angleterre ; la valeur de ces cent pieces de toiles ne pouvoit pas être réglée sur la quantité des draps d'Angleterre ni sur ce qu'elles valoient à Amsterdam , parce que ces draps étoient d'une plus grande valeur à Amsterdam qu'à Londres où ils devoient être livrés ; réciproquement la valeur des draps d'Angleterre ne pouvoit pas être réglée sur la quantité des toiles d'Hollande ni sur ce que ces draps valoient à Londres , parce que les toiles étoient d'une plus grande valeur à Londres qu'à Amsterdam où elles avoient été livrées.

L'argent étant très-portatif , & par cette qualité à-peu-près de la même valeur en différens endroits , étoit em-

198 *Recherches & Considérations*

ployé à servir de mesure pour connoître la proportion de valeur des effets livrés en différens endroits : si les cent pieces de-toile valoient à Amsterdam mille onces d'argent fin , & que mille onces d'argent fin valussent à Londres vingt pieces de drap de la qualité que le Marchand Hollandois demandoit en échange ; alors vingt pieces de ce draps livrées à Londres étoient l'équivalent de ces cent pieces de toiles livrées à Amsterdam.

Les contrats , promesses , &c. étant payables en effets étoient sujets aux disputes, les effets de même espece différaient beaucoup en valeur. Exemple : *A* prêtoit cinquante mines de bled à *B* ; & *B* contractoit à les rendre dans une année. *A* prétendoit que le bled que *B* lui rendoit n'étoit pas de la bonté de celui qu'il avoit prêté ; & comme le bled n'étoit pas susceptible d'un titre , on ne pouvoit pas juger du préjudice que *A* recevoit en prenant son paiement en bled d'une qualité inférieure.

L'argent étant capable d'un titre , étoit employé à servir de valeur dans laquelle on contractoit ; alors celui qui prêtoit prenoit le contrat payable en tant d'onces d'argent de tel titre , & par-là évitoit toute dispute.

On avoit de la peine à trouver les effets qu'on demandoit en échange. Exemple : *A* avoit du bled plus qu'il n'en avoit besoin , & cherchoit à troquer contre du vin ; mais comme le pays n'en produisoit point , il étoit obligé de transporter son bled pour le troquer sur les lieux où il y avoit du vin.

L'argent étant plus portatif étoit employé à servir de moyen terme par lequel les effets pouvoient être plus commodément échangés ; alors *A* troquoit son bled contre de l'argent sur les lieux pour acheter les vins dont il avoit besoin.

L'argent avec ses autres qualités étant divisible sans diminuer de sa valeur , étant durable & portatif , étoit d'autant plus propre à servir à ces usages ; & ceux qui avoient des effets dont ils n'avoient pas immédiatement besoin , les convertissoient en argent. Il étoit moins embarrassant à garder que les autres effets ; sa valeur étoit alors moins sujette au changement ; il étoit plus durable , & étant divisible sans perdre de sa valeur , on pouvoit s'en servir en tout ou en partie comme on avoit besoin.

Donc l'argent en matiere ayant les qualités nécessaires étoit employé à ser-

pir aux usages auxquels la monnoie sert présentement. Etant capable de recevoir une empreinte, les Princes établirent des bureaux pour le porter à un titre & le fabriquer. Par-là le titre & le poids étoient connus, & l'embaras de le peser & raffiner épargné.

Mais la fabrique ne donne pas la valeur à la monnoie, & sa valeur n'est pas imaginaire comme MM. Locke & Boiffard prétendent. La monnoie reçoit sa valeur des matieres de quoi elle est composée; & sa valeur est plus ou moins forte selon que la quantité est proportionnée à la demande. Aussi sa valeur est réelle, comme la valeur des bleds, vins & autres effets. Il est vrai que si les hommes trouvoient quelque autre métal plus propre que l'argent à faire la monnoie & à servir aux autres usages auxquels l'argent en matiere est employé, comme de faire la vaisselle; & que ce métal fût à bon marché, l'argent baisseroit considérablement de sa valeur, & ne vaudroit pas la dépense de le tirer des mines; aussi si les hommes trouvoient quelque boisson plus agréable, plus saine & à meilleur marché que les vins, les vignes ne seroient plus estimées & ne vaudroient pas la

dépense de les cultiver ; on employeroit les terres à produire , ce qui suppléeroit alors à l'usage des vins.

Seconde Partie.

La défense de transporter les especes ou matieres ne les empêche pas d'être transportées.

Les Espagnols ont fait des loix très-rigoureuses contre le transport des especes & matieres ; mais comme les denrées & manufactures étrangères consommées en Espagne montoient à une plus grande somme que les denrées & Manufactures d'Espagne consommées en pays étranger , & qu'une grande partie des effets envoyés en Amérique appartenoit aux Etrangers , la valeur de ces effets & la balance dûe par l'Espagne ont été transportées en especes ou matieres ; & de tout ce qui a été apporté des Indes très-peu a resté aux Espagnols , malgré les défenses qu'on a pu faire.

Il est inutile de défendre le transport des especes ou matieres , quand il n'y a point de balance dûe ; alors ce transport cesse ; quand une balance est dûe , cette défense n'est pas le remede propre à ce mal.

Pour empêcher ce transport on peut défendre l'entrée des marchandises desquelles on a moins besoin , ou charger leur entrée de droits pour en diminuer la consommation; mais comme les autres Etats peuvent avec raison se plaindre de ces défenses ou impôts , & faire de même à l'égard des marchandises de ce pays ; le meilleur moyen est d'être plus industrieux ou plus ménager , de faire travailler davantage le Peuple ou l'empêcher de tant dépenser.

Un homme qui dépense plus que son revenu deviendra pauvre; de même un Etat qui consomme plus que la valeur de son produit & du travail du Peuple. La consommation des denrées & Manufactures du pays doit être réglée comme celle des effets étrangers : * car si on consomme trop , il n'y aura pas assez à transporter pour balancer les effets

* Cette maxime est pernicieuse & fort extraordinaire dans la bouche de M. Law. Il est évident que plus la consommation intérieure & généralement proportionnelle sera grande, plus il y aura de travail assuré pour le Peuple, mieux les richesses seront réparties. Si une Nation consomme tous ses ouvrages , c'est qu'elle ne trouve aucun avantage à travailler pour l'étranger , & que l'étranger n'en trouve aucun à la faire travailler. Ce ne sera point à la consommation intérieure qu'il faudra s'en prendre , mais à des vices intérieurs, comme trop haut intérêt de l'argent , gênes dans le travail , douanes intérieures, &c.

étrangers dont on a absolument besoin.

Prétendre empêcher le transport des especes & matieres tant qu'une balance est dûe, c'est vouloir faire cesser l'effet, quoique la cause dure. Rendre le Peuple plus industrieux, diminuer la consommation, &c. fait cesser l'effet en levant la cause. Par ce moyen le Commerce étranger peut être rendu avantageux, & les especes ou matieres des Etrangers seront apportées dans le pays ; mais tant qu'une balance est dûe aux Etrangers, il n'est gueres praticable ni juste d'empêcher le transport des especes. Les défenses, étant rigoureusement exécutées rendront ce transport plus dangereux ; alors le change sera plus haut, & les billonneurs gagnent plus à mesure qu'ils courent plus de risques ; ce qui les engagera à continuer le Commerce malgré les défenses.

Objection. On dira que la défense de transporter les especes oblige les Marchands étrangers à qui la balance est dûe de prendre la valeur en marchandises, ou les Marchands du pays qui doivent, d'en transporter une plus grande quantité que d'ordinaire pour s'acquitter.

Réponse. Je supposerai que la valeur

204 *Recherches & Considérations*

de la balance dûe est transportée en marchandises ; donc ce transport est plus grand que d'ordinaire , & plus que le besoin des Etrangers : Car quoiqu'un Etat fasse une consommation extraordinaire des marchandises étrangères , les Etrangers ne feront pas de même à l'égard des marchandises de ce pays ; & comme alors la quantité transportée sera plus grande que d'ordinaire sans que la demande ait augmenté , le prix baissera ; les années suivantes il en sortira moins , à proportion des magasins que les Etrangers auront faits ; en sorte que ce Commerce forcé fera plus de mal à l'Etat que si on avoit laissé transporter la balance en especes , & qu'on eût gardé ces marchandises jusqu'à ce que la demande étrangere eût engagé les marchands du pays ou les Etrangers à les sortir.

Mais la défense de transporter les especes n'oblige pas les Marchands à faire sortir la valeur de la balance dûe en marchandise. Les especes sont transportées sur le risque de ceux qui doivent ou qui ont besoin des especes dans les pays étrangers , sur le risque des Etrangers à qui la balance est dûe , ou sur celui des billonneurs qui gagnent

le *præmium* qu'on donne sur le change. Et ce Commerce est si profitable qu'il se trouve des personnes assez entreprenantes pour le faire , quoique les peines soient très-sevères.

Je suppose que les billonneurs gagnent cinq pour cent , ils ont plus de profit que dans d'autres affaires où on gagne vingt ; car ils font valoir leur capital plus souvent.

Si les défenses sont exécutées avec rigueur , ils se font payer davantage ; & le change monte à dix & douze pour cent plus haut que le prix. Mais le danger n'empêche pas le transport des especes , & ceux à qui la balance est due ne perdent pas sur le change ; ils vendent leurs marchandises d'autant plus cher , que le change est plus haut que le pair , comme je ferai voir dans la suite de ce Mémoire.

La défense de transporter les especes ou matieres est préjudiciable à l'Etat ; elle fait monter le change ; le change affecte le Commerce étranger & augmente la balance , qui est cause que les especes sont transportées ; ainsi en augmentant la cause elle augmente le transport.

Je ferai voir de quelle maniere cette

défense fait monter le change , & comment elle affecte le commerce étranger.

A , Marchand de Paris , envoie des marchandises en Hollande & à crédit chez ses correspondans pour la valeur ; *B* , Marchand de Paris donne commission pour lui envoyer des marchandises d'Hollande , & doit faire tenir la valeur à ses Correspondans ; *B* négocie avec *A* , lui donne des especes à Paris de la même valeur que celles de Hollande , c'est-à-dire du même poids & titre , ou plus en quantité à proportion que les especes qu'il donne sont d'un titre plus bas , ou qu'elles pesent moins , & prend ses lettres sur la Hollande. Par-là il épargne à lui-même l'embarras , le risque & la dépense de transporter les especes ou matieres du pays , & à l'autre de faire entrer les especes ou matieres étrangères ; c'est ce qu'on appelle le change.

Tant que le Commerce & la dépense que les États font les uns chez les autres sont égaux , le change est au pair ; mais quand un Etat fait entrer des marchandises ou dépense en pays étranger pour plus grande somme que le transport des marchandises & la dépense des Etrangers dans cet Etat ne monte,

le surplus est envoyé en especes ou matieres. Et le Marchand qui doit ou qui a besoin des especes en pays étranger ; pour éviter l'embarras , le risque & la dépense de les transporter , donne tant pour cent outre le pair , comme le risque , &c. sont estimés ; & à cette condition on lui fournit des sommes dans les endroits où il en a besoin : ainsi le change monte plus haut que le pair.

Quand une balance est dûe , tous les changes sont affectés. Exemple. Dix millions sont dûs de balance par la France à la Hollande ; les sommes échangées par les Négocians entre la France & la Hollande montent outre ces dix millions à cent millions ; les lettres pour les cent millions seront vendues aussi cher que les dix dûs de balance.

Cette balance affecte le change avec les pays à qui rien n'est dû. Exemple. Le change entre la France & la Hollande est cinq pour cent plus haut que le pair contre la France. Quoique le Commerce entre la France & l'Angleterre soit égal , le change avec l'Angleterre montera. A , Marchand à Paris doit payer dix mille écus à Londres , & demande une lettre pour cette som-

me. *B*, Marchand à Paris doit recevoir des sommes à Londres qu'il veut retirer en France ; mais il ne veut pas les donner au pair, parce que les faisant remettre par voie d'Hollande, il a cinq pour cent plus que le pair ; de sorte qu'une balance dûe fait monter le change avec les pays à qui rien n'est dû.

Le change affecte le Commerce étranger, les marchandises sont vendues plus ou moins selon qu'elles content. Exemple. Le tonneau de vin étoit vendu l'année passée en Hollande pour cent écus ; cette année il est vendu à Bordeaux vingt pour cent meilleur marché : donc le prix ne continuera pas en Hollande à cent écus : il baissera à proportion qu'il a baissé en France ; de même si les marchandises d'Hollande deviennent plus chères dans le pays, elles seront vendues plus cher en France, à moins que les François ne les puissent avoir d'ailleurs à plus bas prix, ou qu'ils ne puissent suppléer aux usages auxquels elles sont employées par d'autres qui content moins. Cela étant, il s'ensuit que d'autant que le change est plus haut que le pair, d'autant les marchandises étrangères sont vendues plus cher, & celles du pays sont vendues à meilleur

meilleur marché en pays étranger. Exemple. Une balance est dûe par la France à la Hollande, & le change est cinq pour cent plus haut que le pair. *A*, Marchand d'Amsterdam, envoie pour cent mille écus de marchandises en France, cent cinq mille écus seront payés en France pour ces marchandises; cette somme étant égale par le change avec cent mille écus en Hollande. *B*, Marchand de Paris, envoie des marchandises en Hollande, montant à cent mille écus; quatre-vingt-quinze mille deux cent trente-huit écus en Hollande payeront ces marchandises, cette somme étant égale par le change avec cent mille écus en France.

Cette balance dûe à la Hollande faisant monter le change entre la France & l'Angleterre, causera une perte à la France sur toutes les marchandises transportées d'Angleterre en France, quoiqu'il n'y ait point de balance dûe par la France à l'Angleterre.

Ceux qui apportent les marchandises étrangères en France ne gagnent pas davantage, que quand le change étoit au pair, quoiqu'ils vendent plus cher; & ceux qui transportent les marchandises de France en pays étranger ne ga-

gnent pas moins, quoiqu'ils vendent à meilleur marché, ils ont le même profit que quand le change étoit au pair. Ceux en France qui se servent de marchandises étrangères les payent plus cher ; & ceux en pays étranger qui se servent des marchandises de France les payent moins.

Si le transport des especes étoit permis, le change seroit au pair ou monteroit peu, quoique la balance dûe fût grande ; mais la défense rendant ce transport dangereux, fait monter le change à dix & douze pour cent plus haut que le pair, selon qu'elle est rigoureusement exécutée ; & le change affectant le Commerce étranger, cette défense au lieu d'apporter du remede, augmente la balance & cause un plus grand transport des especes.

Pour montrer combien cette perte est grande, je supposerai les especes d'Angleterre, d'Hollande & des autres Etats avec lesquels la France a commerce, du même poids & titre qu'en France, & exposées au même prix.

Je supposerai qu'en l'année 1702 les marchandises de France transportées par des François ou pour leur compte, étoient vendues aux Etrangers cent cinquante millions.

Que les marchandises apportées en France par des François ou pour leur compte coutoient cent millions ; reste dû aux François en pays étranger cinquante millions.

Je supposerai que les marchandises apportées en France par les Etrangers étoient vendues cent cinquante millions.

Que les marchandises de France transportées par les Etrangers coutoient cent millions ; reste dû aux Etrangers cinquante millions , qui balançoient les cinquante millions dûs par les pays étrangers à la France ; & le Commerce étant égal , le change étoit au pair.

Je supposerai qu'en l'année 1703 le Commerce continuoit de même , c'est-à-dire , que la même valeur en marchandises de France étoit transportée en pays étrangers , & que la même valeur en marchandises étrangères étoit apportée en France.

Je supposerai que le Roi avoit besoin de vingt millions en Italie ; que le Ministre ne faisoit pas transporter ces vingt millions en especes , & que ce transport étoit défendu ; la demande pour des lettres sur les pays étrangers devoit nécessairement augmenter , &

212 *Recherches & Considérations*

le change devoit hauffer , supposons de dix pour cent plus que le pair. Le change affecte le Commerce étranger , & fait monter la balance & transport des especes à plus de quarante millions , qui ne seroient montés qu'à vingt si le Ministre les avoit fait voiturer en especes.

Les marchandises supposées apportées en France par les Marchands étrangers , étoient vendues l'année 1702 à cent cinquante millions , qui faisoient alors cent cinquante millions en pays étranger ; mais le change étant monté à dix pour cent contre la France , la même quantité de marchandises & de même qualité seront vendues l'année 1703 dix pour cent plus cher , ou cent soixante-cinq millions , cette somme en France ne valant par le change que cent cinquante millions en pays étranger. De ces cent soixante-cinq millions il faut rabattre cent millions pour les marchandises transportées par les Etrangers ; reste dû soixante-cinq millions.

J'ai supposé que les marchandises de France transportées l'année 1702 par les François étoient vendues cent cinquante millions , qui valoient alors cent cinquante millions en France ;

mais le change étant monté à dix pour cent, la même quantité de marchandises seroit vendue l'année 1703 dix pour cent meilleur marché, ou cent trente-cinq millions sept cent quatorze mille deux cent quatre-vingt-six livres, cette somme en pays étranger valant par le Change cent cinquante millions en France.

De ces cent trente-cinq millions sept cent quatorze mille deux cent quatre-vingt-six livres, il faut rabattre cent millions pour les marchandises achetées par les François en pays étranger & vingt millions fournis au Roi; reste dû quinze millions sept cent quatorze mille deux cent quatre-vingt-six livres, qui valent en France par le change dix-sept millions deux cent quatre-vingt-cinq mille sept cent quatorze livres; cette somme rabattue de soixante-cinq millions dûs par les François, il reste dû quarante-sept millions sept cent quatorze mille deux cent quatre-vingt-six livres.

Supposant que le Commerce de France avec les pays étrangers monte à trois cent millions par année, les vingt millions dont le Roi est supposé avoir besoin en Italie n'étant pas transportés

214 *Recherches & Considérations*

par le Ministre, & le transport des especes étant défendu, le change montant à dix pour cent contre la France fera monter la balance à soixante-treize millions trois cent dix-huit mille cinq cent soixante-onze livres, qui n'auroit été que de vingt millions si le Ministre avoit fait voiturier les especes.

Entre les Négocians même il s'en trouve plusieurs qui n'entendent pas le Commerce; ceux-là ne comprendront peut-être pas que le change étant contre la France, fait hausser les marchandises étrangères en France & baisser les marchandises de France en pays étranger. Je tâcherai de les satisfaire.

Le Marchand qui apporte les marchandises d'Hollande en France en règle le prix selon le change entre les deux Etats; le surhaussement des especes ou l'affoiblissement de la monnoie de France fait monter le change & par conséquent fait hausser le prix des marchandises étrangères.

La pistole est haussée de douze à quinze livres; mais cette pistole n'achetera pas plus de toile d'Hollande que quand elle étoit à douze livres, parce qu'il faut donner la même quantité de ces pistoles pour une lettre de

mille florins sur la Hollande, qu'on en donnoit quand elles étoient à douze livres. Donc on payeroit cinq livres l'aune pour la même toile qu'on achetoit avant le haussement à quatre livres.

De même une balance dûe par la France, & le transport des especes défendu, faisant monter le change feront hauffer le prix des marchandises étrangères.

A vendoit à Paris telle quantité de toile d'Hollande l'année passée pour cent pistoles en effet; mais il ne peut pas donner la même quantité de cette toile cette année au même prix; alors le change étoit au pair, & cent pistoles achetoient une lettre de neuf cent florins de banque ou de cent pistoles sur la Hollande.

Le change ayant monté, il faut donner cent dix pistoles à Paris pour une lettre de cent pistoles sur la Hollande; & ceux qui achètent les marchandises étrangères payent le profit des billonneurs, de même que le premier prix, les droits du Prince, & le profit du Marchand.

Le drap d'Angleterre a été vendu en

216 *Recherches & Considérations*

France quinze livres l'aune ; il a monté à vingt & vingt-deux livres ; cette différence du prix ne vient pas de ce que le Marchand gagne plus , elle est causée par le surhaussement des especes qui affoiblissent les livres , par une balance dûe & par la défense de transporter les especes qui font monter le change.

De la même maniere le prix des marchandises de France vendues en pays étranger est affecté par le change. Telle quantité d'étoffes de Lyon étoit vendue l'année passée en Hollande pour cent pistoles, le change étant alors au pair. Le change monte de dix pour cent contre la France , l'étoffe continue au même prix à Lyon , & sera vendue dix pour cent meilleur marché en Hollande, parce que cent pistoles en Hollande achètent une lettre de cent dix sur la France.

L'Angleterre , quoique plus éclairée que la France sur le fait de la monnoie, est mal conseillée au sujet du transport des especes au coin du pays. L'Angleterre défend ce transport , & son Commerce souffre par-là ; car depuis cette guerre le change a continué considérablement à son desavantage ; mais com-

me la France a plus souffert, je la cite pour faire voir combien cette défense est pernicieuse à un Etat.

Troisième Partie.

Dans l'affaire de la monnoie, les Ministres ont travaillé à deux fins ; l'une d'en empêcher le transport, l'autre d'en augmenter la quantité. J'ai fait voir que les moyens dont on s'est servi pour empêcher ce transport n'ont pas eu l'effet proposé : à présent j'examinerai les moyens dont on s'est servi pour en augmenter la quantité.

On a surhaussé les especes étrangères, croyant par-là engager les Etrangers à apporter les especes dans le pays ; on a surhaussé les especes du pays, & on a mis plus d'alloy, croyant que la même quantité étant surhaussée ou affoiblie dans le titre, faisoit le même effet, comme si la quantité avoit été augmentée.

M. Boissard donne pour raison de l'affoiblissement de la monnoie, *p. 23, ligne 11*, que les Royaumes voisins ayant affoibli le titre de leur monnoie, si les autres ne faisoient pas de même, attireroient à eux toute la monnoie qui se trouveroit plus forte que celle qu'ils

218 *Recherches & Considérations*
fabriquoient ; & page 61 , ligne 1 , que
les droits que les Princes prennent sur
la monnoie & les frais de la fabrique,
qu'il appelle droit de Seignouriage &
de brassage , empêchent que les es-
peces d'or ou d'argent fabriquées en un
Royaume ne soient transportées dans
un autre.

Je prouverai que tout affoiblissement
de monnoie , au lieu d'attirer les es-
peces & matieres étrangères , fera tran-
sporter les especes du pays , quoique
foibles , & les matieres en pays étran-
ger.

Sous le nom d'affoiblissement , j'en-
tens les frais de la fabrique , les droits
que les Princes prennent sur la monnoie,
les surhaussements des especes & la di-
minution de leur poids ou titre.

En France , les droits de Seignouriage
& brassage sont pris sur la monnoie.

Je suppose que ces droits montent à
trois pour cent de la valeur ; celui qui
porte des matieres à l'Hôtel de la Mon-
noie pesant cent onces , & du même
titre avec les especes , reçoit quatre-
vingt-dix-sept onces fabriquées.

En Angleterre , je suppose que le
Prince ne prend pas le droit de Seignou-
riage , & que la monnoie est fabriquée

aux dépens de l'Etat : donc ceux en France qui ont des matieres, les transportant en Angleterre & remettant la valeur par lettres de change, épargnent les trois pour cent.

Le change étranger est réglé sur la qualité & quantité de métal dont les monnoies sont faites. Des especes en France pesant cent onces valent par l'échange en Angleterre cent onces en especes du même titre ou plus en poids ; à proportion que les especes d'Angleterre sont d'un titre inférieur ; alors le change est au pair.

Une balance due fera monter le change contre le Pays qui la doit ; mais je suppose qu'il n'y est point dû de balance, & que le change est au pair.

Les François qui transportent des matieres en Angleterre, & remettent la valeur en France par lettres de change, ont trois pour cent plus qu'en portant les matieres à l'Hôtel de la Monnoie de France ; parce que la France prend les droits de Seigneuriage & de brassage ; & que l'Angleterre ne prend point de droits sur la monnoie ; la Fabrique est défrayée par l'Etat.

Quand le Prince réformé les especes, & qu'il prend un droit sur la réforme,

les especes sont transportées. Exemple. La pistole de France est à douze livres : le Roi ordonne qu'on apporte les especes à la Monnoie pour être réformées ; la Monnoie reçoit les pistoles à treize livres , & les rend réformées à quatorze ; c'est-à-dire , que quatorze pistoles vieilles donnent treize pistoles réformées.

Par cette reforme, le particulier reçoit plus de livres qu'il n'en a porté à la Monnoie ; mais il perd un quatorzieme de son or , que le Prince gagne , & que le particulier auroit épargné s'il avoit transporté les vieilles especes en Angleterre & remis la valeur par lettres de change. Le change supposé au pair , il auroit reçu autant de pistoles réformées à quatorze livres qu'il auroit transporté de vieilles especes.

Quoique le Prince ne profite pas par l'affoiblissement de la monnoie , que le profit soit donné à ceux qui portent la monnoie forte ou les matieres pour être fabriquées en monnoie foible , & que la fabrique soit défrayée par l'Etat ; pourtant cet affoiblissement n'attirera pas les especes étrangères , comme M. Boissard prétend , mais fera transporter les especes d'un Pays , quoique foi-

bles , & les matieres en Pays étranger.

Je suppose que les especes d'Angleterre , de France & d'Hollande sont du même poids & titre ; que l'écu en espece vaut soixante sols , les autres especes à proportion ; que le commerce entre ces Etats soit egal , je veux dire qu'il n'y ait point de balance dûe.

Je suppose que les Anglois affoiblissent le titre de leur monnoie de vingt-cinq pour cent , ou qu'ils haussent les especes de vingt-cinq pour cent , ce qui revient à la même chose ; que pour engager les étrangers d'apporter leurs especes & matieres en Angleterre , ils donnent tout le profit de l'affoiblissement à ceux qui apportent la monnoie forte ou les matieres pour être réformées , & que la fabrique ou réforme soit défrayée par l'Etat : ces avantages prétendus n'engageront pas les François ou Hollandois à transporter leurs especes ou matieres en Angleterre.

On n'envoie pas les especes ou matieres en Pays étranger , à moins d'y trouver du profit. D'envoyer alors huit mille écus monnoie de France en Angleterre , on auroit à la Monnoie d'Angleterre dix mille écus monnoie foible. De rapporter ces dix mille écus en

222 *Recherches & Considérations*

France, on ne gagneroit pas, parce qu'il n'y a que la même valeur dans ces dix mille écus qu'en huit mille monnoie de France. De remettre ces dix mille écus en France par lettre de change, on n'aura que huit mille écus monnoie de France, parce que le change est réglé sur la quantité & qualité de matieres dont la monnoie est faite; & le Commerce étant égal, le change seroit au pair. Donc il n'y auroit pas de profit à transporter les especes ou matieres de France en Angleterre pour rapporter la valeur en especes ou en lettres de change.

Objection. On dira peut-être que les François gagneront s'ils emploient les sommes transportées en marchandises d'Angleterre.

Réponse. Si en Angleterre le prix des marchandises augmente à proportion que la monnoie est affoiblie, les François & Hollandois n'envoyeront pas leurs especes ou matieres en Angleterre plus qu'avant l'affoiblissement, n'y trouvant pas plus de profit. Si le prix des marchandises n'augmente pas, cent écus de France ou d'Hollande envoyés en Angleterre & réformés en monnoie foible acheteront la même quantité des

marchandises que cent vingt-cinq écus de France ou d'Hollande avoient acheté avant l'établissement : mais nonobstant cet avantage, les François & Hollandois n'enverront pas leurs especes & matieres en Angleterre : car quoique la monnoie d'Angleterre donne cent vingt-cinq écus monnoie foible pour cent écus monnoie de France ou d'Hollande, elle ne donne que la véritable valeur ; & on auroit autant en achetant des lettres sur Londres, sans se donner la peine de transporter les especes ; cent écus alors payés à Paris ou à Amsterdam valant par le change cent vingt-cinq écus à Londres.

Il est vrai que les François & Hollandois acheteront les marchandises d'Angleterre vingt-cinq pour cent meilleur marché qu'avant l'affoiblissement ; mais l'Angleterre ne s'enrichira pas par ce Commerce ; au contraire autant que les étrangers achètent à meilleur marché, autant l'Angleterre perd : & les especes, quoique foibles, & les matieres seront transportées.

Pour prouver cela, je supposerai que les marchandises achetées en Angleterre par les François & Hollandois montoient annuellement à cinquante

224 *Recherches & Considérations*

millions de livres , les François & Hollandois acheteront la même quantité de marchandises pour quarante millions monnoie forte envoyés en especes ou remis par lettres de change.

Je suppose que les marchandises achetées en France & en Hollande par les Anglois montoient annuellement avant l'affoiblissement à cinquante millions ; comme ces marchandises coûteront cinquante millions monnoie forte , il faut que les Anglois ne prennent que quarante millions de ces marchandises , ou qu'ils envoient dix millions en especes ou matieres pour payer la balance qui sera dûe à la France & la Hollande.

On dira que le bas prix des marchandises d'Angleterre engageroit les François & Hollandois d'en acheter une plus grande quantité.

Supposé qu'ils achètent le double de la quantité ordinaire , l'Angleterre recevrait quatre-vingt millions pour des marchandises qui avant l'affoiblissement valoient cent millions ; cinquante millions balancent les cinquante millions de marchandises achetées annuellement par les Anglois en France & en Hollande : donc l'Angleterre a donné des marchandises qui valoient cinquante mil-

lions avant l'affoiblissement pour trente. Les années suivantes, les François & Hollandois acheteront moins des marchandises d'Angleterre : n'étant pas supposé d'en avoir consommé plus que d'ordinaire, ils en auront fait des magasins, & autant qu'ils épargnent par l'affoiblissement de la monnoie d'Angleterre, autant l'Angleterre perd.

Mais cette supposition est ce qui n'arrête pas; car quoiqu'il pût arriver que l'Angleterre fourniroit en une année la quantité des marchandises qu'elle a coutume de vendre aux étrangers en deux, comme ces marchandises deviendroient rares en Angleterre, & la demande plus grande que d'ordinaire, & que ces marchandises deviendroient plus abondantes en pays étranger, le prix hausseroit en Angleterre & baisseroit chez les étrangers, & la demande cesseroit avec le bon marché : car c'est le bon marché & non pas le besoin qui est supposé engager les étrangers à prendre une plus grande quantité de ces marchandises qu'avant l'affoiblissement.

Quand le bon marché engageroit les François & les Hollandois à faire une consommation plus grande des marchandises d'Angleterre, ce moyen dont

l'Angleterre se seroit servie ressembleroit à l'industrie d'un Marchand, qui ayant sa boutique remplie de toutes sortes d'étoffes, proposeroit de les vendre au prix ordinaire & de les mesurer avec une aune plus longue d'un quart que celle des autres Marchands.

Je conviens qu'il est quelquefois de l'intérêt d'un Etat de diminuer les droits sur la sortie de certaines manufactures, même de donner un *premium* à ceux qui les transportent, pour les mettre en état de vendre à meilleur marché aux étrangers, & par-là en augmenter le débit : mais il ne se trouve jamais un cas qu'il soit de l'intérêt d'un Etat de baisser le prix de toutes les marchandises également ; car il s'en trouve de plusieurs sortes desquelles les étrangers ne peuvent pas se passer, dont on peut hausser le prix : & parmi celles dont on peut baisser le prix, les unes devroient être baissées plus, les autres moins ; selon le besoin & la demande des étrangers, & la quantité de ces effets dans le Pays. L'affoiblissement de la monnoie que je viens de supposer les baisse tous sans distinction, & également comme le Marchand qui vendroit au prix courant, & qui donne

sur les Finances de France. 227
roit vingt-cinq pour cent de bénéfice
sur la mesure. C'est le moyen de faire
banqueroute.

En France, les droits de Seigneuriage & de brassage sont pris sur la monnoie ; en Angleterre, la monnoie est exempte du droit de Seigneuriage, & la fabrique est défrayée par l'Etat. En France, les especes sont exposées plus haut qu'en Angleterre ou Hollande ; mais ces affoiblissements n'engagent pas les Anglois & Hollandois d'envoyer leurs especes ou matieres en France ; au contraire, la valeur des livres, sols & deniers par lesquels on compte, & par lesquels le Commerce se fait étant par-là diminuée, a été cause en partie de la balance dûe par la France & du transport des especes en pays étranger.

Avant ces affoiblissements de la monnoie de France, je supposerai que son Commerce avec l'Angleterre & la Hollande étoit égal ; que la France prenoit la valeur de cent vingt millions annuellement en marchandises de ces Pays, & que ces Pays prenoient la même valeur en marchandises de France : que les especes de France sont haussées de vingt pour cent ; que les marchandises

228 *Recherches & Considérations*

de France continuent de se tenir au même prix. Les Anglois & Hollandois prennent la même quantité de ces marchandises qu'ils achètent avec cent vingt millions monnoye foible, ou cent millions monnoie d'Angleterre ou d'Hollande. Donc il faut que les François prennent moins des marchandises d'Angleterre ou d'Hollande, ou qu'ils envoient vingt millions en especes pour payer la balance qui sera dûe. Car les Anglois & Hollandois ne vendroient pas leurs effets pour être payés en monnoie foible sur le même pied que quand elle étoit plus forte. Et si les François veulent prendre la quantité ordinaire des marchandises de ces Pays, la défense de transporter les especes & matieres n'empêchera pas les vingt millions d'être transportés. Au contraire, cette défense en fera transporter davantage, à proportion qu'elle fera hausser le change contre la France, & elle fera hausser le change à mesure qu'elle sera rigoureusement exécutée comme je l'ai expliqué.

Objection. L'on dira que les marchandises de France haussent à proportion que les especes sont haussées.

Réponse. Je conviens qu'avec le tems le prix de toute chose augmentera de ce que la monnoie aura été affoiblie ou surhaussée ; mais en attendant que le prix hausse , la France perd sur toutes les marchandises vendues aux étrangers. Les draps & étoffes de laine , les étoffes d'or & d'argent , & autres manufactures où le produit des pays étrangers est employé , seront d'abord vendues plus cher , parce que les matériaux coûtent plus ; mais ces manufactures ne hausseront pas de prix dans la même proportion que les especes sont haussées. Car pour quelque tems l'ouvrier travaillera au même prix , & le Marchand vendra au même profit ; les denrées & manufactures où les productions de la France sont seules employées , continueront pour quelque tems de se tenir au même prix ; nonobstant le surhaussement des especes , le Fermier qui a des bleds ou des vins à vendre , & qui reçoit douze pistoles à quinze livres , est aussi content que quand il recevoit quinze pistoles à douze livres , puisque les douze pistoles à quinze livres font cent quatre-vingt livres , qui payent sa taille & sa Ferme , de même que quinze pistoles à douze livres auroient fait.

Supposons que le moindre payſan en France ſoit aſſez habile pour raiſonner autrement, qu'il diroit : « telle quantité » de bled valoit hier une piſtole en eſpec-
 » ce, le Roi a augmenté la piſtole de 12
 » livres à quinze, la piſtole ne vaut pas
 » davantage étant du même poids & ti-
 » tre : ce ſont les livres qui valent moins ;
 » comme la piſtole vaut plus de livres,
 » telle quantité de bled doit auſſi va-
 » loir plus : car quoique les livres ayent
 » diminué en valeur, la valeur du bled
 » n'a pas diminué : il réſulteroit de ces
 raiſonnemens que le prix des denrées,
 des manufactures & du travail du Peu-
 ple augmenteroit avec les eſpeces dans
 l'inſtant & dans la même proportion ;
 mais les impôts & droits n'augmente-
 ront pas étant réglés par les tarifs.

Si la France & la Hollande renouvel-
 loient leurs tarifs, la France travaille-
 roit à ſe faire payer les mêmes droits
 ou à les augmenter, & à diminuer ceux
 qu'elle paye en Hollande. Si la Hol-
 lande demandoit la diminution des
 droits en France, & que la France con-
 tinuât de payer les mêmes droits en
 Hollande, la France n'accorderoit pas
 cette demande : pourtant en hauſſant
 les eſpeces, elle fait autant en faveur

de tous les pays étrangers , que si elle l'avoit accordé *.

Si les droits payés en France par les étrangers ou par les Marchands François qui transportent des marchandises en pays étranger , ou qui apportent celles des étrangers en France , montent à soixante millions ; hausser les especes de vingt-cinq pour cent , baisse ces droits d'autant. Car que les François ou les étrangers transportent les marchandises , à l'égard des droits , cela revient à la même chose. Cette remarque regarde les droits qui sont réglés à tant de livres sur telle quantité de marchandises , mais ne comprend pas les droits qui sont réglés à tant pour cent de la valeur des marchandises : car il est à supposer que les marchandises étrangères avoient augmenté de prix autant que la monnoie.

Donc les droits de Seigneuriage &

* Le raisonnement est évident & de la plus haute importance ; c'est un des plus forts argumens employés dans les notes du Négociant Anglois , pour prouver que l'augmentation de droits portée dans le traité de Commerce stipulé à Utrecht en faveur de nos manufactures étoit chimérique ; & le même calcul peut être appliqué à tous les traités de Commerce que nous avons renouvelés depuis 1689, époque fatale de nos surhauffemens de monnoies.

232 *Recherches & Considérations*

de brassage , ou autres manieres d'affoiblir la monnoie , ne conservent pas les especes & matieres dans le Pays. Elles font transporter les especes quoique foibles & les matieres en pays étranger.

On a été long-tems dans l'erreur au sujet de la monnoie , croyant que la même quantité d'especes surhaussées faisoit le même effet que si la quantité avoit été augmentée , & il se trouve encore des personnes qui croient bien entendre la monnoie , & qui soutiennent cette opinion. Si en faisant passer l'écu de trois livres pour quatre , on augmentoit la valeur de l'écu ; & que cet écu ainsi surhaussé fît le même effet que quatre livres faisoient quand l'écu étoit à trois livres ; le faire passer pour cinq livres rendroit la monnoie encore plus abondante , & par la même raison un million pourroit être augmenté à cinq cent millions , & servir à tous les besoins de l'Etat.

C'est de même que si un homme qui auroit trois cent aunes d'étoffes pour tapisser une chambre , prétendoit faire servir les trois cent aunes en les mesurant avec une aune de trois quarts ;

il

il auroit alors quatre cent aunes d'étoffes , mais la chambre ne sera pas mieux tapissée.

L'écu avoit cours hier pour trois livres , aujourd'hui il a cours pour quatre livres , la valeur de l'écu n'est point augmentée , car il est du même poids & titre ; les livres , sols & deniers ne sont plus du même poids & titre , donc leur valeur est diminuée.

Les Marchands étrangers achètent l'écu en especes par lettres de change , & ne donnent que le même prix qu'ils donnoient avant le surhaussement. Ils achètent les livres par lettres de change à trente-trois pour cent meilleur marché. Donc il est évident que les surhaussemens des especes ne les rendent pas plus valables dans le pays , ni en pays étranger. Ces surhaussemens sont que les especes valent plus de livres , mais c'est en rendant les livres moins valables.

Je veux croire que les Ministres savent que les surhaussemens des especes ne les rendent pas plus valables , & qu'ils ne font de changement dans la monnoie que pour épargner ou trouver des sommes au Prince ; mais il y a apparence

qu'ils ne sçavent pas toutes les mauvaises suites de ces changemens.

Les Anciens estimoient la monnoie sacrée ; elle étoit fabriquée dans les Temples ; les Romains fabriquoient la monnoie aux dépens de l'Etat ; le même poids en matiere & en especes de même titre étoit de la même valeur.

L'autorité publique , en fabriquant la monnoie , est supposée garantir que les especes seront continuées du même poids & titre , & exposées pour le même nombre de livres , sols & deniers ; & le Prince est obligé en justice & en honneur envers ses Sujets & les étrangers qui trafiquent avec eux , de ne point faire de changement dans la monnoie ; quand un contrat est acquitté , on doit recevoir la même quantité d'argent & du même titre , sous la même dénomination que lorsque le contrat étoit fait.

S'il se trouve des raisons d'Etat qu'on ne comprend pas , pour affoiblir la monnoie , cette monnoie foible ne doit pas avoir cours dans les payemens des contrats déjà faits. Ces contrats doivent être acquittés en especes du même poids & titre & au même prix que lorsque

les contrats ont été faits, ou avec des especes de la même valeur.

C'est ainsi que le Parlement d'Ecosse en a ordonné, quand les especes d'Ecosse ont été surhaussées, ou que la monnoie a été affoiblie; car c'est la qualité & quantité de la matiere qui fait la valeur de la monnoie & non le prix marqué par le Prince.

J'avois oublié de remarquer que d'affoiblir une espece de monnoie, & de continuer les autres d'un titre plus fort, fait peut-être plus de tort à l'E-tat que si toutes les especes étoient affoiblies.

Je suppose que les pieces de dix sols sont affoiblies, & que les autres especes sont continuées du même titre; alors l'étranger peut fabriquer ces especes foibles, les envoyer dans le Pays, & les échanger contre les especes qui sont d'un titre plus fort; alors les faux-monnoyeurs peuvent fondre les especes fortes & en fabriquer de foibles.

Comme les especes fabriquées par les faux-monnoyeurs seroient du même poids & titre que celles fabriquées par le Prince, on ne pourroit pas facilement les découvrir; alors le change haussera, étant supposé que les lettres

236 *Recherches & Considérations*
seront payées en monnoie foible.

De même si les especes étrangères sont surhaussées, & que celles du Pays continuent aux prix qu'elles étoient, celui qui apporte des especes étrangères, & qui rapporte la valeur en especes du Pays, gagne autant que les especes étrangères sont surhaussées; & ce que l'étranger gagne, l'Etat le perd? Exemple. La pistole de France est exposée à douze livres, & la pistole d'Espagne à treize livres; l'Espagnol apportant des pistoles d'Espagne en France, & rapportant la valeur en pistoles de France, gagneroit neuf pour cent.

Si les pistoles de France sont surhaussées dans la même proportion, l'Espagnol alors ne se donne pas la peine d'apporter les especes d'Espagne en France, quoique ces especes aient cours en France pour plus de livres qu'en Espagne, parce qu'avec mille pistoles en Espagne il achetera une lettre de change de mille pistoles sur la France, & qui lui produira le même bénéfice que s'il avoit porté les especes en France.

Ensorte que les surhaussemens des especes du pays ou étrangères peuvent faire préjudice à l'Etat, mais ne peuvent pas faire du bien.

Quatrieme Partie.

Les matieres qui sont propres aux usages de la monnoie doivent être fabriquées , mais le prix des especes faites de différentes matieres ne doit pas être réglé par le Prince.

*Si deux ou plusieurs matieres sont fabriquées, & que le prix des especes faites de ces différentes matieres soit réglé ; il arrivera souvent que le prix marqué par le Prince ne sera pas le juste prix ; & alors ceux qui ont des payemens à faire s'acquitteront dans l'espece qui est exposée le plus haut.

Je suppose les especes d'or & d'argent réglées sur le pied de quinze onces d'argent pour une once d'or , que quinze onces d'argent sont présentement la juste valeur d'une once d'or. Je prête des especes d'or pesant cent onces , & valant la même somme en livres que quinze cent onces en especes d'argent. Je suppose qu'il arrive une quantité d'argent des Indes assez grande pour changer considérablement la proportion de valeur entre l'or & l'argent , & que l'once d'or vaut alors seize onces d'argent. Le prix des especes d'or & d'argent étant réglé sur le pied de

quinze, celui à qui j'ai prêté les cent onces d'or me paye avec quinze cent onces en especes d'argent, quoique ces quinze cent onces ne valent alors que quatre-vingt-treize onces & trois quarts d'or.

L'on dira que je les peux donner en payement sur le pied que je les ai reçus.

Par cette raison, si le Prince exposoit une once d'argent en especes pour le même prix qu'une once d'or est exposée, je ne perdrois pas, quoique les cent onces d'or me soient payées avec cent onces d'argent. Si je ne dois rien, je perds; si je dois, ceux qui les reçoivent en payement souffrent la perte; car nonobstant que le Prince expose les especes d'argent pour autant que les especes d'or du même poids sont exposées, on ne donneroit pas la dixième partie des marchandises ou denrées pour les especes d'argent qu'on donneroit pour le même poids en especes d'or.

Régler le prix des especes d'or ne feroit aucun tort, si le prix des especes d'argent n'étoit réglé. Comme de régler le prix des especes d'argent ne feroit tort à personne, si le prix des especes d'or n'étoit pas réglé. Ordonner

que l'écu ait cours pour quatre livres, les autres especes d'argent à proportion, regle la valeur des livres, mais ne regle pas la valeur d'argent en matieres ni en especes : car les livres, sols & deniers n'ont aucune valeur que celle qu'ils reçoivent des especes. Mais d'ordonner que l'écu d'argent ait cours à tant & la pistole à tant, c'est vouloir régler la proportion de valeur entre l'or & l'argent qui ne peut pas être réglée.

Il est impossible que deux matieres de différente espece soient continuées dans la même proportion de valeur, à moins que la quantité de ces matieres ne soit continuée dans la même proportion l'une avec l'autre, & avec la demande : car les changemens de cette proportion changent la valeur, & le prix marqué n'est plus le juste prix ni celui peut-être qui convient le plus à l'Etat.

Quand les guinées furent fabriquées en Angleterre, elles étoient données & reçues en paiement sur le pied de vingt sols sterlins : vingt sols sterlins & une guinée étoient alors d'égale valeur ; la guinée vaut présentement vingt-un sols & demi sterlins, quoique la guinée & le

sol sterlin ayent été continués du même poids & titre.

La raison est que l'once d'or valoit alors quatorze onces & demie d'argent : la quantité de ces métaux n'étant plus dans la même proportion l'une avec l'autre & avec la demande, le prix est changé, & l'once d'or vaut quinze onces d'argent & quarante-neuf centiemes d'once.

En Angleterre l'or fabriqué n'est pas monnoie ; la guinée a cours volontaire à vingt-un sols & demi sterlins, mais on n'est pas obligé à la recevoir.

En France le prix des especes d'or & d'argent est réglé par le Roi sur le pied de quinze onces d'argent & vingt-quatre centiemes d'once pour l'once d'or ; donc l'or est réglé plus bas en France que sa valeur naturelle en Angleterre, à proportion de l'argent ; & il y un profit à transporter l'or de France en Angleterre.

Le Pays qui doit la balance, & qui tâche par des loix d'empêcher le transport des especes, devroit régler l'or plus haut qu'il n'est pris dans les autres Etats, parce qu'il est plus facile à voiturier ; mais la France, quoiqu'elle se trou-

vât

vât devoir la balance, a pris l'or plus bas, & a donné par là un profit aux Billonneurs, outre celui qu'ils avoient sur le change.

Pour retourner à mon sujet, je dis que le prix des especes ne doit pas être réglé, non plus que le prix d'un chapeau. Le Prince peut nommer une once d'argent fabriqué un écu, & le faire passer pour quatre livres; cela ne règle pas sa valeur: car les livres n'ont pas d'autre valeur que celle qu'elles reçoivent des especes, comme j'ai déjà remarqué.

Aussi l'intérêt de la monnoye ne doit pas être réglé par le Prince. Je suppose qu'elle vaut présentement à Gènes quatre pour cent, qu'on attend des vaisseaux d'Espagne avec des grosses sommes; si ces vaisseaux arrivent heureusement, l'intérêt baissera à trois: s'ils n'arrivent pas, ne dois-je pas en profiter, & faire valoir mon argent cinq pour cent? *

* Les principes exposés jusqu'ici par M. Law sont d'une évidence à laquelle il est impossible de se refuser de bonne foi avec un esprit juste. Mais ici il commence à s'éloigner du vrai, pour avoir vu les choses trop en général, sans faire attention aux circonstances particulieres; & son système étoit une conséquence de ce qu'il avance ici sur l'intérêt de l'argent. Si la circulation étoit fort rapprochée de son ordre naturel, il est probable que les Princes

242. *Recherches & Considérations*

La monnoye est comme une marchandise. J'ai un magasin de draps d'Angleterre, qui valent fix livres la palme. Si le Prince régloit le prix de nos draps à fix livres, il me feroit tort ; car s'il arrive une quantité de draps, je ne trouverai plus à vendre les miens fix livres, je serai obligé de m'en défaire à moins, & le Prince ne me bonifiera pas la perte.

Si ces draps n'arrivent pas, comme je cours le risque de la perte, ne dois-je pas jouir du bénéfice que le prix naturel de mes draps me donne alors ?

Le Prince quelquefois regle le prix des effets, comme le bled dans les années stériles, ou en cas de monopole ; par la même raison il peut régler l'intérêt de la monnoye ; mais s'il prétend régler l'intérêt à quatre pour cent quand les especes sont rares, la loi sera aussi peu observée, que s'il prétendoit faire vendre la livre de pain à un sol dans une année stérile, de même que dans une année abondante.

n'auroient pas besoin de régler le taux des intérêts : mais comme dans les Royaumes où la circulation paroît le mieux établie, il ne laisse pas de subsister un nombre infini de causes d'obstruction, les propriétaires de l'argent composent toujours le plus petit nombre ; ainsi ils exercent un véritable monopole.

Voyez la Dissertation sur l'intérêt, page 55 & suiv.

Pour réduire l'intérêt, il faut rendre la monnoie moins valable, en augmentant la quantité ou en diminuant la demande. Il y a deux cent ans que l'intérêt étoit à dix pour cent, présentement il est à cinq, & en quelques endroits à trois pour cent; mais ce n'est pas la Loi qui l'a réduit, c'est l'augmentation de la quantité de monnoye depuis la découverte des Indes.

En France depuis cette guerre la monnoie étant rare rendoit dix & douze pour cent, quoique réglée par la loi à cinq; & il est facile d'éviter les peines portées par la loi en France. C'est usure par les Loix Canoniques, de prendre aucun intérêt, à moins que d'aliéner le capital; c'est-à-dire que, si je prête cent mille écus pour deux ou trois années, il n'est pas permis de prendre un intérêt, pourtant il n'y a rien de plus commun. Je prête cent mille écus pour un an à cinq ou dix pour cent; l'emprunteur confesse avoir reçu cent cinq ou cent dix mille écus, & promet de les payer dans une année.

Il se trouve des personnes scrupuleuses, qui ne veulent pas profiter de la cherté des especes en prenant plus d'intérêt que la loi ne permet; mais il en

244 *Recherches & Considérations.*

coûte plus à l'emprunteur, il faut payer le Notaire, sans quoi il fait naître des difficultés sur la sûreté qui empêchent l'emprunt.

Ces Mémoires ne sont pas dans l'ordre où ils devroient être présentés à V. A. R. mon soin a été d'examiner si mes raisonnemens étoient bons; les défauts dans la maniere de les expliquer, j'espère, seront excusés.

Aussi je me suis apperçû que ces Mémoires ont été longs & ennuyans: comme il a fallu éclaircir plusieurs choses qui regardent la monnoie, je n'ai pû m'empêcher de tomber dans ces défauts. Ceux que je présenterai avec mon projet seront plus courts & plus faciles à suivre, & je tâcherai de n'y rien offrir d'inutile ou éloigné du sujet.

S'il se trouve quelques erreurs dans les principes que je pose, ou dans les conséquences que je tire de ces principes, qui pourroient rendre douteux le succès de mon projet, j'aurai obligation à ceux qui me les feront remarquer; car je serois très-fâché de donner un avis qui dans la suite ne répondroit pas à ce que j'aurois avancé.

Vue générale du Système de M. Law.

POUR se former une idée juste du fameux système de M. de Law, ce n'est point seulement la marche suivie dans son exécution qu'il faut consulter, mais il convient de remonter aux principes d'où l'Auteur est parti, d'examiner la combinaison des ressorts qu'il employa pour arriver à son objet.

C'est ainsi que l'on connoîtra si ce système étoit bon & avantageux en soi ; & rapprochant ensuite les fautes que fit l'Auteur, ou que les circonstances le forcèrent de faire dans l'exécution de son projet, on concevra pourquoi sa chute fut si rapide.

Les principes de M. Law sont consacrés par deux ouvrages qu'il avoit composés avant son arrivée en France, pour le rétablissement de l'Ecosse sa patrie, qu'il prétendoit égaler à l'Angleterre en hommes, en commerce, en revenus. Divers Mémoires manuscrits qu'il a donnés, soit pour faire goûter ses idées en France, soit pour les justifier depuis, sont les autres sources où l'on a puisé, pour donner une vue générale sur cette grande opération.

246 *Recherches & Considérations*

Avant que l'argent fût introduit dans le Commerce, les denrées s'évaluoient en denrées, & le Commerce consistoit dans l'échange de l'une pour l'autre. Il est facile de concevoir combien ces évaluations étoient difficiles, soit à raison de l'inégalité d'abondance, soit à raison de l'inégalité de qualité dans chaque denrée. Tout commerce à crédit, c'est-à-dire, toute promesse de fournir telle ou telle marchandise dans un tems marqué, en échange de celle qu'on recevoit, devenoit presque impossible. La culture des terres devoit se borner aux moyens de subvenir à l'échange du nécessaire physique qui manquoit. Le Commerce ne pouvoit rouler que sur un petit nombre de denrées ; & l'embarras du troc concentroit nécessairement ce Commerce entre les habitans d'un même canton.

L'introduction de l'argent dans le Commerce pour y servir de moyen terme à l'évaluation des denrées, corrigea les inconvéniens des échanges, engagea les hommes à produire une plus grande variété d'ouvrages, à cultiver plus de terres, enfin étendit & facilita la communication de toutes les especes de productions entre les hommes.

De ces principes incontestables M. Law tiroit ces conséquences.

1°. Toutes les matieres qui ont des qualités propres au monnoyage peuvent devenir especes.

2°. L'abondance des especes est le principe du travail, de la culture, de la population.

La premiere est évidemment juste.

La seconde ne peut être admise sans distinction.

L'abondance de l'argent dans un Etat peut être considérée sous deux aspects : abondance de quantité positive des marcs d'argent, abondance proportionnelle dans toutes les parties de l'Etat de la somme des marcs qui existe.

Entre deux pays parfaitement égaux dans toutes circonstances, excepté que l'un a le double de marcs d'argent de l'autre, il arrivera qu'une même quantité de vin, de toile, de drap, vaudra vingt marcs dans l'un & dix marcs dans l'autre.

Tant que cette proportion respective durera, l'argent sera réputé également abondant dans l'un & dans l'autre.

La consommation intérieure des denrées sera proportionnellement la même, puisque nous supposons la répartition de

248 *Recherches & Considérations*

la somme des marcs proportionnelle. Ainsi les terres & les manufactures occuperont un nombre d'hommes égal pour la consommation des Citoyens. Le nombre combiné des prêteurs & des emprunteurs se trouvera nécessairement le même, & par conséquent l'intérêt sera au même taux dans les deux pays. On trouvera plus facilement dix mille marcs dans l'un que dans l'autre ; mais cela revient au même , puisque cinq mille marcs dans l'un operent autant que dix mille dans l'autre. L'objet unique dont la législation doit s'occuper sera également rempli , les hommes seront également heureux dans l'un & l'autre pays, si nous les considérons également politiques.

Cependant il y aura entre ces deux pays une grande différence pour la facilité du Commerce avec les habitans des autres sociétés.

Car ces étrangers feront travailler par préférence les habitans du pays qui vend le moins cher , jusqu'à ce que l'argent entré par cette voye , avec la même abondance que dans l'autre pays , rapproche les prix des denrées.

Cette différence de moitié dans le prix des denrées ne pourroit réellement

subsister long-tems en Europe entre deux pays situés également bien pour le Commerce; mais on a pris un terme frappant, pour faire mieux concevoir les conséquences de la comparaison, & elles sont également applicables à une différence d'un seizieme, d'un trente-deuxieme.

Il en résulte donc que la quantité positive des marcs d'argent n'opere pas aussi sûrement l'abondance de l'argent dans un pays, que la répartition de la quantité existante quelconque dans tous les endroits où il y a des denrées à vendre.

En effet l'argent n'est que le moyen terme qui sert à évaluer les denrées. Dès-lors la somme d'argent d'un pays doit se répartir sur la masse de ces denrées, suivant le besoin qu'on en a, la commodité qu'on trouve à les consommer, & le degré d'estime qu'inspire leur rareté.

De cette répartition générale & insensible, naît un usage général de donner tant de marcs pour telle quantité d'une denrée.

Cet usage ne peut être le même dans toutes les Provinces d'un Royaume étendu : car il est impossible qu'elles

ayent toutes la même facilité pour faire parvenir les denrées superflues au lieu principal où s'en peut faire la consommation ; elles sont plus ou moins fertiles : la qualité des productions ne peut être égale , puisque la nature des terres & l'industrie des hommes varient à l'infini.

Il faut donc que la Province éloignée de la Mer , qui veut envoyer les vins excédans la consommation , diminue sur leur prix la dépense du transport , afin qu'ils se trouvent à égalité de prix avec ceux de la Province maritime où ils s'embarquent , si les qualités sont égales. Cet exemple suffit pour faire concevoir les différences qui doivent nécessairement exister dans la répartition de la masse générale de l'argent entre les Provinces d'un pays étendu. Différences qui naissant de la nature même des choses , ne peuvent être corrigées par aucun expédient humain , & qu'il ne faut pas confondre avec les différences qui résultent des vices politiques , qui cesseront d'exister avec leurs causes , & qui subsisteront autant qu'elles.

De ces différences que les accidens apportent dans la valeur des denrées sur le lieu où elles sont produites , ré-

sulte un usage particulier dans chaque Province, de donner tant de marcs pour telle quantité d'une denrée.

Il est donc évident que l'argent sera réputé abondant dans un Etat, lorsque dans chaque lieu & en tout tems, on trouvera de ses denrées le prix réglé par l'usage général suivant la quantité & la qualité des denrées & leur facilité pour arriver au lieu de la consommation.

Tout ce qui vient d'être dit conduit à conclure que le principe du travail, de la culture, de la population, consiste véritablement dans l'abondance proportionnelle dans toutes les parties de l'Etat de la somme de marcs d'argent qui existe, & non pas dans l'abondance de quantité positive des marcs d'argent.

Ceux qui ont soutenu cette dernière opinion ont été séduits par les effets que produit l'augmentation de la quantité de l'argent introduit par le travail, par la position florissante des pays où le travail a été regardé comme le nerf de l'Etat avant que les autres fussent sortis de l'oïveté, & par la difficulté qu'ont eu les Peuples, dont l'activité

a été plus tardive , à entrer en concurrence avec les autres.

Pour porter un jugement sain sur ce qui résulte de ces sortes d'exemples, il auroit peut-être suffi de comparer l'effet des richesses acquises par la possession des mines , & l'effet des richesses acquises par la culture & l'industrie. On auroit connu par l'expérience que chez les Peuples possesseurs des mines , la culture , le travail & la population ont plutôt déchû qu'augmenté. En approfondissant ce phénomène on seroit peut-être arrivé à convenir que l'augmentation trop subite de ces richesses , & la mauvaise répartition de ces richesses attachée à leur nature , avoient contribué à ces desordres : car par-tout où il arrive un accroissement subit & considérable de métaux par la découverte des mines , comme les denrées ne peuvent augmenter proportionnellement en quantité , leur prix hausse subitement & considérablement , & cette hausse est fort supérieure à l'économie qui peut provenir de la baisse des intérêts. Alors il est évident que le commerce des productions de la terre & de l'industrie , avec les autres Peuples , s'anéantit ; & qu'au contraire les autres

Peuples ont une facilité extraordinaire d'introduire les productions de leurs terres & de leur industrie en concurrence , malgré les loix & les prohibitions ; d'où résulte , 1^o. un écoulement général & prompt de ces richesses immenses ; 2^o. une perte réelle & subite du travail ; & de tous les deux un déclin de population : car les hommes ne peuvent être abondans , qu'en raison du travail qui se présente pour les occuper.

L'introduction immense de l'argent par les mines , ou par toute autre voie que le travail , a encore l'inconvénient sensible de se répartir par grosses portions ; or ces grosses répartitions ne contribuent que lentement & difficilement à l'aisance nationale , par la nature des consommations qu'elles occasionnent & qui occupent peu d'ouvriers ; & aussi parce que les grosses répartitions sont toujours accompagnées de gros amas d'argent oisif.

Au contraire les richesses qu'apporte le commerce extérieur des productions de la terre & de l'industrie se distribuent entre une infinité de personnes qui ont contribué à la production , & par portions si médiocres qu'elles sont obligées

254 *Recherches & Considérations*

ou de les dépenser , ce qui produit du nouveau travail , ou de les prêter à intérêt , ou , ce qui arrive le plus communément , d'étendre leurs entreprises avec ce nouvel argent.

Enfin l'accroissement des ouvrages & des concurrences arrête continuellement le surhaussement des prix , ou du moins il n'arrive qu'imperceptiblement : mais alors l'augmentation de l'aifance nationale opère une baisse dans l'intérêt plus que suffisante , si elle est faite à propos , pour corriger dans la même progression la baisse des prix. Il est sensible qu'une nouvelle quantité d'argent ne peut être introduite dans un Etat par la culture ou le travail , sans en augmenter le bénéfice. Toute augmentation de bénéfice invite de nouveaux hommes au genre de travail qui le procure : si la culture seule produit ce bénéfice , la population sera fondée sur la culture ; si le travail industriel seul produit ce bénéfice , la culture sera négligée , & la population sera fondée sur le travail industriel ; si enfin la culture & le travail industriel donnent tous les bénéfices dont elles sont capables l'une & l'autre , on aura deux sources fécondes pour la population.

Dans tous ces cas le mouvement & l'activité qu'on remarquera chez les hommes seront le produit d'un nouveau moyen de gagner. En sorte que ce n'est pas autant la somme gagnée qui a été utile à l'Etat , que la maniere dont elle a été gagnée , & l'émulation qu'elle occasionne. Ces examens divers auroient conduit à conclure que la quantité positive des marcs d'argent n'est point en soi le principe de la culture , de l'industrie , & de la population.

A l'égard de la difficulté qu'ont éprouvé les Peuples tardifs dans leur industrie pour soutenir la concurrence des Peuples déjà enrichis ; c'est bien moins à la plus grande quantité de leur argent qu'il faut l'attribuer , qu'aux circonstances qu'entraîne avec soi l'oïveté d'une Nation.

Lorsqu'un Etat est dans ce cas malheureux , la répartition des richesses est nécessairement mauvaise & concentrée entre un petit nombre de mains , parce que le travail seul peut faire passer aux pauvres l'argent des riches. La Nation manque alors de vûes & d'expédiens pour entreprendre ; les entreprises trouvent une infinité d'obstacles dans les préjugés attachés à l'oïveté ;

256. *Recherches & Considérations*

car elle rend les hommes ignorans & timides ; l'inexpérience fait commettre des fautes aux entrepreneurs ; les liaisons anciennes sont difficilement sacrifiées à de nouvelles , à moins d'un avantage très-marqué. Enfin ce ne sont pas tant les capitaux qui manquent dans l'Etat que la volonté d'employer ceux qui existent aux entreprises de Commerce. Car il est certain que le prix des denrées est proportionné en général à la somme d'argent qui entre & circule dans le Commerce , & dès-lors que quinze millions de marcs d'argent opéreront autant dans le Commerce d'un pays que trente millions dans l'autre , si l'emploi des deux sommes s'est fait exactement dans les mêmes proportions. Il ne faut donc pas appliquer sans distinction d'Etat à Etat ce qu'on dit avec raison des Négocians , que le plus riche en argent a l'avantage pour son Commerce sur celui qui est moins riche. L'Etat le plus riche en productions a l'avantage sur l'Etat le moins riche en productions ; & le Négociant le plus riche en argent a l'avantage sur son concitoyen moins opulent dans la distribution de ces productions , soit au-dedans , soit au-dehors , puisqu'il a plus

plus d'occasions de faire du profit, & parce qu'il a le choix de la préférence dans ses achats.

Il a paru nécessaire de détailler un peu les motifs sur lesquels on a cru devoir contredire un des premiers principes posés par M. Law, parce que la matière est d'une combinaison très-difficile en elle-même, & parce que ces premières notions bien éclaircies conduiront à juger plus facilement des conséquences ultérieures que l'Auteur du système a tirées de ces deux propositions préliminaires. Suivons sa marche.

Après avoir établi que toute matière propre au monnoyage pouvoit devenir espèce, il avança que le papier étoit plus propre que les métaux au monnoyage.

1°. La monnoie de papier est plus aisée à délivrer, puisque cinq cent livres de cette monnoie seront plutôt comptées que cinq livres en argent.

2°. Le transport en sera évidemment plus facile & moins coûteux.

3°. On la garde avec moins d'embaras, elle occupe moins de place.

4°. Les frais de la monnoie d'argent tombent à la perte du particulier, souvent même la dépense de la fabrication.

258 *Recherches & Considérations*

tion ; au lieu que la monnoie de papier se fabrique & reproduit aux frais de l'Etat.

5°. Elle est divisible sans perte , en échangeant les grandes sommes avec des billets de moindre valeur.

6°. Elle peut recevoir un coin.

Sans s'arrêter aux petites observations que pourroit fournir la nature de cette monnoie , comme une plus grande facilité pour le vol , pour détourner les effets des successions , l'obligation de la faire renouveler tous les quatre ou cinq ans au lieu de sa fabrication , il est deux qualités essentielles dans les métaux précieux dont on fait usage , & que la monnoie de papier ne pouvoit acquérir par elle-même.

1°. Une des qualités qui rendent l'or & l'argent plus propres au monnoyage , c'est leur rareté & l'impossibilité physique & morale d'en introduire subitement une abondance extraordinaire , qui en rendent la valeur trop incertaine. En effet ce qui empêche la monnoie d'or & d'argent d'être considérée proprement comme le gage des denrées dans chaque société , c'est d'une part la variation dans l'abondance & la qualité des denrées ; de l'autre l'altération

que ces monnoies d'or & d'argent ont souvent éprouvée dans leur finesse , ou dans leur dénomination , & leur avilissement par le travail continuel des mines ; de maniere que si toutes les mines cessoient de produire de nouveaux métaux , & que les Souverains par un accord unanime , n'altérassent jamais ni le titre , ni la dénomination des monnoies , l'argent se rapprocheroit infiniment de la portion de gages des biens ; puisque sa valeur dans l'échange avec les denrées ne dépendroit plus que de l'abondance & de la qualité de ces denrées. Dans l'état actuel des choses , malgré le travail continuel des mines , la quantité de l'or & de l'argent ne s'accroît qu'insensiblement , de maniere qu'un certain nombre d'années se passe sans que la monnoie d'or ou d'argent en soit avilie , au point que le propriétaire des denrées s'en prévaille pour obtenir des conditions plus avantageuses , & que le propriétaire de l'argent soit inquiet sur sa possession & sa valeur.

Il est évident que par l'invention d'une monnoie nouvelle , dont la matiere est si commune , que dans une semaine le Législateur doubleroit à son

gré la masse de tout l'argent qui existe dans son Etat, la monnoie se trouveroit considérablement avilie. Ainsi les denrées renchériroient considérablement ; le Commerce étranger s'anéantiroit, ou plutôt il deviendrait entièrement passif, parce que les autres Peuples apporteroient leurs productions à moindre prix que celles du pays même, & se feroient payer, non pas dans la nouvelle monnoie qui seroit pour eux sans valeur, mais dans l'ancienne.

Enfin il seroit impossible dans cet Etat que les possesseurs de la nouvelle monnoie y eussent long-tems une confiance égale à celle qu'ils mettoient, & que les autres Peuples auroient encore dans l'ancienne monnoie. Dès qu'on appercevrait un nombre d'hommes occupés à réaliser ou à changer la nature de leurs nouvelles richesses, la timidité & la défiance s'introduiroient, & la confusion les suivroit de près.

Une institution qui fixeroit la quantité de la nouvelle monnoie ne seroit pas évidemment propre à tous les pays, & vraisemblablement ne pourroit subsister dans aucun, parce que le besoin y dérogeroit sans cesse, & que les be-

soins y deviennent toujours plus communs, lorsqu'on entrevoit un expédient propre à les satisfaire.

On peut donc conclure que la monnoie la plus parfaite seroit celle qui par sa nature seroit la plus propre à être considérée comme le gage des biens, & que l'or & l'argent sont moins éloignés de cette perfection physiquement & moralement, que la monnoie de papier.

Une seconde qualité attachée à l'or & à l'argent, c'est qu'ils sont réputés précieux chez tous les Peuples, à raison de leur usage, comme métaux, & de leurs qualités propres au monnoyage. C'est un avantage qu'il est impossible de procurer à la monnoie de papier; car en supposant que tous les Princes vinssent à en fabriquer dans leurs Etats, il seroit de leur intérêt que celle des uns n'eût point cours chez les autres.

Or toute société policée a des relations extérieures, soit à raison de sa défense & de sa conservation, soit à raison de son Commerce. Un Etat qui posséderoit des milliards en monnoie de papier, n'en seroit pas plus en état de fournir des secours à ses alliés, de payer des soldes à leurs troupes, d'entretenir des armées éloignées de ses

frontieres. A l'égard du Commerce , il n'est pas toujours réciproque d'Etat à Etat ; on doit aux uns pour des denrées dont on ne peut absolument se passer ; & tout ce qu'une bonne administration peut faire , c'est de protéger les commerces avec les pays qui soldent en or & en argent , pour se dédommager du paiement fait à ceux dont on est forcé d'acheter plus qu'ils ne reçoivent. On a vû plus haut combien l'abondance de la monnoie de papier contribueroit par le renchérissement des denrées à restreindre les ventes extérieures ; les besoins subsisteroient cependant. Par conséquent il est apparent qu'un Etat seroit insensiblement dépouillé , au milieu d'une abondance chimérique , des moyens , soit de se faire considérer au-dehors , soit de se procurer les choses dont il ne peut absolument se passer.

De ce que les monnoies d'or & d'argent peuvent être regardées comme un gage momentané des biens , & de ce qu'elles sont réputées précieuses chez tous les Peuples , il s'ensuit qu'elles n'ont besoin d'aucun appui , d'aucune combinaison de la part du Gouvernement , pour se soutenir dans leur crédit.

La monnoie de papier étant privée de ces deux avantages , avoit donc besoin d'un ressort qui le maintînt dans son crédit. M. Law avoit si bien reconnu cette difficulté , sans l'avouer , que son systême d'Ecosse étoit fondé sur la valeur des terres , & son systême de France sur la valeur des Actions.

En Ecosse on eût délivré des billets sur des sûretés en biens-fonds qui n'eussent pas excédé les deux tiers , ou les trois quarts de ces biens. *L'or & l'argent , disoit M. Law . au Parlement d'Ecosse , se sont avilis continuellement depuis deux cent ans , & s'aviliront encore : dès-lors ils perdent chaque jour quelque chose de leur prix dans le Commerce. Les terres ne peuvent perdre leur usage , & ne peuvent qu'augmenter en valeur. Par conséquent la monnoie de papier doit avoir l'avantage & la préférence sur l'argent.*

En France il disoit au Régent : *Il est de l'intérêt du Roi & du Public d'abolir la monnoie d'or & d'assurer la monnoie de banque. La monnoie d'or tire sa valeur de sa matiere qui est un produit étranger. La monnoie de banque tire sa valeur de l'Action de la Compagnie des Indes qui est un produit de la France. L'Action des Indes a plus que l'or les qualités essenti-*

264 *Recherches & Considérations*

les pour devenir monnoie ; elle est plus portable ; elle est divisible par sa conversion en billets de banque ; sa valeur est plus certaine & doit augmenter pendant que celle de l'or doit diminuer. Preuve : La quantité d'Actions est fixée , & la quantité d'or augmente journellement ; l'or ne produit rien par lui-même , & l'Action produit ; le Commerce de la Compagnie augmentant, la valeur des Actions doit hauffer ; la monnoie d'or peut être enlevée par un Commerce défavantageux , & sa circulation arrêtée ; l'Action & les billets de banque peuvent bien passer chez les Etrangers ; mais ce n'est qu'un gage qui leur en assure la valeur en France où ils l'employeront en marchandises. Donc il est de l'intérêt du Roi & des Peuples d'augmenter la valeur de l'Action en lui donnant la qualité de monnoie , & de diminuer la valeur de l'or, en lui ôtant la qualité & les usages de la monnoie.

Ce qui a été dit précédemment suffit pour découvrir les sophismes contenus dans ce qu'on vient de citer. Ces passages ont été rapportés principalement pour prouver que l'Auteur du système reconnoissoit lui-même que la monnoie de papier avoit besoin d'être soutenue par quelqu'autre crédit ; & que dès-lors

il ne tenoit qu'à lui de voir que le papier n'étoit pas aussi propre à devenir monnoie que l'or & l'argent.

Il est constant d'ailleurs que le fondement du système d'Ecosse eût été plus solide que celui du système de France. Le premier, bien moins composé, étoit aussi d'un objet moins étendu ; il ne s'agissoit que de donner quelque mouvement à la circulation, & d'occuper les pauvres ; sa combinaison n'offrant point aux agioteurs un jeu excessivement lucratif, le mouvement ne pouvoit être violent ; la quantité de la monnoie devoit être fixée & connue. Ainsi le système d'Ecosse eût répondu à une banque simple sans aucun rapport avec le crédit de l'Etat, & qui dans un pays où il n'y a ni argent, ni crédit, ni industrie parmi le Peuple, peut faire du bien, comme l'établissement de la banque générale eut de bons effets en 1716. Un pareil système auroit cependant eu de la peine à s'établir, parce que la monnoie de papier ne sera jamais réputée équivalente à la monnoie d'argent, que dans le cas où les porteurs auront la faculté d'échanger indifféremment l'un pour l'autre à volonté dans le lieu même où se fabrique la monnoie de

papier ; & il n'y avoit point de fonds destinés à cette opération. D'ailleurs les propriétaires des terres auroient-ils voulu s'exposer à la vente forcée de leurs fonds , si par hasard le crédit des papiers-monnaie , qui leur auroient été fournis pour payer leurs dettes , & dont ils seroient toujours restés garants , étoit venu à tomber.

Quoiqu'on ignore les raisons qui empêcherent le Parlement d'Ecosse d'adopter ce projet , on ne doute point que ces deux motifs n'y aient contribué.

M. Law ayant raisonné conséquemment à des principes vicieux , il a paru nécessaire de discuter ces principes , à mesure qu'ils se sont présentés. Nous avons vu qu'il établissoit ,

1°. Que toutes les matières qui ont des qualités propres au monnoyage peuvent devenir espee.

2°. Que l'abondance des especes est le principe du travail , de la culture , de la population.

3°. Que le papier étoit plus propre que les métaux à devenir espee.

Ces trois propositions préliminaires lui étant accordées , on ne pouvoit se dispenser de convenir que la conversion de toutes les dettes de l'Etat en monnoie de papier , libéroit non-seulement

les revenus publics, mais répandoit une aisance inconnue parmi les Sujets, procurait au Prince la faculté de diminuer les impositions onéreuses, & augmentoit considérablement celles qui sont le produit des consommations, diminuoit considérablement la valeur de l'argent, & procurait aux particuliers des moyens faciles, soit d'acquitter leurs dettes, soit de mettre leurs biens en valeur.

Ce tableau étoit séduisant. Il ne se présentait que la difficulté de soutenir la valeur de la monnaie de papier en concurrence de la monnaie d'argent.

C'est dans l'art de l'aplanir que consistoit principalement la combinaison du système, comme on l'a déjà observé. L'Auteur ne se proposa pas seulement d'accréditer sa nouvelle monnaie en la faisant recevoir dans les caisses publiques, en ordonnant qu'elle y seroit échangée à la volonté des porteurs contre l'or & l'argent, enfin en bannissant l'argent des gros payemens. Il porta ses vûes plus loin; il forma le plan d'une Compagnie dépositaire du crédit public, à laquelle on réuniroit successivement le privilège exclusif des affaires de Commerce & de Finance les plus lucratives du Royaume, enfin des

créances sur le Roi , & dont les actions seroient convertibles en billets qui pouvoient eux-mêmes redevenir actions par une nouvelle conversion au gré des propriétaires. Cette Compagnie payant un dividende à ses actions fondé sur de grands profits apparens , & les divers avantages qu'on lui destinoit ne s'accordant que successivement, il en devoit résulter , 1°. une vivacité dans les négociations qui rendoit l'argent incommode , & la multiplication de la monnoie de papier nécessaire ; 2°. un accroissement successif dans la confiance publique , dans la valeur de l'action , & dès-lors dans le crédit du billet.

Sans raisonner d'après les événemens , ce plan étoit-il bien solide ? Ces avantages multipliés devoient avoir un terme ; n'étoit-il donc pas dans la nature des choses que ce terme arrivé , & la Compagnie ne pouvant plus recevoir de nouvelles faveurs , la valeur de ses actions tomberoient au niveau de leur produit réel ? Et la valeur des actions baissant à ce niveau , le crédit de la monnoie de papier ne devoit-il pas baisser dans la même proportion ? On voit l'argent hauffer de prix sur la place

lots d'une grande demande précipitée pour des objets lucratifs, & on le voit baisser aussi-tôt lorsque cette demande est remplie. Il étoit donc naturel que la monnoie de papier perdît de son estime dans l'opinion publique, lorsqu'on auroit le tems de s'appercevoir de la surabondance. Mais cette perte devoit nécessairement être irréparable à l'égard d'un établissement nouveau, puisque la premiere idée de défiance entraînoit avec elle l'ardeur de réaliser, & enfin l'avilissement de la monnoie artificielle.

M. Law prétendoit que cela ne devoit pas arriver, parce que le crédit d'un négociant monte au décuple de son fonds; ce qui est vrai même de la somme de tous les crédits particuliers dans le Commerce de l'Etat. Mais l'application qu'il en faisoit au crédit de l'Etat étoit fausse par plusieurs raisons. 1°. Il ne pouvoit esperer que les douze cent millions à soixante livres le marc qui circuloient dans l'Etat seroient déposés dans ses caisses, à moins que l'autorité & la violence n'entreprissent d'y parvenir; ce qui ne pouvoit manquer de dé-créditer sa monnoie de papier, & d'augmenter la recherche de l'argent. 2°. Les

270 *Recherches & Considérations*

particuliers se font crédit entre eux ; parce qu'ils ont un emploi utile à faire de leur argent , ce qui est impossible à l'Etat. 3°. Le Négociant qui manque d'argent pour faire honneur à son crédit , a des effets dont il trouve de l'argent. Or la sûreté de la banque consistoit dans le dépôt de deux cent mille actions que l'on vouloit que le Public regardât comme monnoie par leur propriété d'être converties en billets ; par conséquent le payement du billet en argent pouvoit seul en rétablir le crédit dès qu'il seroit une fois attaqué. 4°. Les engagements des particuliers ont un terme prévu ; ceux de la banque pouvoient être réclamés en entier dans peu de jours , comme cela arriva en effet. 5°. Il est aisé à chacun de connoître que l'argent étant au billet & à l'action comme un à sept , l'argent étoit sept fois plus précieux que le papier.

Pour mieux développer le ressort du système , considérons-le sous une autre face. Supposons que la Compagnie de crédit eût été formée avec tous ses avantages à la fois , qu'aucun manège n'eût présidé à la négociation des souscriptions , il est constant que la valeur de l'action se seroit proportionnée à

celle du dividende annoncé. La quantité des billets eût été bornée à la somme qu'eût exigé la circulation du capital de ces actions, sans quoi on se seroit récrié contre leur surabondance inutile. Dans ce cas, l'Auteur du système n'atteignoit point à son but, n'avilissoit pas la monnoie d'argent, ne multiplioit pas la monnoie de papier au point de réduire l'intérêt à un & demi pour cent, en remboursant les dettes publiques en billets; enfin ne donnoit point aux dépenses, dans toute l'étendue du Royaume, ce mouvement rapide & convulsif qui, selon ses idées, devoit produire la libération du Peuple envers le Roi, des propriétaires des terres envers les créanciers; & dès lors, il ne parvenoit point à cette augmentation subite des revenus dont il avoit flaté le Régent. Le système étoit donc fondé sur un jeu forcé, qui ne pouvoit pas durer dans l'ordre ordinaire des choses. Un joueur animé par le gain peut bien ne pas compter ni examiner les espèces qu'il reçoit; mais à la fin de la partie, il compte son argent.

Ceux qui manient le crédit public ont sans doute raison de présenter quel-

quelquefois des opérations où il y ait du jeu, afin de réveiller la cupidité des prêteurs. Mais en général ce jeu doit être déterminé, réductible en calculs, & ne doit être produit que dans les occasions où l'on craint de manquer de ressources par les voies simples & ordinaires. Ces sortes d'opérations ont toujours un grand vice, en ce que le profit de la combinaison n'est jamais fait que par un très-petit nombre de particuliers plus riches ou plus accrédités que les autres, & toujours prêts à compromettre le crédit de l'Etat avec le bénéfice qu'ils se promettent d'arracher du Public. D'ailleurs l'agiotage est le tombeau de l'industrie & l'un des moyens les plus sûrs de concentrer les capitaux d'une Nation dans la capitale. Ceux qui approfondiront les affaires d'Angleterre, reconnoîtront que la multiplicité des effets publics & l'agiotage ont nui à son Commerce.

Si ces réflexions sont justes, il paroît qu'on a eu tort de reprocher à notre Nation d'avoir précipité la chute du système, & que la faute est toute entière du côté de ceux qui ne lui ont pas présenté une combinaison capable de soutenir la confiance publique.

Après avoir exposé les principes sur lesquels M. Law avoit fondé son plan , il convient de suivre la marche de ses principales opérations le plus brièvement qu'il sera possible.

La banque générale avoit été établie en 1716 , malgré beaucoup d'oppositions , parce que les circonstances déplorables où l'on étoit réduit rendoient nécessaire l'établissement d'un crédit neuf & d'une monnoie fixe pour ranimer la circulation du Commerce presque anéantie. Elle rendit en effet d'aussi grands services que les circonstances le permettoient ; elle soutint les changes à l'avantage de la France , rétablit la confiance entre les Négocians tant au-dedans qu'au-dehors , & arrêta le cours de l'usure.

Dès le 10 Avril 1717 il fut ordonné que ses billets pourroient être reçus en paiement des impositions , & même à tous les Caissiers de les échanger contre l'or & l'argent qui se trouveroient dans leurs caisses. Ce Règlement essentiel à la prospérité de la banque générale devenoit très-intéressant pour les Provinces dont il empêchoit l'argent de s'éloigner ; il épargnoit au Prince & aux Peuples les frais de la voiture de l'ar-

gent & les circuits aussi multipliés qu'inutiles que la routine des finances lui fait faire entre les mains des Trésoriers jusqu'au lieu de la dépense. Enfin cette banque, ne mêlant point ses intérêts avec ceux de l'Etat, procuroit à la circulation la sûreté & la facilité dont elle manquoit alors entierement. Le Parlement ne laissa pas de s'opposer à cet arrangement par un Arrêt qui pouvoit en détruire l'établissement, & qui entreprenoit sur le pouvoir législatif. La vivacité de cette démarche fut réprimée sur le champ par un acte d'autorité qui ôtoit au Parlement plus de droits qu'il n'en avoit voulu usurper.

La Compagnie d'Occident avoit été établie par des Lettres patentes du mois d'Août 1717, avec le privilège exclusif du Commerce de la Louisiane, dans le dessein de retirer du Public cent millions de billets de l'Etat qui seuls pouvoient entrer en paiement de ses actions. Elles étoient de cinq cent livres chacune, & le montant total devoit être converti en rente à quatre pour cent payable de six mois en six mois, le produit de la première année seulement devant être destiné à faire le fonds du Commerce de la Compagnie.

C'est sur cette Compagnie que M. Law projettoit de fonder le systême de crédit qu'il avoit proposé avant celui de la banque générale, & qui avoit été rejeté. Il éprouvoit sans doute encore des contradictions, puisque la Compagnie d'Occident resta dans un état de médiocrité conforme à sa constitution pendant près de dix-huit mois. Ses premières opérations furent en 1717 de former un établissement à la Baye Saint-Joseph, où se trouve le meilleur port de toutes ces mers; d'envoyer un Gouverneur avec des troupes, des mineurs, & des fondeurs aux Illinois; de la graine de vers à soie, & des tireurs à la Mobile; & enfin des ouvriers pour la culture du tabac. Tous établissemens dont il paroît qu'il ne reste aucune trace.

En 1718 elle s'occupa des moyens de diminuer la contrebande du Castor dont elle avoit l'exclusif, & de gêner les traiteurs le plus qu'il lui seroit possible. Elle distribua pour cet effet des gratifications en Canada, & fit acheter sous-main ce qui étoit arrivé de Castors par les vaisseaux du Roi, pour soutenir ses prix, tant en Hollande qu'en France.

Des vûes plus utiles à l'Etat l'enga-

gerent à se rendre adjudicataire de la Ferme du tabac pour quatre millions vingt mille livres, afin de favoriser ses plantations à la Louisiane.

Enfin au mois de Décembre elle acheta la concession du Sénégal à la Compagnie de ce nom pour un million fix cent mille livres, y compris les effets.

En 1718 au mois de Septembre une Compagnie porta la valeur des Fermes générales à quarante-huit millions cinq cent mille liv. & proposa sous le nom d'Aymard Lambert de mettre ses fonds en actions de mille liv. chacune pour la valeur totale de cent millions, dont le fonds seroit fourni en contrats de diverses natures de rentes, ou en billets de la caisse commune de l'administration des recettes générales. Il fut arrêté que chacune des cautions dudit Lambert déposeroit cinq cent mille livres en pareils effets à la caisse des Fermes générales, pour y être converties en cinq cent actions, dont trois cent resteroient en dépôt pour tenir lieu d'avance & de sûreté de sa gestion; & que les deux cent actions restantes lui seroient délivrées pour en jouir. C'est cette Compagnie que l'on appella l'an-

ti-système par opposition aux projets de M. Law dont l'exécution paroïsoit toujours sollicitée.

Il est constant que les actions des Fermes avoient un avantage décidé par la nature des bénéfices & des affaires qu'elles embrassoient; elles devoient gagner le dessus, & cela arriva en effet.

Cette opération retiroit, ainsi que la première, des effets décriés, pour leur en substituer d'autres auxquels étoit attachée une espérance de profits au-delà de l'intérêt des effets déposés. La circulation & le crédit public ne pouvoient manquer de recevoir avec le tems quelque mouvement favorable par ces opérations.

Mais une circonstance digne de remarque dans l'établissement de la Compagnie des Fermes, c'est que la régie de l'administration devoit en être faite sous les yeux du Conseil. Il paroîtroit que ce plan, aussi utile au Prince qu'honorable à ses auteurs, n'auroit jamais dû être abandonné; telle est cependant la force des intérêts particuliers, qu'il a été décrié & qu'il passe aujourd'hui pour une de ces chimères qu'enfanté de tems en tems un amour peu éclairé du bien public. Cet étran-

278 *Recherches & Considérations*

ge renversement d'idées est né de l'ascendant prodigieux qu'a pris la finance à la faveur de son argent sur l'esprit des Ministres. Toute administration qui ne sortira point des formes pour remonter aux grands principes , ne secouera jamais aucun des préjugés qui retardent le progrès de nos finances, c'est-à-dire, de l'aisance publique & de la force de l'Etat. Trop peu de gens parmi nous sont persuadés que l'art des finances consiste dans une combinaison politique & profonde , pour qu'on puisse se flatter d'être crû ; chacun croit les entendre quand il en connoît quelques détails , & tout ce qu'il ne conçoit pas il le traite de spéculation ou de chimere ; ce mot est devenu synonyme de la réflexion. N'y a-t-il donc plus de différence entre un homme qui sçait conserver son bien , ou celui qui sçait le gouverner , faire valoir ses terres , & préparer des ressources à sa postérité ?

L'effet des opérations dont on vient de parler ne pouvoit être que lent & borné , en comparaison des succès dont M. Law faisoit l'étalage. On prit enfin le parti d'exécuter ce même projet qui avoit été rejeté en 1716.

Le 4 Décembre de l'année 1718 le

Roi convertit en banque royale à son profit la banque générale au moyen du remboursement qu'il fit aux Actionnaires des six millions auxquels montoient les douze cent actions. Ces actions restèrent à la caisse pour en assurer les opérations au Public.

Cette caution auroit pu donner de crédit à la banque, si d'autres opérations n'eussent suivi celle-ci; & si la conversion de la banque n'avoit pas eu d'objet ultérieur, elle n'auroit pu être regardée que comme une imprudence capable de diminuer la confiance.

Le 27 Décembre un Arrêt du Conseil établit à Lyon, la Rochelle, Tours, Orléans & Amiens, un Bureau particulier de banque composé de deux caisses, l'une en argent pour acquitter les billets à vue, l'autre en billets pour fournir à la demande. Il ordonnoit qu'à Paris, à commencer du premier Janvier 1719, & dans les Provinces au premier Mars, la monnoie de billon ne seroit plus reçue ni donnée dans les payemens au-dessus de six livres; que les monnoies d'argent ne pourroient entrer dans les payemens qui excéderoient la somme de six cent livres dans les villes où il y auroit des Bureaux éta-

blis ; enfin qu'on ne pourroit protester contre ceux qui offriroient les billets en payement dans les Villes où il y auroit des Bureaux établis , puisqu'ils seroient toujours acquittés à vûe.

Il est aisé de concevoir que la clause qui défend de faire les payemens au-dessus de six cent livres en argent avoit pour objet de faire de gros fonds dans les principales Villes du Royaume , avec lesquels on accoutumeroit insensiblement le public , par l'exactitude des payemens à vûe , à préférer la monnoie de papier , & dont on pourroit disposer par la suite avec d'autant plus de facilité , que les payemens au-dessus de six cent livres en argent étant défendus , il étoit presque impossible que tout l'argent fût redemandé le même jour. Mais il paroît que cette voie d'autorité étoit dangereuse , & ne pouvoit qu'altérer le cours du Commerce , surtout depuis la conversion de la banque. Il suffisoit pour l'accréditer que les impositions pussent être payées en billets de banque , que l'on ne pût protester contre le payement en cette monnoie. Cette voie eût été un peu plus longue , mais plus juste , & plus sûre , parce que le billet ne devoit ja-
mais

mais recevoir de préférence sur l'argent que par l'opinion des contractans. Vraisemblablement on compta que les mouvemens , auxquels on préparoit en secret la Nation , repareroient ces dispositions imprudentes.

Au 22 Avril 1719 il fut rendu un Arrêt du Conseil portant Règlement sur divers points à l'égard des billets de banque , particulièrement sur leur stipulation en livres tournois au lieu d'écus de banque , & dont la fabrication constatée par cet Arrêt montoit déjà à cent dix millions en billets de mille livres , de cent livres & de dix livres. La fabrication de ces derniers peut être regardée comme une des fautes de l'auteur du système , parce que c'étoit faire participer les menues denrées & les salaires au renchérissement général que devoit occasionner la multiplication des especes ; & aussi parce qu'il est dangereux d'associer au crédit public le petit peuple toujours trop timide ou trop hardi dans toutes ses démarches.

Cet Arrêt contenoit encore une clause très-remarquable par les effets qu'elle produisit dans la suite , puisqu'on s'en servit pour décrier la seule opération qui pouvoit soutenir encore le système,

282 *Recherches & Considérations*

& dont l'inexécution précipita du moins sa chute. Par l'article III. il étoit statué que les billets de la banque étant plus utiles à la circulation que celle des especes d'or & d'argent, & méritant une préférence sur les monnoies faites des matieres qui sont apportées des pays étrangers, lesdits billets stipulés en livres tournois ne pourroient être sujets aux diminutions qui pourroient survenir.

Les amis de M. Law, & lui-même, ont protesté depuis que cette clause avoit été inférée contre son avis ; qu'il avoit toujours établi pour maxime que le prix d'une chose, même de la monnoie, devoit dépendre de sa demande. Il est vrai que dans plusieurs de ses Mémoires il avoit soutenu ce principe ; cependant ici son style & ses principes se trouvent exprimés d'une maniere très-marquée ; dans le systême qu'il avoit présenté en 1704 au Parlement d'Ecosse, il avoit dit en propres termes : « S'il étoit permis de payer en especes » d'argent un contrat payable en monnoie de papier ; son prix, je l'avoue, » ne pourroit jamais haussier au-delà des » especes d'argent, & il tomberoit à » mesure l'un de l'autre. *Mais la mon-*

» *noie de papier étant des especes d'une*
» *autre nature que celle d'argent , elle ne*
» *seroit point sujette au changement de*
» *ces dernieres ».* Il sembleroit donc
qu'au moins il avoit varié dans son
plan à cet égard. Est-il bien facile de
croire qu'au commencement des opé-
rations & dans la plus grande faveur
de l'Auteur , ont eût pû le forcer de
souscrire à une condition de cette im-
portance ? Quoiqu'elle parût inconsé-
quente à l'Arrêt du 11 Février , qui or-
donnoit que la banque ne recevra &
ne payera les especes tant d'or que d'ar-
gent , que pour la valeur , & suivant
le cours qu'elles auront alors dans le
Commerce ; n'étoit-ce point plutôt un
expédient qu'on se ménageoit pour en-
gager l'apport de l'argent à la banque,
dans l'espérance d'éviter les diminu-
tions , l'argent étant alors à soixante
livres le marc , & pour réprimer à l'oc-
casion par une augmentation subite l'ar-
deur qu'on pourroit montrer pour en
retirer son argent ?

Enfin pouvoit-on se dispenser de don-
ner à la monnoie de papier cet avan-
tage sur la monnoie d'argent , sur-tout
en privant la banque royale de la faci-
lité qu'on avoit très-sagement accordée

en 1716 à la banque générale de tenir ses livres en écus qui seroient toujours du même titre & du même poids que ceux qui avoient cours au jour de son établissement, afin que sa monnoie ne fût sujette à aucune variation ? Il est constant que le billet de la banque générale devoit plutôt prévaloir à l'espèce par ses avantages, que le billet de la banque royale, & il n'est pas probable que dans un établissement si récent l'Auteur eût voulu se déterminer à diminuer cet avantage de la monnoie de papier, & le seul qui l'avoit accréditée.

Ainsi que l'Auteur du système eût consenti ou non à cette clause, elle paroît avoir été si raisonnable, qu'on ne peut la regarder comme un piège tendu par ses ennemis. Ils pouvoient même d'autant moins prévoir les suites de cette clause, qu'aucune des opérations qui devoient mettre le système en mouvement n'étoit commencée, & que l'Auteur gardoit un profond secret sur ses projets, dans le dessein de tenir les esprits dans une incertitude nécessaire à ses vûes.

Ce fut dans ce mois-ci que les roues du système commencèrent à marcher.

Les actions de la Compagnie d'Occident languissoient encore , quoique ses divers établissemens commençassent à promettre de bons succès. Par la manière dont on régla le payement des intérêts des actions , on porta son fonds de Commerce de quatre millions à sept.

Surquoi la Compagnie se trouvoit au 27 Mars avoir acquis seize vaisseaux , dont dix avoient été expédiés pour la Louisiane avec sept cent hommes de recrue , cinq cent habitans , & toutes les munitions nécessaires pour la Colonie. Deux étoient allés en Guinée pour la traite de huit cent cinquante Noirs.

Parmi les effets de la Compagnie du Sénégal , il se trouvoit onze vaisseaux à la mer , & trois millions pesant de gomme.

Malgré toutes ces dépenses & celles qu'il avoit fallu faire pour monter la régie du tabac , il restoit encore en caisse en argent trois millions cinq cent soixante-dix-sept mille six cent quatre-vingt-dix-sept livres neuf sols ; en marchandises destinées pour la Colonie ; cinq cent quarante-huit mille deux cent soixante-douze livres un sol un denier ; en Castors pour deux cent vingt mille livres.

On avoit déjà quatre-vingt-seize milliers de tabac de la Louifiane , qui se trouvoit supérieur à celui de la Virginie , vingt mille peaux de diverses especes , cent barils de bray & de goudron. On avoit reçu avis que la soie y réussissoit à merveille , & qu'il se trouvoit sur les meuriers des cocons de très-bonne qualité , des vers à soie naturels du pays , que la terre y produisoit l'herbe à indigo , enfin qu'on en pouvoit retirer diverses autres productions utiles ; & vraisemblablement si l'attention de la Compagnie n'eût pas été détournée par d'autres objets , on pouvoit espérer en très-peu de tems des retours abondans de ce pays-là.

Mais M. Law méditoit pour la Compagnie d'Occident une plus grande fortune ; il prit des engagements pour payer dans six mois au pair de l'argent des parties de deux & trois cent actions , avec une prime de quarante mille livres comptant. Ses émissaires commencerent à leur donner de la faveur par les mêmes moyens , & d'autres imiterent ces opérations par confiance , sans en pénétrer le secret.

Le motif de ces négociations surprenantes fut expliqué au mois de Mai par

la réunion du privilège exclusif du Commerce des Indes & de la Chine à la Compagnie d'Occident, qui fut depuis appelée Compagnie des Indes. Cette réunion étoit accompagnée des plus grands privilèges , & de la permission de faire pour vingt-cinq millions de nouvelles actions de même nature que celles qui composoient cent millions originaires. Chacune étoit de cinq cent livres payables en argent comptant ; mais les acquéreurs devoient payer dix pour cent au-delà du pair, en souscrivant, & le principal de l'action en vingt payemens de cinq pour cent par mois. Les difficultés que fit le Parlement d'enregistrer cet Edit, qui ne regardoit cependant que le Commerce, en retarderent la publication jusques vers le milieu du mois de Juin. Mais comme le contenu en avoit transpiré, les actions d'Occident monterent dans l'intervalle du pair jusqu'à cent trente pour cent ; & l'ardeur pour la souscription des nouvelles se trouva prodigieuse. M. Law voulut rendre ce premier mouvement encore plus violent ; il fit rendre le 20 Juin un Arrêt par lequel Sa Majesté disoit que sachant l'empressement extraordinaire

288 *Recherches & Considérations*

que l'on témoignoit pour la souscription des nouvelles actions , & voulant établir une règle générale , qui ne seroit susceptible d'aucune faveur , elle vouloit que chaque souscripteur ne fût admis qu'en représentant une somme d'anciennes actions quatre fois plus forte que celle pour laquelle on vouloit souscrire.

Les vingt-cinq millions furent partagés en trois mille billets de dix actions , & vingt mille d'une action.

On conçoit aisément la faveur que donna ce Règlement aux Actions de la Compagnie d'Occident : & elle fut portée à l'excès par la promptitude avec laquelle les actions nouvelles furent enlevées. On prétend même que l'auteur du système y contribua par ses Agens secrets , afin de redoubler l'empressement. Dès qu'on ne trouva plus de nouvelles actions qu'on appella *les filles* , on chercha des actions d'Occident à tout prix ; on les achetoit au comptant , ou par des marchés à prime en sus du prix convenu. D'autres vendoient pour s'assurer un gros bénéfice ; & voyant ensuite que les effets montoient toujours , ils rachetoient de nouveau.

Dans une pareille fermentation , la
vivacité

Vivacité des négociations ne permettoit pas d'employer l'argent; le billet lui étoit préféré; & afin que le public n'en manquât point ou n'y mît pas un trop haut prix, on avoit eu la précaution d'en ordonner le 10 Juin une nouvelle fabrication de cinquante millions, ce qui avec les cent dix précédens formoit une somme de cent soixante millions.

Les amis du système ont reproché à la Nation l'espece d'enthousiasme avec lequel elle s'étoit portée à pousser la valeur des actions au-delà du prix où elles pouvoient se soutenir, & ils ont assuré que l'Auteur du système avoit été surpris de ses succès. Mais on vient de voir qu'on avoit pris tous les moyens propres à inspirer au Public cette précipitation, & la chaleur du début devoit en ce cas avertir M. Law de modérer l'activité de ses ressorts.

On réunit encore à la Compagnie des Indes le privilège de la Compagnie d'Afrique, avec exemption de tous droits à Marseille sur les marchandises apportées des Etats de Tunis & d'Alger. Il fut délibéré de rembourser à cette dernière le montant de ses effets, ainsi que le prix des Places de Cap-Negre, du Bastion de France & lieux dépen-

290 *Recherches & Considérations*
dans , & d'employer deux millions à ce
Commerce.

Le 20 Juillet M. Law représenta à la Compagnie qu'il lui seroit utile de se charger du bénéfice des monnoyes pendant neuf années , moyennant un payement au Roi de cinquante millions en quinze payemens égaux de mois en mois , à condition que pendant ces neuf années il n'y auroit ni augmentation d'especes ni altération dans le titre , & qu'en cas de diminution les matieres & anciennes especes seroient diminuées dans la même proportion. La proposition fut acceptée par le Roi que cette somme mettoit en état de payer les ar-rérages des pensions & autres charges , & de regagner le courant dans l'année 1720. Cette dernière raison paroîtra extraordinaire , lorsqu'on se ressouviendra qu'en 1718 on étoit au courant suivant le projet de recette & dépense. Mais M. Law avoit engagé le Régent à rétablir les pensions & diverses autres dépenses diminuées , afin de faire des amis au système qui alloit mettre tout le monde dans l'abondance.

Ce nouvel avantage apporta un nouveau crédit aux actions , qui monterent encore. On dit qu'alors une Compagnie

fit des efforts pour arrêter les progrès du système, & même le décrier. Elle retira à la fois plusieurs millions qu'elle avoit en dépôt à la caisse ; & pendant ce tems des émissaires ramassèrent une très-grande quantité de billets pour attaquer les caisses, qu'on se flattoit de trouver dégarnies après un si gros paiement. M. Law pour parer ce coup fit publier une diminution subite de vingt sols sur le Louis d'or, pour commencer du jour de la publication : elle ôta aux particuliers le desir de retirer leur argent, & même les engagea à l'y rapporter. Si cette anecdote est vraie, l'attaque étoit maladroite, puisque le remède étoit si facile : & le véritable moyen de décréditer le billet, eût été plutôt de le refuser en paiement dans des négociations considérables, ou de le convertir en especes même à perte sur la place. Ce qui fait douter de la vérité de ce fait, c'est qu'on voit un plan suivi de diminutions depuis le 7 de Mai, dont l'intention étoit de présenter un motif puissant aux particuliers de laisser leurs especes dans les caisses de la banque, attendu que le billet n'étoit pas susceptible de diminutions suivant l'Arrêt du 22 Avril. C'est ce qui porte à

croire, comme on l'a déjà observé, que la clause de cet Arrêt entroît dans le plan du système, quoique l'Auteur l'ait désavouée depuis.

Le même jour on annonça une fabrication de billets de banque pour la somme de deux cent quarante millions, faisant avec les précédens celle de quatre cent millions. Pour les distribuer on établissoit des caisses dans toutes les Villes où il y avoit des Hôtels des Monnoies: & pour donner au papier plus de faveur à mesure qu'on le multiplioit, Sa Majesté permettoit du jour de l'ouverture des bureaux aux créanciers d'exiger leur payement en billets, quand même ils gagneroient sur l'argent.

Cette disposition que l'on cherchoit à insinuer au Public de donner au papier une valeur supérieure à celle de l'argent, paroît peu conforme aux regles de la prudence, sur-tout dans un moment où l'on multiplioit si considérablement le premier. Car le desir de réaliser en argent un profit fait sur la monnoie de papier devoit naturellement résulter de cet agiotage, puis qu'enfin la valeur du billet étoit réellement attachée à l'opinion qu'on pouvoit l'échanger dans les caisses au pair contre l'argent. Il pa-

roît qu'il eût fallu se contenter de la préférence que lui eussent acquise sa commodité, & la faculté de n'être point sujet aux diminutions. Si l'on n'eût employé des ressorts secrets pour établir cet excédent de prix, jamais la préférence n'y eût conduit par les voies ordinaires, puisqu'insensiblement la monnoie de papier devenoit aussi commune que l'autre, & alloit bien-tôt l'excéder.

Le 26^e Juillet la Compagnie assemblée délibéra que pour acquitter les cinquante millions portés par la soumission des Directeurs en conséquence de la cession du bénéfice des monnoies, il seroit ouvert une souscription de vingt-cinq millions de nouvelles actions de même nature que les premières. Mais elles devoient être acquises sur le pied de cent pour cent de bénéfice, c'est-à-dire en payant mille livres, & en représentant pour cinq fois autant d'anciennes actions. On exposa que le bénéfice des monnoies la mettoit en état d'étendre son Commerce, & de répartir des bénéfices considérables dans la suite; même d'établir, à commencer du premier Janvier prochain, deux répartitions par an de six pour cent chacune.

294 *Recherches & Considérations*

Cette délibération fut agréée & autorisée. D'un côté en multipliant chaque jour la monnoie, on faisoit tomber l'intérêt; & de l'autre en promettant douze pour cent de répartition annuelle aux actionnaires, on portoit la valeur de leurs effets au quadruple du premier capital, puisque le capital d'un effet est toujours calculé sur le pied de l'intérêt courant.

Comme si cela n'eût pas suffi, on mettoit les cent vingt-cinq premiers millions dans un mouvement prodigieux en mettant les acquéreurs dans la nécessité de représenter cinq des premières actions pour en acquérir une nouvelle. Ceux qui n'avoient point eu de part aux premières souscriptions, & qui desiroient être admis à celle-ci, devoient donc porter les anciennes à un prix encore plus considérable. Dans une concurrence dont l'objet est pressé & momentanément il se trouve toujours des hommes plus ardens ou plus hardis que les autres; chacun s'échauffe & sort malgré lui de ses mesures, souvent même de son intérêt; en effet les actions monterent à deux cent pour cent. Les nouvelles furent appelées les petites filles sur la place. Pour favoriser la rapidité qu'on vouloit donner à la circulation de

A cet effet , il fut ordonné le 12 Août que les souscriptions des actions de la Compagnie des Indes seroient divisées en autant de parties de cinq cent livres que les porteurs voudroient.

Le mouvement des Négocians ne se borna pas aux actions seulement ; une partie du projet de M. Law ayant transpiré , on vit tout-à-coup un nombre de personnes s'empressez à se procurer des billets de l'Etat , des billets de la caisse commune & autres effets sur le Roi qui perdoient encore plus de trente - trois pour cent. Cette grande recherche les fit presque monter au pair de l'argent , & la révolution qu'elle opéra dans les fortunes amena de nouveaux concurrents dans le Commerce des actions.

En effet , le 25 d'Août la Compagnie délibéra de représenter à Sa Majesté que s'il lui plaisoit de lui accorder le bail général des Fermes , cette opération fortifieroit la confiance du public & la mettroit en situation d'avancer au Roi par son crédit les sommes dont il pourroit avoir besoin. A cet effet elle offrit d'augmenter le bail des Fermes de trois millions cinq cent mille livres en la substituant aux droits d' Aimard Lambert depuis le premier d'Octobre 1716

sur le pied de quarante - huit millions cinq cent mille livres , de prêter au Roi à trois pour cent la somme de douze cent millions pour rembourser les rentes & les charges sur les Aides & Gabelles , les Tailles , les Recettes générales , le Contrôle des Actes & celui des Exploits , sur les Postes ; les cent millions d'actions sur les Fermes , les billets de l'Etat , les billets de la caisse commune , & les Charges supprimées ou à supprimer.

Pour parvenir au prêt de douze cent millions , la Compagnie demandoit à être autorisée à les emprunter en actions rentieres au porteur , ou contrats à trois pour cent payables de six mois en six mois , à commencer du premier Janvier 1720 ; qu'à mesure qu'elle auroit fourni les douze cent millions , il seroit passé à son profit par les Commissaires de SaMajesté un ou plusieurs contrats à trois pour cent dont la rente seroit assignée sur les Fermes. Elle demandoit la confirmation de ses privilèges divers pour cinquante ans.

Le 2 Septembre le Roi agréa ces propositions : & ce fut le signal de l'espece d'enchantement qui enyvrâ en quelque façon toute la Nation. On s'imagina

que le progrès des actions étoit illimité ; elles monterent de deux cent pour cent à sept & huit cent pour cent. La rue Quinquempoix où demeuroient les principaux Banquiers se remplit d'une foule extraordinaire ; & la seule variation du cours des actions dans l'espace d'une journée qu'occasionnoit la diversité des spéculations , étoit capable de procurer des gains considérables à ceux qui connoissoient les manéges de place.

Le 12 Septembre on ordonna une nouvelle fabrication de billets de banque pour la somme de cent vingt millions , ce qui avec les précédentes formoit celle de cinq cent vingt millions. On voit l'attention avec laquelle on augmentoit la quantité des billets , à mesure que la valeur des actions haussait , ou qu'on ouvroit de nouvelles souscriptions. En effet la veille , c'est-à-dire le 11 Septembre , la Compagnie avoit arrêté de supplier le Roi de lui permettre de faire pour cinquante millions de nouvelles actions de même nature que les cent cinquante millions anciens , lesquelles au nombre de cent mille seroient acquises sur le pied de mille pour cent ou cinq mille livres chacune , payables en dix payemens égaux : ce

qu'elle avoit obtenu. Ceux qui avoient des remboursemens à recevoir s'empresserent de souscrire ; l'émulation redoubla dans le public. Pour favoriser cet emploi des remboursemens , il fut arrêté le 22 Septembre à la Compagnie, que l'on ne recevroit en payement que des billets de l'Etat , des récépissés de caisse de la Compagnie , des billets de la caisse commune , des actions sur les Fermes sans especes d'or ni d'argent. Ce Règlement fit tellement monter tous ces effets , que les négociations devinrent difficiles ; & le 25 Septembre il fut réglé que l'on recevroit des billets de banque en payement avec dix pour cent en sus. La solidité que l'on crut voir dans le système , la commodité des payemens , & l'impossibilité de faire usage des métaux , firent monter le billet à dix pour cent au-dessus de l'or & de l'argent.

Dès le 27 d'Août les rentes avoient été supprimées avec leurs Payeurs & Contrôleurs , & le remboursement ordonné en actions rentieres à trois pour cent. La Compagnie pour se rendre agréable au Peuple proposa le 17 de Septembre au Roi de lui prêter aux mêmes conditions cent millions pour la

rembourser des cent millions des premières actions d'Occident dont l'intérêt à quatre pour cent lui étoit assigné sur le tabac, n'étant pas juste qu'elle reçût un plus fort intérêt que le reste des sujets. Elle supplia Sa Majesté d'accorder ce million qu'il gagnoit en soulagement au Public par la suppression des droits sur les suifs, huiles, cartes, & les vingt-quatre deniers sur le poisson à Paris. Toutes ces demandes furent accordées.

Pour satisfaire à l'empressement du Public dont les souscriptions passoient de beaucoup le montant des dernières actions, & procurer un placement à ceux auxquels on avoit délivré des récépissés de remboursement, il fut délibéré le 26 Septembre de créer pour cinquante millions de nouvelles actions en cent mille billets qui ne pourroient être acquis autrement qu'en effets Royaux, sans especes ni billets. Le Roi confirma cette délibération par un Arrêt du 28 Septembre.

Le mouvement fut extraordinaire dans la rue Quinquempoix pour se procurer les effets propres à être convertis en récépissés de remboursement. On donnoit communément onze mille li-

vres en or pour dix mille livres en papier de l'Etat, & l'on payoit des courtages assez considérables pour procurer de petites fortunes à ceux qui avoient le secret de faire expédier promptement cette conversion.

Les esprits étoient dans une telle fermentation qu'on ne raisonnoit plus ; on alla jusqu'à imaginer que les nouvelles actions valaient mieux que les anciennes, sans doute parce qu'elles employoient le remboursement de dettes privilégiées. Un assez grand nombre de gens s'empressèrent à les vendre, afin d'en acheter de nouvelles, pour que la valeur des anciennes baissât de huit mille livres à quatre mille. Ce qui procura aux négocians, aux personnes un peu plus au fait des négociations, le moyen de faire de grandes fortunes en assez peu de tems. Car il falloit ou que toutes les Actions tombassent, ou que celles-là revinssent au niveau des autres, étant toutes dans la même espèce, & le remboursement changeant la nature du privilege des dettes du Roi.

Ce mouvement singulier auroit dû faire pressentir à l'Auteur du système que les révolutions de son crédit marcheroient à pas précipités : & peut être

Étoit-il encore tems de le sauver en fixant le prix de toutes les actions à cinq mille livres. Mais cette modération étoit opposée à son principe, qui étoit de faire circuler un capital immense dans l'Etat pour hausser toutes les valeurs, & par conséquent les revenus du Roi. On l'accusa même alors d'avoir donné à entendre par des discours ambigus, que les nouvelles souscriptions donneroient un grand profit.

Le 30 Septembre les mêmes motifs de satisfaire l'empressement du public firent proposer par la Compagnie une nouvelle souscription de cinquante millions en cent mille actions aux mêmes conditions: & elle y fut autorisée par un Arrêt du 2 Octobre.

De cette façon la totalité des actions étoit de six cent mille, nombre auquel elles furent fixées par un ordre signé du Régent du 4 Octobre.

A peine ces nouvelles suscriptions étoient-elles sorties du Bureau qu'elles gagnoient plus de cent pour cent. Pour animer encore plus la concurrence & procurer à chacun la faculté de prendre part au système, il fut ordonné le 12 Octobre que les certificats des cent cinquante millions de nouvelles actions

pourroient être coupés, à la volonté des porteurs, en billets de cinq cent livres.

La multiplication des billets de banque devenoit plus nécessaire à mesure que les négociations s'échauffoient davantage & que les actions hauffoient de prix : il en fut fabriqué par Arrêt du 24 Octobre pour cent vingt millions. Cette nouvelle délivrance jointe aux anciennes auroit dû former la somme de six cent quarante millions, en suivant les Arrêts connus & publics ; mais il paroît que la quantité réelle étoit beaucoup plus considérable. Elle n'auroit pû suffire à la valeur actuelle des six cent mille actions, qui passoit six milliards dans le Commerce. Il est vrai que le Roi en avoit cent mille en propriété qui ne circuloient pas, non plus que cent mille déposées par les Directeurs : mais au moins la valeur de quatre cent restantes passoit quatre milliards. On vit bien dans la fuite que toutes les fabrications de billets n'avoient pas été autorisées par des Arrêts du Conseil : exemple dangereux, & qui prouve que toutes les institutions ne conviennent pas à tous les pays également.

Les habitans des Provinces furent

attirés dans la Capitale par la nouveauté des fortunes immenses & rapides que produisoit un seul jour dans la rue Quinquempoix. Mais ce qui fut plus funeste, les étrangers profiterent du vertige national qui fit tomber sans cesse les actions pendant les mois d'Octobre, Novembre & Décembre, pour faire des gains immenses qu'ils sçurent réaliser bien plus à propos que les François. Ils leur laisserent leurs richesses artificielles, & emporterent dans leur pays l'or & l'argent avilis.

Mais n'anticipons point sur l'ordre des tems. Le 10 Octobre la Compagnie observa qu'au moyen des trois cent mille nouvelles actions, elle se trouvoit en état de prêter au Roi quinze cent millions au lieu de douze cent, & elle supplia Sa Majesté, si Elle agréoit cette offre, de lui faire passer un contrat à trois pour cent sur les Fermes de quarante-cinq millions de rente. Il y eut deux avis pour créer de nouvelles actions en vieilles especes : mais Sa Majesté en acceptant l'offre de la Compagnie, par son Arrêt du 12 Octobre déclara qu'il ne seroit plus fait de nouvelles actions ni en vieilles especes, ni de quelque autre maniere que ce pût être.

Le même jour le crédit de la Compagnie reçut encore un nouveau degré d'accroissement par la réunion qui lui fut faite de l'exercice des recettes générales des Finances, au moyen du remboursement des Offices de Receveurs généraux. Quelque tems auparavant on lui avoit passé bail des Gabelles & Domaines de l'Alsace & de la Franche-Comté pour un million quatre cent trente mille livres.

Un Arrêt du 20 Octobre prolongea le terme des payemens des souscriptions jusqu'aux mois de Mai & Juin, & contribua beaucoup à soutenir les actions au prix considérable où elles étoient montées. Car un grand nombre de souscripteurs favorisés & autres avoient pris des engagemens fort au-dessus de leurs forces, & se voyoient à la veille d'être forcés de vendre une partie pour satisfaire au payement du surplus.

Le lendemain un autre Arrêt admit en payement les récépissés expédiés & à expédier pour les arrérages des pensions arriérées. Ces mesures successives soutenoient la confiance des Actionnaires, & secundoient à merveille l'enchantement du public.

Le

Le 8 Novembre la Compagnie, informée qu'il se présente une association pour la pêche & les Manufactures, délibéra d'offrir à Sa Majesté d'employer à ces objets telle partie de ses fonds qu'elle voudra, sans en priver les autres sujets. D'autres propositions également utiles à l'Etat & au Peuple, telles que la conversion du droit exclusif du tabac en un droit d'entrée, la réunion des divers droits d'Aides de Paris en un seul de vingt-trois livres par muid de vin entrant par eau, & vingt livres par muid de vin entrant par terre, contribuoient à la rendre agréable au Public. L'édifice du système paroissoit plus solide, à mesure que l'on croyoit voir le Roi & la Nation plus intéressés à le conserver. Le jeu des actions monta à l'excès pendant tout le cours de ce mois; chacun vouloit y employer ses remboursemens; on vendoit les plus belles terres pour les échanger contre du papier. Le prix des terres étoit monté en proportion de la baisse des intérêts; beaucoup d'acquéreurs n'en payerent qu'une partie comptant, ne voulant pas renoncer entièrement à leurs négociations; de manière qu'un très-grand nombre de propriétaires de

terre ont trouvé le moyen de payer leurs dettes avec les à-comptes qu'ils avoient reçus en papier , & de rentrer dans le fonds peu de mois après.

Dans cette fermentation générale le prix des actions étoit monté de dix-huit à vingt mille. M. Law s'aperçut alors, mais trop tard, du danger de cette hausse excessive , & employa le manège de divers Négocians pour soutenir le prix & empêcher une baisse rapide. Mais il ne pouvoit empêcher que les plus habiles ne fissent réflexion sur l'impossibilité de conserver à l'action cette valeur, & ne se déterminassent à la convertir en billets , & le billet en or & en argent. Ainsi les mesures qu'il prit pour qu'il y eût dans la même journée tantôt une demande considérable , tantôt une offre de vendre à tout prix , ne furent utiles qu'aux réalisateurs. Elles soutinrent pendant une quinzaine de jours le prix des actions. Tandis que ce flux & reflux journalier accoutumoit les esprits à la hausse & à la baisse périodique des effets , & les tenoit au moins en suspens sur le parti qu'ils devoient prendre , les gros intéressés fondoient sourdement leurs effets à des prix exorbitans. Divers Arrêts rendus dans le

mois de Décembre , & que les agio-
teurs firent valoir dans le Public , ser-
virent encore à maintenir la confiance
à l'égard des actions.

Le premier de Décembre il fut or-
donné qu'à compter de ce jour-là la
banque ne recevrait plus aucunes es-
peses d'or & d'argent pour être conver-
ties en billets de banque ; & cependant
on renouvelloit tous les avantages qui
devoient assurer à la monnoie de pa-
pier la préférence sur l'argent , Sa Ma-
jesté défendant même à la Compagnie
de faire ses payemens au Trésor Royal
en autre monnoie qu'en billets de la
banque , & lui permettant d'exiger à
l'avenir le payement des impositions
de la même manière dans les Villes où
il y a des caisses de la banque. Ce règle-
ment n'influoit point directement sur le
crédit des actions , mais il préparoit le
Public à s'accoutumer à l'abondance
du papier , qui naîtroit de la conver-
sion que M. Law méditoit de l'action
en billet & des billets en actions ,
pour que leur nature s'identifiât en
quelque façon , & pour les soutenir
mutuellement l'un par l'autre. Il espé-
roit sans doute aussi que le peu d'usage
auquel la monnoie d'or & d'argent

se trouvoit bornée, empêcheroit beaucoup de personnes de réaliser le billet. Sa conduite opéroit du moins un bien auquel il n'aspiroit pas ; car les douze cent millions d'especes qui se trouvoient en France ne circulant pas en entier, l'augmentation des prix n'étoit pas aussi forte que si la somme totale des especes eût circulé concurremment avec celle des billets.

Le 2 de Décembre un Edit ordonna une fabrication de quinzains d'or au titre de vingt-quatre carats, & de livres d'argent, au titre de douze deniers dans la seule monnoie de Paris. Cette fabrication qui n'eut point lieu à cause de divers inconvéniens, servit au moins à faire valoir sur la place les bénéfices qu'elle alloit procurer à la Compagnie. On fit le même usage du privilège qui lui fut attribué des affinages & départs de l'or & de l'argent, ainsi que de divers Arrêts portant confiscation à son profit des anciennes especes d'or & d'argent trouvées chez des particuliers. On répandit même le bruit d'une nouvelle refonte au sujet de la diminution ordonnée le 10 Décembre sur les pieces de vingt sols, & qui n'étoit qu'une suite des diminutions graduelles qu'on

étoit résolu de faire sur l'argent pour en empêcher la demande aux caisses de la banque.

Tous ces moyens aiderent à entretenir la valeur des actions , jusqu'à ce que les plus-gros intéressés eussent mis à couvrir une partie de leurs effets.

Les variations des actions cependant portèrent quelque incertitude dans l'esprit de ceux qui avoient des espèces d'or & d'argent ; quoique la crainte des diminutions engageât le plus-grand nombre à donner huit & dix pour cent d'avantage au billet sur l'argent.

L'Auteur du système résolut de tirer avantage de la circonstance en faveur de la banque , & de confirmer la confiance du Public pour la monnoie de papier. Un Arrêt du 21 Décembre exposoit que Sa Majesté voulant procurer à son Peuple le moyen d'éviter les pertes que causent ordinairement les variations sur le cours des monnoies , Sa Majesté ordonnoit que l'argent de la banque seroit & demeureroit fixé à cinq pour cent au-dessus de l'argent courant , auquel prix il seroit délivré des billets de banque tant au Bureau général de Paris , que dans les Bureaux éta-

blis dans les Provinces , sauf aux porteurs desdits billets , après que ceux de la banque auroient été distribués , à les négocier à tel plus haut prix qu'ils jugeroient à propos. L'article second portoit que les especes d'argent ne pourroient plus être reçues dans les payemens au-dessus de dix livres , & celles d'or dans les payemens au-dessus de trois cent livres. L'article troisieme autorisoit la Compagnie à recevoir cinq pour cent des contribuables qui payeroient les impositions au-dessus de dix livres en argent & au-dessus de trois cent livres en or ; à condition qu'elle en tiendrait compte à Sa Majesté. L'article quatrieme ordonnoit que le payement des lettres de change se feroit en billets , & dérogeoit en ce point à l'Arrêt du 27 Mai. Ce dernier article étoit d'une imprudence extrême par rapport au Commerce avec les Etrangers , qu'on ne pouvoit en aucune maniere assujettir à nos réglemens intérieurs. M. Law se flatoit d'astreindre par cette voie les Etrangers à employer leurs créances en denrées de France. Projet chimérique , toujours éludé par l'intérêt particulier , & par l'exacritude qui regne dans les engagements des Com-

mercans entr'eux , malgré les gênes que l'Etat y voudroit imposer.

Cet Arrêt n'arrêta point les réalisations qui se firent par les Etrangers , principalement par les Gênevois , les Allemands & les Hollandois , & par ceux des François qui sçavoient calculer. La prime de cinq pour cent attachée par le Roi au billet de banque sur l'espece procura même plus de facilité à ces opérations secretes. On en fit grace à ceux qui avoient de gros payemens à faire. Le 29 Décembre il en fut ordonné une nouvelle fabrication de trois cent soixante millions , pour faire avec les précédentes la somme d'un milliard , sans qu'elle pût être excédée à l'avenir , cette somme paroissant suffisante pour la circulation. Mais cette promesse n'empêcha point ceux qui étoient pressés à réaliser de se résoudre à échanger à perte le billet contre l'espece.

Le 30 Décembre une assemblée générale de la Compagnie approuva tout ce qui avoit été statué jusqu'alors , & regla le dividende des actions pour l'année 1720 à quarante pour cent sur trois cent millions ; ce qui ne faisoit pas deux pour cent sur le pied où circuloient

312 *Recherches & Considérations*

les fix cent mille actions. Cette répartition de cent vingt millions étoit impossible , & le parut au Public dès le commencement de l'année 1720. Le revenu solide de la Compagnie étoit son assignation sur les Fer-

mes générales de la somme	liv.
de	48000000

Le bénéfice sur les Fer-	
mes pouvoit être estimé . .	12000000

Celui du tabac	6000000
--------------------------	---------

Des Recettes générales .	1000000
--------------------------	---------

	<u>67000000</u>
--	-----------------

M. Law évaluoit celui	
des monnoies à	12000000

mais il y avoit impossibilité
à le soutenir sur ce pied . .

Il évaluoit le bénéfice	
des divers Commerces à .	<u>12000000</u>

91000000

Mais cet article paroît encore forcé
dans ces commencemens d'établisse-
mens.

Il n'est donc pas étonnant que lui-même n'ayant pas porté plus loin ses évaluations dans les Mémoires justificatifs du système, le Public les ait faites au rabais ; & il paroît que ce fut un

mauvais

mauvais parti de vouloir soutenir le crédit des actions par une répartition qui n'étoit pas vraisemblable. Il eût été plus sûr de la borner à 20 pour cent sur trois cent millions ; le prix des actions eût baissé en proportion , mais il n'auroit pas baissé au-dessous , puisqu'on auroit été en état de satisfaire à tout. Tant que la circulation du billet se seroit soutenue seulement au pair de l'argent , l'intérêt étant fort bas la valeur de l'action n'auroit pas été au-dessous de cinq mille livres. C'étoit assez de succès pour un effet originaire de cinq cent livres. Il est vrai que M. Law prétendoit avoir fondé en partie le payement du dividende sur la circulation des billets de la banque. Telle fut l'origine de la conversion qu'il força depuis la Compagnie de faire à bureau ouvert de l'action en billet & du billet en action ; espérant que par ce moyen il se trouveroit toujours deux cent mille actions au moins en dépôt à la Compagnie , auxquelles il ne seroit point payé de dividende. Mais il devoit prévoir qu'en faisant circuler la valeur de deux cent mille actions en billets , il aviliroit ces derniers par leur abondance excessive , comme on le verra.

314 *Recherches & Considérations*

Nulle puissance humaine n'étoit capable de garantir le système de l'atteinte que lui avoient portée la hausse prodigieuse des actions & la précipitation des réaliseurs. Ceux qui ne pouvoient trouver de terres ni d'espèces, s'attachèrent à convertir les billets en diamans, en meubles précieux, en denrées & en marchandises de toute espèce, & les portèrent à des prix aussi exorbitans que les actions.

M. Law devenu Contrôleur général résolut de lutter contre l'orage. Il feignit de paroître surpris qu'on manquât de confiance dans le système au moment où il pouvoit devenir le plus avantageux. On paya avec beaucoup d'exactitude à la banque.

Le 9 Janvier les Directeurs arrêterent que la Compagnie s'engageroit à fournir dans les six mois des actions avec des répartitions de l'année à raison de onze mille livres l'action, en lui payant mille livres de prime, dont elle donneroit sa reconnaissance au porteur.

Pour animer les négociations, le Contrôleur général parut lui-même dans la rue Quinquempoix accompagné d'un nombre de Seigneurs intéressés au maintien du système : il encouragea les Négocians, & leur prodigua de magnifi-

ques promesses sur le succès de leur confiance. Cela opéra quelque mouvement ; mais ceux qui devoient recevoir des remboursemens ne laissoient pas de se trouver dans une étrange perplexité. Parmi les Négocians , les uns montroient de la confiance , les autres soutenoient l'impossibilité de maintenir le crédit des actions ; les terres , les marchandises avoient une valeur prodigieuse ; on ne sçavoit quel emploi faire en sûreté des remboursemens ordonnés par le Roi. Pour les déterminer à recevoir & à remplacer malgré eux les deserteurs du système , un Arrêt du 12 Janvier ordonna que tous les rentiers eussent à recevoir leur remboursement avant le premier Avril , faute de quoi les fonds seroient remis au Trésor Royal pour être délivrés aux rentiers , ainsi qu'il seroit ordonné par Sa Majesté. Cet Arrêt produisit moins d'effet cependant qu'une lettre qui fut adressée au Public , dans laquelle on cherchoit à lui inspirer de la confiance par l'exemple du passé , & qui finissoit par un raisonnement propre à faire impression sur le plus grand nombre. Le système , disoit-on , s'établira sans vous & malgré vous ; vous aurez seulement le chagrin

316 *Recherches & Considérations*

d'avoir retardé sa marche sans participer à ses bénéfices. Dans le dessein d'augmenter le nombre des Négociateurs & des intéressés dans le système, on liquida les comptes des Traitans généraux, & leur remboursement fut ordonné.

Cependant l'ardeur de réaliser ne s'amortissoit point chez un certain nombre de personnes. Les Marchands s'obstinèrent à vendre le double, lorsque le payement s'en faisoit en billets.

Plusieurs faisoient convertir leurs billets en especes à la banque, en faisant demander le payement par petites sommes & par diverses personnes. Différens Arrêts contre la garde des anciennes especes, des exemples de confiscations de celles de nouvelle fabrique, des diminutions presque journalieres sur les especes, ralentirent un peu la recherche des matieres d'or & d'argent. L'Arrêt du 28 Janvier fut particulièrement remarquable. Sa Majesté informée que des gens mal-intentionnés travaillent à diminuer la confiance publique, juge devoir faire de nouvelles dispositions pour favoriser la circulation, & imposer des peines contre ceux qui desobéiront à ses ordres en resser-

rant les especes ; en conséquence elle ordonne une diminution sur toutes les especes , excepté sur les pieces de vingt sols & de dix sols. Elle permet pendant trois jours de recevoir dans les Hôtels des Monnoies l'or sur le pied de neuf cent livres le marc , & l'argent sur le pied de soixante livres ; mais passé ce terme elle fixe la valeur de l'or à huit cent dix livres , & celle de l'argent à cinquante-quatre livres.

Tout transport d'especes & matieres d'or ou d'argent hors de Paris & des villes où il y a Monnoie, est défendu , & le cours des billets de banque est ordonné dans toutes les Villes du Royaume.

Sa Majesté permet à la Compagnie de faire des visites dans toutes les maisons de ses sujets , & veut que les especes faïties soient en entier au profit du dénonciateur.

Elle ordonne à tous dépositaires de deniers de les porter aux Hôtels des Monnoies , à peine d'en être responsables en leurs propres & privés noms.

Enfin pour la commodité publique elle veut que les especes continuent d'être reçues & payées à la banque sur le pied porté par l'Arrêt du 22.

Indépendamment de l'odieux attaché

318 *Recherches & Considérations*

à des inquisitions , & encore plus à des dénonciations de cette nature , pour empêcher un Peuple de garder ce que tous les hommes sont convenus de regarder comme un gage de leurs propriétés , on ne peut rien concevoir de plus imprudent que cette violence faite à la confiance dans un moment où elle chanceloit. Chacun se persuada qu'on vouloit le dépouiller , & s'attacha plus fortement à ses especes , malgré l'exemple de quelques infâmes dénonciateurs & de la confiscation qui leur fut adjudgée. Si les Législateurs concevoient combien une Nation qui se gouverneroit par les mœurs-seroit heureuse , & combien ils le seroient eux-mêmes , jamais on ne les verroit autoriser la corruption pour se procurer l'obéissance.

Quoique les menaces de cet Arrêt & la crainte des diminutions engageassent plusieurs personnes à porter leurs especes à la banque , l'effet général fut médiocre ; on ne fit qu'effaroucher les esprits & aliéner les cœurs.

Un autre Arrêt du 30 Janvier qui remettoit les quatre sols pour livre rétablis en 1718 sur les droits des Fermes à ceux qui les acquitteroient en billets , & qui ordonnoit de les percevoir de ceux qui payeroient en especes , outre

les cinq pour cent , ne procura pas plus de confiance aux billets. Un crédit forcé devient un discrédit général ; bientôt les matieres se trouverent trop rares pour les réaliseurs. Ils acheterent alors à tout prix les perles , les diamans , malgré la défense qui survint d'en porter. Les Jouailliers envoyerent leurs billets en Provinces pour les faire payer aux caisses qui y étoient établies. Les Orfèvres , qui avoient vendu tous leurs ouvrages à des prix excessifs , acheterent avec leurs billets aux Hôtels des Monnoies des matieres qu'on ne pouvoit leur refuser , & les garderent jusqu'à ce que les affaires prissent une tournure décidée.

Le 6 de Février il fut ordonné par un Arrêt du Conseil , que tous les rentiers dont le remboursement avoit été précédemment indiqué , seroient tenus de recevoir leurs remboursemens , sauf à ceux qui ne se feroient pas présenter à être réduits à deux pour cent. Cette réduction détermina le plus grand nombre des rentiers à recevoir & à suivre le commerce des actions. Ce renfort ne les releva pas ; elles baïssoient chaque jour , malgré les expédiens du Contrôleur général. Cependant elles se sou-

tinrent encore quelque tems entre neuf & dix mille livres, par la concurrence de ceux qui vouloient employer leurs remboursemens, & plus encore par les manéges de ceux qui spéculoient sur la ruine d'autrui, & à qui il importoit de faire durer le jeu quelque tems encore. Lorsque le mouvement du crédit dégenere dans un pareil brigandage, sa chute totale est inévitable. Aussi la facilité que la Compagnie avoit voulu donner au commerce des actions en prenant des engagements d'en fournir dans les six mois à une prime médiocre, tenta peu de personnes ; les Négocians étoient dans cet usage entre eux avant que la Compagnie y eût pensé, & il se trouvoit plus de gens prêts à fournir qu'à recevoir.

Le 11 Février un Arrêt défendit aux particuliers de contracter ces sortes d'engagemens, en réservant à la Compagnie la permission exclusive : c'est une opération qu'il eût convenu de faire dès l'origine ; elle eût servi de gouvernail au système ; l'édifice eût été moins élevé, mais plus solide. Cette défense fut peu observée. Les Négocians anticiperent leurs engagements, & continuèrent le jeu des primes. Le 20 Fé-

vrier on fut obligé d'ordonner que tous les porteurs d'engagemens sous le nom de prime seroient tenus de les rapporter pardevant les Commissaires dénommés dans l'Arrêt pour les viser, faute dequoi ils étoient déclarés nuls après le dernier Février. Les Négocians firent sur leur parole ce qu'on leur défendoit de faire par écrit, d'autant plus que les termes se prenoient fort courts dans l'incertitude où les choses paroissent, & que les avances de prime étoient médiocres. Mais les actions se décréditant de plus en plus, les primeurs perdoient toujours ce qu'ils avoient avancé.

Dans une situation aussi embarrassante on crut devoir étayer le système chancelant par de nouveaux arrangemens. On convoqua une assemblée générale de la Compagnie à l'Hôtel de la banque le 22 Février.

Le Régent y proposa de remettre à la Compagnie la régie de la banque Royale avec les profits faits & à faire par le Roi, à condition que le Roi demeureroit garant envers le Public du paiement de la valeur des billets, & que la Compagnie répondroit au Roi de l'administration de la banque ; à l'effet

322 *Recherches & Considérations*
de quoi les prêts & le fonds de ses actions resteroient hypothéqués.

Qu'on ne pourroit augmenter la quantité des billets qu'en vertu des Arrêts du Conseil rendus sur la délibération de la Compagnie.

Que la Compagnie compteroit de la recette & de la dépense de la banque par bref état au Conseil & à la Chambre des Comptes.

Que dans le premier Mars, le Trésorier de la banque rendroit compte à la Compagnie de sa situation par bref état, où l'on n'admettroit aucune autre nature de fonds que les billets de banque, l'argent comptant & les actions déposées pour la sûreté des prêts faits.

Que la Compagnie ne pourroit exiger les cinq pour cent sur l'argent porté au bureau de la banque, ni recevoir les especes qu'au prix courant.

Que les payemens en especes seroient autorisés au-dessous de cent livres.

Que la banque ne délivreroit que des billets de dix mille livres, de mille livres, de cent livres, & que ceux de dix livres seroient rapportés dans les deux mois pour être remboursés en especes.

Que Sa Majesté céderoit à la Compagnie les cent mille actions qui lui appartenoient, avec la cinquieme répartition, pour valeur desquelles elle payeroit à Sa Majesté neuf cent millions, dont trois cent millions dans l'année 1720, lesquels seroient déposés à la banque pour les besoins de l'Etat, & les six cent autres millions en dix années de mois en mois, sans qu'on pût faire compensation des neuf cent millions avec la somme que Sa Majesté s'étoit ci-devant engagée de ne point amortir pendant vingt-cinq ans.

Que la Compagnie ne seroit tenue en aucun tems de faire des avances au Roi, & que la banque ne feroit de payemens qu'après que les fonds y seroient entrés.

Qu'il seroit incessamment ouvert trois Registres. L'un pour inscrire les billets déposés chez le Trésorier de la banque & pour ouvrir un compte à chaque particulier. Le second pour inscrire les actions déposées chez le Trésorier de la banque avec le compte de chaque particulier, lesquels effets ne pourroient être saisis. Le troisieme pour inscrire les actions déposées sujettes à douaires, dots, hypotheques, lesquel-

324 *Recherches & Considérations*

les seroient faissables. Que les dépôts & les livres seroient tenus sans frais de régie.

Que pour remplacer en faveur des douaires , substitutions des Communautés , des mineurs & autres personnes non libres , les rentes perpétuelles sur la Ville que Sa Majesté étoit résolue d'éteindre , la Compagnie créeroit sur elle dix millions d'actions rentieres à deux pour cent au capital de cinq cent millions , lesquelles pourroient être déposées & inscrites à la volonté du propriétaire , soit parmi les actions libres , soit parmi les hypothéquaires.

Qu'il ne seroit plus ouvert à la Compagnie aucuns bureaux d'achats & de vente d'actions , souscriptions , polices & autres papiers de la Compagnie.

Que les Directeurs ne pourroient faire aucun Commerce particulier de quelque nature qu'il fût , ni aucune négociation des effets de la Compagnie qu'en compte ouvert & par transport sur les livres de la Compagnie.

Toutes ces propositions furent acceptées & autorisées par un Arrêt du 23.

On ne peut nier que plusieurs de ces Réglemens ne fussent propres à donner

de la solidité au système, si la confiance eût été entière, & s'ils avoient été fidelement exécutés. Mais le crédit est de telle nature qu'il parcourt les extrêmes avec une rapidité prodigieuse, sans qu'on puisse l'arrêter. Diverses clauses de cet arrangement pouvoient encore prêter matiere à la défiance. Au lieu de dire qu'il ne seroit plus fabriqué de billets de banque qu'en vertu de délibérations de la Compagnie autorisées par Arrêt du Conseil, il convenoit de statuer qu'il n'en seroit jamais fabriqué dans une plus grande quantité.

Quoique le capital des actions fût cinq fois plus considérable que celui des billets, ceux-ci étoient plus répandus ; la somme des billets qui s'étoit trouvée suffisante pour la circulation de l'action à dix huit & vingt mille livres, devoit se trouver surabondante, l'action à neuf mille livres. Il falloit donc diminuer par quelque opération la quantité. La création des actions rentieres, par exemple, eût été un moyen propre à faire rentrer cinq cent millions en billets ; en les destinant à être brûlés publiquement, on rétablissoit la proportion, & dès-lors la confiance dans cet effet devenu moins commun, &

qui avoit ses avantages , puisque la somme des impositions en faisoit circuler nécessairement pour cent soixante millions.

L'établissement du compte en banque proposé lorsque tout étoit perdu , eût employé le surplus des cinq cent millions , qui auroit existé dans le public. Au contraire la Compagnie s'engageoit à payer au Roi neuf cent millions pour la valeur de cent mille actions , ce qu'elle ne pouvoit faire , au moins pour le premier paiement , qu'en multipliant une espece décriée.

On ne peut refuser assurément le génie à M. Law , & à son ouvrage le mérite d'une combinaison bien liée ; mais il paroît douteux par les diverses opérations qu'il fit depuis le mois de Novembre jusqu'à sa démission du Contrôle général , qu'il eût autant d'habileté dans l'exécution que ses partisans l'ont publié. Quelque confiance qu'il eût dans ses principes , dont plusieurs pouvoient être contredits , il devoit sentir la nécessité de se plier aux combinaisons du Public , dont dépendoit le succès. En s'obstinant à lui faire plus de bien qu'il ne le vouloit , il lui causa autant de maux qu'il en avoit voulu guérir.

L'effet de cette délibération ne fut favorable au système que jusqu'à l'impression de l'Arrêt qui l'autorisoit. Le discrédit des billets de banque continua , & l'action continua de baisser journellement. Plus la banque payoit lentement , plus on s'efforçoit de réaliser. L'augmentation des especes le 25 ne parut qu'un expédient dont on vouloit couvrir la disette des caisses , & la défense de prendre cinq pour cent pour échanger les especes en billets ne fit pas un meilleur effet.

Le 27 on fit monter la défiance au plus haut point par la défense qui fut faite de garder plus de cinq cent livres chez soi en especes , ni en matieres d'or ou d'argent.

La défense de fabriquer & de vendre de la vaisselle d'argent ne fut qu'une imprudence de plus , & fit monter sa valeur à des sommes excessives , sans diminuer l'ardeur qu'on avoit pour l'enlever.

Le Contrôleur général , après avoir éprouvé si souvent que c'est compromettre l'autorité que de l'opposer au torrent des opinions , se trouva dans un étrange embarras. Il se déterminà à rendre le fameux Arrêt du 5 Mars qui

décida absolument la chute du système.

Le premier article enjoint au Trésorier de la banque de faire rentrer aux échéances toutes les sommes prêtées par la banque. Cette disposition devoit diminuer la quantité des billets de banque, & dès-lors étoit convenable aux circonstances.

Le second fixoit les actions de la Compagnie des Indes à neuf mille livres, somme trop considérable pour les répartitions que la Compagnie étoit en état de faire sur ses profits, qui ne pouvoient aller à plus de soixante millions. Il eût fallu au moins que l'action eût pû rapporter deux pour cent, pour que les porteurs la préférassent à d'autres emplois.

L'article troisieme ordonnoit la conversion des souscriptions & des primes en actions.

On devoit recevoir suivant l'article IV. les soumissions, dont il y avoit quatre premiers payemens sur le pied de six mille livres, les anciennes primes sur le pied de mille cinquante livres, les nouvelles sur le pied de cinq mille livres. Il eût paru plus convenable de s'attacher uniquement à la diminution de la quantité des billets dans le public,

&c

& de recevoir en payement des billets de banque, comme le portoit l'engagement.

L'article V. ordonnoit, contre la promesse solemnelle faite à la Compagnie, qu'il seroit ouvert à la banque un bureau pour convertir à la volonté des porteurs les actions de la Compagnie en billets de banque, & les billets de banque en actions sur le pied de neuf mille livres. C'étoit évidemment multiplier le billet déjà avili & dont on avoit fait la monnoie de l'Etat. En effet le bureau où l'on vendoit les actions ne fut fréquenté que pendant huit jours, & la foule se porta à celui qui les payoit en billets; l'empressement fut même si grand, qu'on fut obligé d'en fabriquer pour plusieurs centaines de millions.

M. Law avoit deux motifs dans cette opération; le premier de soutenir le dividende promis, en facilitant le dépôt d'un grand nombre d'actions à la caisse de la Compagnie, auxquelles il ne seroit point fait de répartition. Le second partoît de son attachement au principe de multiplication des richesses, sur lequel son système étoit fondé, sans vouloir s'appercevoir que ces ri-

chesses n'avoient de prix que par l'opinion. Travaillant comme si le crédit eût été sain & entier, il se persuada que cette facilité donneroit à l'action la propriété de la monnoie dans la circulation. Par le même principe dans l'embarras du choix pour sauver l'un ou l'autre effet, il eût sans doute préféré les actions, parce que leur capital dans la circulation étoit cinq à six fois plus fort, quoique ce capital fût totalement arbitraire, & qu'à toute rigueur la Compagnie ne dût regarder les actions que sur le pied de cinq mille livres. Mais il étoit clair que cette conversion même attachoit le sort de l'action à celui du billet, la Compagnie & les actions répondant de la banque. Aussi est-il vraisemblable que ce choix ne fut point l'objet de son opération, comme quelques-uns l'ont prétendu. D'autres l'accusèrent d'avoir voulu favoriser les actionnaires, parmi lesquels se trouvoient les plus grands Seigneurs de France, & leur donner le tems d'acquitter leurs dettes. Mais il est vraisemblable, par la conduite qu'il tint pour sa propre fortune, que ses intentions étoient pures, qu'il compta trop sur l'autorité, & se flata de pouvoir soute-

nir le crédit par la violence, jusqu'à ce que ses bons effets le rendissent volontaire.

L'article VI. ordonnoit qu'il seroit dressé tous les six mois un état des actions converties en billets, pour en répartir le produit entre les actionnaires qui n'auroient point converti leurs actions.

Les articles VII. & VIII. augmentoient les monnoies & portoient le marc d'or à douze cent livres, & le marc d'argent à quatre-vingt livres. On conçoit aisément qu'il devenoit nécessaire de multiplier le numéraire de l'espece en même tems qu'on alloit multiplier le billet : sans quoi les caisses n'eussent pû suffire aux payemens. Ainsi cette augmentation étoit favorable à la banque.

L'article IX. porte que le billet de banque étant une monnoie invariable, & les especes monnoyées que S.M. autorise dans les payemens au-dessous de cent livres devant être réduites, la suppression de quatre sols pour livre continuera en faveur de ceux qui payeront les droits des Fermes en billets, & que dans le payement des impositions qui ne sont pas sujettes aux quatre sols pour

livre lesdits billets seront reçus sur le pied de cent dix pour cent.

Les autres articles ne sont pas intéressans, ne faisant que confirmer d'anciennes dispositions.

Malgré la crainte que devoient inspirer les variations d'espèces annoncées par cet Arrêt, il ne diminua point l'attachement du public pour l'or & pour l'argent. M. Law dans ces circonstances désespérées adressa une seconde lettre au public, dont les raisonnemens plus spécieux que solides n'étoient pas capables de dissiper la crainte générale qui frappoit les esprits. Il les révolta au contraire en faisant valoir d'une manière dure pour le public & peut-être outrageante pour la majesté du Prince même, un pouvoir despotique dont il affuroit que son système étoit étayé, & que la France toujours heureuse sous un Gouvernement modéré voyoit réclamer ouvertement, pour la première fois.

Il voulut inutilement l'employer en faisant défendre par une Déclaration du 11 Mars, non-seulement l'usage de la monnoie d'or, mais encore de la garder, ni même aucunes matieres d'or, sauf à les porter aux Hôtels des Mon-

noies & aux bureaux de la banque où elles feroient payées sur le pied porté par l'Arrêt du 5.

Il étoit également défendu, passé le dernier Décembre, de garder aucunes especes ni matieres d'argent, autres que les fixiemes & douziemes d'écus de la fabrication de 1718, & les livres d'argent de la fabrication ordonnée en 1719.

La fabrication des especes d'or étoit prohibée pour l'avenir, ainsi que celle des especes d'argent plus pesantes que de la taille de trente au marc.

Divers articles étoient destinés à encourager les dénonciations, & les derniers annonçoient une diminution d'un huitieme, à commencer au 20 Mars à Paris, & au premier Mai dans les Provinces.

L'allarme fut générale, non-seulement parmi les réaliseurs, mais encore parmi les Commerçans, qui dépendoient de la probité de leurs Courtiers & de leurs Commis. Divers exemples redoublèrent la méfiance entre les Citoyens; & la consternation fut portée à son comble par la dénonciation d'un fils contre son pere, malgré la punition que le Régent décerna contre ce monstre.

Le nombre de ceux qui se soumirent à la loi ne laissa pas cependant d'être assez grand pour les circonstances , puisque la banque reçut dans tout le mois quarante-quatre millions six cent quatre-vingt-seize mille cent quatre-vingt-dix livres en especes à quatre-vingt livres le marc , & ce fut l'effet des diminutions indiquées. Mais cette somme étoit bien foible relativement à la masse numéraire de l'argent du Royaume qui devoit être de seize cent millions environ sur le pied du marc.

La fabrication ordonnée dans ce mois des louis d'argent de trente au marc , en conséquence de l'Arrêt du onze , porta même la valeur de l'argent à quatre-vingt-dix livres , & la masse numéraire de l'argent à dix huit cent millions. Il est vrai que par une opération sans exemple , le même Arrêt annonçoit une diminution graduelle de ces nouvelles especes , de maniere qu'en Décembre le marc d'argent ne devoit plus valoir que trente livres.

La rue Quinquempoix continuoît d'être encore le théâtre des négociations , des brigandages de toute espece : on fut obligé d'y défendre les assemblées , qui devenoient inutiles par la

faculté des conversions à la banque, & la fixation du prix des actions. Mais les intéressés ne purent se résoudre à abandonner les négociations, & s'assemblerent par pelotons, malgré les défenses, partout où ils purent.

La perte des billets de banque en échange de l'argent augmentoit journellement. Quoique par l'Arrêt du 19 Avril qui en ordonnoit une fabrication de quatre cent trent-huit millions, il parut qu'il n'y en avoit dans le public que pour douze cent millions; on sçut depuis qu'il en avoit été délivré sans Arrêt jusqu'à la somme de deux milliards six cent quatre-vingt-seize millions, & beaucoup de gens prétendoient même que cette somme avoit monté jusqu'à trois milliards, sans compter ce qui en avoit été contrefait dans le pays étranger.

L'Auteur du système étoit enfin contraint de céder à la nécessité, & avoit formé, mais trop tard, le projet de proportionner le capital des billets de banque à celui des remboursemens qu'il étoit en état de faire. Il fut permis à la Compagnie des Indes de constituer sur elle des rentes viagères au denier vingt-cinq pour la somme de cent millions,

336 *Recherches & Considérations*

Cet objet médiocre par lui-même ne pouvant diminuer la quantité des billets d'une manière sensible, il falloit employer des expédiens plus efficaces.

Le 21 Mai parut un Arrêt célèbre : le préambule, après avoir exposé que les augmentations d'espèces avoient plus porté de préjudice au Royaume que toutes les dépenses occasionnées par la guerre sous le dernier Regne, comparoit la situation déplorable où l'Etat étoit réduit en 1715 avec l'aisance où le système l'avoit conduit. On faisoit remarquer que les Finances du Roi étoient rétablies, que la Noblesse s'étoit libérée de ses dettes, que les terres étoient cultivées, le Peuple occupé par les manufactures & le Commerce. Mais on ajoutoit que malgré les avantages sensibles que ces établissemens avoient procurés, *il s'est trouvé des personnes assez mal intentionnées pour former le dessein de le détruire, en obligeant Sa Majesté de donner l'Arrêt de son Conseil du 5 Mars pour soutenir par l'affoiblissement des monnoies le crédit de ces établissemens si utiles & si nécessaires.*

On ne peut se dispenser de s'arrêter sur ces dernières paroles pour prouver que les personnes mal intentionnées, dont

dont parle Sa Majesté, n'étoient autre chose que les réaliseurs dont l'avidité & la défiance ayant épuisé les caisses de la banque, forcerent le 5 Mars le Gouvernement de hausser les especes. Les amis de M. Law ont toujours tâché de faire de la chute du systême un mystère d'intrigue & même de politique. M. Du Tot entr'autres, en retranchant ces mots : *pour soutenir par l'affoiblissement des monnoies le crédit de ces établissemens*, dans les citations de cet Arrêt, a prétendu montrer clairement que l'Auteur du systême avoit été conseillé par ses ennemis, & forcé par les intrigues des Ministres de la quadruple Alliance, d'ordonner la conversion fatale des actions en billets, & des billets de banque en actions. On a vû cependant, par l'extrait d'un de ses Mémoires cité au commencement, que cette conversion étoit dans son plan, qu'il l'appuyoit par des raisonnemens analogues à ses principes, & tout-à-fait conformes à sa méthode. Voici ce qu'il dit dans un autre Mémoire justificatif de son systême depuis sa chute, & où il entreprend de prouver par sa solidité la différence qui s'y trouvoit avec le systême de la mer du Sud. *Le Roi avoit aussi*

338 *Recherches & Considérations*

cédé à la Compagnie la banque & tous ses profits provenant de la circulation de ses billets qui étoit d'environ deux milliards de France : & comme ces billets ne sortoient point de la banque que pour une valeur en especes ou en actions, la Compagnie avoit deux cent mille actions entre ses mains qui servoient de dépôt ou de valeur des billets qui circuloient.

Dans un autre endroit : Tout étoit monnoie, actions & billets de banque ; il n'y avoit qu'à fixer les proportions, & tout dis crédit, toute demande sur la caisse cessoit.

On voit par ces passages que M. Law regardoit la conversion comme un des avantages de son système ; & s'il eût pensé différemment, il n'eût pas manqué de se plaindre de ses ennemis.

Une autre citation de ces Mémoires prouvera également que l'augmentation des especes eut pour objet de soutenir le crédit. L'Arrêt qui fut donné ensuite pour porter le prix de l'espece à quatre-vingt-dix livres le marc d'argent, étoit fondé sur des raisons d'Etat, & pour soutenir le crédit public qui chanceloit alors. Par cet Arrêt le Roi engageoit la banque à soutenir le prix des actions à neuf mille livres. Et c'étoit pour la mettre en état de

sur les Finances de France. 339
soutenir cet arrangement que Sa Majesté fut
déterminée à porter les especes à quatre-
vingt-dix livres.

Cette digression a paru utile pour détruire les préjugés avec lesquels on ne pourroit se faire une idée nette, ni du système, ni de l'opération dont nous allons suivre le récit.

Le préambule de l'Arrêt, après avoir fait valoir les avantages du système de crédit, s'étendoit sur le préjudice qu'avoient causé les augmentations de monnoie. Le véritable point où il vouloit arriver étoit de prouver la nécessité de rétablir le prix des monnoies dans une proportion qui convînt au Commerce étranger & au débit des denrées.

La Déclaration du 11 Mars y avoit pourvû en ordonnant les réductions ; mais comme elles devoient produire une diminution, continuoit le préambule, non-seulement sur le prix des denrées & des biens meubles, mais encore sur le prix des terres & autres biens immeubles, Sa Majesté jugeoit que l'intérêt général de ses sujets demandoit qu'on diminuât le prix ou la valeur numéraire des actions & des billets de la banque, pour soutenir ces effets dans une juste proportion avec les especes.

& les autres biens du Royaume , empêcher que la plus forte valeur des especes ne diminuât le crédit public , donner en même tems aux créanciers privilégiés les moyens d'employer plus favorablement les remboursemens qui pourroient leur être faits , & enfin prévenir les pertes que ses sujets souffriroient dans le Commerce avec les étrangers,

En conséquence l'article I. porte une diminution successive sur les actions pour les fixer au premier Décembre à cinq mille cinq cent livres.

Par l'article II. les billets de banque sont réduits de maniere qu'au premier Décembre ils ne vaudroient plus que la moitié du numéraire actuel.

L'article III. observe que les actions procurant un placement avantageux des billets de banque , il convenoit de faciliter leur emploi aux sujets qui n'étoient pas assez riches pour acquérir des actions ; & en conséquence Sa Majesté ordonne que les billets seront reçus pour leur valeur entiere en payement des impositions jusqu'au premier Janvier 1721, & en acquisition des rentes viageres.

L'article IV. ordonne que les lettres de change seront acquittées en billets de banque sur le pied où ils se trouvent lors de l'échéance,

La publication de cet Arrêt causa un bouleversement affreux dans la Capitale & dans les Provinces. Chacun s'écria que la foi publique étoit violée, & s'imagina perdre la moitié de son bien: encore n'étoit-on pas assuré que l'autre moitié fût conservée.

Cette opération étoit certainement imprudente si on la considère du côté de la confiance, puisqu'en tant d'occasions on avoit déclaré le billet une monnoie fixe & invariable. Nous avons vu plus haut que, malgré le désaveu de cette clause par M. Law, il est très-vraisemblable qu'il ne l'avoit pas désapprouvée dans les tems, qu'elle étoit presque indispensable; enfin elle avoit été confirmée par différens Arrêts, & l'on s'en étoit servi utilement pour soutenir le crédit: ainsi il paroît incontestable qu'il falloit s'y astreindre, sur-tout dans un tems où la confiance chanceloit, & chez un peuple qui ne savoit pas calculer.

Si l'opération est considérée du côté du calcul, elle étoit insuffisante pour réparer les fautes passées, mais elle ne portoit pas au Public le préjudice qu'il s'imaginait.

Elle étoit insuffisante, puisqu'en mé-

me tems que la somme des billets eût été restreinte à un numéraire de treize cent millions, la somme des especes eût été réduite à six cent millions à trente livres le marc d'argent. Ainsi il y auroit toujours en la même disproportion à peu-près entre six cent millions d'argent & treize cent millions en banque, qu'entre treize cent millions d'especes à soixante-cinq livres le marc, & deux milliards six cent millions en banque. D'un autre côté les propriétaires des actions continuoient de recevoir leur dividende de deux cent livres : ainsi recevant de la monnoie forte ils gagnoient moitié, puisque leurs spéculations s'étoient faites dans un tems où l'espece valoit soixante livres. Les billets de banque convertis en especes à trente livres rendoit autant de marcs que par leur conversion en especes à soixante livres le marc, & ils gagnoient si l'on considere l'argent au prix de quatre-vingt dix livres : car un billet de mille livres converti à ce dernier prix n'eût rendu que onze marcs une once environ d'argent ; & un billet de mille livres réduit à cinq cent livres valoit à trente livres le marc seize marcs & deux tiers. M. Law s'étoit persuadé que

cette combinaison feroit sentie , & elle l'eût peut-être été si les opérations précédentes n'eussent inspiré la frayeur qui ne raisonne pas.

Quoique le billet eût été déclaré une monnoie fixe & invariable , le public devoit concevoir qu'il avoit reçu moins de marcs d'argent lorsqu'il avoit converti ses billets en especes à quatre-vingt-dix livres , que lorsqu'il avoit reçu son paiement en especes à soixante livres. Une monnoie de banque fixe & invariable est celle qui doit s'échanger contre une monnoie réelle dont le poids & le titre sont fixés comme en 1716. On ne devoit pas s'attendre qu'il fût possible à la banque de payer à trente livres le marc , le même numéraire qu'elle avoit reçu à soixante livres le marc. Il étoit sans doute impossible de soutenir la disproportion énorme entre la quantité du billet & celle de l'espece : pour le corriger il ne restoit qu'un seul moyen , c'étoit de porter la valeur du marc d'argent à cent quarante livres , ce qui eût produit un numéraire en argent égal au numéraire des billets. Ce remede étoit violent sans doute , destructif du Commerce étranger ; mais il valoit encore mieux sacrifier une par-

tie que de perdre le tout par le renversement des fortunes , & de s'exposer à la chute énorme d'un crédit immense , dont la secousse devoit se faire ressentir encore long-tems après. On eût gagné du tems & pris des mesures pour retirer une partie des billets , en diminuant l'espece dans la même proportion.

Il y avoit peut-être encore un expédient compatible avec la diminution : c'eût été de commencer par réduire seulement le billet sans diminuer le prix de l'action. Alors les porteurs des billets eussent voulu les convertir en actions. Le Roi auroit pû faire le sacrifice des cent mille qui lui appartenoient , pour retirer une somme de neuf cent millions en billets qu'on auroit brûlés. Ces neuf cent millions en eussent absorbé près de onze cent sur le pied de la premiere diminution d'un cinquieme. Les quinze cent millions restant n'eussent formé au premier Décembre qu'une valeur de sept cent cinquante millions , l'argent à trente livres le marc. Les six cent millions d'especes au même prix eussent formé une proportion capable de soutenir la banque ; & en abandonnant les billets au cours de la place , on les au-

roit vû monter au pair par le seul besoin de la circulation.

On objectera peut-être que l'espece forte faisoit valoir l'action le double de ce qu'elle valoit l'espece étant foible ; on peut dire même les deux tiers de plus , puisque l'argent fut porté à quatre-vingt-dix livres , en même tems que les actions étoient fixées à neuf mille livres. Mais puisqu'on leur conservoit le dividende de deux cent livres en monnoie forte , il n'y avoit pas plus de difficulté de leur conserver le même capital en monnoie forte. Dans la suite , après avoir assuré la fortune du billet , on auroit réduit le dividende de l'action qu'il n'étoit pas possible de soutenir à deux cent livres. Tout ce qui pouvoit en arriver , c'étoit qu'elle tombât à la valeur du dividende qu'on auroit fixé ; elle n'auroit pas tombé au-dessous , & il falloit l'abandonner au cours de la place : c'étoit opérer la diminution d'une autre maniere qui eût paru volontaire.

Cet expédient eût changé quelque chose au plan du système , en ce que le capital des billets n'étant plus dans une proportion suffisante avec le capital des actions , il auroit fallu fermer

le Bureau de conversion aussi-tôt après la cession des cent mille actions ; & l'action n'eût plus eu la propriété de la monnoie que M. Law vouloit lui donner à quelque prix que ce fût. Il aimoit mieux perdre de force tout son terrain , que d'en céder une partie.

Ceux qui ont encore attribué à ses ennemis ou à ses envieux l'Arrêt du 21 Mai , connoissoient peu ses principes , & n'étoient pas bien informés , puisque le projet avoit été dressé plus de deux mois avant son exécution , & remis à M. le Régent. Quelques clameurs qu'il ait excitées , il ne passera jamais aux yeux de ceux qui entendent même legerement les combinaisons , pour une atteinte réelle donnée à la propriété , soit des actionnaires , soit des porteurs d'actions. Mais on ne peut disconvenir en même tems qu'il étoit imprudent par les circonstances , & insuffisant dans l'exactitude des principes véritables de la Finance.

On ne donna pas le tems au public de faire des réflexions sur cette opération. Dès le 27 Mai l'Arrêt du 21 fut révoqué , & ce fut un coup plus funeste dans ses effets que l'Arrêt même dont on s'étoit plaint. Les billets perdirent

en peu de semaines moitié, & furent enfin escomptés aux neuf dixiemes de perte; & le même jour les actions tomberent de huit mille à six mille pour décliner sans cesse. Ainsi le second Arrêt sollicité & présenté par les Gens du Roi du Parlement comme un remede, fut l'époque véritable du renversement du système: & quoique M. Law l'eût bien prévu, il fut forcé de le rapporter. Expérience funeste & trop commune, qui prouve que la science des Loix est souvent fort étrangere à celle de l'administration.

En vain un Arrêt du 29 Mai donna-t-il cours aux anciennes espèces d'or & d'argent, & rendit-il aux particuliers la liberté de garder telle somme en espèce qu'ils jugeroient à propos; la confiance ne se rétablit point. Le seul remede qu'on pût employer, c'est-à-dire l'augmentation de l'espèce, fut négligé; car celle qui fut faite de soixante-cinq livres à quatre-vingt-deux livres dix sols, étoit insuffisante dans la circonstance, puisqu'elle ne rétablissoit pas la proportion numéraire suffisante pour soutenir les payemens de la Banque.

M. Law cessa de rapporter au Con-

348 *Recherches & Considérations*
seil des Finances, & l'administration de
son système passa en d'autres mains.

Le même jour la Compagnie reçut
ordre de faire son bilan, avec de nou-
velles assurances de la part de Son Al-
tesse Royale de sa protection & de la
conservation de ses privilèges. Les Di-
recteurs lui promirent de présenter le
bilan dans peu de jours, & lui deman-
derent des marques sensibles de sa pro-
tection, pour rassurer le Public sur le
crédit de la Compagnie, la suppliant
en même tems de donner ses ordres sur
les opérations présentes. Le Régent
leur en signa un, portant qu'ils conti-
nueroient la conversion des primes &
des souscriptions en actions, de même
que la conversion des actions d'Occi-
dent en celles des Indes; qu'ils conti-
nueroient de délivrer des actions ren-
tieres en échange des billets de banque
& des récépissés du Trésor Royal; de
recevoir des billets de banque pour la
somme qui restoit à remplir des quatre
millions de rentes viagères; de conti-
nuer sans interruption le payement des
dividendes de ses actions pour les six
premiers mois de 1720; de ne faire au-
cune difficulté de rendre les actions &
billets de banque mis en dépôt, & d'en
recevoir.

Le 3 de Juin les Directeurs fournirent le bilan de la Compagnie, par lequel il paroissoit qu'au moyen des différentes opérations & des actions réitérées, elle se trouvoit un fonds de plus de trois cent millions; que par rapport à son Commerce elle avoit fait des entreprises considérables & avantageuses; qu'elle avoit porté le nombre de ses vaisseaux à cent-cinq, expédié de riches cargaisons; que ses livres étoient dans un très-bel ordre; qu'elle avoit augmenté le produit des Fermes & le recouvrement des Recettes générales.

Mais vû le grand nombre d'actions qui circuloient dans le public, il fut délibéré de représenter à Sa Majesté, 1°. qu'il convenoit d'en réduire le nombre à deux cent mille; que la Compagnie en ayant retiré près de trois cent mille, il ne restoit qu'à les éteindre, ainsi que les cent mille qui appartenoient au Roi, & dont la valeur étoit un bénéfice fait par Sa Majesté: que la Compagnie se verroit en état de s'acquitter envers le Roi & la Banque par de nouvelles opérations, de retirer une quantité considérable de billets de banque pour les réduire au nombre qui seroit fixé; que dans ce dessein elle offroit de rétroce-

350 *Recherches & Considérations*

der à Sa Majesté vingt-cinq millions sur les quarante-huit qui lui étoient assignés sur les Fermes. 2°. Elle demandoit à être autorisée à faire un appel de trois mille livres par action, dont le dividende seroit payé à trois pour cent sur le pied de douze mille livres l'action ; appel volontaire d'ailleurs dans son exécution, de façon que les actionnaires qui n'y voudroient pas répondre recevraient leur dividende ordinaire de deux cent livres : & pour inviter les actionnaires à répondre à l'appel, elle demandoit à être autorisée à former une société d'assurance qui auroit pour fonds vingt mille actions remplies, montant, sur le pied de douze mille livres l'action, à deux cent quarante millions, dont le profit & le principal répondroient du dividende de trois pour cent.

3°. Elle proposoit de nommer des Commissaires pour brûler à l'Hôtel-de-Ville les actions & souscriptions retirées.

4°. D'ordonner un terme pour rapporter les actions qui circuloient dans le public, afin de les convertir en nouvelles actions.

En conséquence le 10 Juin le Roi .

créa vingt-cinq millions de rente sur l'Hôtel-de-Ville au denier quarante, au capital d'un milliard payable en billets de banque & récépissés : ceux qui avoient été remboursés de pareilles rentes devoient être préférés pour l'acquisition de celles-ci. Mais tant qu'on espéra trouver d'autres ressources, on ne s'empressa point à acquérir à un intérêt aussi bas un remplacement de rentes au denier vingt-cinq.

Le lendemain un autre Arrêt ordonna que tous les billets de banque de dix mille livres & de mille livres rentrés à la Banque, ou qui rentreroient par les différentes voies qu'on indiqueroit, seroient brulés à l'Hôtel-de-Ville. Il défendoit de faire les payemens au-dessus de cent livres en autre monnoie qu'en billets ; confirmant la suppression des quatre sols pour livre en faveur de ceux qui payeroient les droits des Fermes en billets, & la faculté à l'égard des autres droits, de faire les payemens en papier sur le pied de dix pour cent.

Le crédit du billet n'augmenta point malgré ces dispositions ; & les diminutions imprudentes qui se firent jusqu'à la fin de Juillet, ne firent que resserrer,

352 *Recherches & Considérations*

L'argent. L'Arrêt du 20 Juin ne fut pas plus favorable aux actions : il permettoit à la Compagnie de faire un appel de trois mille livres payables en billets ou en actions au choix des actionnaires ; les actions devoient être reçues sur le pied de six mille livres, enforte que pour trois actions il en seroit délivré deux nouvelles.

Le 26 Juin la Compagnie s'apercevant que la préférence accordée aux possesseurs des anciennes rentes donnoit de l'inquiétude aux autres porteurs de billets & de récépissés du Trésor Royal, offrit à Sa Majesté de rétrocéder les dix-huit millions restant des quarante-huit qui lui étoient assignés sur les Fermes, afin de créer des rentes de pareille nature en faveur de ceux qui n'avoient point de rentes précédentes. Cette offre fut acceptée ; mais cette création de rentes effaroucha le Commerce & tous ceux à qui des Contrats ne pouvoient qu'être onéreux ; elle n'eut pas lieu dans ce moment.

Dans la crise où l'on se trouvoit, les Négocians desiroient avec ardeur de pouvoir se rassembler ; on toléra qu'ils le fissent à la place de Louis le Grand, dans l'espérance de voir leurs efforts

ranimer

ranimer la circulation absolument éteinte. Il s'y fit beaucoup de conversions de billets en marchandises à des prix considérables , & par la même raison l'escompte des billets en argent coûtoit le tiers de la valeur à leurs propriétaires. En vain ces escomptes usuraires furent-ils défendus , le besoin des uns & l'avidité des autres l'emportèrent. Des débiteurs de toutes les Provinces y accoururent, pour profiter de la baisse du papier , & faire des remboursemens qui en les libérant ruinoient leurs créanciers.

On proposa alors un expédient plus efficace pour rendre quelque faveur aux billets de banque ; c'étoit d'ouvrir des comptes courans & des viremens de parties en banque, tant à Paris que dans toutes les Villes où il y a Monnoie , dont le fonds ne pourroit passer six cent millions. Cet établissement commode au Commerce, & usité presque dans toutes les Villes d'un grand Commerce en Europe , eût procuré aux Négocians un débouché considérable de leurs billets ; & si cet établissement eût été suivi , il auroit pu subsister avec succès en rendant insensiblement la banque purement marchande.

354 *Recherches & Considérations*

Mais tout ce qui avoit précédé ne permettoit plus aucune bonne opération : il n'y eut pas pour deux cent millions d'écritures en banque en conséquence de l'Arrêt du 13 Juillet qui les autorisoit. La cessation que l'on fit à la banque des payemens , excepté pour les billets de dix livres , acheva de porter la consternation à son comble. Les actions ne se négocioient plus que pour cinq mille livres en billets qui ne produisoient pas deux mille cinq cent livres en especes. Jusques-là les caisses des Provinces avoient assez bien payé les billets visés par les Intendans ; mais quand on vit que cette exactitude ne pouvoit plus soutenir l'édifice , on donna des ordres contraires , ce qui précipita sa chute. Alors chacun voulut se débarrasser du papier à quelque prix que ce fût ; & comme il étoit défendu de le refuser en payement , on l'employa en marchandises , que cette recherche jointe au discredit de la monnoie des payemens firent monter au sextuple de leur valeur.

Conformément aux offres de la Compagnie , S. M. lui confirma par un Arrêt du 28 Juillet tous ses privilèges à perpétuité , à condition qu'à commencer

du premier Août elle retireroit du public cinquante millions de billets de banque par mois, jusqu'à la concurrence de six cent millions. Pour lui en faciliter les moyens, un Arrêt du 31 lui permit de faire cinquante mille actions sur le pied de neuf mille livres chacune.

On voit que depuis la création des rentes au capital d'un milliard, on leur avoit encore ouvert deux débouchés pour la somme de douze cent millions; ce qui devoit borner leur quantité à sept cent vingt millions, s'il est vrai qu'il n'en eût été fabriqué que pour deux milliards six cent quatre-vingt-seize millions.

La perte que faisoit la France dans son Commerce avec les Etrangers pendant ces mouvemens, étoit énorme & proportionnée au discrédit du billet.

L'empressement de réaliser avoit fait monter le prix des diamans & des bijoux précieux à des prix si hauts que la cupidité de l'Etranger en fut tentée; & il trouvoit encore dans ses bénéfices de quoi se dédommager de la conversion de ses billets en especes qu'il retiroit en nature. La défense de porter & même de garder des pierreries chez soi, & l'ordre aux Marchands de les faire

sortir du Royaume dans un mois, ne firent que des monumens autentiques du resserrement des especes & de la confusion générale; on ne leur obéit pas. Nos pertes s'accrurent encore par les diminutions, lorsqu'enfin la nécessité extrême força de revenir sans fruit à l'opération qui eût sauvé les affaires si elle eût accompagné la révocation de l'Arrêt du 21 Mai.

Le 30-Juillet on haussa le marc d'argent de soixante-sept livres dix sols à cent vingt livres, pour diminuer au premier Septembre à cent cinq livres, le 16 à quatre-vingt-dix, le premier Octobre à soixante & quinze, le 16 à soixante livres.

Le premier effet de cet Arrêt fut de remettre le billet au pair, & il s'y soutint pendant trois ou quatre jours: mais on avoit perdu confiance dans le papier, & peut-être plus encore dans l'administration, qui ne montrait aucun principe décidé. Le billet de cent livres perdoit trente-trois livres à la fin du mois. En effet il étoit fort naturel de penser que les diminutions, annoncées par l'Arrêt même qui ordonnoit l'augmentation, feroient retomber le billet dans le discrédit d'où celle-ci

sembloit l'avoir tiré : ce qui porte à croire que le Gouvernement n'avoit pas bien conçu le principe de son opération.

Le 9 Août il fut ordonné de brûler les cinquante millions de billets retirés par la Compagnie des Indes en payement des souscriptions ; & le 14 du même mois il lui fut permis d'ouvrir une nouvelle souscription de vingt mille actions.

Le 15 on donna de nouvelles preuves du desir que l'on avoit de retirer le papier de la circulation , en annonçant une création de rentes viagères sur la Ville au denier vingt-cinq , & une création de rentes au denier cinquante sur les Recettes des diverses Généralités du Royaume pour la commodité de ceux qui y feroient domiciliés. En conséquence de ces arrangemens il étoit ordonné que passé le premier Octobre les billets de mille livres & de dix mille livres n'auroient plus cours & ne pourroient être admis qu'aux emplois indiqués jusques alors ou qui le seroient encore pour les retirer. Mais les billets de cent livres & de dix livres devoient avoir cours jusqu'au premier Mai 1721. Cependant à l'égard des souscriptions

358 *Recherches & Considérations*
de la Compagnie , il étoit ordonné que les billets de mille & de dix mille livres n'y seroient reçûs en payement que jusqu'au premier Octobre , & que passé ce terme les souscripteurs seroient obligés de payer en billets de cent livres & de dix livres : Sa Majesté voulant qu'au premier Octobre les billets de mille & de dix mille livres fussent réputés actions entieres de la Compagnie à deux pour cent d'intérêts payables de six mois en six mois , à compter du premier Juillet , dont elle resteroit garantie ainsi que des autres créées par Arrêt du 24 Février.

Enfin il étoit permis dans tous les contrats au-dessus de mille livres de stipuler que les payemens ne pourroient être faits qu'en espèces.

Cet Arrêt n'apporta aucun changement au crédit des billets ; & celui du 29 ne fit pas plus d'effet en faveur de la Compagnie , malgré la protection dont on lui renouvelloit les assurances, & la cessation des fonctions des Commissaires du Conseil ; laissant aux Directeurs dénommés la conduite de leurs départemens sous la direction générale de Guillaume Law frere de l'auteur du système. L'article VIII. de cet Arrêt est

particulièrement remarquable , en ce que Sa Majesté déclare, pour faire cesser les bruits des gens mal intentionnés , que les actionnaires de la Compagnie ne pourront en aucun tems & sous aucun prétexte être taxés à raison des profits qu'ils ont faits , ou pourront faire dans ladite Compagnie.

En effet on parloit déjà du visa , qui fut exécuté en 1721.

Le 30 Août on créa huit millions de rentes au denier cinquante sur les Recettes générales.

Le 2 de Septembre on ordonna une fabrication de cinquante millions de billets de cinquante livres & de cent livres , pour satisfaire à une clause de l'Arrêt du 15 Août , qui permettoit aux porteurs des billets de mille & dix mille livres de placer seulement en rentes & en comptes courants en Banque , les neuf dixiemes du capital , & de se faire rendre un dixieme en billets de cent livres & au-dessous. Quoique cet arrangement fût en quelque façon nécessaire à un grand nombre de personnes qui ne pouvoient faire leurs payemens avec des Contrats , le public ne laissa pas de voir avec inquiétude cette fabrication nouvelle. Dans le trouble & le

360 *Recherches & Considérations*
desordre général où les affaires étoient
réduites, tout faisoit ombrage.

Le 15 Septembre la désolation redoubla. L'Arrêt de ce jour portoit qu'à commencer du jour de la publication de l'Arrêt, & jusqu'au premier Octobre, les billets de mille & dix mille livres ne pourroient être donnés en paiement qu'avec moitié especes, à l'exception des dettes antérieures : que les billets de cent livres, de cinquante livres, & de dix livres ne seroient reçûs jusqu'au premier Novembre qu'en paiement de sommes au-dessous de vingt livres & au-dessus avec moitié especes, passé lequel terme ces billets ne seroient reçûs sans especes que pour l'acquisition des rentes, sauf à continuer de les donner avec moitié d'especes : que les sommes écrites en comptes courants en Banque seroient fixées au quart de la valeur, si mieux n'aimoient les propriétaires les retirer en billets de dix mille livres dans le cours du mois de Septembre : que les actions de la Compagnie des Indes seroient fixées à l'avenir sur le pied de deux mille livres : que Sa Majesté permettoit à la Compagnie de faire cinquante mille nouvelles actions en cinq cent mille billets d'un dixieme.

dixieme chaque , lesquels pourroient être acquis pour huit cent livres chacun en billets de cinquante livres ou de dix livres , & que leur dividende seroit de trente-six livres , à raison de trois cent soixante livres l'action : que le montant des actions , dixiemes & comptes en Banque ne pourroient excéder cinq cent millions monnoie de Banque , & qu'il resteroit toujours en dépôt à la Compagnie une partie des deux cent cinquante mille actions égale au montant du crédit de la Banque sur le pied de deux mille livres l'action.

Il n'y a pas un seul article dans cet Arrêt qui n'annonçât le peu de valeur que l'on finiroit par donner aux billets , & la faute qu'on avoit faite en faisant révoquer l'Arrêt du 21 Mai. La diminution sur les effets au cours de la place étoit déjà plus grande que celle contre laquelle on s'étoit récrié ; & cette multitude d'arrangemens qui se détruisoient les uns & les autres , ne pouvoit que porter le desespoir dans toutes les familles. On se croit dispensé de faire des réflexions plus profondes sur toutes ces opérations , qui paroissent n'avoir eu aucun principe constant , & qui décelent encore plus de précipitation de la

part de ceux qui gouvernoient , que d'effroi de la part du Public. Quelque desespérée que parût la situation des affaires , on ne fçut pas mieux en tirer parti qu'en 1709 , parce que les mouvemens populaires parurent plutôt préfiger aux décisions , que les principes sans lesquels on opere toujours mal.

Un Edit du même mois renouvela à l'égard des billets de dix livres , de cinquante livres , & de cent livres , l'opération faite en 1709 pour retirer les billets de monnoie. Il ordonnoit une nouvelle fabrication qui portoit le marc d'argent à quatre-vingt-dix livres , & le marc d'or à treize cent cinquante livres , & que les especes anciennes ou les matieres seroient reçues aux monnoies avec moitié en sus en petits billets. Le calcul de l'Etranger étoit fort simple ; il pouvoit envoyer en matieres soixante livres , faire acheter pour trente livres de billets qui lui eussent coûté dix livres : avec ces soixante-dix livres de déboursés , il recevoit quatre-vingt-dix livres en especes qu'il plaçoit en France , & lors de la diminution inévitable après un gain aussi forcé sur la refonte , il se faisoit rembourser en monnoie forte la même somme de quatre-vingt-dix

livres. Un autre moyen encore plus lucratif étoit de fabriquer des especes pareilles à celles de la nouvelle refonte, & de les envoyer en France pour retirer des débiteurs le même numéraire après la diminution. Il est surprenant que des expédiens aussi ruineux aient été employés plus d'une fois, & qu'il se soit trouvé des gens assez peu clairvoyans pour les regarder comme utiles, parce qu'ils avoient libéré l'Etat & procuré une espece d'abondance passagère : car il est constant que dans ces deux occasions l'Etranger fit entrer de l'argent, mais il fut payé cher, & procura après les diminutions un plus grand épuisement qu'auparavant.

Le mois d'Octobre acheva enfin l'extinction du système de crédit.

Le 5 il fut ordonné que les porteurs d'actions non remplies, auxquels on avoit laissé la liberté de répondre ou non à l'appel, seroient tenus dans le mois d'acquitter le supplément de trois mille livres par action, en billets de banque de cent livres, de cinquante livres & de dix livres, ou en actions non remplies sur le pied de trois pour deux remplies qui leur seroient délivrées : si mieux ils n'aimoient les convertir en

364 *Recherches & Considérations*

actions rentieres ; Sa Majesté voulant que le dernier jour d'Octobre les actions non remplies demeuraissent nulles, & de nulle valeur.

Trois jours après il parut un autre Arrêt plus célèbre. Il portoit qu'on avoit reconnu que la totalité des billets de banque fabriqués avoit

liv.
monté à. 2696400000

Que sur certe somme il en avoit été brûlé à diverses reprises à l'Hôtel-de-ville de Pa-

ris pour 707327460

Qu'il en avoit été porté au Tré-

sor royal pour acquisitions de rentes viageres

ou perpétuel-

les, environ... 530000000

Pour les comp-

tes ouverts à la

Banque. 200000000

Qu'il s'en trou-

voit dans les

caisses des Mon-

noies pour en-

viron. 400000000

1837327460

Il n'en devoit plus rester par conséquent dans le

Commerce que pour 859072540

Cependant l'Arrêt annonce qu'il en reste encore pour la somme d'un mil-

liard cent soixante-neuf millions soixante-douze mille cinq cent quarante livres, ce qui porteroit à croire qu'il en avoit été fabriqué pour plus de trois milliards.

On exposoit ensuite que pour retirer cette somme, outre ce qui resteroit à consommer en billets du fonds de vingt-cinq millions de rentes sur la Ville du mois de Juin, il en seroit encore éteint quatre cent millions pour le capital de huit millions de rente au denier cinquante sur les recettes générales, cent millions pour le capital de quatre millions de rentes viagères au denier vingt-cinq, que ce qui n'auroit point été employé par ces moyens pouvoit l'être en dixièmes d'actions montant à quatre cent millions, ou être porté aux Hôtels des Monnoies, ou demeurer actions rentières avec la garantie du Roi : qu'au moyen des facilités données pour l'extinction de tous les billets, leur emploi dans les payemens ne faisoit qu'empêcher la circulation & soutenir le haut prix des denrées : en conséquence Sa Majesté ordonnoit qu'à compter du premier Novembre les billets de banque ne pourroient être donnés ni reçus en payement, pour quelque cause que ce

fût , que de gré à gré ; & que du jour de la publication ils ne pourroient être admis en payement dans les bureaux de ses Recettes & Fermes ; que passé le dernier Novembre, ce qui resteroit de billets de banque ne pourroit plus être converti qu'en actions rentieres ou en dixiemes d'actions. Le 24 Octobre la Compagnie offrit au Roi un don gratuit de vingt millions en quatre payemens , à condition que les especes seroient reçues sans billets de banque aux Hôtels des Monnoies , sçavoir les especes d'argent sur le pied de soixante-dix-huit livres le marc , & celles d'or sur le pied de onze cent soixante-dix livres. En effet elle s'assuroit par ce moyen un bénéfice de quinze pour cent sur l'argent , & de douze pour cent environ sur l'or.

Telle fut la fin déplorable de ce fameux système de crédit de Finance , qu'il étoit encore tems de prévenir à la fin de Mai. Il est certain qu'en se décidant à l'éteindre entierement , on ne pouvoit trop se presser de donner un débouché aux effets qu'il avoit mis dans le Public & en proscrire le cours. La confusion que devoit entraîner sa chute eût vrai-semblablement été moins

grande, si le Gouvernement avoit formé un plan de retraite dès le commencement du desastre. Mais des dispositions journalières détruites les unes par les autres redoublèrent la crainte, le discrédit, la perte des particuliers & de l'Etat.

Il paroît que les faits se réunissent aux principes pour prouver que ce projet, de la manière dont il étoit conçu, ne pouvoit avoir assez de solidité pour être durable. Par un excès plus grand on compta trouver dans l'autorité des ressources pour violenter la confiance, & l'on éprouve en la compromettant que pour soutenir un plan vicieux il n'est point de bons expédiens. Peut-être l'auteur du système s'étoit-il persuadé que le pays où il vouloit opérer donneroit la préférence aux opérations d'un effet rapide & précipité, sur celles dont le succès progressif exige une assiduité constante de vues, & une uniformité de conduite pendant des années. Mais il devoit par la même raison concevoir que dans un pareil pays les révolutions sur le crédit devoient être rapides & précipitées; car la confiance du peuple gouverné est toujours relative aux maximes du Gouvernement.

Que l'on eût fortifié l'établissement de la Banque générale par des faveurs sans gêne, & sans mêler ses intérêts en aucune maniere avec ceux de l'Etat, on parvenoit, comme on l'avoit commencé en 1716, à rétablir la circulation éteinte par le seul cours du Commerce. Une monnoie fixe & invariable dans son titre & dans son poids à la Banque en faisoit nécessairement le centre de toutes les négociations intérieures & extérieures : cette sûreté multiplioit les entreprises, l'argent sortoit de ses retraites. Nos denrées, nos fabriques n'étant point renchéries par une abondance excessive & subite de l'espece, nous auroient attiré l'argent des Etrangers, l'aisance renaïsoit parmi tous les ordres de l'Etat. Le Gouvernement auroit trouvé dans la baisse successive des intétêts des moyens de diminuer ses charges, & dans l'augmentation de ses revenus des expédiens pour les libérer. Il restoit encore à la vérité un vice considérable dans la circulation occasionné par le discrédit des effets royaux : c'étoit un projet utile sans doute de les employer en actions dans une Compagnie à laquelle on eût procuré de grands bénéfices. Mais por-

ter la valeur de ces actions à un taux qui avertissoit les propriétaires de s'en défaire, leur assigner un dividende plus fort de la moitié qu'il ne pouvoit être payé; pour soutenir ce dividende en retirant une partie des actions, répandre tout à coup dans la circulation pour deux milliards de monnoie de papier, c'étoit élever un édifice que son propre poids devoit écraser. C'est cependant sur ces opérations qu'étoit fondée la libération prétendue de l'Etat, puisque sans le jeu des actions, sans le prix excessif auquel elles monterent, il eût été impossible de déterminer les créanciers de l'Etat, d'y fondre pour quinze cent millions d'effets dont la rente étoit assignée à quatre pour cent. Encore ces opérations ne libéroient-elles pas l'Etat du capital, elles ne faisoient que diminuer sa charge de treize millions environ : car le Roi avoit hypothéqué cinquante-un millions de rente à la Compagnie, pour remplacer soixante-quatre millions qu'il payoit à quatre pour cent pour les quinze cent millions remboursés par elle & les cent millions de son capital.

Avec de la confiance, disent les partisans du système, on eût mis son au-

teur en état de perfectionner son état, blissement, de porter les revenus du Roi à trois cent millions, & dès-lors d'assigner annuellement des remboursemens considérables sur les capitaux. Mais pour exiger de la confiance il faut la mériter par des opérations claires & solides. Chez un peuple qui n'a point de part à l'administration publique par ses représentans, on doit employer à la conduite du crédit public de plus grands ménagemens qu'ailleurs ; parce que ce peuple retire d'autant plus vite sa confiance qu'il est plus facile d'en abuser, & parce que les combinaisons générales ne venant point à sa connoissance, chacun n'en juge que par les effets personnels. Alors dans les circonstances critiques il n'arrive que trop que le soin de pourvoir aux sûretés particulières détruit la sûreté générale, c'est-à-dire, que la prudence timide de chaque citoyen rompt les mesures de celui qui les gouverne. Mais celui-ci doit connoître la nature de la constitution, y accommoder ses réglemens, en prévoir les suites : & il seroit aussi injuste de rejeter le blâme du mauvais succès sur la legereté ou la précipitation de la Nation, que de reprocher à un malade

de n'avoir pas été guéri par le même remède qui a sauvé son voisin. Chaque constitution de Gouvernement a des avantages qui lui sont propres, & il n'en est point qui puisse les réunir tous au même degré; tant qu'il ne s'agira que de rendre les hommes heureux dans chacune, on arrivera au même but, si l'on sçait choisir le moyen d'exécution qui lui convient. Mais si l'on n'apportoit pas d'habileté dans ce choix, le Gouvernement du Législateur le plus actif & le mieux intentionné ne seroit que l'assemblage monstrueux de toutes les institutions qui ont produit ailleurs quelque bien.

Si l'on veut faire attention aux facilités que le Gouvernement a éprouvées en France pour le crédit depuis François I. malgré divers exemples fâcheux de l'abus de ce crédit, on concevra qu'il est possible de lui en procurer un très-étendu & à bon marché, si l'on veut le bien conduire & le fonder sur un pied solide. Dans le même espace de tems, aucun Etat n'a trouvé la moitié autant d'argent à emprunter, soit qu'on prenne des époques particulières, soit qu'on les confonde toutes dans un espace de deux cent cinquante ans environ : cha-

cun d'eux eût éprouvé les mêmes révolutions si l'administration eût été la même. On conviendra d'ailleurs que cette proportion, au lieu d'être de moitié devroit être de plus des deux tiers vis-à-vis de l'Angleterre par exemple, si l'on compare la position des deux Etats. Mais ce n'est pas encore la faute de la confiance nationale. L'Angleterre est mieux mise en valeur soit du côté des hommes, soit du côté des terres, & le montant des impositions dicte la proportion de rigueur des engagemens publics.

Ces réflexions paroissent propres à justifier notre Nation contre les imputations indécentes que lui ont fait quelques partisans du système, & à détruire le préjugé qu'ils ont voulu insinuer que c'étoit le seul moyen d'établir parmi nous le crédit public.

Une preuve sans réplique que la chute du système ne fut point une faute nationale, mais qu'elle étoit attachée au vice de sa construction, c'est que les Etrangers qui s'y trouvoient intéressés furent les premiers réaliseurs. Tandis que les Citoyens voyoient enlever leur argent en échange du papier, pouvoit-on exiger d'eux qu'ils se rassurassent les uns & les autres, & qu'ils s'occupas-

sont uniquement du soin de maintenir l'harmonie du système en attendant les fruits ? Supposons même que par un effort au-dessus de l'humanité, cela fût arrivé, voyons-en les suites. Les Etrangers à la faveur du surhaussement excessif du prix de nos denrées & de nos manufactures, de l'accroissement immodéré de notre luxe occasionné par celui de quelques fortunes particulières, auroient apporté leurs denrées avec avantage; payés suivant la Loi en monnoie de papier, ils auroient continué de l'échanger avec l'argent: bientôt il auroit disparu en entier. Il nous seroit resté une grande valeur en monnoie de papier; nos consommations intérieures eussent été très-abondantes, les revenus publics se fussent accrûs dans la même proportion; mais l'Etat n'auroit conservé aucune influence au-dehors, n'y pouvant faire de dépense; les Etrangers se seroient emparés non-seulement de nos richesses réelles, mais des Commerces qui les produisent; une pareille situation pouvoit-elle subsister ? A moins qu'on ne veuille se séparer des autres hommes, il faut suivre les usages généraux consacrés parmi eux. Nous avons deux sortes d'intérêts à

374 *Recherches & Considérations*

nous procurer l'abondance de l'argent , celui d'occuper notre peuple , & celui d'empêcher les autres Etats de le gagner , puisqu'il est reçu que la somme des richesses influe si considérablement sur la balance des pouvoirs.

L'instant de la chute totale du système fut une crise violente dans l'Etat , & replongea la circulation dans un anéantissement plus grand encore que celui où elle se trouvoit au premier Septembre 1715. Les effets publics montoient à des sommes beaucoup plus considérables , ils intéressoient un bien plus grand nombre de familles , & les plus pauvres se trouvoient quelques billets de banque. L'impossibilité de soutenir la Compagnie , l'incertitude des mesures qu'on alloit prendre , tout contribua au resserrement de l'argent qui se trouvoit concentré entre un petit nombre de mains ; le travail cessa , on ne vouloit point vendre les denrées. Quoiqu'on eût promis authentiquement de ne jamais rechercher les actionnaires à raison de leurs bénéfices , on se crut forcé le 28 Octobre d'obliger les plus considérables de répandre dans le public une partie des richesses qu'ils gardoient. Il fut dressé des rôles par les-

quels ils étoient taxés à l'achat d'un nombre d'actions proportionné aux gains qu'ils avoient faits, & qu'ils devoient rapporter dans quinzaine à la caisse de la Compagnie, où elles resteroient trois années en dépôt : dans le cas où ils n'en pourroient trouver dans le public la quantité prescrite par leur taxe, ils devoient en acheter à la Compagnie de celles qui lui restoient des deux cent cinquante mille créées le 15 Septembre, pour les y payer sur le pied de treize mille cinq cent livres l'action en billets de banque. Pour distinguer les actionnaires de bonne foi, il fut ordonné à tous porteurs d'actions de les apporter dans huitaine à la Compagnie, pour y être déposées en compte jusqu'au 15 Novembre, & timbrées d'un second sceau.

La faveur éluda en partie ce règlement, & les actionnaires de bonne foi aimèrent mieux vendre à tout prix que de déposer leurs actions, dans la crainte de ne les revoir jamais ; ce qui les fit encore baisser de prix sur la place.

Le premier Novembre le terme du dépôt des actions à l'égard des actionnaires de bonne foi fut prolongé de dix jours pour Paris & de vingt jours pour

les Provinces ; mais l'Arrêt ajouta que passé ce terme, les actions qui n'auroient pas été rapportées demeureroient nulles & seroient biffées sur les Régistres de la Compagnie. Cette contrainte suspecte décria absolument les actions ; elles se négocioient publiquement, malgré les défenses de s'assembler, à deux mille livres en billets de banque, qui perdoient quatre-vingt-dix pour cent ; de manière qu'une action qui représentoit treize mille cinq cent livres sur le pied de la fixation, ne produisoit pas deux cent livres en espèces. Le besoin que les Négocians avoient d'espèces & la défiance en déterminèrent un grand nombre à s'en défaire sur ce pied : & les gros réaliseurs, qui ne se trouverent pas assez de crédit pour se faire décharger de leurs taxes, profitèrent de leurs détresses pour les remplir à peu de frais.

Le 27 Novembre la Compagnie se procura quelques secours de la part de ses actionnaires par un emprunt de vingt-deux millions cinq cent mille livres, pour le soutien de son Commerce, par un appel de cent cinquante livres par action payables un tiers en billets de banque & les deux tiers en espèces. Sa
Majesté

Majesté ordonnant qu'il seroit appoſé un troiſieme ſceau ſur les actions dont les porteurs auroient rempli l'appel, & que celles qui n'en ſeroient pas revêtues dans le 20 Décembre demeureroient nulles.

Par le calcul de cet Arrêt il paroît que les actions exiſtantes dans le public montoient à cent cinquante mille, leſquelles au prix de la fixation, c'eſt-à-dire à treize mille cinq cent livres, euſſent formé un capital de deux milliards vingt-cinq millions, mais qui ne valoient plus au cours de la place que trois cent millions en billets.

Cette baiſſe prodigieuſe augmenta encore à meſure que le bruit ſe confirma d'une recherche des actionnaires; de maniere qu'on rapporte qu'une action ſe vendit un louis d'or.

Cette recherche s'opéra en effet dans le mois de Janvier par un viſa de tous les effets & de toutes les actions qui reſtoient dans le public des débris du ſyſtème. Les porteurs devoient les déposer à la Compagnie, & juſtifier par-devant les Commiſſaires nommés, d'où & de quels fonds ils avoient acquis ces effets; afin de pouvoir retenir ceux qui appartenoient aux réalifieurs & aux

378 *Recherches & Considérations*
agioteurs , qu'on vouloit rendre responsables du discrédit public.

Cette opération fut précédée de deux autres , dont l'une ôta à la Compagnie des Indes l'administration des recettes générales , & résilia tous les baux des Fermes qui lui avoient été passés. La seconde réunit la Banque à la Compagnie , de manière que les opérations de l'une seroient pour le compte de l'autre.

La Compagnie forma opposition à ce dernier Arrêt avec plus de justice que de succès. On n'entrera point dans ces discussions qui n'appartiennent pas à la combinaison du système non plus que le visa.

L'une & l'autre entreprise étoient également contraires aux engagements authentiques & réitérés que le Gouvernement avoit pris : & vraisemblablement on pouvoit recourir à des expédients moins violens & moins funestes par la trace qu'ils laissent dans la mémoire des hommes. Il ne s'agissoit plus d'emprunts ou de traités usuraires faits par l'Etat , de doubles emplois dans les comptes des finances , d'imputer les intérêts excessifs sur les capitaux , enfin le motif n'étoit plus à la suite d'une

longue guerre qui avoit jetté l'Etat dans un épuisement total, de composer d'une partie de la dette pour assurer l'autre.

Ici l'autorité n'avoit d'autre vûe que d'avilir & d'annuller des effets donnés un an auparavant au public pour lui servir de monnoie. On punissoit des Citoyens d'avoir manqué de confiance dans un calcul qui ne leur avoit pas paru solide, tandis que l'acte seul de cette recherche justifioit leur défiance. On en taxoit d'autres pour avoir acquis à vil prix ce qu'on eût abandonné avec une perte totale s'il ne se fût trouvé des acquéreurs. Au lieu d'arriver à la libération de l'Etat par une inquisition qui portoit le trouble dans les familles innocentes comme dans celles que l'on traitoit de coupables, une regle générale qui auroit procuré un emploi à tous ces effets en les évaluant au cours de la place, eût produit, suivant les apparences, un effet plus étendu, moins odieux, & la crise de l'Etat eût été moins longue.

Après avoir tracé le plan du système de Finance & la marche de son exécution, il nous reste à le considérer dans les révolutions qu'il a opérées, soit à

380 *Recherches & Considérations*
l'égard des particuliers, soit à l'égard
de l'Etat.

Les ruines du système ont sans doute écrasé un très-grand nombre de familles ; mais elles en ont relevé d'autres en leur procurant les moyens de se libérer de leurs dettes. C'est principalement aux propriétaires des terres qu'il a été favorable. Les uns profitèrent du haut prix auquel elles étoient portées pour liquider de gros emprunts par la vente d'une petite partie de leurs fonds ; d'autres empruntant à bas intérêt pour rembourser ce qu'ils devoient sur le pied de cinq pour cent ; diminuèrent leurs charges ; un très-grand nombre enfin profitèrent du discrédit des billets pour les acheter à vil prix & rembourser leurs créanciers. Ainsi à cet égard le système a produit quelque bien présent à l'Etat, parce que la culture est meilleure entre les mains d'un propriétaire riche, qu'entre les mains d'un propriétaire obéré, & parce que la Noblesse s'est trouvée plus à son aise & plus en état de servir.

En général tous les débiteurs gagnèrent une partie de ce que perdirent les créanciers ; mais il se trouva une perte qui ne fut au profit de personne sur la

baïsse des effets qui avoient circulé comme monnoie, & qui avoient été employés dans les remboursemens. Quand même on supposeroit que la même somme d'argent existoit dans l'Etat, ce qui n'est pas vrai-semblable, il en résulteroit toujours une plus grande inégalité dans la répartition, & il est toujours vrai de dire que grand nombre de familles bien établies, en état de secourir la République, furent renversées, sans que leur malheur tournât au rétablissement d'un nombre égal de familles réduites au point où celles-ci le trouverent; dès-lors la population a dû perdre beaucoup, ainsi que les Finances.

Enfin la maniere dont une grande partie des remboursemens se fit aux créanciers a porté au crédit, à la confiance, & peut-être à la bonne foi une plaie qui saigne encore. Le souvenir de ces événemens nuit sur-tout dans les Provinces à la facilité du prêt, retire de grandes sommes de la circulation, contribue à soutenir l'intérêt de l'argent; & il n'est que trop commun de voir des gens qui ne veulent pas se libérer en entier de leurs dettes, dans l'espérance chimérique d'une pareille révolution.

382. *Recherches & Considérations*

Les laboureurs & les gens de campagne gagnèrent au système dans les environs des grandes villes, parce que la consommation fut très-vive, & que leurs fermages continuant sur le pied où le système les avoit trouvés, ils s'acquitterent des arrérages de leurs impositions. Mais ce bénéfice ne fut pas de longue durée, parce que les non-valeurs qui suivirent la chute du système, le défaut de circulation & l'augmentation des impôts les replongerent dans l'état de pauvreté dont ils venoient de sortir. Les manufactures travaillèrent assez vivement pendant quelque tems, pour répondre à l'accroissement de la consommation, & à la demande de ceux qui réalisoient en denrées. Mais le Commerce perdit considérablement par le décri des billets de banque, par l'anéantissement où le défaut de circulation le retint depuis pendant plusieurs années. Cependant le luxe qui commença à s'introduire, soit parmi la Noblesse qui s'étoit libérée de ses dettes, soit parmi les particuliers enrichis au commerce du papier, anima l'industrie dans quelques branches. Mais si cette augmentation eût porté sur les manufactures simples & communes par les effets d'une bonne

administration, elle eût été plus utile; car on ne peut appliquer le nom d'utilité au produit d'une industrie occasionnée par la rapidité & l'immensité de quelques fortunes particulières aux dépens de la fortune générale. La dépense de ces hommes qui sortent tout-à-coup de la proportion commune à la faveur d'une crise publique, est un moindre mal que leur économie, mais ne peut être réputée un bien.

Il résulte aussi du mouvement rapide donné pendant quelque tems à la consommation, une espèce d'émulation & d'effort dans le génie des artisans qu'une longue inaction avoit abattu. On peut même compter parmi les compensations des pertes que la chute du système occasionna au Commerce, l'introduction de l'esprit de calcul. Mais il est à croire qu'un bon plan d'administration auroit produit des effets plus étendus & plus généraux; que le Commerce n'auroit point éprouvé l'état de langueur où il resta jusqu'en 1726; & il est très-certain qu'il nous auroit attiré beaucoup d'argent des Etrangers, au lieu que les opérations du système leur firent passer des sommes immenses du nôtre.

384 *Recherches & Considérations*

Il est évident que les finances se trouvoient chargées de plus gros capitaux de dettes après la chute du système qu'auparavant ; puisque les billets de mille livres & de dix mille liv. se trouvoient déclarés actions rentières dont le Roi répondoit. On a vû que les effets remboursés par la Compagnie des Indes, y compris les cent millions de capital des actions d'Occident, montoient à seize cent millions.

Les effets présentés au visa montoient à deux milliards deux cent vingt-deux millions cinq cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-une liv. par conséquent la dette étoit accrue de plus de six cent millions.

Le visa annulla au profit du Roi cinq cent vingt-un millions huit cent soixante-quatre mille cent quatre-vingt-sept liv. qui ayant eu les qualités de la monnoie formoient un vuide réel dans la circulation & les consommations. L'Etat après ce retranchement se trouvoit encore redevable d'un milliard sept cent millions sept cent trente-trois mille deux cent quatre-vingt-quatorze liv.

Le bénéfice que l'on fit par la réduction de l'intérêt des contrats au denier quarante ne peut être considéré comme

un avantage, puisque ce fut une opération violente qui ruina une grande partie des créanciers de l'Etat, & que le Commerce ne retrouva pas dans la baisse générale des intérêts un dédommagement des consommations qu'il perdoit ; opération qui lui a coûté depuis par la diminution de son crédit beaucoup plus qu'il ne gagna alors.

Enfin il fallut augmenter de nouveau les impositions, & faire une seconde fois divers retranchemens sur les dépenses que l'on avoit rétablies.

Il paroît donc qu'en général le système n'a procuré par lui-même aucun des avantages que lui attribuent beaucoup de personnes, même dans la chute, puisque ces avantages prétendus eussent également été produits, sans être accompagnés des mêmes inconvéniens, par une bonne administration qui auroit travaillé avec moins de précipitation sur un plan fixe & des principes solides à la libération de l'Etat, au rétablissement de la circulation, de l'Agriculture, du Commerce, & de la consommation. Quand même cette administration auroit pris le parti de faire un second retranchement sur les dettes de l'Etat pour accélérer l'exécution de

ses vûes, ce qui eût été une mauvaise opération relativement au crédit, il est évident qu'elle auroit occasionné moins de desordres publics & particuliers, que la chute du système & le visa. Enfin, puisqu'en 1718 les revenus & la dépense étoient au pair, il est clair que dans l'espace de tems qui s'écoula jusqu'en 1728, que finirent toutes les liquidations, il eût été facile, au moyen du bénéfice de la paix, de se procurer un nouveau fonds destiné à l'amortissement des dettes de l'Etat. Les Fermes générales seules monterent depuis 1718 jusqu'en 1733 de quarante-huit millions à quatre-vingt-fix, malgré les révolutions éprouvées dans le crédit public, le Commerce, & les fortunes particulières. Il est donc évident qu'avec une administration tranquille & économe on auroit pu rembourser dans ces quinze années plus de deux cent cinquante millions de dettes publiques, en les retirant suivant le cours de la place par des achats particuliers. On se seroit au moins trouvé au même point quant à la libération de l'Etat, puisqu'en 1733 il paroît que toutes les rentes montoient à soixante-cinq millions environ, y compris huit millions de rentes viage-

res. Mais il est vrai-semblable que le Royaume auroit été plus riche; puisqu'il n'en seroit point sorti d'argent, & que le Commerce protégé & favorisé y en eût fait rentrer annuellement; qu'on se seroit épargné une interruption de près de six années dans la circulation, & une plus longue encore dans les consommations. Enfin, puisqu'au lieu de deux crises éprouvées en quatre années dans les Finances de l'Etat, il n'en eût été ressenti qu'une beaucoup moins violente que l'autre, & dans l'opinion des Peuples & dans ses effets; on se seroit par conséquent épargné plusieurs opérations funestes, telle que celle des restes du bail de 1726, qui coûta plus de soixante millions à l'Etat, la revente des Offices sur les ports au tiers de leur valeur. Si l'on considère toutes ces circonstances, on verra que la France eût été réellement plus puissante en 1733, si le premier plan d'administration eût été suivi sans la faire passer par l'épreuve du système. Mais si l'on porte ses regards sur les mauvaises ressources de finances qui furent employées depuis 1733, telles que les tontines, les traités onéreux au Prince, on connoitra que les suites de la chute du

388 *Recherches & Considérations, &c.*
système ont été bien plus étendues &
plus funestes au Corps politique, qu'on
ne se l'est imaginé d'abord.

Mais le plus grand des maux qu'il a
produits est peut-être l'odieux qu'il a
jetté sur le mot de système; le seul ce-
pendant par lequel il soit possible d'ex-
primer un projet conséquent à des prin-
cipes donnés. Trop peu de gens se pro-
curent les lumières suffisantes pour ju-
ger des principes par des réflexions
profondes sur l'administration; & le
vulgaire, c'est-à-dire le plus grand nom-
bre, est parvenu à craindre tout ce qui
présente une suite d'idées liées entr'el-
les par un rapport commun & essentiel.
Tout homme qui a le malheur de pro-
poser un plan, soit pour opérer des ré-
formes, soit pour trouver des expé-
diens, se voit mépriser comme esprit
systématique, & rarement sera-t-il em-
ployé, au moins dans les matières sur
lesquelles il aura raisonné. Les bons
esprits & les bons citoyens ne doivent
cependant pas ralentir leurs efforts,
& nous devons espérer que, si d'excel-
lens Logiciens parviennent une fois à
faire adopter des idées saines, le rai-
sonnement reprendra l'empire qu'il doit
avoir sur les hommes.

F I N.



T A B L E

D E S M A T I E R E S

Contenues dans le sixieme Volume.

A

Actions des Fermes, leur création, 276, 277.
Actions de la Compagnie d'Occident, leur création,
 274. moyens employés par Law pour les faire monter,
 286. création pour vingt-cinq millions de nouvelles
 actions de ladite Compagnie, appelée Compagnie
 des Indes, 287. prix auquel elles montent, *ibid.* ma-
 nège employé pour cela, 287, 288. on ouvre une
 nouvelle souscription pour vingt-cinq millions à cent
 pour cent de bénéfice, 293. répartition assignée aux
 actions, 294. moyens qu'on employe pour les faire
 monter, *ibid.* & 304. ce qui arrive en effet, 306. ou-
 verage d'une autre souscription sur le pied de mille
 pour cent, 297. autre création pour cinquante mil-
 lions, 299. différence qu'on met entre les anciennes
 & les nouvelles, 300. totalité des actions, 301. prix
 auquel elles montent, 302. Law trouvant la hausse
 excessive, cherche à empêcher une baisse rapide, 306.
 leur variation inspire de l'incertitude, 309. on règle
 le dividende pour l'année 1720 d'une manière impos-
 sible, vu le revenu de la Compagnie, 311, 312. ce
 qui ne soutient pas le crédit des actions, 313. on en
 permet la conversion en billets de banque, *ibid.* la
 Compagnie s'engage moyennant une prime de four-
 nir des actions à un certain prix pendant six mois,
 314. on employe divers moyens pour soutenir les ac-
 tions, 314, 315. 318, 319. on défend aux Particu-
 liers d'en négocier à prime, mais inutilement, 320.
 321. création d'actions rentières pour 500 millions
 de capital, 324. on fixe le prix des actions à 9000
 liv. 328. on permet de les convertir en billets de ban-
 que, 329. réflexions sur cette conversion, *ibid.* Ar-
 rêt du 21 Mai qui porte une diminution successive sur
 les actions, 336. on le révoque inutilement, 346.

K k iij

appel volontaire de 3000 liv. par action payables en billets de banque ou en actions, 349, 350. elles baissent, 353, 354. la Compagnie en crée cinquante mille sur le pied de 9000 liv. 354, 355. elle ouvre une nouvelle souscription de vingt mille actions, 357. Arrêt du 15 Septembre qui fixe les actions à 2000 liv. 360. création de cinquante mille nouvelles actions en dixièmes, 360, 361. dividende promis, 361. on oblige ceux qui ont des actions à satisfaire à l'appel qui dans son origine étoit volontaire, 363. ou à les convertir en actions rentières, 363, 364. il s'est vendu des actions pour un louis-d'or, 377.

Actionnaires, Edit du 15 Août où l'on promet de ne les pas taxer, 359. on les taxe, 374, 375. effets de cette taxe, 375 & suiv.

Aliénations, elles ont des suites funestes, & dont les conséquences sont durables, 113. elles consistent en rentes, gages, augmentations de gages, finances d'offices supprimés & billets de l'Etat, *ibid.* elles diminuent d'autant le bien du Royaume, *ibid.* elles produisent le luxe & la paresse, 113, 114. elles augmentent les dépenses de l'Etat par la facilité qu'il a d'emprunter, 114. leur montant lorsque M. de Suilly fut appelé à l'administration des Finances, 114, 115. conduite qu'il tint pour les diminuer & ses effets, 115. leur montant lorsque M. Colbert entra dans les Finances, sa conduite pour les diminuer, 116, 117. leur montant de 1689 à 1699. page 128.

Argent, on défend l'usage de la monnoie d'argent, sauf des fixièmes & douzièmes d'écus, 333. *Voyez* Especes, Monnoie.

B

Banque générale, on reçoit les billets en paiement des droits, &c. 20, 21. 273. crédit que cet arrangement lui donne, 273; 274. avantages des banques, 21. de celle de France, *ibid.* Edit du 4 Décembre 1718. qui convertit la banque générale en banque royale, 278, 279. qui établit des Bureaux en diverses Villes, &c. 279. Edit du 27 qui défend entr'autres de faire en argent les payemens au-dessus d'une certaine somme, 279. but de cet Edit, 280. Edit du 22 Avril 1719 sur la stipulation des billets de banque en livres tournois non sujettes aux diminutions, 281. réflexions sur cet Arrêt, 281, 282. Edit du premier Décembre en faveur de la banque, 307. Arrêt du 21 qui fixe l'argent

DES MATIERES. 395

de banque à cinq pour cent au-dessus de l'argent courant, & autres articles, 309. la régie de la banque est remise à la Compagnie des Indes, 321. la banque cesse de payer, 354. effets de cette cession, *ibid.* Voyez *Billets de Banque.*

Biens dans un Etat; il y en a de deux sortes, leur concurrence fait augmenter l'intérêt, 60, 61.

Billets des Receveurs généraux, arrangement pris à cet égard; on en diminue l'intérêt, & on offre aux Porteurs un moyen de les écouler, 37 & *suiv.* on les convertit en billets de la Caisse commune des recettes générales, 40, 41, on les vise, 48, 49.

Billets de l'Etat, débouché qu'on leur ouvre, 1 on les reçoit en paiement d'arrérages du Dixième, de la Capitation & de l'Annuel, 2. écoulement qu'on leur donne, 49. arrangement pris à leur égard, 39, 40. on ordonne qu'il n'en sera plus payé d'intérêt, 48. on proroge le paiement de l'intérêt, *ibid.* ils gagnent dix pour cent, 300.

Billets de banque, Edit qui en ordonne une fabrication pour cent dix millions, 281. pour cinquante millions, 289. pour deux cent quarante millions, 292. pour cent vingt millions, 297. pour cent vingt millions, 302. pour trois cent soixante millions, 311. pour 438 millions, 335. on cherche à les rendre préférables à l'argent, 292. ils valent dix pour cent plus que l'or & l'argent, 298. il paroît qu'il en a été fabriqué sans Arrêt du Conseil, 302. Edit du premier Décembre en leur faveur, 307. on employe divers moyens pour soutenir leur crédit, 309. 322. 329. on permet de les convertir en actions, 313. 329. réflexions sur cette opération, 313. 329. leur perte en échange de l'argent augmente journellement, 327. 335. 356. leur quantité, 335. Edit qui les réduit à la moitié, 340. réflexions sur cet Edit, 341. 344. on le révoque peu de jours après, 346. les billets perdent de plus-en-plus, 346, 347. on crée vingt-cinq millions de rente sur l'Hôtel-de-ville au denier 40 payables en billets de banque, 350, 351. on propose d'ouvrir des comptes en banque pour en écouler, 353. divers débouchés qu'on leur ouvre, 356, 357. on en fabrique pour cinquante millions de petits, 359. Edit du 15 Septembre qui indique leur peu de valeur, 360. on en reçoit à la monnoie avec de vieilles especes, 362. profit qu'en tirent les étrangers, 362 & *suiv.* quantité de billets qui a été fabriquée,

364. écoulement qui leur a été offert en rentes perpétuelles ou viagères, 335, 336. 363. 365. en dixièmes d'actions, *ibid.* en les portant à la monnaie, 365. en actions rentières, *ibid.* on défend de les donner en paiement, si ce n'est de gré-à-gré, 365, 366.

C

Capitation, amélioration qu'on y fait, 96, 97.

Chambre de Justice, Edit qui met fin à ses recherches, & qui instruit de ses principales opérations, 14 & *suiv.* montant des taxes qu'elle a faites, 29. ce qu'on a reçu à compte, *ibid.*

Change, (le) ce que c'est que le change, 133. 206, 207. les causes de ses variations, 134, 135. pertes essuyées en France par l'Etat & les Particuliers par le change, parce qu'on a voulu éviter le transport des espèces, 137, 138. il varie suivant la balance du Commerce d'un Etat à un autre, 206 & *suiv.* il affecte le Commerce étranger, 208. il seroit à-peu-près au pair sans la défense de transporter les espèces, 210. le change étant contre la France, les marchandises étrangères en France haussent de prix, & celles de France en pays étranger baissent, 214 & *suiv.*

Charges, on en supprime & liquide plusieurs, 96.

Commerce, maniere dont il se faisoit anciennement, 246. changement qu'y a apporté l'introduction de l'argent, *ibid.*

Commerce de Colonies, Règlement sur les droits d'entrée & de sortie, de ce qu'on y porte & de ce qu'on en rapporte, 22, 23. abus qui y reste dans la limitation du Commerce à certains ports, & dans l'obligation de revenir au port d'où l'on est parti, 23, 24.

Compagnie du Sénégal, son privilège est remis à la Compagnie d'Occident, 276.

Compagnie d'Occident, Lettres patentes pour son établissement, 50, 51. conditions, 51. son fonds, *ibid.* il est fait en billets de l'Etat, *ibid.* ses opérations, 274. elle se charge de la Ferme du Tabac, 275, 276. de la concession du Sénégal, 276. la situation au 27 Mars 1719. p. 285. avantages qu'elle retire de la Louisiane, 286. avantages que le Roi lui fait, 286, 287. on l'appelle *Compagnie des Indes*, 287. on lui réunit le privilège de la Compagnie d'Afrique, 289. celui des Minnoies, 290. le bail des Fermes générales, 295, 296. elle prête au Roi douze cent millions,

DES MATIERES 393

296. conditions du prêt, *ibid.* encore cent millions & à quelles conditions, 298, 299. encore deux cent millions, 303. elle se charge des recettes générales des Finances, 304. & fait des propositions utiles, *ibid.* on lui donne le privilège des affinages & des départs, 308. elle promet une répartition que ses revenus ne lui permettent pas de faire, 312, 312. où il falloit la borner, 313. elle s'engage, moyennant une prime, de fournir des actions à un certain prix pendant six mois, 314. on lui remet la régie de la banque, 321. conditions de cette remise, 321 & *suiv.* réflexions, 324 & *suiv.* on permet à la Compagnie de constituer sur elle des rentes viagères au denier vingt-cinq pour cent millions, 335, 336. elle a ordre de former son bilan, 348. résultat de son bilan, 349. ses délibérations, *ibid.* Arrêts en conséquence, elle fait un appel de 3000 liv. par action, payables en actions ou en billets de banque, 350. le Roi lui confirme ses privilèges, à condition qu'elle retirera pendant douze mois cinquante millions par mois de billets de banque, 354, 355. elle est sous la direction générale de Guillaume Law, 358. on lui ôte les Recettes générales & les Fermes, 378. on lui réunit la banque malgré elle, *ibid.*

Comptes en banque, on propose d'en ouvrir, 353. Arrêt du 13 Juillet qui le permet, 354. montant des comptes en banque, *ibid.* Edit du 15 Septembre qui les réduit au quart, 360.

Crédit, nature & effets du crédit, 143, 144. ce que c'est que le crédit public, 145. d'un Etat, 147. les causes, 147, 148. la base, 148. le moyen de le rétablir, *ibid.* différence entre le crédit d'un Etat & celui des Particuliers, 268 & *suiv.*

D

Denrées, causes de leur différente valeur en différents endroits, 248.

Dépenses au 17 Juin 1717. p. 27. dépenses & projet de dépenses pour 1717. p. 97 & *suiv.* pour 1718. p. 110.

Dettes, on partage les dettes exigibles en cinq classes, 25. à quoi elles montent, 29. leur liquidation, 28. diminution qui a été faite sur les dettes foncières, 29. état de ce qui restoit dû des années 1715, 1716, 1717. p. 98. montant des restes des Tailles, du Dixième, de la Capitation, 99, 100. dettes exigibles à li-
quider, 100.

Lix cme, Edit qui en annonce la suppression, & qui renferme une partie des travaux faits & à faire, 30 & suiv. réflexions sur cet Edit, 41 & suiv. eût-il été à souhaiter qu'il eût continué encore pendant quatre à cinq ans, 43.

Domaines, on vend & aliène les petits, payables en billets de l'Etat, 50.

E

Eau-de-vie, on diminue les droits sur celles de Languedoc & de la Provence, 24.

Effets Royaux, ils augmentent tous de prix, 299.

Emprunts, manière de les faire, 130, 131. comment on les a faits, 128.

Emprunteurs, ce qui en fait le nombre dans un Etat, 59, 60.

Especies, on en fait une augmentation, mais insuffisante pour soutenir le système, 347.

Especies, tout ce qui est propre au monnayage peut devenir especies, 247. l'abondance des especies est-elle le principe du travail de la culture & de la population, 248 & suiv. examen de ces deux principes de Law, 247. en particulier du second, 249 & suiv. effets de l'abondance des especies, *ibid.* deux sortes d'abondance, 247. ce qui les fait réputer abondantes, 247, 248. on confisque au profit de la Banque les anciennes especies trouvées chez des Particuliers, 308. on ordonne une diminution sur toutes, excepté sur les pieces de vingt sols & de dix sols, 317. on défend d'en transporter, *ibid.* d'en avoir chez soi, *ibid.* effets de ces défenses, 317, 318. on les révoque, 346, 347. on augmente les especies, 331. on défend de garder chez soi plus de 500 liv. 3:7, 333. on annonce une diminution, 333. ce qu'il fut porté d'especies à la Banque, 334. on en fabrique de nouvelles sur le pied de 90 liv. le marc d'argent pour les diminuer ensuite, 334. la défense de transporter les especies est injuste, inutile & nuisible, 139. vrais moyens d'empêcher le transport 141 & suiv.

Etats du Roi, arrangemens pris à cet égard, 46. on en fit quatre classes, 46, 47.

Exemptions, Edit qui en supprime plusieurs, 35. suppression de diverses exemptions, 45.

F

Ferme, on supprime les quatre sols pour liv. établis sur toutes les Fermes, 13. diminution que cette suppression apporta au produit des Fermes, *ibid.* toute aug-

DES MATIERES. 395

- mentation de droits à cet égard a ses dangers, 14. on adjuge les Fermes générales à une Compagnie, 276. avantages de leur administration sous les yeux du Conseil, 277. la Compagnie des Indes se charge du bail des Fermes générales, 295. on le lui ôte, 378.
- Fermiers Généraux*, ils fournissent une somme à l'Etat, comme un secours & non comme une taxe, Déclaration en leur faveur, 19.
- Finances*, leur état en 1718, & réflexions, 101 & *suiv.* sixieme partie du rapport des Finances fait le 17 Juin 1717, p. 506 & *suiv.* les causes de leur desordre sont les aliénations & les traités extraordinaires, 113 & *suiv.* conduite tenue depuis la Régence pour les rétablir, 151 & *suiv.* ce qu'il y a à faire, 153.
- Fonds*, maniere de faire les fonds extraordinaires, 128. celle dont ils ont été faits, *ibid.* fonds libres pour 1717, p. 98. pour 1718, p. 110.

I

- Impositions*, l'inégalité dans la repartition des impositions, est une suite de l'arbitraire, 131. avantages de l'égalité, 132.
- Industrie* tardive, ses effets, 255.
- Intérêt*, on propose de le baisser, 54. origine de l'intérêt, 55, 56. sur quoi réglé, 56 & *suiv.* sur le produit & la sûreté de l'emploi, *ibid.* son taux dans différentes époques, 56, 57. différence qu'il y a toujours eu entre l'intérêt des rentes & l'intérêt marchand, 57. l'Etat doit-il le fixer, 58. raisons qui ont porté à le faire, 59. effets d'une réduction forcée, 61. raisons pour & contre, 62, 63. moyens qui amènent une réduction naturelle, 66 & *suiv.* moyen de réduire l'intérêt à sa juste proportion, 63. différence entre la réduction forcée & celle qui est naturelle, 64. raisons qui doivent engager à faire la réduction, 66. bons effets qu'elle auroit produits, 67. la réduction forcée fait-elle augmenter le prix des denrées, 68. ses effets sur les productions de la terre & les ouvrages de l'industrie, 69. faut-il observer une proportion entre le produit des rentes & celui des fonds & du Commerce, 73. Mémoire sur la réduction des intérêts au denier 25 pour les contrats de constitution entre les particuliers, 154. raisons pour la réduction, 156. réflexions sur les réductions précédentes, 157. les rentes sur la Ville & les intérêts de ce que le Roi doit, sont au denier 25, *ibid.* c'est contre le crédit du Gouvernement de laisser un taux plus fort entre les particuliers, 159. cela fait

tort à tous les Officiers des Cours supérieures, &c. auxquels il est dû par le Roi, & qui doivent la finance de leurs Charges, 161. encore plus à ceux dont les Charges ont été supprimées, *ibidem*. le débiteur doit être plus favorisé que le créancier, 162. on aggrave la condition des créanciers de l'Etat, des Pays d'Etats & du Clergé, en remettant le Dixième, 163. & *suiv.* on nuit aux biens-fonds & au Commerce, 165. avantages qui résulteront de la réduction du taux pour les fonds, 165, 166. pour la circulation, 167, 168. pour le Clergé & les Pays d'Etats, 170. pour les créanciers de l'Etat, *ibid.* raisons contre la réduction, avec les réponses, 171. la réduction n'augmentera pas le prix des biens-fonds, 171. elle n'est pas un vrai moyen, 174. il n'y a pas assez d'argent dans le Royaume, 175. il faut une proportion entre les rentes continuées, les fonds & le Commerce, 176. l'avantage sera moindre dans les contrats de constitution, 177. tout augmentera de prix, 178. la réduction doit le faire naturellement, 179. l'avantage n'est pas comparable à la perte, 180. les emprunts seront plus difficiles, *ibid.*

L

Lanterne & nettoyage de Paris, le Roi veut se débarrasser de cet entretien, le Parlement fait des remontrances, 36.

Law, vic. générale de son système, 245 & *suiv.* où en trouve-t-on les principes, 245. il est fait Contrôleur Général, 314. il cesse de l'être, 347, 348. ce qu'on doit penser de son génie, 326. la Compagnie des Indes est sous la direction générale de Guillaume Law son frère, 358. voyez *Système*.

Liquidation, divers projets de liquidation, 104 & *suiv.* ils sont dérangés par le système, 106.

Loterie de tous les mois, les conditions, 52. on s'empresse d'y être admis, 53. le Roi par ce moyen fond trois à quatre millions de billets de l'Etat en rentes viagères à quatre pour cent, 54.

Louisiane, avantages qu'on en retire, 286.

M

Misère, les causes de la misère publique sont les aliénations, les traités extraordinaires, l'inégalité dans la répartition des impôts, la défense de transporter les espèces, & le peu d'attention sur le change, 112, 120, 132, 133. autres causes de la misère, le transport des

DES MATIERES. 397

Manufactures, la diminution des habitans, la guerre, & la diminution des especes, 149 & *suiv.*

Monnoyage, le papier y est-il plus propre que les métaux, 257. il n'est pas rare comme l'argent, 258. il n'a aucune valeur réelle, 259. il peut être avili, *ibid.* la rareté de l'or & de l'argent les rendent propres au monnoyage, 258.

Monnoye, Mémoire de M. Law sur l'usage des monnoyes, & sur le profit ou la perte qu'il peut y avoir pour un Prince & pour un Etat dans l'altération du titre de ses monnoyes, & dans l'augmentation ou diminution de leur prix par rapport aux Etats voisins, 181 & *suiv.* l'empreinte ne donne pas la valeur à la monnoye, 182. la défense de la transporter en fait sortir une plus grande quantité, 182, 201, 217. l'affoiblissement est injuste & porte coup à l'Etat, 182, 218, 235. le prix des différentes matieres ne doit pas être réglé par le Prince, 182, 235. définition de la monnoye par Boissard, 183. réfutation de cette définition, *ibid.* la monnoye est, comme tous les effets, incertaine en valeur, 186, 187, le Prince ne la lui donne pas, 184, 190, 193, 194. elle a diminué de valeur, & l'argent plus que l'or, 187, 189, l'affoiblissement des monnoyes depuis deux cent ans est considérable, 190, 191. effets de cet affoiblissement, 191, 192. erreur de M. Locke sur la monnoye, 192, 193. argent, comment employé à faire de la monnoye, 194. la défense du transport ne l'empêche pas, 201. elle est inutile, *ibidem.* moyens de l'empêcher, 202, 203. objections & réponses, 203, 204. la défense oblige-t-elle de prendre la valeur en marchandises, 204, 205. cette défense cause la contrebande, & par conséquent un plus grand transport, 205. elle fait augmenter le change, *ibid.* qui sans cette défense seroit à-peu-près au pair, 210. pertes que cette défense peut causer, *ibid.* 215. causes de l'affoiblissement des monnoyes, 217. ce qu'on entend par affoiblissement, 218. il fait transporter les especes hors du pays, 218. les effets, 220, 221. objections & réponses, 222, 228, 229. le prix des marchandises ne hausse pas avec les monnoyes, 227, 228. inconvéniens de l'affoiblissement pour les Douanes & les Tarifs vis-à-vis des Etrangers, 230. le surhaussement ne fait pas plus valoir les especes, 231. il est injuste à l'égard des anciens contrats, 234, 235. l'affoiblissement dans une seule espece de

monnoye fait plus de tort à l'Etat que si on le fait dans toutes, 235. il ne faut pas que le Prince fixe le prix des monnoyes de différentes matieres, parce qu'il décide de la proportion, & peut ne pas décider juste, 237 & suiv. toute monnoye doit avoir une valeur pour fondement, 259. la plus parfaite est celle qui par sa nature est la plus propre à être considérée comme le gage des biens, 261. l'or & l'argent étant réputés précieux par-tout, sont très-propres à devenir monnoye, *ibid.* on fait une augmentation, 331. on indique une augmentation & une diminution de monnoye, 356. effets de l'Arrêt sur les billets de Banque, *ibid.* & 357. on fabrique de nouvelles monnoyes à 90 liv. le marc d'argent, pour écouler de petits billets de Banque, 362. profit qu'en tirent les Etrangers, 362, 363. voyez *Especies*.

Monnoye de papier, moyens qu'employoit Law pour l'accréditer en Ecosse & en France, 263. fondement qu'il lui donnoit, *ibid.* comment il prétendoit en soutenir la valeur en concurrence de la monnoye d'argent, 267. voyez *Banque & Billets de Banque*.

O

Or, on défend l'usage de la monnoye d'or, & d'en garder, 333. la proportion entre l'or & l'argent ne doit pas être réglée, 238, 239. leur proportion en France & en Angleterre, 240.

P

Paris, le Roi veut se décharger de l'entretien des lanternes & du nettoyage de la ville de Paris, mais le Parlement fait des remontrances, 36, 46.

Parties doubles, on les introduit dans toutes les parties des Finances, 46.

Passeports, on défend aux Fermiers d'y avoir égard, sauf à ceux accordés aux Ministres étrangers & à ceux de Sa Majesté, 49.

Pensions, Déclaration du 30 Janvier 1717 qui en fait une réforme générale, 5, 6. réductions faites en conséquence, 11, 12. arrangement pris pour l'avenir, 12. réduction qu'on y fait encore, 34. 44.

Ponts & Chaussées, on en charge les Provinces, 97.

Population, proportion entre la population & les richesses, 254.

Prêteurs & Emprunteurs, ce qui en fait le nombre, 59, 60. *Prime*, la Compagnie des Indes s'engage, moyennant une prime, de fournir des actions à certain prix pen-

DES MATIÈRES. 399

Dant six mois, 314. on défend ce commerce aux Particuliers, 320 mais inutilement, *ibid.*
Pris éges, on supprime divers privilèges de franc-salé, 35, 36.

R

Réaliser, moyens qu'on employe pour cela, 311.
Recette & Dépense de l'année; on veut la savoir au juste, 48.
Recettes générales, la Compagnie des Indes en réunit l'exercice, 304. on les lui ôte, 378.
Receveurs des Tailles, on supprime les triennaux, & on réduit les taxations des autres, 77.
Receveurs généraux, visa de leurs billets, 49. Déclaration par laquelle on leur enjoint de faire compte; on les exempte de toute recherche, à condition qu'ils n'entreront dans aucun traité ou fourniture, 20, 21. on réduit leurs taxations, 76.
Rentes, leur montant en 1671 & 1683. p. 117. M. Colbert jugeoit qu'elles ne devoient pas excéder certaine somme, 116. son projet fut déconcerté, *ibid.* anecdote, 118. il suit dès qu'il peut son premier principe, 118, 119. conclusion à tirer, 119. on convertit les rentes en actions rentières, 296. on ordonne qu'elles soient toutes remboursées, 315. on les réduit à deux pour cent, sauf à recevoir le remboursement, 319. création de vingt-cinq millions au denier 40 au principal d'un milliard, payable en billets de banque, 350, 351. montant des rentes tant perpétuelles que viagères en 1733. p. 385.
Rentes viagères, création de 1200000 liv. au denier 16, payables en billets de l'Etat, 50. la Compagnie des Indes en crée pour cent millions au denier 25, pour diminuer les billets de banque, 335.
Revenus au 17 Juin 1717. p. 27. comparaison des revenus de 1715 avec ceux de 1683. p. 103.
Riches, ils doivent dans les crises faire le fonds du maintien & de la libération de l'Etat, 2, 3.
Richesses, différence entre celles acquises par les mines & celles qui sont acquises par le travail, 252. effets d'un accroissement subit & considérable de métaux par les mines, *ibid.*

S

Système, vue générale du système de Law, 245 & suiv. où en trouve-t-on les principes, 245. avant age du système d'Ecosse sur celui de France, 263. examen des

400 TABLE DES MATIERES.

son plan & de ses principes, 266. on cherche à en arrêter les progrès, 291. Law diminue les espèces pour parer ce coup, *ibid.* Arrêt du 5 Mars qui décide de sa chute, 327, 328. on cherche à le soutenir, 332. sa chute est-elle un mystère d'intrigue & de politique, 337. Arrêt du 21 Mai & réflexions, 336, 337. on le révoque le 27. p. 361. effets de cette révocation, *ibid.* la chute du système, 363. le système considéré dans les révolutions qu'il a opérées à l'égard des Particuliers & de l'Etat, 380 & *suiv.*

T

Tabac, la Louisiane en produit de très-bon, 286.

Tailles, on les diminue en 1717. p. 4.

Taille proportionnelle, Edit qui l'ordonne pour la ville de Lisieux, & comment, 77. joie des Habitans, 94, 95. on ne veut pas l'établir ailleurs, 95. on a laissé en d'autres endroits l'arbitraire, *ibid.* avantages pour le Roi de cet établissement à Lisieux, 95.

Taxes, leur montant, 29. ce qu'on a reçu à compte, *ibid.*

Traitans, a-t-on besoin de leur crédit, 127. sur quoi est-il fondé, 127 & *suiv.*

Traits extraordinaires, 120. ils sont peu légitimes, *ibid.* ce qu'on prouve par des exemples à l'égard des terres, 121. des charges, 122. quel en est l'objet & l'effet, 124. d'affecter un certain nombre de personnes, *ibid.* & les capitaux, *ibid.* il s'en faut de beaucoup que leur produit n'entre en entier dans les coffres du Roi, 126. ce qu'on prouve par des exemples, *ibid.*

Trésoriers, on les exempté de toute recherche, à condition qu'ils n'entreront dans aucun traité ni fourniture, 20, 21.

V

Vaisselle, on défend d'en fabriquer & d'en vendre, 327.

Vins, on diminue de moitié les droits de sortie sur les vins & eaux-de-vie du Languedoc, 24.

Visa, réflexions sur le visa, 377.

F I N.





